



27 septembre 2023

(23-6460)

Page: 1/112

Conseil du commerce des marchandises

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES
TENUE LES 6 ET 7 JUILLET 2023**

PRÉSIDENT: S. E. M. ADAMU MOHAMMED ABDULHAMID

La réunion du Conseil du commerce des marchandises (CCM, ou le Conseil) a été convoquée par l'aérogamme [WTO/AIR/CTG/25](#) et [WTO/AIR/CTG/25/Rev.1](#); l'ordre du jour proposé pour la réunion a été distribué sous la cote [G/C/W/828](#).

1 NOTIFICATION D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX.....	4
2 RETRAIT DU ROYAUME-UNI DE L'UNION EUROPÉENNE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE (G/L/1385/ADD.4)	5
3 RETRAIT DU ROYAUME-UNI DE L'UNION EUROPÉENNE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE ROYAUME-UNI (G/L/1386/ADD.4)	5
4 QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE DÉCOULANT DE LA CM12: FONCTIONNEMENT DU CCM ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES, ET RÉPONSE DE L'OMC À LA PANDÉMIE – RAPPORT DE SITUATION DU PRÉSIDENT (JOB/CTG/32, JOB/CTG/33)	6
5 ABSENCE DE RÉPONSE DES MEMBRES AUX QUESTIONS POSÉES PAR D'AUTRES MEMBRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS	7
6 NON-NOTIFICATION PAR LES MEMBRES D'ÉLÉMENTS CONFORMÉMENT À CERTAINS ACCORDS DE L'OMC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS	9
7 MESURES ACCORDANT AUX PMA AYANT RÉCEMMENT QUITTÉ CE STATUT ET DONT LE PNB EST INFÉRIEUR À 1 000 USD DES AVANTAGES AU TITRE DE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR DJIBOUTI AU NOM DU GROUPE DES PMA (G/C/W/752)	11
8 UNION EUROPÉENNE – MISE EN ŒUVRE D'OBSTACLES NON TARIFAIRES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE BRÉSIL, LE CANADA, LE COSTA RICA, L'ÉQUATEUR, LES ÉTATS-UNIS, LE GUATEMALA, LE PANAMA, LE PARAGUAY, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET L'URUGUAY	13
9 CHINE – APPLICATION DE MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES POUR LE COMMERCE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE.....	24
10 UNION EUROPÉENNE – PROJET DE RÈGLEMENT (UE) DE LA COMMISSION MODIFIANT LES ANNEXES II ET V DU RÈGLEMENT (CE) N° 396/2005 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL EN CE QUI CONCERNE LES LMR POUR LA CLOTHIANIDINE ET LE THIAMÉTHOXAME PRÉSENTS DANS OU SUR CERTAINS PRODUITS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE BRÉSIL ET LES ÉTATS-UNIS	27
11 CHINE – MESURES ADMINISTRATIVES POUR L'ENREGISTREMENT DES PRODUCTEURS ÉTRANGERS D'ALIMENTS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE.....	35
12 CHINE - RÈGLEMENT SUR LA SUPERVISION ET L'ADMINISTRATION DES PRODUITS COSMÉTIQUES (CSAR) - DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE.....	38

13 CHINE – TRANSPARENCE DES SUBVENTIONS ET OBLIGATIONS DE LA CHINE EN MATIÈRE DE PUBLICATION ET D'ÉTABLISSEMENT DE POINTS D'INFORMATION EN VERTU DE SON PROTOCOLE D'ACCESSION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON, LE ROYAUME-UNI ET L'UNION EUROPÉENNE.....	40
14 INDE – DÉCRET RELATIF À L'EXIGENCE PRÉVOYANT QUE LES LOTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES IMPORTÉS SOIENT ACCOMPAGNÉS D'UN CERTIFICAT ATTESTANT QUE LES PRODUITS SONT NON GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS ET SANS OGM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS	43
15 INDE – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE CERTAINES LÉGUMINEUSES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE	46
16 ÉGYPTÉ – MESURE RELATIVE À LA CERTIFICATION HALAL, FONDÉE SUR LA NORME ÉGYPTIENNE ES 4249/2014 (PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX ALIMENTS HALAL CONFORMÉMENT À LA CHARIA) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE.....	47
17 PANAMA – PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RÉCOLTE ET À LA GERMINATION DES OIGNONS ET POMMES DE TERRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS	50
18 ÉMIRATS ARABES UNIS, ÉTAT DU KOWEÏT, OMAN, QATAR, ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE ET ROYAUME DE BAHREÏN – TAXE SÉLECTIVE APPLIQUÉE À CERTAINS PRODUITS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS, LA SUISSE ET L'UNION EUROPÉENNE.....	51
19 ÉTATS-UNIS – MESURES DE SUBVENTION DISCRIMINATOIRES ET AYANT DES EFFETS DE DISTORSION DES ÉCHANGES AU TITRE DE LA LOI DE 2022 SUR LA RÉDUCTION DE L'INFLATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	52
20 ÉTATS-UNIS – SÉRIE DE MESURES DE POLITIQUE GÉNÉRALE AYANT DES EFFETS DE DISTORSION SUR L'INDUSTRIE DES SEMI-CONDUCTEURS ET SA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT MONDIALE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	53
21 UNION EUROPÉENNE – PROHIBITION DISCRIMINATOIRE DE LA SUÈDE CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	55
22 UNION EUROPÉENNE – MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES (PACTE VERT POUR L'EUROPE DE DÉCEMBRE 2019) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL, LA CHINE, LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET L'INDONÉSIE	56
23 AUSTRALIE – PROHIBITION DISCRIMINATOIRE CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE.....	64
24 MEXIQUE: PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ À LA NORME OFFICIELLE MEXICAINE NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018. "FROMAGES – DÉNOMINATION, SPÉCIFICATIONS, INFORMATION COMMERCIALE ET MÉTHODES D'ESSAI, PUBLIÉE LE 31 JANVIER 2019 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS	65
25 INDE – POLITIQUES RELATIVES À L'IMPORTATION DE PNEUMATIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA, L'INDONÉSIE, LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU, LA THAÏLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE	66
26 INDE – MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ AU MOYEN D'ORDONNANCES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DANS DIVERS SECTEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA ET L'UNION EUROPÉENNE.....	68
27 INDONÉSIE – POLITIQUES ET PRATIQUES AYANT DES EFFETS DE RESTRICTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE	70
28 ÉTATS-UNIS – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE POMMES ET DE POIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE	74
29 INDE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET LA THAÏLANDE	75

30 CHINE – PROJET DE NORME NATIONALE CHINOISE RECOMMANDÉE (GB/T) POUR LES ÉQUIPEMENTS DE BUREAU (TECHNOLOGIE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION – SPÉCIFICATION RELATIVE À LA SÉCURITÉ POUR LES ÉQUIPEMENTS DE BUREAU) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON	77
31 CHINE – PROJET DE RÉVISION DE LA LOI CHINOISE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON	78
32 CHINE – PROJET DE NOUVELLE LOI SUR LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE	79
33 UNION EUROPÉENNE – RENÉGOCIATION DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES EN RÉPONSE AU BREXIT: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY	83
34 ROYAUME-UNI – PROJET DE LISTE CONCERNANT LES MARCHANDISES ET PROPOSITION D'ENGAGEMENTS DU ROYAUME-UNI EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY	84
35 UNION EUROPÉENNE – SYSTÈMES DE QUALITÉ APPLICABLES AUX PRODUITS AGRICOLES ET AUX DENRÉES ALIMENTAIRES – ENREGISTREMENT DE CERTAINES DÉNOMINATIONS DE FROMAGES EN TANT QU'INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'URUGUAY.....	85
36 INDONÉSIE – MÉCANISME POUR LE BILAN DES PRODUITS DE BASE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE.....	87
37 ÉTATS-UNIS, JAPON, PAYS-BAS – ACCORD SUR LES RESTRICTIONS À L'EXPORTATION CONCERNANT LES ÉQUIPEMENTS POUR LA FABRICATION DE SEMI-CONDUCTEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	89
38 ÉTATS-UNIS – MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES AU NOM DE LA SÉCURITÉ NATIONALE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	91
39 UNION EUROPÉENNE – PRODUITS ZÉRO DÉFORESTATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL, L'INDONÉSIE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	92
40 UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	100
41 SRI LANKA – INTERDICTION D'IMPORTER DIVERS PRODUITS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA THAÏLANDE.....	102
42 NÉPAL – INTERDICTION D'IMPORTATION DES BOISSONS ÉNERGÉTIQUES – DEMANDE DE LA THAÏLANDE.....	103
43 UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT (UE) 2017/2321 ET RÈGLEMENT (UE) 2018/825 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	103
44 AUSTRALIE, CANADA, ÉTATS-UNIS, JAPON, NOUVELLE-ZÉLANDE, ROYAUME-UNI, SUISSE ET UNION EUROPÉENNE – MESURES DE RESTRICTION DU COMMERCE PRISES UNILATÉRALEMENT À L'ENCONTRE DE LA RUSSIE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	104
45 AUTRES QUESTIONS.....	111
45.1 Calendrier annuel provisoire des réunions – Organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises (JOB/CTG/31) et calendrier évolutif provisoire des réunions formelles des organes de l'OMC en 2023 (WT/INF/231/REV.1)	111
45.2 eAgenda	112
45.3 Date de la prochaine réunion	112

Le Président a indiqué que, compte tenu de la longueur de l'ordre du jour, il serait préférable que les interventions des Membres restent brèves, si possible. Il a invité les Membres qui prévoyaient de présenter des déclarations écrites plus longues afin qu'elles soient incorporées au compte rendu de la réunion à indiquer expressément que telle était leur intention lorsqu'ils prendraient la parole. Afin que le compte rendu soit élaboré avec transparence, le Secrétariat ne rendrait compte que de ce qui avait été dit lors de la réunion, sauf dans les cas où un Membre aurait clairement fait savoir qu'il avait l'intention de soumettre une déclaration plus longue par écrit. Le Président a ajouté que la date limite pour télécharger les déclarations écrites dans eAgenda ou les envoyer au Secrétariat était fixée au 14 juillet. Enfin, il a demandé si des délégations souhaitaient ajouter un autre point au titre des "Autres questions".

Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

La Chine souhaiterait que le titre du point 37 de l'ordre du jour soit modifié comme suit dans l'aérogamme: "États-Unis-Japon-Pays-Bas – Accord sur les contrôles à l'exportation concernant le matériel de fabrication de semi-conducteurs".

Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

Le Canada souhaiterait être ajouté, dans l'aérogamme, à la liste des coauteurs des points 25 et 26 de l'ordre du jour, intitulés "Inde – Politique relative à l'importation de pneumatiques" et "Inde – Mise en œuvre de la politique d'évaluation de la conformité au moyen d'ordonnances en matière de contrôle de la qualité dans divers secteurs".

Le Président a informé les Membres que le Panama avait, pour sa part, demandé à être ajouté, dans l'aérogamme, à la liste des coauteurs du point 8 de l'ordre du jour, intitulé "Union européenne – Mise en œuvre d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles", et que le Président, au titre des "Autres questions", communiquerait des informations sur le fonctionnement du CCM et de ses organes subsidiaires, eAgenda et la date de la prochaine réunion.

L'ordre du jour a été adopté avec ces modifications.

1 NOTIFICATION D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

1.1. Le Président a rappelé que, conformément aux procédures de travail convenues par le Comité des accords commerciaux régionaux (CACR) et à la suite de l'adoption par le Conseil général du Mécanisme pour la transparence¹, le CCM devait être tenu informé des notifications de nouveaux accords commerciaux régionaux (ACR) présentées par les Membres. Il a informé le Conseil que les trois ACR suivants avaient été notifiés au CACR:

Notification d'Accords commerciaux régionaux

- Accord de libre-échange entre El Salvador, le Honduras et le territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu – Notification de suspension entre El Salvador et le territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, marchandises ([WT/REG283/N/2](#))
- Accord de libre-échange entre la Colombie et Israël, marchandises ([WT/REG468/N/1](#))

Notification de modifications apportées à des ACR existants

- Accord de libre-échange entre l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège et le Royaume-Uni, marchandises ([WT/REG459/N/2/Add.1](#))

1.2. Le Conseil a pris note des renseignements communiqués.

¹ Documents [WT/REG/16](#), [WT/L/671](#), et [G/C/M/88](#).

2 RETRAIT DU ROYAUME-UNI DE L'UNION EUROPÉENNE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE ([G/L/1385/ADD.4](#))

2.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

2.2. Le délégué of l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

2.3. Pour rappel, le 22 décembre 2020, l'Union européenne avait présenté le document [G/SECET/42/Add.3](#) concernant le processus, lancé auparavant au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994, pour la répartition des contingents tarifaires inscrits dans la Liste de concessions de l'Union européenne à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Cette communication a donné effet à la modification des concessions accordées par l'UE en matière de contingents tarifaires, et souligné en même temps que l'UE s'efforçait de faire aboutir rapidement et avec succès les négociations et consultations.

2.4. Après trois ans de négociations, l'UE a le plaisir d'annoncer que d'excellents progrès ont été réalisés jusqu'à présent: des accords ont été officiellement signés avec 10 partenaires de l'OMC et paraphés avec 3 autres partenaires, et des négociations sont près d'aboutir à un accord avec d'autres partenaires.

2.5. Conformément à la pratique établie dans le cadre des négociations au titre de l'article XXVIII (et également à l'article XXIV:6), l'Union européenne estime qu'il est souhaitable de proroger de six mois les délais prévus à l'article XXVIII:3 du GATT de 1994, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} janvier 2024. Comme toujours, c'est sans préjudice de la question de savoir s'il existe des droits de retirer des concessions au titre de l'article XXVIII:3 a) et b). Sur cette base, l'UE et les autres Membres qui participent actuellement à ces procédures au titre de l'article XXVIII seront en mesure de conclure toutes négociations ou consultations engagées au cours des semaines à venir, et de mener à bien les procédures internes nécessaires à la conclusion d'accords au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994 au cours des prochains mois.

2.6. En conséquence, l'Union européenne propose que le CCM prenne note de la présente communication et de la prorogation du délai, comme indiqué dans le document [G/L/1385/Add.4](#), jusqu'au 1^{er} janvier 2024.

2.7. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit concernant les points 2 et 3 de l'ordre du jour:

2.8. L'Inde poursuit ses discussions sur les questions de la mesure globale du soutien (MGS) dans le domaine de l'agriculture, des mécanismes de sauvegarde spéciale et des contingents tarifaires eu égard aux faits nouveaux indiqués aux points 2 et 3 de l'ordre du jour. Nos discussions avec l'Union européenne et le Royaume-Uni se poursuivent sur les questions qui intéressent le Membre concerné.

2.9. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

2.10. Le Conseil en est ainsi convenu.

3 RETRAIT DU ROYAUME-UNI DE L'UNION EUROPÉENNE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE ROYAUME-UNI ([G/L/1386/ADD.4](#))

3.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Royaume-Uni.

3.2. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

3.3. Le Royaume-Uni s'est référé au document [G/L/1386/Add.4](#), qui avait été distribué le 31 mai 2023. Il est indiqué dans ce document que le Royaume-Uni a prorogé de six mois les délais prévus à l'article XXVIII:3 du GATT de 1994, soit jusqu'au 1^{er} juillet 2024. Comme le savent les Membres, le Royaume-Uni prend part actuellement à des négociations et des consultations avec les

partenaires commerciaux concernés au sujet des obligations figurant dans la Liste de concessions et d'engagements du Royaume-Uni pour les marchandises au titre du processus au titre prévu à l'article XXVIII du GATT.

3.4. Les négociations et consultations du Royaume-Uni sont maintenant achevées en grande partie, la plupart des Membres ayant mené à bien les négociations ou s'employant actuellement selon leurs procédures internes à y parvenir. Le nouveau délai fixé pour le processus devrait permettre à ce dernier groupe de Membres de mener à bien celui-ci officiellement. Le Royaume-Uni remercie tous les Membres qui ont coopéré de manière constructive sur les questions relatives à sa liste des marchandises. Il communiquera à nouveau des renseignements actualisés aux Membres à l'issue des négociations au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994, conformément à la pratique de l'OMC.

3.5. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit concernant les points 2 et 3 de l'ordre du jour:

3.6. L'Inde poursuit ses discussions sur les questions de la mesure globale du soutien (MGS) dans le domaine de l'agriculture, des mécanismes de sauvegarde spéciale et des contingents tarifaires eu égard aux faits nouveaux indiqués aux points 2 et 3 de l'ordre du jour. Nos discussions avec l'Union européenne et le Royaume-Uni se poursuivent sur les questions qui intéressent le Membre concerné.

3.7. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

3.8. Le Conseil en est ainsi convenu.

4 QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE DÉCOULANT DE LA CM12: FONCTIONNEMENT DU CCM ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES, ET RÉPONSE DE L'OMC À LA PANDÉMIE – RAPPORT DE SITUATION DU PRÉSIDENT ([JOB/CTG/32](#), [JOB/CTG/33](#))

4.1. Le Président a indiqué ce qui suit:

4.2. Je souhaite rendre compte au Conseil de l'état d'avancement des travaux menés sur les questions de mise en œuvre découlant de la CM12 depuis notre dernière réunion formelle, tenue les 3 et 4 avril 2023. Mon propos n'est pas d'engager un débat approfondi sur ces questions, mais simplement de rendre compte des travaux pour mémoire.

4.3. Comme on s'en souviendra, à la dernière réunion formelle du Conseil, les Membres sont parvenus à un accord sur 3 questions figurant dans le document actualisé [JOB/CTG/27](#): i) porter à 15 jours civils la date limite pour demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour; ii) différencier les préoccupations commerciales nouvelles de celles soulevées précédemment; et iii) inclure les données du CCM sur les préoccupations commerciales dans la base de données sur les préoccupations commerciales.

4.4. À la suite de la réunion formelle des 3 et 4 avril, l'ancien Président a fait un rapport de situation, consigné dans le document [JOB/CTG/28](#), où figure un tableau des quelque 30 propositions concrètes d'amélioration du fonctionnement du CCM que les Membres ont présentées, et qui indique les points où l'on a progressé et où un accord a été trouvé. Pour bon nombre d'autres questions, le Conseil a prié le Secrétariat de mener des travaux afin de permettre un examen plus approfondi par le Conseil.

4.5. Le 31 mai 2023, le Conseil s'est réuni de nouveau pour reprendre les débats sur le fonctionnement du CCM et la réponse de l'OMC à la pandémie. Concernant le fonctionnement du CCM, le Secrétariat a, sous ma propre responsabilité, établi le document [JOB/CTG/32](#), qui fait le point sur la situation des travaux à la suite de ces débats. En ce qui concerne la réponse de l'OMC à la pandémie, le Conseil a poursuivi ses réflexions sur le type de rapport qui devrait être soumis au Conseil général en réponse au paragraphe 24 de la "Déclaration ministérielle sur la réponse de l'OMC à la pandémie de COVID-19 et la préparation aux pandémies futures" ([WT/MIN\(22\)/31](#)). Il a également examiné un modèle qui a été proposé par l'Équateur dans le document [RD/CTG/20](#).

4.6. Étant donné que les Membres semblaient disposés à adopter cette ligne de conduite, et sans préjudice du contenu du rapport ou des vues des Membres, j'ai demandé au Secrétariat de commencer à travailler sur un avant-projet à partir des rapports établis par les Présidents des organes subsidiaires l'an dernier, dans l'idée d'en débattre à la prochaine réunion informelle du CCM, qui aura lieu le 19 septembre.

4.7. J'ai transmis ces renseignements aux Présidents des 14 organes subsidiaires du CCM et ai conviés ces derniers à une réunion qui s'est déroulée le 30 juin 2023. Par souci de transparence, ma communication a aussi été distribuée sous la cote [JOB/CTG/33](#). À cette réunion, j'ai expliqué où en étaient les travaux, et nous nous sommes également concertés sur les modalités les plus efficaces pour aller de l'avant.

4.8. Concernant l'amélioration du fonctionnement des Comités, j'ai demandé aux Présidents de communiquer les rapports décrivant les résultats de leurs discussions d'ici à la première semaine de novembre, de façon que les renseignements puissent être compilés par le Secrétariat et examinés par le CCM à sa réunion du 30 novembre. Le processus d'élaboration de ces rapports devra être étudié par chaque Comité, et pourra associer des réunions et des procédures par écrit.

4.9. En ce qui concerne la réponse de l'OMC à la pandémie, j'ai demandé aux Présidents d'informer le secrétariat du CCM de tout changement concernant les rapports antérieurs, de façon que le secrétariat puisse en tenir compte dans le projet de rapport qu'il doit établir.

4.10. Pour en revenir aux discussions au niveau du CCM, celles-ci seront poursuivies lors d'une réunion informelle prévue pour le 19 septembre. Le calendrier des réunions étant particulièrement serré, je doute de la possibilité de nous réunir après cette date, et partant, vous invite à vous réunir entre vous pour tenter de clore les discussions à la présente réunion.

4.11. Une délégation souhaite-t-elle prendre la parole sur cette question? Comme je l'ai mentionné au début, mon propos n'est pas d'avoir un débat de fond sur ces questions, qu'il est préférable à mon avis de traiter à la réunion du 19 septembre.

4.12. Le délégué du Pérou a indiqué ce qui suit:

4.13. Merci, M. le Président, pour votre rapport. Le Pérou souhaite informer les Membres que ma délégation s'est portée coauteur du document [JOB/CTG/21](#). Une troisième révision de ce document a été distribuée le 29 juin pour en tenir compte. Nous tenons aussi à saluer les progrès accomplis dans le fonctionnement du Conseil et de ses organes subsidiaires, en partie grâce au document dont nous sommes désormais coauteurs et à d'autres documents. Enfin, le Pérou réaffirme son attachement au processus et vous remercie, ainsi que le Secrétariat, pour le travail accompli.

4.14. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

4.15. Merci, M. le Président. Vous avez indiqué que les organes subsidiaires soumettraient leurs rapports vers la première semaine de novembre de façon que le CCM puisse en prendre connaissance et les inclure dans son propre rapport au Conseil général. Pouvez-vous préciser si le processus d'examen dont vous avez fait mention aura lieu au sein du CCM ou si les Comités pourront en avoir connaissance avant leur présentation au CCM?

4.16. Le Président a précisé qu'il avait demandé aux anciens Présidents des organes subsidiaires d'établir les rapports en question. Il avait aussi demandé aux nouveaux Présidents de rencontrer leurs Comités et d'établir un rapport afin de pouvoir ajouter celui-ci à la compilation du CCM. Le rapport du CCM sera ensuite examiné à la réunion du 30 novembre et présenté au Conseil général.

4.17. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

4.18. Le Conseil en est ainsi convenu.

5 ABSENCE DE RÉPONSE DES MEMBRES AUX QUESTIONS POSÉES PAR D'AUTRES MEMBRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

5.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis. Des indications précises à ce sujet figuraient à l'Annexe 1 de l'ordre du jour.

5.2. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

5.3. Les États-Unis soulèvent à nouveau cette question devant le Conseil pour appeler l'attention sur l'absence de réponse de certains Membres aux questions posées par d'autres Membres. Il s'agit de questions en suspens qui figurent à l'ordre du jour des organes concernés depuis un certain temps, et nous soulevons désormais ce point devant le Conseil en tant que question administrative ordinaire.

5.4. Comme l'indique l'Annexe 1, il existe tout une série de questions qui sont en suspens et restent sans réponse depuis quelque temps dans les organes subsidiaires mentionnés. En toute clarté, il ne s'agit pas seulement de la qualité d'une réponse ou de toute autre point touchant sur le fond aux questions elles-mêmes, mais simplement du fait qu'aucune réponse n'est apportée aux questions posées. Les États-Unis sont disposés à tenir des consultations et/ou à travailler avec tous les autres Membres mentionnés dans l'Annexe, de sorte que ces Membres puissent fournir les réponses nécessaires. Comme ils l'ont montré à maintes reprises dans les différents organes subsidiaires, les États-Unis sont toujours prêts à travailler avec les Membres sur ces aspects ordinaires du fonctionnement des comités et envisager les moyens d'améliorer le processus de questions-réponses à l'avenir. Cela étant, depuis la réunion d'avril 2023, le Zimbabwe nous a fait parvenir une réponse aux questions posées au Comité des sauvegardes, et nous l'en remercions.

5.5. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit concernant les points 5 et 6 de l'ordre du jour:

5.6. L'Inde poursuit son dialogue avec la délégation des États-Unis au sujet des questions posées pour le Groupe de travail des entreprises commerciales d'État. Comme nous l'avons mentionné dans notre déclaration à la précédente réunion du CCM, nous attendons la publication de notre politique commerciale nationale actualisée, qui a été présentée il y a quelques semaines.

5.7. L'Inde est convaincue que les Membres de l'OMC s'efforcent dans toute la mesure du possible de respecter les diverses obligations de notification en vigueur dans cette organisation. Plus généralement, la transparence que permet le respect des obligations de notification doit infuser dans toutes les parties de l'Organisation. Ainsi, nous avons appelé l'attention récemment sur une situation au Comité de l'agriculture dans laquelle des contre-notifications ont publiées contre la délégation indienne, y compris par des Membres qui n'ont pas soumis leur propre notification concernant le soutien interne. La délégation des États-Unis a aussi participé à cette discussion. Or cette anomalie n'est pas prise en compte dans le point de l'ordre du jour que les États-Unis soulèvent aujourd'hui pour le CCM.

5.8. S'il était dans son intention de souligner des divergences et des anomalies, nous invitons la délégation des États-Unis à s'abstenir d'une approche sélective de l'idée de transparence quant au fonctionnement du CCM et de ses organes subsidiaires. Nous l'invitons aussi à ne pas se porter coauteur de documents relatifs à certains sujets au côté de Membres qui sont eux-mêmes en défaut sur les sujets considérés.

5.9. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

5.10. La Fédération de Russie partage l'avis selon lequel une réponse doit être apportée aux questions posées par d'autres Membres. La transparence est capitale pour l'Organisation. C'est un propos qui revient souvent à l'OMC. Il est regrettable que les actes de certains Membres de l'OMC ne s'accordent pas à leurs propos.

5.11. La Fédération de Russie a exposé ses préoccupations en détail à la précédente réunion du CCM; nous n'entrerons donc pas dans le détail cette fois-ci. Nous appellerons toutefois l'attention sur des exemples de non-respect de la transparence qui caractérisent un certain nombre de Membres de l'OMC. On mentionnera à cet égard l'absence de réponse des États-Unis à des questions posées par la Russie devant le Comité des subventions et des mesures compensatoires, le Comité des pratiques antidumping et le Comité de l'agriculture, ainsi que l'Organe d'examen des politiques commerciale.

5.12. D'autres Membres de l'OMC ont malheureusement décidé de suivre le mouvement. Le Japon n'a pas répondu aux questions écrites soumises par la Russie lors de son dernier examen des politiques commerciales. Les questions écrites soumises à l'Union européenne sur le Mécanisme d'ajustement carbone à la frontière, communiquées deux ans auparavant au sein du Comité de l'accès aux marchés et du CCM, sont toujours sans réponse. De même, les questions posées à l'UE

lors de réunions du Comité de l'accès aux marchés et du Comité des obstacles techniques au commerce sur les éléments du Pacte vert pour l'Europe n'ont pas eu de suite. En outre, l'Australie, le Canada, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Royaume-Uni et l'Union européenne se sont régulièrement abstenus de répondre aux questions écrites qui leur étaient adressées dans le cadre du Comité de l'agriculture concernant leurs mesures unilatérales relatives à leur commerce agricole.

5.13. Le respect sélectif des règles de transparence compromet le mécanisme de transparence de l'OMC. La Fédération de Russie invite les Membres susmentionnés à élever leur niveau général de respect des exigences de transparence à l'OMC en améliorant leur bilan en la matière.

5.14. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

5.15. Nous remercions l'Inde pour ces renseignements actualisés. Comme l'Inde l'a bien relevé, les États-Unis et l'Inde ont délibéré de cette question dans un esprit de coopération par le passé et les États-Unis sont disposés à poursuivre les consultations avec l'Inde si nécessaire. En réponse au commentaire particulier de la délégation indienne concernant la sélectivité, comme nous l'avons dit dans notre déclaration liminaire, il ne s'agit pas ici de la qualité des réponses ou de problèmes de fond ou des questions proprement dites, mais de l'absence de réponse aux questions. Nous continuerons de coopérer avec l'Inde pour obtenir une réponse aux questions. En ce qui concerne la Fédération de Russie, pour des raisons qu'il est inutile de rappeler, les États-Unis ne répondront pas sur le fond à ses observations.

5.16. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

5.17. Le Conseil en est ainsi convenu.

6 NON-NOTIFICATION PAR LES MEMBRES D'ÉLÉMENTS CONFORMÉMENT À CERTAINS ACCORDS DE L'OMC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

6.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis. Des indications précises à ce sujet figuraient à l'Annexe 2 de l'ordre du jour.

6.2. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

6.3. Comme le précédent point, les États-Unis soulèvent ce point à l'ordre du jour du Conseil pour appeler l'attention sur les cas de non-notification par certains Membres d'éléments conformément à certains accords de l'OMC. Cette question de la non-notification est soulevée dans les organes subsidiaires mentionnés depuis plusieurs années déjà, et nous la soulevons à présent devant le Conseil en tant que question administrative ordinaire.

6.4. Comme les États-Unis l'ont indiqué lors des réunions précédentes, nous remercions les Présidents et le Secrétariat de leurs tentatives, dans les organes subsidiaires concernés, de faire en sorte que les Membres communiquent leurs notifications respectives, et nous avons constaté qu'un nombre croissant de Membres l'ont fait. Toutefois, comme l'indique l'Annexe 2, il reste plusieurs pays qui n'ont pas encore présenté leurs notifications respectives.

6.5. En examinant la liste, les États-Unis notent que presque tous les Membres concernés ont informé l'OMC, dans le cadre du processus d'EPC, s'ils se sont dotés ou non de l'élément d'obligation requis. En d'autres termes, la plupart des Membres de l'OMC ont déjà informé l'Organisation de leur situation, même si c'est dans une autre enceinte.

6.6. Comme d'autres Membres en ont apporté la preuve dans le passé, la notification n'est pas excessivement astreignante et, pour la plupart des Membres, elle se traduira sans doute par une notification nulle. Les États-Unis continuent donc d'encourager tous les Membres qui n'ont pas encore présenté toutes leurs notifications à réexaminer leur situation individuelle et à présenter les notifications applicables.

6.7. Bon nombre de ces notifications étant en suspens depuis plus de 25 ans, si les Membres ont des questions concernant leurs obligations en matière de notification, ils devraient prendre contact avec le Secrétariat pour obtenir des directives sur la manière de respecter les prescriptions applicables en vertu des accords de l'OMC. Autrement, si un Membre n'est pas en mesure de prendre

contact avec le Secrétariat pour telle ou telle raison, les Membres peuvent se contacter entre eux pour demander des directives et/ou de l'assistance. Nous nous sommes tous trouvés un jour ou l'autre dans la situation de devoir présenter une notification à l'OMC pour la première fois, donc nous devrions tous avoir de l'empathie pour ceux qui se heurtent à des difficultés liées à certaines obligations. Comme peuvent en attester de nombreux Membres dans les organes subsidiaires mentionnés, y compris des pays les moins avancés (PMA) et d'autres Membres ayant de petites délégations, nous sommes prêts à aider de notre mieux et, de fait, nous avons déjà aidé de nombreux Membres à remplir leurs notifications applicables.

6.8. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

6.9. Les notifications par les comités subsidiaires du CCM sont importantes pour assurer la transparence et le suivi de la mise en œuvre de l'Accord, et pour améliorer le fonctionnement du CCM et de ses comités subsidiaires. Nous tenons à signaler que les Membres doivent redoubler d'efforts dans ce domaine, tout en tenant compte des capacités des Membres en développement ainsi que des PMA Membres.

6.10. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

6.11. Le Royaume-Uni remercie les États-Unis d'avoir soulevé cette question. Les Membres savent bien que le Royaume-Uni – comme tant d'autres – partage la passion des États-Unis pour les principes fondamentaux de transparence et de résolution des préoccupations commerciales. Le Royaume-Uni serait aussi désireux que les Membres concernés fassent part des mesures qui leur seraient les plus utiles pour pouvoir s'acquitter des notifications ou des réponses auxquelles ils sont tenus. Le Royaume-Uni continuera de fournir une assistance technique et de renforcer les capacités pour aider ses partenaires à remplir leurs obligations, et attend avec intérêt de poursuivre ces échanges sur la transparence.

6.12. Le délégué du Népal a indiqué ce qui suit:

6.13. Le Népal remercie les États-Unis d'avoir fait part de leurs préoccupations concernant les notifications du Népal au titre du paragraphe 25.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et du paragraphe 1 du Mémoire d'accord du Groupe de travail des entreprises commerciales d'État et les réponses à la liste de questions ([G/VAL/5](#)). Le message a été transmis à la capitale. Je mettrai le Conseil au courant dès que les renseignements utiles me seront parvenus de la capitale. Par ailleurs, je tiens à préciser que les PMA font de leur mieux pour s'acquitter de leurs obligations et engagements au titre des Accords de l'OMC; ils le font cependant avec retard en raison de leurs moyens limités.

6.14. Le délégué du Bangladesh a indiqué ce qui suit:

6.15. Le Bangladesh remercie les États-Unis d'avoir soulevé ces questions, et pour l'aide qu'ils apportent au Bangladesh dans le cadre du processus de notification. Le Bangladesh estime que la notification, qui fait partie des piliers du système commercial multilatéral, contribue à la transparence et facilite le processus décisionnel futur. À cet égard, le Bangladesh a déjà effectué ses notifications au titre de l'article 16.4 de l'Accord antidumping, de l'article 25.11 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) et de l'article 18:2 de l'Accord sur l'agriculture (soutien interne). Dans ce contexte, le Bangladesh souhaite se référer à l'article XI:2 de l'Accord de Marrakech et se fait l'écho de la délégation du Népal en ce qui concerne les contraintes et obstacles auxquels se heurtent les PMA. Nos collègues de la capitale étudient les questions soulevées et communiqueront nos notifications en temps utile.

6.16. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

6.17. Je souhaite attirer l'attention des Membres sur d'autres activités relevant de cette instance. Il y a deux semaines, la Division du développement a organisé une réunion sur la transparence et les notifications à l'intention des PMA, à laquelle plusieurs exposés ont été présentés, non seulement sur l'acte de communiquer les notifications et les difficultés rencontrées par les Membres pour ce qui est de soumettre l'information, mais aussi sur la valeur intrinsèque des notifications, qui a été abondamment débattue. C'est à mon avis l'un des aspects qui est souvent passé sous silence dans le cadre de nos débats au CCM. Les notifications apportent une valeur importante et beaucoup

d'éléments d'information, non seulement à nous, délégués et fonctionnaires en poste dans les capitales, qui en apprenons davantage sur nos partenaires commerciaux, mais aussi à notre secteur privé et à nos entreprises, qui peuvent avoir accès à ces informations publiques et les utiliser et prendre connaissance des travaux d'analyse produits par certains universitaires et par l'OMC à partir de ces informations. Il existe au niveau de l'Organisation des activités qui facilitent les notifications; c'est un travail qui présente un grand intérêt et peut ensuite être mis à la disposition des Membres de l'OMC.

6.18. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

6.19. Je tiens à remercier le Japon, le Royaume-Uni et le Canada pour leurs interventions. De fait, comme le Royaume-Uni l'a mentionné, nous attendons avec intérêt que les Membres indiquent quelles modalités seraient les plus efficaces pour les aider dans leurs notifications. S'agissant du Népal et du Bangladesh, les États-Unis sont conscients des efforts passés et actuels accomplis par ces pays, et attendent avec intérêt de nouvelles informations de leur part dans un avenir proche.

6.20. Le Président a indiqué ce qui suit:

6.21. Je souhaite insister sur la nécessité pour les Membres de s'acquitter de leurs obligations en matière de notifications, et note que les pays en développement sont souvent encouragés lors des réunions à demander une aide lorsque c'est nécessaire. J'invite en outre les Membres à s'adresser au Secrétariat de l'OMC pour obtenir une assistance technique, et aux autres Membres qui ont proposé leur appui, aux fins de s'acquitter de leurs obligations en matière de notifications.

6.22. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

6.23. Le Conseil en est ainsi convenu.

7 MESURES ACCORDANT AUX PMA AYANT RÉCEMMENT QUITTÉ CE STATUT ET DONT LE PNB EST INFÉRIEUR À 1 000 USD DES AVANTAGES AU TITRE DE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR DJIBOUTI AU NOM DU GROUPE DES PMA ([G/C/W/752](#))

7.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de Djibouti, au nom du Groupe des PMA. Il a aussi appelé l'attention des Membres sur le document [G/C/W/752](#), présenté en avril 2018, qui contenait une demande du Groupe des PMA et un projet de décision du Conseil général. Il croyait comprendre que cette proposition avait pour principal objet de permettre aux PMA ayant récemment quitté ce statut de bénéficier d'un traitement semblable à celui qui est accordé à certains pays en développement énumérés à l'Annexe VII b) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC). À la suite d'une demande faite à la réunion du CCM de juillet 2021, le Secrétariat avait actualisé le PNB de tous les Membres, et les PNB actualisés avaient été distribués en novembre 2021 dans le document [G/SCM/W/585](#). Enfin, il croyait comprendre que cette question avait aussi été débattue au Conseil général.

7.2. Le délégué du Bangladesh, au nom du Groupe des PMA, a indiqué ce qui suit:

7.3. Les Membres connaissent la position du Groupe des PMA sur cette question. Conformément à l'article 27.2 a) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC), certains Membres peuvent bénéficier des flexibilités prévues par l'Accord, notamment en ce qui concerne l'octroi de subventions à l'exportation pour les produits non agricoles. L'Annexe VII de l'Accord indique que les Membres pouvant bénéficier de ces flexibilités appartiennent à deux catégories distinctes: i) tous les pays les moins avancés (PMA) (Annexe VII a)); et ii) certains pays en développement (Annexe VII b)), pour autant que leur RNB par habitant reste inférieur à 1 000 USD, en dollars constants de 1990.

7.4. L'Accord SMC n'indique pas clairement si un Membre qui est sorti de la catégorie des PMA et dont le RNB par habitant reste en dessous du seuil de 1 000 USD devrait également bénéficier des mêmes avantages que les pays en développement visés à l'Annexe VII b).

7.5. Dans la communication à l'examen, le Groupe des PMA propose qu'un Membre ayant quitté la catégorie des PMA ait la possibilité, pour autant que son RNB reste en dessous du seuil de 1 000 USD en dollars constants de 1990, d'utiliser la flexibilité prévue à l'article 27.2 de l'Accord SMC comme les pays en développement visés à l'Annexe VII b). Une telle décision est nécessaire à des fins de clarté et de prévisibilité.

7.6. Nous avons cité un exemple auparavant, à savoir le fait que, par erreur, le Honduras n'a pas été inclus initialement en 1994 dans la liste de l'Annexe VII b). Ainsi, le pays n'a été inclus que par la suite, sachant que son RNB par habitant était inférieur au seuil de 1 000 USD. Autrement dit, il serait possible de clarifier la disposition selon laquelle un PMA, après avoir obtenu son reclassement, devrait également pouvoir se prévaloir de cette flexibilité et être considéré comme un Membre relevant de l'Annexe VII b) aussi longtemps qu'il reste en dessous du seuil de 1 000 USD en dollars constants de 1990. En conséquence, le CCM pourrait approuver la communication des PMA et recommander celle-ci au Conseil général pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent.

7.7. La note du Secrétariat reproduite dans le document [G/SCM/W/585](#) en date du 22 novembre 2021, intitulée "Calcul du PNB par habitant pour tous les Membres de l'OMC à l'aide de la méthode figurant dans le document [G/SCM/38](#)", confirme les préoccupations du Groupe des PMA. D'après la tendance du taux de croissance mentionnée dans cette note, il est manifeste que nombre de PMA sont susceptibles de sortir de la catégorie des PMA avec un RNB par habitant inférieur au seuil de 1 000 USD en dollars constants de 1990.

7.8. Le Groupe des PMA sait gré à tous les Membres de l'OMC qui ont soutenu cette proposition depuis sa communication en 2018. Le Bangladesh, ainsi que le Groupe des PMA, continuera de travailler avec les délégations de l'Union européenne et des États-Unis et accueillera favorablement toute autre suggestion des Membres sur la manière d'obtenir un résultat positif à cet égard.

7.9. Il convient de préciser que la communication actuelle sur l'Annexe VII de l'Accord SMC fait aussi l'objet d'un point dans l'annexe II de la proposition sur le reclassement présentée par le Groupe des PMA au Conseil général sous la cote [WT/GC/W/807/Rev.2](#). En d'autres termes, le point spécifique sur l'Accord SMC qui figurera dans la proposition du Groupe des PMA sur le reclassement sera fonction de la décision prise par le CCM, qui jouera un rôle complémentaire. Nous espérons que ces précisions permettront d'éviter toute confusion à cet égard.

7.10. Le délégué du [Népal](#) a indiqué ce qui suit:

7.11. Le Népal s'associe à la déclaration faite par le Bangladesh au nom du groupe des PMA et souhaite ajouter les quelques éléments suivants.

7.12. Certains PMA sont en voie de pouvoir quitter la catégorie des PMA, ce qui est une bonne nouvelle pour nous tous. Cependant, le fait de remplir les critères de reclassement ne signifie pas nécessairement que les PMA reclassés ne rencontreront pas de difficultés sur les plans du commerce et du développement. Bien au contraire, un pays sorti de la catégorie des PMA peut rencontrer d'immenses difficultés à s'adapter à de nouvelles conditions commerciales et économiques. Le Népal lui-même n'a pas atteint le critère du RNB lors des examens triennaux de 2015, 2018 et 2021 du Comité des politiques de développement. Il n'est donc sur la voie du reclassement que dans la mesure où il remplit les critères de l'ICH et de l'IVE.

7.13. À cet égard, une décision concernant la proposition communiquée par le Groupe des PMA est nécessaire pour davantage de clarté et de prévisibilité, y compris le fait qu'un PMA, après son retrait de la liste, et aussi longtemps que son RNB reste inférieur au seuil de 1 000 USD en dollars constants de 1990, devrait avoir la possibilité d'utiliser la flexibilité prévue à l'article 27.2 de l'Accord SMC, au même titre que les pays en développement visés à l'Annexe VII b). Dès lors, ma délégation demande instamment à tous les Membres de l'OMC d'agir de façon constructive pour accélérer la proposition.

7.14. Le délégué des [États-Unis](#) a indiqué ce qui suit:

7.15. Nous remercions le Bangladesh et le Népal pour leurs observations. Nous avons étudié de près le document et, malheureusement, les calculs confirment nos préoccupations. Il subsiste des lacunes dans les renseignements qui seraient nécessaires pour que cette proposition soit réalisable sur le plan pratique. Néanmoins, nous restons disposés à étudier toute idée ou proposition concernant la façon de remédier à ces lacunes ou de régler les problèmes soulevés par la proposition.

7.16. Le délégué de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

7.17. L'Union européenne remercie le Bangladesh et le Népal pour leurs exposés d'aujourd'hui. La position de l'UE concernant cette proposition est connue et nous renvoyons à nos déclarations antérieures. Nous remercions aussi le Bangladesh et le Népal pour les éclaircissements apportés aujourd'hui sur l'articulation entre cette proposition devant le CCM et la proposition sur le reclassement présentée par les PMA au niveau du Conseil général. Nous nous tenons à la disposition du Groupe des PMA pour des contacts bilatéraux s'ils le jugent nécessaire.

7.18. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

7.19. Le Conseil en est ainsi convenu.

PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES

7.20. Le Président a indiqué ce qui suit:

7.21. Comme vous vous en souvenez peut-être, à la dernière réunion formelle, le Conseil est convenu de modifier l'ordre du jour afin de séparer les nouvelles préoccupations commerciales de celles qui ont été soulevées précédemment, et le Secrétariat a donc tenu compte de cette demande pour établir l'ordre du jour de la réunion d'aujourd'hui. J'attire cependant votre attention sur le fait qu'aucune nouvelle préoccupation commerciale n'a été soulevée et que les 37 préoccupations commerciales qui seront abordées à présente réunion ont en fait été soulevées précédemment.

7.22. Étant donné la longue liste des points de l'ordre du jour, je vous encourage à nouveau à faire des interventions aussi brèves que possible. Pour rappel, il vous est possible de faire des déclarations plus brèves lors de la réunion et de demander expressément l'incorporation d'une déclaration plus longue dans le compte rendu. La déclaration plus longue peut être communiquée soit au moyen de la plate-forme eAgenda, soit en l'adressant par courrier électronique au Secrétariat, mais pensez à le signaler au cours de la réunion.

NOUVELLES PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES

NÉANT

PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES SOULEVÉES PRÉCÉDEMMENT

8 UNION EUROPÉENNE – MISE EN ŒUVRE D'OBSTACLES NON TARIFAIRES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE BRÉSIL, LE CANADA, LE COSTA RICA, L'ÉQUATEUR, LES ÉTATS-UNIS, LE GUATEMALA, LE PANAMA, LE PARAGUAY, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET L'URUGUAY

8.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, du Brésil, du Canada, du Costa Rica, de l'Équateur, des États-Unis, du Guatemala, du Panama, du Paraguay, de la République dominicaine et de l'Uruguay.

8.2. Le délégué du Paraguay a indiqué ce qui suit au sujet des points 8 et 10 de l'ordre du jour:

8.3. Pour gagner du temps, je couvrirai les points 8 et 10 de l'ordre du jour dans cette intervention, étant donné qu'ils sont liés. Ma délégation souhaiterait faire remarquer que nous n'avons pas reçu de réponses de l'Union européenne aux questions que nous avons présentées conjointement avec les délégations de la Colombie, de l'Équateur et du Guatemala, en novembre 2022, au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (Comité SPS), ni lors des réunions suivantes dudit Comité, ni lors des réunions de ce Conseil. Nous remercions l'Union européenne pour la réunion plurilatérale qui s'est tenue avec ma délégation et d'autres, en marge de la réunion du Comité SPS en mars dernier, afin d'examiner certaines de nos préoccupations. Nous espérons que ce dialogue pourra se poursuivre à l'avenir et que nous recevrons bientôt des réponses à nos questions.

8.4. En ce qui concerne les faits nouveaux, permettez-moi de faire observer que, étant donné que le Comité SPS ne se réunira que la semaine prochaine, nous présenterons à ce Conseil certaines des nouvelles questions que nous avons pour l'Union européenne, en relevant que certaines d'entre elles

ont également été présentées lors de la réunion du Comité des obstacles techniques au commerce (Comité OTC) le mois dernier. Selon le compte rendu de la réunion du Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux (SCoPAFF) de la Commission européenne des 10 et 11 mai 2023, "la Commission a présenté la quatrième version révisée du projet de règlement qui précise que la limite maximale de résidus (LMR) pour le tricyclazole devrait être établie à l'annexe 2 du Règlement n° 396 de 2005. [La Commission] propose de modifier la LMR du tricyclazole pour le riz en la faisant passer de 0,01 mg/kg à 0,09 mg/kg, conformément à la demande de tolérance à l'importation fondée sur les bonnes pratiques agricoles (BPA) du Brésil, pour laquelle l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a confirmé que la LMR proposée était entièrement étayée par des données et qu'elle était sûre pour les consommateurs. Toutefois, de nombreux États membres de l'UE n'ont pas soutenu le projet de règlement présenté par la Commission et la majorité requise n'a pas été atteinte.

8.5. Voici quelques-uns des arguments avancés par ces membres: i) les tolérances à l'importation ne devraient pas être acceptées pour des substances qui ne sont plus approuvées dans l'UE; et ii) l'approbation de ces substances aurait une incidence négative sur la compétitivité des producteurs de riz européens, qui ne peuvent pas utiliser les mêmes substances que les pays tiers pour lutter efficacement contre certains parasites.

8.6. Dans ce contexte, nous souhaiterions que l'Union européenne réponde aux questions suivantes:

- a) Si une tolérance pour les importations est proposée pour une LMR qui est, je cite, "totalement étayée par des données et sûre pour les consommateurs", selon sa propre autorité scientifique, comment serait-il compatible avec les obligations de l'Accord SPS de rejeter cette tolérance à l'importation sur la base d'une "incidence négative sur la compétitivité des producteurs européens"?
- b) Si, dans les cas de LMR établies dans le but de protéger la santé des personnes, les États membres ne votent pas en faveur de tolérances à l'importation, comment la Commission peut-elle soutenir qu'une demande de tolérance à l'importation constitue une solution envisageable s'agissant des LMR fixées dans le but de protéger l'environnement (par exemple, pour les substances néonicotinoïdes)?

8.7. Face aux questions récurrentes concernant le recours excessif aux autorisations d'urgence par les États membres de l'UE, celle-ci a indiqué, devant ce comité et d'autres comités et conseils de l'OMC, qu'à la lumière de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) du 19 janvier 2023 (Affaire C-162/21), les États membres ne peuvent plus accorder d'autorisations d'urgence pour les produits phytopharmaceutiques contenant des néonicotinoïdes interdits. À cet égard, nous faisons observer ce qui suit:

- a) Il existe plusieurs autorisations d'urgence qui ont été approuvées avant l'arrêt de la CJUE, mais dont la mise en œuvre couvre une période postérieure à cet arrêt. Ces autorisations d'urgence resteront-elles valables pendant toute la période pour laquelle elles ont été approuvées, malgré l'arrêt de la CJUE?
- b) Le 4 avril 2023, la République tchèque a délivré une autorisation d'urgence pour le thiaméthoxame, substance prohibée, pour la période allant du 20 avril au 16 juillet 2023, alléguant à titre de justification et de mesure d'atténuation que "le produit ne sera utilisé que pour la récolte destinée à l'exportation vers des pays extérieurs à l'Union européenne".
- c) En quoi l'exportation d'une récolte pour laquelle du thiaméthoxame a été utilisé peut-elle être considérée comme une mesure d'atténuation qui protège les pollinisateurs européens?
- d) En quoi l'autorisation d'urgence accordée par la République tchèque est-elle compatible avec l'objectif que l'UE prétend poursuivre par le règlement (UE) n° 2023/334, à savoir la protection des populations de pollinisateurs dans le monde entier?

8.8. Nous distribuerons ces questions, ainsi que d'autres, à l'intention de l'Union européenne dans le cadre des préoccupations commerciales spécifiques du Comité SPS, et elles seront abordées la semaine prochaine.

8.9. Le délégué de l'Équateur a indiqué ce qui suit:

8.10. Tout d'abord, ma délégation souhaite faire référence au contenu de ses interventions sur cette question, qui ont été faites précédemment au sein de ce Conseil, ainsi que dans les comités SPS et OTC. L'Équateur exprime une fois de plus ses préoccupations commerciales concernant les obstacles non tarifaires imposés aux produits agricoles par l'Union européenne. Une fois de plus, il est regrettable que la discussion sur cette question n'ait pas progressé, malgré les appels constants à examiner l'incidence des obstacles non tarifaires de l'Union européenne. Ces obstacles touchent particulièrement les petites et moyennes exploitations agricoles dont la production vise à desservir les marchés des États membres de l'UE.

8.11. Nous aimerions rappeler les cinq objections et arguments sur lesquels se fondent les préoccupations commerciales soulevées au titre de ce point de l'ordre du jour: i) l'adoption de mesures sans preuves scientifiques; ii) le non-respect des normes internationales; iii) le non-respect des obligations prévues dans l'Accord SPS; iv) la suspension des LMR qui vont au-delà du Codex Alimentarius; et v) l'absence de délais d'ajustement raisonnables dans les cas qui s'avéreraient nécessaires.

8.12. Les cinq éléments que nous avons soulignés ci-dessus n'ont pas été traités de manière suffisante ou n'ont reçu que des réponses et des explications partielles. Le cinquième point est particulièrement crucial: les partenaires commerciaux ont besoin d'au moins cinq ans en moyenne pour adapter les pratiques agricoles et mettre en place des processus permettant l'utilisation de produits de substitution. Je voudrais également rappeler que, dans un esprit constructif, ma délégation et d'autres Membres ont engagé des consultations relatives aux évaluations de l'incidence de ces mesures dans les pays tropicaux en développement, ainsi que sur les petites et moyennes exploitations agricoles de ces pays.

8.13. Le manque de substances autorisées a des effets directs sur l'accès aux marchés des fruits andins et tropicaux typiques pour lesquels, en tant que cultures mineures, il n'existe qu'un petit nombre de limites de résidus définies pour les substances approuvées. D'autre part, la substitution ou la réduction des pesticides nécessite le développement de nouvelles technologies et d'innovations, ce qui peut prendre plus de 11 ans de recherche et développement, en moyenne, ainsi que d'énormes investissements de la part du secteur privé. L'approbation de ces substances est très stricte et les coûts associés continuent d'augmenter en raison des exigences liées à leur approbation. Il faut également tenir compte du fait que toute nouvelle substance nécessite un temps d'adaptation, car son efficacité dans les conditions tropicales n'est pas toujours certaine. Cela renforce notre demande de périodes d'adaptation raisonnables.

8.14. Enfin, l'Équateur réaffirme sa volonté de maintenir un échange constructif afin de trouver une solution définitive à cette question, de manière à répondre aux préoccupations de l'Union européenne et de ses partenaires commerciaux dans le respect des principes régissant le fonctionnement du système commercial multilatéral. Seul un dialogue franc et engagé nous permettra d'atteindre cet objectif et de consolider les avantages d'un système commercial multilatéral fondé sur les règles pour tous ses Membres.

8.15. La déléguée de la République dominicaine a indiqué ce qui suit:

8.16. La République dominicaine souhaite réitérer la déclaration qu'elle a faite à la réunion formelle du CCM, qui s'est tenue les 3 et 4 avril 2023. Nous partageons les préoccupations de l'Union européenne au sujet de la protection de la santé humaine et animale, ainsi que des mesures visant à protéger l'environnement. Toutefois, nous sommes préoccupés par les effets systémiques et commerciaux que les mesures de réduction des limites maximales de résidus (LMR) risquent d'avoir sur les exportations de notre pays, étant donné que ce type de réglementation a des répercussions socio-économiques directes en République dominicaine, en particulier sur les producteurs agricoles, qui constituent généralement les populations les plus vulnérables dans les PMA et les pays en développement, et qui subissent directement les conséquences socio-économiques de ces restrictions au commerce international.

8.17. La République dominicaine considère que toute mesure appliquée par l'Union européenne devrait être élaborée conformément aux règles convenues à l'OMC. Le projet de règlement sur les LMR présenté par l'UE devrait prendre en considération les preuves scientifiques. Nous invitons donc l'UE à se conformer au Codex Alimentarius lorsqu'elle reviendra sur sa décision d'appliquer ces mesures.

8.18. Nous sommes particulièrement préoccupés par la modification éventuelle des LMR pour l'"imazalil", qui est un produit essentiel pour les fruits tels que les bananes et les mangues. Nous exprimons la préoccupation de la République dominicaine concernant la notification de l'Union européenne figurant dans le document [G/SPS/N/EU/319](#), du 5 avril 2019, qui a informé les Membres d'une proposition d'avant-projet de règlement de la Commission modifiant les annexes II et III du Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la révision des LMR pour l'imazalil dans certaines denrées alimentaires.

8.19. La République dominicaine reconnaît le droit de l'Union européenne d'adopter les mesures sanitaires et phytosanitaires qu'elle juge nécessaires pour atteindre le niveau adéquat de protection de la santé de ses citoyens, conformément à l'article 2 de l'Accord SPS. Toutefois, ce droit d'adopter des mesures sanitaires et phytosanitaires pour atteindre un niveau de protection adéquat implique des obligations fondamentales. En général, les Membres peuvent adopter des mesures sanitaires et phytosanitaires à condition i) qu'elles ne soient appliquées que dans la mesure nécessaire pour protéger la vie ou la santé; ii) qu'elles soient fondées sur des principes scientifiques et ne soient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes; et iii) qu'elles n'établissent pas de discrimination injustifiable entre l'origine nationale et l'origine étrangère ou entre les sources d'approvisionnement externes.

8.20. L'imazalil, qui est un fongicide essentiel, appliqué après la récolte, d'une grande importance économique et agricole, est largement utilisé pour la culture de fruits tels que les bananes, les mangues et les avocats. Il s'agit d'un outil indispensable au traitement post-récolte de ces aliments, car ils sont sujets à diverses maladies causées par des champignons pathogènes ne pouvant être évitées que par l'utilisation de l'imazalil dans le cadre d'un programme de régulation efficace. Les exportations de bananes, de mangues et d'avocats représentent environ 20% des exportations annuelles totales de produits alimentaires de la République dominicaine, et la principale destination de ces fruits est l'Union européenne, en particulier pour les bananes.

8.21. La réduction des LMR pour la substance active imazalil poserait de graves problèmes à notre industrie. Il s'agit pratiquement d'une mesure de tolérance zéro. À l'heure actuelle, il n'existe aucun produit phytopharmaceutique de remplacement ayant l'efficacité de l'imazalil, en particulier en ce qui concerne la lutte contre les champignons pathogènes.

8.22. En avril 2015, par le biais de la notification [G/SPS/W/284](#) d'avril 2015, l'Inde a signalé la pratique fréquente consistant à adopter la limite de détermination comme LMR pour les pesticides non homologués ou non utilisés sur le territoire du Membre importateur, et les perturbations du commerce international qui en découlaient. Suite à cette notification, le Comité SPS a organisé plusieurs ateliers techniques dans le but de réduire ou d'éliminer cette pratique de certains Membres.

8.23. La République dominicaine regrette que les autorités de l'Union européenne n'aient pas tenu compte des recommandations des ateliers sur l'établissement des LMR organisés par le Comité SPS et qu'elles aient proposé d'amender le Règlement (CE) n° 396/2005 afin de modifier les LMR pour l'imazalil sur la base de la limite de quantification sans tenir compte de l'incidence sur le commerce international.

8.24. Les déclarations conjointes sur les questions SPS faites à la douzième Conférence ministérielle (CM12), la Déclaration sur le commerce des produits alimentaires et agricoles présentée à la onzième Conférence ministérielle (CM11) et la Déclaration adoptée par les Ministres de l'agriculture des pays du G-20 à leur réunion de juillet 2018 renforcent les engagements pris par l'Union européenne en tant que Membre de l'Accord SPS et s'abstiennent d'adopter des obstacles non nécessaires au commerce international.

8.25. Nous encourageons l'Union européenne à trouver une autre solution concernant les LMR pour l'imazalil, pour que nous répondions à nos préoccupations sans compromettre inutilement nos économies et notre agriculture. La République dominicaine relève que l'évaluation des risques de

l'EFSA du 5 septembre 2017, annexée à la notification [G/SPS/N/EU/319](#), indique que les LMR pour les bananes issues des bonnes pratiques agricoles (BPA) sont provisoires et que la toxicité du métabolite R014821 formé dans les applications après récolte n'est toujours pas concluante.

8.26. Compte tenu de ce qui précède, la République dominicaine, en tant que Membre de l'OMC, exprime sa préoccupation; en outre, elle n'est pas d'accord avec la politique de l'Union européenne concernant l'établissement de LMR basées sur la limite de quantification, parce que cette politique ne contribue pas à garantir la santé des consommateurs et parce qu'elle crée des obstacles non nécessaires au commerce des produits agricoles exportés par les Membres, en violation des articles 2 et 5 de l'Accord SPS, respectivement. Par conséquent, nous demandons que l'établissement de LMR pour l'imazalil soit étayé par des preuves scientifiques.

8.27. La déléguée du [Panama](#) a indiqué ce qui suit:

8.28. Le Panama souhaite réaffirmer l'importance qu'il attache à cette question. La réduction des LMR sans preuves scientifiques suffisantes restreint l'accès à des substances essentielles pour la production agricole, en particulier dans les pays tropicaux comme le Panama. Il estime que l'ensemble des politiques et pratiques de l'Union européenne risque d'annuler et de compromettre les droits légitimes des Membres de l'OMC signataires de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord SPS. Le Panama souscrit à l'objectif de l'UE de soutenir la transition mondiale vers des systèmes agroalimentaires mondiaux plus durables, mais estime que celui-ci doit se fonder sur la recherche de solutions conçues et mises en œuvre par l'intermédiaire de mécanismes de dialogue et de programmes de coopération multilatérale. Nous regrettons qu'aucun progrès n'ait été observé à ce jour. Nous exhortons une fois de plus l'Union européenne à écouter les préoccupations légitimes de dizaines de Membres de l'OMC. Selon nous, un dialogue constructif, sérieux et permanent, associé à une assistance technique convenue d'un commun accord, permettra de parvenir à une solution mutuellement bénéfique pour toutes les parties.

8.29. Le délégué de l'[Australie](#) a indiqué ce qui suit:

8.30. L'Australie a soulevé ou appuyé plusieurs préoccupations commerciales spécifiques liées à la mise en œuvre par l'Union européenne d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles, notamment lors des dernières réunions des Comités SPS et OTC. Elle demeure préoccupée par le fait que l'application par l'UE de ses normes sanitaires et environnementales aux produits agricoles et agroalimentaires importés, à bien des égards, ne facilite pas les échanges et ne favorise pas l'obtention de résultats productifs et durables dans le secteur agricole.

8.31. S'agissant des produits agricoles importés, l'approche réglementaire adoptée par l'UE en matière d'intrants agricoles, de prescriptions relatives à la production et de mesures spécifiques visant à protéger l'environnement a eu des répercussions sur la capacité des producteurs des pays tiers à accéder au marché de l'UE. Ces préoccupations ont notamment trait aux récentes tentatives de l'UE de fixer des LMR pour certains pesticides en vue d'atteindre des objectifs environnementaux dans des pays tiers.

8.32. L'Australie ne considère pas que les LMR soient un outil approprié ou efficace pour atteindre des objectifs environnementaux. Les autorités nationales compétentes des pays tiers sont les mieux placées pour veiller à ce que l'application des pesticides se fasse de manière sûre, responsable et durable dans chaque pays, en fonction de l'environnement qui lui est propre.

8.33. L'Australie continue également de s'inquiéter de l'avantage concurrentiel inéquitable dont bénéficient les producteurs de l'UE en appliquant les prescriptions européennes relatives à la production intérieure aux importations, sans qu'il soit possible à des systèmes de pays tiers qui obtiennent des résultats équivalents d'être reconnus. Des subventions sont accordées aux producteurs de l'UE pour leur permettre de mettre en œuvre les prescriptions européennes en matière de production. Toutefois, s'ils ne sont pas en mesure de maintenir leur productivité et leur rentabilité, les producteurs de l'UE sont les seuls à pouvoir bénéficier de dérogations à l'application de certaines prescriptions réglementaires européennes, notamment grâce à la délivrance d'autorisations d'urgence pour l'utilisation de produits phytopharmaceutiques. Cela crée un système à deux niveaux, dans lequel les produits importés sont soumis à des conditions réglementaires plus strictes que les produits d'origine nationale.

8.34. L'Australie reconnaît le droit des Membres de l'OMC de réglementer les importations agricoles de manière à protéger la santé des personnes et des animaux, à préserver les végétaux et à protéger l'environnement. Néanmoins, elle estime que les Membres sont également liés par les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC, en particulier pour ce qui est de réaliser des évaluations des risques fondées sur des données scientifiques et de veiller à ce que les mesures prises ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre des objectifs légitimes. Afin de garantir la libre circulation des produits agricoles sans imposer de charge réglementaire non nécessaire, l'Australie demande une nouvelle fois à l'Union européenne d'appliquer les normes et les meilleures pratiques internationales en matière de réglementation des produits agricoles importés.

8.35. Nous remercions l'Union européenne pour le dialogue qu'elle continue d'avoir avec l'Australie sur ces questions déjà anciennes.

8.36. Le délégué du Costa Rica a indiqué ce qui suit:

8.37. Le Costa Rica souscrit aux préoccupations formulées par d'autres Membres aujourd'hui et en d'autres occasions au Conseil et continue de faire partie des coauteurs de ce point de l'ordre du jour et du document [G/C/W/767/Rev.1](#) qu'il continue d'appuyer. Nous estimons que les préoccupations soulevées à propos de l'approche réglementaire de l'Union européenne restent d'actualité et que la résolution de ces préoccupations reste urgente, en particulier pour les pays en développement au climat tropical, comme c'est le cas pour le Costa Rica.

8.38. Dans le domaine des LMR, le Costa Rica maintient ses préoccupations systémiques et commerciales quant à l'approche de l'Union européenne fondée sur la dangerosité. Dans les faits, cette approche a conduit à éliminer des dizaines de substances indispensables à la lutte contre les parasites et les maladies dans la production agricole sous les climats tropicaux. À cela s'ajoute la mise en œuvre de mesures fondées, selon l'UE elle-même, sur des "préoccupations environnementales de nature mondiale". Au-delà du caractère éminemment extraterritorial de ce type de mesures, nous sommes préoccupés par le fait qu'une telle justification ne semble pas conforme aux principes de l'Accord SPS ou de l'Accord OTC.

8.39. Nous relevons également que l'Union européenne met en œuvre des mesures de contrôle de la déforestation et de la dégradation des forêts en dehors de son territoire par le biais de mesures qui affectent l'importation de certains produits agricoles, y compris des produits tropicaux tels que le cacao, le café et l'huile de palme. À cet égard, la conception et à la mise en œuvre d'un mécanisme commercial tel que celui proposé par l'UE suscitent de multiples doutes d'ordre méthodologique. En ce qui concerne cette politique, nous demandons instamment à l'UE de s'assurer que ses mesures sont conformes aux Accords de l'OMC et à leurs principes fondamentaux, qu'elles ne sont pas discriminatoires et ne constituent pas des obstacles déguisés au commerce.

8.40. Le Costa Rica exhorte une nouvelle fois l'Union européenne à poursuivre son dialogue avec les parties intéressées dans le but de résoudre les préoccupations que les Membres ont exprimées dans ce Conseil et ses organes subsidiaires.

8.41. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

8.42. Comme il l'a indiqué dans ses précédentes interventions sur ce sujet, le Canada souligne la nécessité d'assurer la transparence et la prévisibilité du commerce international. Les cadres réglementaires sont un aspect important pour y parvenir. Ces cadres ont été élaborés sur la base de données scientifiques et d'analyses de risques et ont pris en compte les observations des partenaires commerciaux afin d'atteindre les résultats souhaités tout en facilitant les échanges lorsque c'est possible et selon qu'il convient.

8.43. Conformément aux Accords de l'OMC, le Canada reconnaît le droit des Membres d'édicter des règles dans l'intérêt général et d'appliquer les mesures de sécurité alimentaire jugées nécessaires pour protéger la santé humaine. Toutefois, ces mesures doivent être mises en œuvre d'une manière transparente et conformément aux obligations internationales afin de ne pas restreindre le commerce international de façon injustifiée.

8.44. L'Union européenne est le premier importateur mondial de produits agricoles et forestiers et joue donc un rôle important dans la mise en place d'un environnement commercial prévisible et ouvert. À cette fin, le Canada souhaite commenter deux initiatives politiques particulières pour lesquelles l'approche de l'UE est plus restrictive que nécessaire sur le plan commercial et entraînera

probablement une incertitude accrue, des coûts de mise en conformité plus élevés pour les importateurs et les exportateurs, un impact négatif sur le commerce et une complication supplémentaire des chaînes d'approvisionnement internationales.

8.45. Tout d'abord, j'aimerais commenter le règlement récemment publié par l'Union européenne sur les produits exempts de déforestation. Si le Canada partage l'objectif de l'UE de prévenir la déforestation au niveau mondial, les mécanismes de conformité qui ont été proposés dans la législation, y compris l'utilisation de la traçabilité fondée sur les parcelles, entraîneront une augmentation des coûts et de la charge administrative pour les pays qui exportent vers le marché de l'UE. Le règlement étant déjà entré en vigueur, il est impératif que l'UE organise des sessions d'échange approfondies et qu'elle prenne en compte les préoccupations des partenaires commerciaux tout en veillant à ce que le règlement, qui vise à freiner la déforestation dans le monde, n'ait pas d'incidences non nécessaires sur le commerce.

8.46. En outre, je voudrais faire part des préoccupations du Canada concernant la série de mesures adoptées par l'Union européenne à l'appui de sa méthode de réglementation des pesticides. Le Canada est particulièrement préoccupé par la stratégie qui est apparemment suivie afin de restreindre l'utilisation de produits phytopharmaceutiques importants par la réduction des LMR et qui s'est manifestée tout récemment par une restriction fondée sur des préoccupations environnementales plutôt que sur les risques alimentaires, ce qui pourrait avoir pour effet d'entraver sensiblement le commerce. Il exhorte l'UE à tenir compte des risques alimentaires lors de la fixation des LMR, car tous les pays devraient avoir la possibilité d'utiliser des produits phytopharmaceutiques adaptés à leur situation et à leurs besoins particuliers sans compromettre inutilement les échanges commerciaux. Le Canada demande instamment à l'UE de prendre en compte le pollen, le nectar et les résidus floraux pour l'exposition des pollinisateurs dans son évaluation des risques, tout en respectant ses obligations en matière de commerce international.

8.47. Le Canada rappelle aussi que l'Union européenne a indiqué qu'elle modifierait la façon dont les demandes de tolérances à l'importation sont établies, y compris en tenant compte des effets sur l'environnement dans le pays d'origine. Les producteurs et les exportateurs canadiens ne sont pas encore convaincus en ce qui concerne la faisabilité en pratique, la viabilité commerciale et le respect des obligations internationales de l'approche proposée par l'UE. Par conséquent, le Canada demande à nouveau que l'Union européenne maintienne des LMR pour les substances qui ne présentent pas de risques alimentaires inacceptables pour les consommateurs européens, ce qui serait le seul moyen que les consommateurs se trouvent exposés à ces produits.

8.48. Par exemple, le Canada est préoccupé par la décision de l'Union européenne d'adopter une législation visant à abaisser les LMR de clothianidine et de thiaméthoxame au seuil de quantification en raison de préoccupations environnementales perçues plutôt que de la protection de la santé des consommateurs. En outre, cette législation ne tient pas compte des mesures d'atténuation des risques qui ont été prises avec succès par les pays exportateurs, ni des résidus présents dans les matrices importantes pour les pollinisateurs, telles que le pollen et/ou le nectar. Ce type de politique et de raisonnement est restrictif pour le commerce et a les apparences d'une tentative de la part de l'UE d'homogénéiser les règles en fonction de réglementations qu'elle a imposées à ses propres producteurs agricoles. Si un pesticide ne suscite pas de préoccupation d'ordre alimentaire et ne présente aucun risque pour les consommateurs européens, l'UE devrait maintenir les LMR ou procéder à l'harmonisation avec le Codex.

8.49. Enfin, le Canada prie l'Union européenne de tenir compte des délais dont les agriculteurs et les producteurs ont besoin pour prendre des décisions concrètes, ainsi que du temps et de l'effort nécessaires pour mettre des produits sur le marché, particulièrement dans le cas des produits de base qui ont une longue durée de conservation. Les périodes de transition devraient donc être adaptées aux circonstances et au type de produit, et permettre aux produits de franchir les circuits commerciaux lorsqu'aucun risque alimentaire préoccupant pour les consommateurs n'a été détecté.

8.50. En conclusion, le Canada espère que le fait de rappeler ses préoccupations au Conseil servira à indiquer clairement l'importance que le pays, ainsi que de nombreux Membres de l'OMC, attribuent à la recherche d'une transparence et d'une prévisibilité accrues pour le commerce, particulièrement dans un contexte où un commerce ainsi organisé peut contribuer à la sécurité et à l'offre alimentaires dans le monde.

8.51. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

8.52. L'Uruguay maintient sa préoccupation commerciale et systémique concernant l'approche générale adoptée par l'Union européenne dans ses décisions réglementaires liées aux questions sanitaires et phytosanitaires, et la manière dont cette approche interagit avec d'autres instruments de la politique commerciale et agricole européenne, tels que les subventions et les droits de douane, pour restreindre l'accès au marché européen, empêchant ainsi les producteurs des pays tiers de concurrencer leurs homologues européens sur un pied d'égalité, conformément à ce qu'ont déclaré d'autres délégations.

8.53. Nous sommes particulièrement préoccupés par la mise en œuvre d'une approche par laquelle l'Union européenne a décidé de réduire les LMR pour une liste croissante de substances actives utilisées à différents stades du processus de production de divers produits agricoles à des niveaux inférieurs à ceux convenus dans le Codex, et même au seuil de détection, sans qu'une évaluation complète des risques ne soit nécessairement effectuée pour justifier un tel écart sur la base de preuves scientifiques concluantes.

8.54. À notre avis, toute décision dans ce domaine, en particulier lorsqu'elle s'écarte des normes internationalement acceptées et des efforts d'harmonisation réalisés dans des cadres multilatéraux tels que le Codex, doit nécessairement être fondée sur une évaluation scientifique approfondie des risques et reposer sur des données scientifiques concluantes, conformément aux dispositions de l'Accord SPS. Cela est essentiel pour maintenir l'équilibre effectif qui doit exister entre le droit des Membres de poursuivre leurs objectifs légitimes et la nécessité d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce.

8.55. L'Uruguay estime comme d'autres Membres que la question des régimes d'exception, y compris l'existence et la mise en œuvre dans la pratique d'autorisations d'urgence, semble mettre en évidence les tensions entre les politiques nationales des États membres de l'Union et l'objectif de protection de la santé au niveau communautaire. Elle génère des situations dans la sphère commerciale qui sont potentiellement discriminatoires à l'égard de tierces parties. À cet égard, nous souhaiterions savoir comment l'Union européenne a été, ou prévoit d'être, affectée par la prise en compte des autorisations d'urgence pour les substances soumises à restrictions au niveau communautaire, à la lumière du récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) du 19 janvier 2023, qui les considère comme illégales dans certains cas. Ainsi donc, nous appuyons les questions soumises par le Paraguay à l'Union européenne aujourd'hui, tant sur les autorisations d'urgence que sur certaines tolérances à l'importation, et attendons une réponse à ces questions.

8.56. L'Uruguay est également préoccupé par l'insuffisance des périodes de transition prévues pour procéder aux ajustements nécessaires dans la production et pour garantir que les produits concernés sont conformes aux LMR modifiées, et par le fait que les processus de consultation internationale ouverts par l'Union européenne semblent être traités comme une simple étape bureaucratique et non comme un exemple efficace de coopération réglementaire dans lequel les contributions des pays tiers sont prises en compte.

8.57. Enfin, l'Uruguay exhorte une fois de plus l'Union européenne à revoir l'orientation de son approche réglementaire en vue d'éviter la multiplication injustifiée des obstacles au commerce international des produits agricoles, en tenant compte de ses obligations dans le cadre de l'OMC, ainsi que des conséquences socio-économiques que ces politiques peuvent avoir pour ses partenaires commerciaux, en particulier les pays en développement et les pays les moins avancés.

8.58. La déléguée du Brésil a indiqué ce qui suit:

8.59. Le Brésil regrette que, depuis que cette question a été soulevée pour la première fois, il y a près de deux ans, l'Union européenne non seulement n'ait pas répondu comme il convient aux maintes préoccupations exprimées par un grand nombre de Membres de l'OMC, mais ait continué à adopter des obstacles non tarifaires qui sont dépourvus de fondement scientifique et ajoutent au déséquilibre du commerce des produits agricoles. Il renvoie donc à ses déclarations antérieures sur le sujet, dans la mesure où toutes ses préoccupations demeurent valables. En outre, le Brésil souhaite faire remarquer que, si l'Union européenne a fait valoir que nonobstant les mesures contestées, elle est un grand importateur de produits agricoles, il n'est dit nulle part dans le GATT que le fait d'être un grand importateur de produits agricoles permet à un Membre de l'OMC d'aller à l'encontre des principes de base de l'Accord SPS.

8.60. En second lieu, ces importations témoignent simplement du fait que d'autres régions du monde sont capables produire plus efficacement et plus durablement que l'Union européenne sans accorder plusieurs milliers d'euros de subventions par agriculteur. Mais en dépit du fait que permettre une répartition plus efficace de la production et promouvoir l'élévation du niveau de vie par le commerce constituent des objectifs fondamentaux de l'Organisation, nous n'avons jamais bénéficié de conditions équitables dans le commerce des produits agricoles, et la réforme prescrite par l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture en est le signe manifeste.

8.61. En outre, le principe scientifique, inscrit dans l'Accord SPS et traduit par l'analyse des risques, existe pour une raison précise, qui est d'établir un équilibre entre le principe de la protection de la vie et de la santé humaine et animale et la garantie que les conditions d'accès aux marchés négociées multilatéralement ne sont pas compromises par des mesures non tarifaires injustifiées. Toutefois, près de 30 ans plus tard, l'Union européenne n'a pas véritablement entrepris de remédier au déséquilibre à son avantage dans l'Accord sur l'agriculture et impose sans cesse des interdictions fondées sur l'approche par les risques et/ou le recours à l'article 5.7 de l'Accord SPS, malgré les avis techniques contraires d'institutions renommées. Non seulement cela fait pencher la balance du côté du protectionnisme, mais cela compromet également la capacité des pays en développement à améliorer le niveau de vie dans les zones rurales.

8.62. Il est donc préoccupant que, 25 ans après son adoption, l'interprétation donnée à l'Accord SPS s'éloigne des objectifs qui ont guidé les négociations pendant le Cycle d'Uruguay. Il est également préoccupant que nous devions soumettre des débats de cette nature au CCM, alors que les instruments qui créent de nouveaux obstacles commerciaux non tarifaires, sous couvert de protection de l'environnement, prolifèrent dans le monde entier.

8.63. En outre, le Brésil souhaiterait faire observer qu'il attend toujours des réponses suffisantes concernant la compatibilité avec les règles de l'OMC de la publication par l'Union européenne de plus de 2 600 autorisations d'urgence accordées par ses États membres depuis 2017 pour des substances en cours de réexamen, dont certaines ne comportent simplement aucune justification et ont pourtant été approuvées.

8.64. En guise de conclusion, le Brésil se doit de souligner que le monde est confronté à une grave crise de la sécurité alimentaire, qui s'exacerbera encore davantage au cours des prochaines décennies à mesure que la population mondiale augmente. Il est donc impératif de mettre en place des incitations et des politiques à même de soutenir l'agriculture dans les zones qui, grâce à un climat propice à celle-ci, peuvent accroître la production de manière durable. Malheureusement, les politiques de l'UE dans ce domaine ne vont pas dans le sens que nous souhaiterions pour permettre d'aider les plus démunis dans les pays en développement et accroître la sécurité alimentaire dans le monde.

8.65. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

8.66. Les États-Unis se joignent à l'Australie, au Brésil, au Canada, au Costa Rica, à l'Équateur, au Guatemala, au Panama, au Paraguay, à la République dominicaine et à l'Uruguay pour exprimer à nouveau leur inquiétude concernant la mise en œuvre par l'Union européenne d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles. Comme nous l'avons relevé par le passé, l'Union européenne continue d'abaisser les limites maximales de résidus (LMR) de nombreux pesticides à des niveaux restrictifs pour le commerce sans justification scientifique claire ni avantage mesurable pour la santé humaine. Cette approche de la réglementation des pesticides fondée sur les dangers peut conduire à des obstacles commerciaux qui menacent la sécurité des systèmes alimentaires mondiaux.

8.67. En outre, l'Union européenne applique les LMR de pesticides nouvellement réduites au point de production pour les produits nationaux, alors qu'elle applique ces LMR au point d'importation pour les produits importés. Cette différence de traitement entre les produits nationaux et importés provoque des inefficacités et des perturbations commerciales pour les produits destinés au marché de l'UE et confère un avantage injuste aux producteurs de l'UE, en particulier à ceux qui fabriquent des produits à longue durée de conservation.

8.68. Nous réitérons nos inquiétudes quant au fait que l'Union européenne semble suivre une approche similaire avec sa nouvelle législation sur les médicaments vétérinaires en interdisant l'utilisation d'antimicrobiens qui ne sont pas considérés comme importants d'un point de vue médical pour la santé humaine.

8.69. À l'instar d'autres Membres, nous avons fait part au Comité SPS de nos préoccupations quant au fait que ces restrictions prescriptives, qui ne semblent pas reposer sur des évaluations complètes des risques, s'appliqueront aux producteurs étrangers qui exportent des animaux et des produits d'origine animale vers l'UE.

8.70. Étant donné la position de l'Union européenne, qui est l'un des principaux importateurs au monde, ses politiques influencent les politiques de production des pays tiers, les pays tiers se trouvant obligés à un choix entre adopter les pratiques de production européennes ou renoncer au commerce avec l'UE. Les États-Unis demandent de nouveau que toute mesure de l'UE soit assez souple pour permettre aux partenaires commerciaux de respecter le niveau de protection de l'UE d'une manière adaptée aux besoins des agriculteurs et des producteurs dans le propre contexte national des pays exportateurs.

8.71. Dans la mesure où elle a été invitée récemment à coordonner son action afin de garantir des flux commerciaux prévisibles et de promouvoir la sécurité alimentaire au niveau mondial, la communauté internationale devrait œuvrer de concert pour soutenir des mesures fondées sur les données scientifiques qui favorisent un approvisionnement alimentaire sûr et durable, et les États-Unis invitent l'Union européenne à s'associer à ses partenaires commerciaux pour définir des approches mutuellement bénéfiques de cette nature.

8.72. Séparément, les États-Unis voudraient soulever une préoccupation systémique concernant l'intervention de plusieurs Membres au titre de ce point de l'ordre du jour. Nous pensons qu'il est fondamentalement injuste qu'un Membre renvoie à une déclaration plus longue présentée sur eAgenda, tout en ne soulevant que quelques points dans la déclaration proprement dite qui est prononcée dans la salle. Les Membres se retrouvent alors dans une position désavantageuse, puisqu'ils semblent ne répondre qu'aux points soulevés dans la salle et non à tous les points que le Membre a soulevés dans sa déclaration affichée sur Internet. Compte tenu de cette injustice fondamentale, nous demandons aux Membres d'envisager sérieusement de revoir leur approche afin que les autres Membres aient une possibilité complète et équitable de répondre à leurs préoccupations.

8.73. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

8.74. L'Inde partage les préoccupations soulevées par d'autres Membres concernant l'application par l'Union européenne d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles. Les mesures unilatérales de l'UE sapent de plus en plus les principes de la réglementation et ne sont pas fondées sur les principes d'analyse des risques convenus au niveau international; elles ne tiennent pas compte non plus d'autres approches pour atteindre des objectifs réglementaires. Pour mettre en œuvre ses mesures SPS, ainsi que sa nouvelle approche visant à utiliser des mesures OTC pour des raisons environnementales, l'Union européenne semble imposer à ses partenaires commerciaux sa propre approche en matière de réglementation intérieure. L'Inde observe avec inquiétude que cette tendance est en train de se généraliser, comme le montre également la réglementation européenne liée au Pacte vert pour l'Europe.

8.75. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

8.76. Nous tenons à remercier les délégations qui ont inscrit ce point à l'ordre du jour. L'Argentine réitère une fois de plus sa préoccupation et souligne l'importance de garantir que tous les Membres appliquent des mesures fondées sur des évaluations des risques s'appuyant sur des critères scientifiques.

8.77. Si elle partage le souci de l'Union européenne de renforcer la protection de la santé humaine et de l'environnement, elle tient une fois de plus à souligner l'importance de respecter les dispositions des Accords de l'OMC de façon que les mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre un objectif légitime.

8.78. Nous sommes particulièrement préoccupés par le nombre de substances interdites par la Commission européenne, qui s'accroît de jour en jour. Cette situation peut avoir de graves conséquences pour un certain nombre de Membres de l'OMC, en particulier les pays en développement, dont la population et l'économie sont fortement tributaires des exportations agricoles, comme il a déjà été souligné dans plusieurs déclarations précédentes. En outre, l'approche

adoptée par l'UE pour établir des périodes de transition pour les LMR est trop hâtive et ne tient pas compte des besoins et des capacités d'adaptation des tierces parties. Enfin, nous nous faisons l'écho des remarques formulées par plusieurs autres délégations sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations soulevées et sur le fait qu'il est indispensable que l'UE se fonde sur l'évaluation des risques dans l'analyse de ce changement de réglementation et dispose d'études scientifiques concluantes pour déterminer l'existence des différents éléments qui peuvent influencer sur la santé humaine et l'environnement.

8.79. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

8.80. Le Japon est conscient que l'Union européenne s'efforce de prendre des mesures spécifiques qui sont déjà en voie d'être établies, y compris l'abaissement des LMR pour protéger les insectes pollinisateurs et l'introduction de règles relatives aux produits "zéro déforestation" afin de garantir l'application des normes sanitaires et environnementales de l'UE aux produits importés de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche dans le cadre d'une clause miroir. Cependant, afin de mettre en place un système alimentaire durable, il doit être tenu compte non seulement des produits agricoles importés dans l'Union européenne mais aussi des produits agricoles produits dans le monde entier. Dans cette optique, il importe que chaque pays œuvre à la mise en place d'un système alimentaire durable qui tienne compte de son propre climat et d'autres facteurs. Le Japon est d'avis que les normes sanitaires et environnementales de l'UE ne devraient pas être appliquées uniformément aux produits importés, mais que les efforts de chaque pays devraient être respectés.

8.81. Dans son rapport sur l'"application des normes sanitaires et environnementales de l'UE aux produits agricoles et agro-alimentaires importés", la Commission européenne indique que l'Union européenne poursuivra ses efforts au niveau multilatéral en vue d'obtenir un consensus mondial sur des normes convenues au niveau international. Si l'UE adopte une telle approche nouvelle, le Japon demande qu'elle veille en même temps à ce que ses mesures soient compatibles avec les Accords de l'OMC, et organise des discussions internationales sur cette question.

8.82. Le délégué du Guatemala a indiqué ce qui suit:

8.83. Nous regrettons de devoir continuer de soulever cette préoccupation, qui a été discutée à d'innombrables reprises dans ce Conseil, comme dans d'autres. Cependant, la raison pour laquelle nous continuons de soulever cette question est qu'il n'y a eu aucun changement à ce jour qui justifierait de retirer cette préoccupation de l'ordre du jour. Nous avons déjà demandé à l'Union européenne des périodes de transition plus longues qui tiennent compte de la réalité des phases de la production agricole, mais la réponse a été négative. Certains secteurs testent actuellement d'autres substances - les tests ont commencé en janvier 2022 et les résultats seront disponibles fin 2023 - afin d'évaluer leurs effets et leur efficacité dans une zone de production déterminée. Il faut savoir que la production a déjà baissé de 20% à cause de l'inefficacité des substances de remplacement. C'est la raison pourquoi nous devons utiliser ces substances car le Guatemala est un pays tropical avec des températures extrêmes.

8.84. L'incidence réelle sur le commerce se mesure une fois de plus en volume et continuera à s'accroître au fur et à mesure que les secteurs n'auront plus d'alternatives sur le marché. Les conséquences en termes d'impact économique, social et rural seront irréversibles, c'est pourquoi nous souhaitons rechercher des alternatives à l'avance. Il importe de souligner qu'aujourd'hui, les producteurs des pays tiers ne disposent pas des alternatives et des options dont bénéficient les producteurs européens. Par exemple, des autorisations d'urgence ont été accordées pour résoudre des problèmes auxquels les producteurs européens sont confrontés, alors que les conditions sont les mêmes, voire pires, dans des pays tropicaux comme le Guatemala.

8.85. Compte tenu de ce qui précède, nous serions reconnaissants à l'Union européenne d'indiquer quelles dispositions elle prend pour veiller à ce que sa mesure ne fausse pas les échanges davantage qu'il n'est nécessaire, et d'expliquer en quoi cette mesure respecte les principes de traitement national et de non-discrimination consacrés par l'OMC. Nous remercions l'Union européenne d'avoir ouvert un espace de dialogue en mars dernier. Toutefois, nous sommes à la recherche de véritables solutions, car les problèmes sont réels; il ne s'agit pas de simples déclarations faites au sein de cette Organisation.

8.86. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

8.87. L'Union européenne prend note des observations des Membres de l'OMC. Elle a fourni des réponses détaillées lors des précédentes réunions du CCM. Nos déclarations restent valables dans leur intégralité. L'Union européenne s'est livrée à un vaste dialogue, y compris en s'appuyant sur les questions soulevées au sein de ce conseil, ainsi que du Comité SPS et du Comité OTC. Elle a également engagé le dialogue au niveau bilatéral, tant ici à Genève que dans les capitales respectives. Récemment, le 17 mars, une réunion plurilatérale s'est tenue à Genève et a permis une discussion technique franche.

8.88. L'Union européenne a organisé des sessions d'information et fourni des renseignements détaillés. Depuis 2019, nous avons transmis pas moins de dix communications au Comité SPS concernant notre politique en matière de pesticides. Une autre communication est actuellement distribuée au Comité SPS et sera bientôt disponible pour les Membres de l'OMC. Nous nous référons en particulier au document [G/SPS/GEN/1494/Rev.2](#), distribué en juillet 2022. Ce dernier document donne un aperçu de l'examen en cours des LMR pour les pesticides dans l'Union européenne. Il importe de signaler qu'il décrit le processus de révision, ainsi que la manière dont les pays non membres de l'UE peuvent y contribuer activement.

8.89. Nous aborderons la question des autorisations d'urgence au titre du point 10 de l'ordre du jour.

8.90. L'Union européenne reste ouverte à de nouvelles discussions sur la manière dont nous pouvons travailler ensemble pour faciliter le commerce des produits agricoles traités avec des produits phytopharmaceutiques. L'Union européenne continue de fournir une assistance technique aux pays en développement et aux PMA pour améliorer leurs capacités en matière d'application des mesures SPS et d'accès aux marchés, directement ou par l'intermédiaire d'autres organisations et partenariats internationaux, tels que le Fonds pour l'élaboration des normes et le développement du commerce (STDF), hébergé par l'OMC. L'UE a communiqué au Comité SPS des informations détaillées sur l'assistance technique dans le domaine SPS qu'elle a fournie au cours de la période 2019-2020 ([G/SPS/GEN/1139/Add.6](#)).

8.91. L'Union européenne reste convaincue de notre intérêt commun à veiller à ce que les résidus de pesticides ne soient pas présents à des niveaux constituant un risque inacceptable pour la santé humaine. Enfin, le premier bilan du Sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires de 2021 aura lieu dans le courant du mois. Nous pensons que nous avons un intérêt commun à rendre nos systèmes alimentaires durables en nous attaquant au problème des substances actives toxiques et en protégeant la santé de nos concitoyens.

8.92. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

8.93. Le Conseil en est ainsi convenu.

9 CHINE – APPLICATION DE MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES POUR LE COMMERCE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE

9.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie.

9.2. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

9.3. L'Australie prend acte des nouvelles évolutions positives concernant sa relation avec la Chine ces derniers mois, y compris un accord visant à intensifier le dialogue dans le cadre de l'Accord de libre-échange Chine-Australie (ChAFTA) et d'autres plates-formes pour stabiliser les liens commerciaux. Nous entretenons des relations commerciales mutuellement avantageuses par le biais du ChAFTA et du Partenariat économique régional global. Comme tous les Membres de l'OMC, nous bénéficions des avantages d'un système commercial mondial ouvert, stable et prévisible. C'est pourquoi l'Australie s'efforce toujours d'éliminer les mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce et de rétablir un commerce normal entre nos deux pays.

9.4. Les préoccupations de l'Australie sont bien connues. Des mesures appliquées sans véritable transparence ou justification continuent d'avoir une incidence sur le commerce de divers produits australiens. Certains produits, à savoir l'orge, les langoustes vivantes, le vin en bouteille, le foin et la viande, sont touchés depuis bien plus de deux ans. Tant que ces mesures resteront en vigueur,

nous continuerons de faire part de nos préoccupations ici et dans d'autres comités. Nous continuerons de travailler de manière constructive avec la Chine, à l'OMC et dans le cadre de notre partenariat stratégique global pour trouver les moyens de répondre en temps voulu aux préoccupations commerciales restantes, dans l'intérêt de nos deux pays.

9.5. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

9.6. Les États-Unis partagent les préoccupations de l'Australie concernant les mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce prises par la Chine. Nous prenons note des éléments présentés par l'Australie à la réunion d'avril, à savoir que bien que des progrès aient été accomplis, des mesures chinoises entravant le commerce de nombreux autres produits restent en place. Nous restons vivement préoccupés par les renseignements fournis sur les mesures en cours de la Chine.

9.7. Comme les États-Unis l'ont indiqué précédemment, les mesures prises par la Chine ne sont pas limitées à l'Australie. Dans de nombreux cas, la Chine exerce une coercition économique à l'encontre des Membres de l'OMC, vraisemblablement en représailles de questions bilatérales sans lien. Il est manifeste que les mesures tout aussi coercitives qui sont prises par la Chine contre d'autres Membres révèlent un mode de comportement plus général. Nous avons tous connaissance des nombreux cas où la Chine utilise, ou menace d'utiliser, des mesures commerciales abusives, arbitraires ou non justifiées pour exercer des pressions sur les processus décisionnels légitimes de gouvernements souverains ou les influencer.

9.8. La Chine prétend défendre le "système commercial multilatéral fondé sur des règles", mais ses agissements parlent d'eux-mêmes. Elle continue d'exploiter le système fondé sur des règles à son avantage, en ignorant ou en enfreignant les règles de sorte à causer des préjudices à autrui en vue de favoriser la réalisation de ses objectifs géopolitiques et économiques. L'incapacité de la Chine à respecter les normes du commerce mondial et les principes de l'OMC met en péril et compromet le système commercial multilatéral fondé sur des règles et nuit aux relations entre ses Membres.

9.9. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

9.10. Comme il a été mentionné à des réunions précédentes, l'Union européenne partage les préoccupations soulevées une fois de plus par l'Australie au sein de ce Conseil au sujet de la mise en œuvre de mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce par la Chine. L'Australie a fait part de quelques progrès concernant un certain nombre de produits et de mesures, mais d'autres questions restent non résolues, et ce depuis longtemps. À cet égard, l'UE voudrait rappeler les observations qu'elle a formulées par le passé. La forme et le nombre des mesures de la Chine, et les vastes répercussions qu'elles semblent avoir, sont à eux seuls source de préoccupation. Les restrictions commerciales informelles, non publiées, et non transparentes ne sont pas conformes aux règles et à l'esprit de l'OMC.

9.11. Un autre problème est l'objectif allégué des mesures en question, qui semble coercitif, rendant ces mesures incompatibles avec le droit international général. Au sein de l'Union européenne, un instrument anticoercitif entrera en vigueur en temps utile. Le 6 juin 2023, les instances législatives de l'Union européenne sont parvenues à un accord politique complet sur cette législation. En outre, l'Union européenne a engagé une procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC contre la Chine au sujet d'une série de mesures ayant une incidence négative sur ses échanges avec ce pays, pour lesquelles les faits indiquent aussi l'existence d'une intention coercitive.

9.12. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

9.13. Comme nous l'avons mentionné à la précédente réunion du CCM, le Japon partage les préoccupations exprimées par l'Australie au sujet des mesures commerciales de la Chine, y compris ses mesures correctives commerciales. Si la Chine applique des mesures commerciales d'une manière arbitraire, comme cela a été indiqué, alors cela entre en contradiction avec le système commercial international fondé sur des règles, libre et équitable. Nous espérons que la Chine répondra aux préoccupations de l'Australie de bonne foi et en temps voulu.

9.14. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

9.15. La Nouvelle-Zélande a toujours un intérêt systémique en ce qui concerne les préoccupations exprimées à ce sujet par l'Australie et d'autres Membres de l'OMC. Comme la Nouvelle-Zélande l'a fait remarquer à plusieurs reprises dans un certain nombre d'instances, le système commercial multilatéral fondé sur des règles prévoit que tous les Membres, indépendamment de leur taille ou de leur capacité commerciale, sont assujettis aux mêmes droits et obligations. Nous approuvons sans réserve le point de vue selon lequel par l'intermédiaire de l'OMC, nous bénéficions, comme tous les Membres de l'Organisation, des avantages d'un système commercial mondial ouvert, stable et prévisible. Cela garantit la prévisibilité et la certitude nécessaires pour garantir que le commerce puisse avoir lieu de manière efficace, et avec le moins de heurts possible. Si les Membres s'écartent de leurs engagements, ou adoptent des mesures correctives prévues dans les Accords de l'OMC à des fins sans lien avec ces derniers, cela sapera la prévisibilité et la certitude sur lesquelles repose le système. L'adoption par les Membres de l'OMC de mesures qui entraînent d'importantes perturbations du commerce et manquent de transparence ont été source de diverses préoccupations pour la Nouvelle-Zélande, notamment les mesures prises par la Chine à l'encontre d'une série d'exportations de l'Australie, dont certaines sont toujours en place.

9.16. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

9.17. Le Royaume-Uni tient à s'associer aux préoccupations de l'Australie concernant les mesures restrictives pour le commerce prises par la Chine. Nous saluons le fait que certaines mesures ont été levées et nous nous en félicitons. Il est indispensable que tous les Membres de l'OMC respectent les principes et objectifs fondamentaux du commerce libre et équitable qui sous-tendent le système commercial multilatéral fondé sur des règles. Les mesures délibérément orientées vers les marchandises de certains pays pour des raisons politiques risquent de saper l'intégrité du système commercial multilatéral et la confiance qu'il inspire, et d'entraîner des répercussions préjudiciables pour les entreprises et les citoyens du monde entier. Le Royaume-Uni se félicite de la levée d'autres mesures et encourage la Chine à collaborer de manière constructive et transparente pour ce qui concerne ces mesures afin de contribuer à répondre aux préoccupations soulevées par les Membres.

9.18. Le délégué du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

9.19. La délégation du Taipei chinois remercie l'Australie pour avoir soulevé ce point de l'ordre du jour et fourni des renseignements actualisés sur les derniers faits intervenus. Nous restons préoccupés par certaines des mesures commerciales chinoises, qui ont nui aux intérêts commerciaux de nombreux Membres. Bon nombre des mesures adoptées par la Chine semblent avoir été fondées sur des questions bilatérales sans rapport. Que ces mesures soient imposées ou prises formellement sous la direction ou par suite des instructions des autorités chinoises, elles ont des conséquences systémiques qui risquent de compromettre le système commercial multilatéral fondé sur des règles et d'avoir des répercussions graves et négatives, non seulement sur les exportations de l'Australie, mais aussi sur les exportations de tous les autres Membres. L'Australie vient de faire état d'évolutions positives vers le règlement de ses problèmes à l'échelle bilatérale. Nous ne cesserons de suivre l'évolution de la situation, s'agissant en particulier de l'aspect systémique des mesures.

9.20. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

9.21. Le Canada remercie l'Australie pour avoir de nouveau soulevé cette question et fait le point de la situation à laquelle elle est confrontée. Il reste préoccupé par les défis à long terme posés par les restrictions commerciales perturbatrices et discriminatoires appliquées à des fins politiques. Nous nous félicitons des signaux positifs récents de la Chine concernant nos propres difficultés, mais nous restons préoccupés par l'absence d'engagement et de progrès à l'échelle bilatérale en vue de la résolution de ces problèmes. Ces mesures sont incompatibles avec les pratiques internationales établies et continuent de nuire aux exportations du Canada, y compris pour les produits agricoles, comme il a été décrit dans le détail aux réunions précédentes. Pour conclure, nous encourageons tous les Membres de l'OMC à soutenir le système commercial fondé sur des règles en respectant leurs engagements dans le cadre de l'OMC et en appliquant leurs mesures de manière non discriminatoire et transparente.

9.22. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

9.23. La Chine souhaite renvoyer aux déclarations qu'elle a faites aux précédentes réunions du Conseil et du Comité de l'accès aux marchés. Elle a pris des mesures d'inspection et de quarantaine normales pour certains produits importés de l'Australie afin de protéger la santé et la sécurité des consommateurs chinois. Ces mesures sont conformes aux lois et réglementations chinoises, aux

pratiques internationales et à l'Accord de libre-échange Chine-Australie. Nous avons aussi informé l'Australie des mesures en temps voulu. Aujourd'hui, comme certains produits importés de l'Australie visés par les mesures ont satisfait aux prescriptions de la Chine en matière d'inspection et de quarantaine, nous en avons rétabli l'importation. Nous espérons que la Chine et l'Australie continueront de travailler ensemble au renforcement de la coopération économique bilatérale.

9.24. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations.

9.25. Le Conseil en est ainsi convenu.

10 UNION EUROPÉENNE – PROJET DE RÈGLEMENT (UE) DE LA COMMISSION MODIFIANT LES ANNEXES II ET V DU RÈGLEMENT (CE) N° 396/2005 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL EN CE QUI CONCERNE LES LMR POUR LA CLOTHIANIDINE ET LE THIAMÉTHOXAME PRÉSENTS DANS OU SUR CERTAINS PRODUITS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE BRÉSIL ET LES ÉTATS-UNIS

10.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, du Brésil et des États-Unis.

10.2. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

10.3. Les États-Unis réitèrent leurs préoccupations quant au fait que cette mesure ne présente pas de justification technique suffisante pour réaliser son objectif environnemental, conteste le savoir-faire des autorités nationales compétentes, compromet les bonnes pratiques agricoles et crée un dangereux précédent d'utilisation non justifiée d'un paramètre de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour atteindre de prétendus objectifs environnementaux. Compte tenu de l'importance cruciale de ces pesticides pour les récoltes que les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC exportent vers l'Union européenne, nous craignons que l'abaissement de ces LMR à la limite de détermination ne constitue un obstacle important au commerce.

10.4. Comme l'Union européenne l'a déjà reconnu, les défis environnementaux mondiaux ne peuvent pas être atteints par des approches uniques étroitement adaptées aux conditions d'un pays ou d'une région. Une fois encore, les États-Unis demandent instamment à l'UE d'appliquer une approche collaborative de la protection des pollinisateurs, en tirant parti des enceintes internationales appropriées pour promouvoir une meilleure compréhension commune de ce défi mondial.

10.5. Aux réunions les plus récentes des Comités SPS et OTC, nous avons continué de demander à l'Union européenne d'expliquer en quoi les conclusions de ces évaluations des risques étayaient l'abaissement des LMR à la limite de détermination pour les produits visés. Nous avons demandé en outre à l'UE de fournir les analyses et études qu'elle avait effectuées en vue d'examiner les systèmes de production en dehors de l'UE. Il n'est pas surprenant que l'UE n'ait à ce jour fourni ni l'explication ni les renseignements demandés.

10.6. En l'absence de renseignements scientifiques ou techniques indiquant en quoi l'abaissement des LMR à la limite de détermination pour les produits visés contribue à l'objectif de protection des pollinisateurs, y compris des abeilles, les États-Unis demandent à l'Union européenne de maintenir ses LMR existantes pour la clothianidine et le thiaméthoxame.

10.7. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

10.8. L'Australie se joint aux autres Membres qui ont exprimé leurs préoccupations au sujet des modifications apportées par l'Union européenne à son Règlement (CE) n° 396/2005 par suite de l'adoption du Règlement (UE) 2023/334 de la Commission en ce qui concerne les LMR applicables à la clothianidine et au thiaméthoxame présents dans ou sur certains produits, lesquelles font écho aux inquiétudes que nous avons déjà exprimées au titre du point 8 de l'ordre du jour (mise en œuvre d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles) aux réunions du CCM. Ces modifications tiennent compte des incidences environnementales dans les pays exportateurs lors de l'établissement des LMR à l'importation et de l'évaluation des demandes de tolérances à l'importation. L'Australie a aussi fait part de ces préoccupations aux Comités OTC et SPS.

10.9. L'Australie reconnaît le droit des Membres de l'OMC de réglementer les importations agricoles de manière à protéger la santé des personnes et des animaux, à préserver les végétaux et à protéger l'environnement. Néanmoins, elle estime que les Membres sont également liés par les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC, en particulier pour ce qui est de réaliser des évaluations des risques fondées sur des données scientifiques et de veiller à ce que les mesures prises ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

10.10. L'Australie n'est pas favorable à l'utilisation des LMR concernant les produits importés qui vise à atteindre des objectifs environnementaux en dehors des frontières de l'UE. Cette approche extraterritoriale a une incidence sur la capacité des pays tiers de mettre en œuvre des politiques environnementales compatibles avec leur situation environnementale unique. Les autorités nationales des pays tiers sont les mieux placées pour faire en sorte que l'application des pesticides soit réalisée d'une manière responsable et durable dans chaque pays, et en fonction des conditions environnementales qui sont propres à celui-ci.

10.11. L'Australie est préoccupée par les insuffisances des évaluations des risques effectuées en 2018 par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), citées par l'UE dans le projet de règlement. Ces études ont été utilisées pour corroborer un lien entre l'abaissement des LMR à la limite de détermination et la santé des pollinisateurs. Nous demandons à l'UE de fournir des données scientifiques solides à l'appui de cette conclusion.

10.12. L'Australie demande à l'Union européenne de fournir des renseignements sur la santé des pollinisateurs dans tous les pays commerçants où les nouvelles LMR sont susceptibles de s'appliquer. L'UE souhaitera peut-être envisager d'appliquer les nouvelles LMR uniquement aux pays pour lesquels elle dispose d'éléments de preuve solides à l'appui de son objectif de politique générale. Nous attendons avec intérêt de poursuivre le dialogue avec l'Union européenne sur cette importante question.

10.13. La déléguée du Brésil a indiqué ce qui suit:

10.14. Pour ce qui est du projet de règlement de l'Union européenne, notifié sous la cote [G/TBT/N/EU/908](#), qui retire l'approbation des substances actives thiaméthoxame et clothianidine et restreint les limites maximales de résidus dans ou sur certains produits, le Brésil souhaiterait rappeler l'article 2.2 de l'Accord OTC, selon lequel "Les Membres feront en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. À cette fin, les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime, compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait." Nous croyons comprendre que la proposition de l'UE va à l'encontre de cet engagement car elle n'entre pas dans le champ d'application de l'Accord OTC pour soutenir des politiques unilatérales visant à protéger l'environnement dans les pays tiers.

10.15. Outre la nécessité d'une discussion plus approfondie, et reposant sur des bases scientifiques solides, sur les risques auxquels le thiaméthoxame et la clothianidine pourraient exposer les populations d'abeilles dans le monde, le Brésil estime que l'on ne peut pas espérer étendre à tous les pays de la planète des mesures restrictives pour le commerce qui ne tiennent pas compte de la diversité des conditions locales, y compris le climat et les sols. De surcroît, la production agricole de chaque pays est caractérisée par des besoins et des défis différents.

10.16. L'Union européenne affirme que sa mesure restrictive chercherait à éviter que les effets néfastes sur les abeilles de la production alimentaire de l'UE ne se propagent à la production alimentaire de pays hors de l'UE. Toutefois, aux yeux du Brésil, cette approche ne tient pas dûment compte du fait que de nombreux pays, y compris le Brésil, ont des procédures techniques strictes pour l'approbation des substances.

10.17. De plus, le Brésil estime que, du fait de ses effets extraterritoriaux, le projet de règlement de l'Union européenne va à l'encontre des règles et de la jurisprudence du système commercial multilatéral. Pour illustrer à quel point il voit mal en quoi les restrictions commerciales proposées par l'UE pourraient être justifiées, le Brésil précise que le thiaméthoxame tient un rôle important dans les stratégies de lutte contre certains ravageurs, tels que le psylle des agrumes, un insecte qui transmet la maladie du verdissement des agrumes, qui est un organisme nuisible reconnu par l'EFSA

comme un organisme de quarantaine prioritaire. En outre, dans la Liste des organismes de quarantaine prioritaires d'octobre 2019 de l'EFSA, le verdissement figure en tant que cause majeure de perte de production d'oranges, non seulement au Brésil, mais dans le monde entier.

10.18. Au Brésil, l'État de São Paulo est le principal producteur de jus d'agrumes; 84% de la production de miel y est également concentrée. Dans cet État, il n'y a pas de preuve d'un déclin des pollinisateurs. Au contraire, la production de miel dans cette région a augmenté d'environ 136% ces 15 dernières années.

10.19. Nous sommes aussi préoccupés par le fait que si la proposition actuelle de restriction de l'utilisation de thiaméthoxame et de clothianidine servait de base à d'autres restrictions similaires, les agriculteurs du Brésil et du monde entier pourraient rencontrer de graves difficultés qui affecteraient leur productivité et leur capacité à contribuer à la sécurité alimentaire mondiale.

10.20. Le Brésil appelle la Commission européenne à envisager une approche plus équilibrée et harmonisée avec les recommandations du Codex Alimentarius concernant les LMR pour la clothianidine et le thiaméthoxame. Le Brésil se félicite aussi de l'occasion qui lui est donnée de formuler des observations, et serait reconnaissant qu'elles soient prises en compte et reçoivent une réponse avant l'adoption du projet notifié.

10.21. Le délégué de l'Équateur a indiqué ce qui suit:

10.22. L'Équateur se félicite de l'intérêt manifesté par l'Australie, le Brésil et les États-Unis pour l'inscription de cette problématique à l'ordre du jour de la présente réunion. La délégation équatorienne partage la préoccupation de ces pays à ce sujet, conformément à ce qu'elle a déjà dit au Conseil, au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires et au Comité de l'accès aux marchés. Nous insistons sur le fait que la nouvelle proposition de règlement fausserait l'objectif du Règlement n° 396/2005, car elle ne met plus seulement l'accent sur la protection du "consommateur européen" dans la mesure où elle ajoute la prise en compte unilatérale de "facteurs environnementaux" de pays en dehors du territoire et de la juridiction des autorités européennes.

10.23. Qui plus est, l'approche méconnaît et discrédite l'adéquation des politiques réglementaires des autres pays, qui établissent de manière souveraine les conditions de la production alimentaire et de l'activité agricole dans leur juridiction. Ces objectifs extraterritoriaux de l'Union européenne ne paraissent pas compatibles avec les règles de l'OMC; en outre, ils ne semblent pas tenir compte des conditions climatiques et du développement de ses divers partenaires commerciaux. Plusieurs Membres ont attiré l'attention sur le fait que le contenu du Pacte vert pouvait aller à l'encontre des obligations de l'UE dans le cadre de notre Organisation, en particulier des engagements contenus dans l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) en application duquel l'UE est tenue de savoir si une analyse des risques concluante a été établie en ce qui concerne les effets sur la santé des personnes et les pollinisateurs.

10.24. En ce qui concerne le même Accord SPS, les mesures de l'Union européenne pourraient aller à l'encontre des principes de non-discrimination à l'égard des produits importés (article 2:3) et de transparence (article 7 et Annexe B), de la nécessité d'une justification scientifique et de l'utilisation des normes internationales (articles 2, 3 et 5) ainsi que des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation facilitant les échanges (Annexe C).

10.25. La durabilité repose sur trois piliers: social, économique et environnemental. L'adoption de mesures concernant les LMR doit tenir compte des effets négatifs sur les autres piliers de durabilité pour les partenaires commerciaux de l'Union européenne, en particulier s'il s'agit de pays en développement. Au vu de ces arguments, nous exhortons à nouveau l'Union européenne à maintenir les LMR actuelles pour les pays tiers, en tant que tolérances à l'importation, compte étant également tenu des efforts déployés par nos secteurs productifs pour relancer l'économie au sortir de la crise liée à la COVID-19.

10.26. Le délégué du Paraguay a indiqué ce qui suit concernant les points 8 et 10 de l'ordre du jour:

10.27. La délégation paraguayenne tient à faire observer qu'elle n'a pas reçu de réponses de l'Union européenne aux questions qu'elle a présentées conjointement avec les délégations de la Colombie, de l'Équateur et du Guatemala en novembre 2022 au Comité SPS, ni aux réunions

suivantes de ce Comité, ni aux réunions du Conseil. Nous remercions l'Union européenne pour la réunion plurilatérale tenue en marge de la réunion du Comité de mars dernier avec la délégation paraguayenne et d'autres pour examiner certaines de nos préoccupations. Nous espérons que ce dialogue pourra se poursuivre à l'avenir et que nous pourrions bientôt recevoir des réponses à nos questions.

10.28. Pour ce qui est des nouvelles évolutions, permettez-moi de noter que dans la mesure où le Comité SPS ne se réunira que la semaine prochaine, nous présenterons au Conseil certaines des nouvelles questions que nous avons à poser à l'Union européenne, étant entendu qu'une partie d'entre elles a également été présentée à la réunion du Comité OTC du mois dernier. Selon le compte rendu de la réunion des 10 et 11 mai 2023 du Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux (SCoPAFF) de la Commission européenne, "la Commission a présenté la révision 4 du projet de règlement qui précise que la LMR pour le tricyclazole devrait être établie à l'annexe II du Règlement (CE) n° 396/2005. [La Commission] propose de modifier la LMR pour le tricyclazole en ce qui concerne le riz, pour la faire passer de 0,01* mg/kg à 0,09 mg/kg, conformément à une demande de tolérance à l'importation fondée sur des BPA du Brésil, pour lesquelles l'EFSA a confirmé que la LMR proposée était entièrement étayée par des données et qu'elle était sûre pour les consommateurs". Néanmoins, plusieurs États membres de l'Union européenne n'ont pas soutenu l'approbation du projet de règlement présenté par la Commission et la majorité qualifiée n'a pas été atteinte.

10.29. Certains des arguments avancés par ces Membres sont les suivants: i) on ne devrait pas accepter de tolérances à l'importation pour les substances qui ne sont plus approuvées dans l'UE; et ii) leur approbation se répercuterait négativement sur la compétitivité des producteurs de riz européens, qui ne peuvent pas utiliser les mêmes substances que les pays tiers pour lutter efficacement contre certains organismes nuisibles.

10.30. Compte tenu de ce qui précède, nous aimerions que l'Union européenne réponde aux questions suivantes:

- a) Si une tolérance à l'importation est proposée pour une LMR qui est – je cite – "entièrement étayée par des données et sûre pour les consommateurs", selon sa propre autorité scientifique, comment serait-elle compatible avec les obligations au titre de l'Accord SPS qui prescrit le rejet d'une telle tolérance dès lors qu'elle a "une incidence négative sur la compétitivité des producteurs européens"?
- b) Si dans le cas de LMR établies dans le but de protéger la santé des personnes, les États membres n'accordent pas un vote favorable aux tolérances à l'importation, comment la Commission peut-elle soutenir qu'une demande de tolérance à l'importation constitue une voie envisageable s'agissant des LMR établies à des fins de protection de l'environnement (par exemple pour les substances néonicotinoïdes)?

10.31. Face aux questionnements récurrents concernant le recours excessif aux autorisations d'urgence par les États membres, l'UE a indiqué, ici, et à d'autres comités et conseils de l'OMC, qu'à la lumière de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) du 19 janvier 2023 (Affaire C-162/21) les États membres ne pouvaient plus accorder d'autorisations d'urgence pour les produits phytopharmaceutiques contenant des néonicotinoïdes interdits. À cet égard, nous faisons observer ce qui suit:

- a) Il existe plusieurs autorisations d'urgence qui ont été approuvées avant l'arrêt de la CJUE, mais dont la mise en œuvre couvre une période postérieure à cet arrêt. Ces autorisations d'urgence resteront-elles valables pendant toute la période pour laquelle elles ont été approuvées, malgré l'arrêt de la CJUE?
- b) Le 4 avril 2023, la République tchèque a délivré une autorisation d'urgence pour le thiaméthoxame, substance prohibée, pour la période allant du 20 avril au 16 juillet 2023, alléguant à titre de justification et de mesure d'atténuation que "le produit ne sera utilisé que pour la récolte destinée à l'exportation vers des pays extérieurs à l'Union européenne".

- c) En quoi l'exportation d'une récolte pour laquelle du thiaméthoxame a été utilisé peut-elle être considérée comme une mesure d'atténuation qui protège les pollinisateurs européens?
- d) En quoi l'autorisation d'urgence accordée par la République tchèque est-elle compatible avec l'objectif que l'Union européenne affirme poursuivre par le Règlement (UE) n° 2023/334 – à savoir protéger les populations de pollinisateurs dans le monde entier?

10.32. Nous distribuerons ces questions et quelques questions additionnelles à l'Union européenne au titre des préoccupations commerciales spécifiques au Comité SPS et elles seront abordées la semaine prochaine.

10.33. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

10.34. L'Argentine partage pleinement le réel intérêt que l'Union européenne porte à l'importance stratégique des pollinisateurs pour l'environnement mondial, en particulier les abeilles pour les écosystèmes et la biodiversité. De même, en tant que grand producteur de denrées alimentaires, elle reconnaît la contribution significative qu'ils apportent à l'agriculture et à la sécurité alimentaire mondiale. C'est pourquoi, à l'instar de nombreux autres pays, elle a pris des mesures extrêmes pour doter les producteurs des outils nécessaires à une protection suffisante des végétaux, afin qu'ils puissent continuer de produire des denrées alimentaires tout en réduisant, grâce aux bonnes pratiques agricoles, l'effet que l'utilisation de certains produits a sur les pollinisateurs. Cependant, tout semble indiquer que cette mesure notifiée par l'UE aura pour effet de créer un obstacle qui affaiblira la capacité des producteurs des pays tiers d'exporter vers l'UE.

10.35. Diverses études du monde entier montrent que le déclin du nombre de pollinisateurs a des causes multiples, et que les néonicotinoïdes, clothianidine et thiaméthoxame, ne sont pas dangereux pour les abeilles quand ils sont utilisés suivant les bonnes pratiques agricoles, outre qu'ils sont absolument essentiels pour lutter contre des ravageurs spécifiques dans le cadre de l'agriculture intensive. Dans le cas présent, les mesures notifiées ne sont pas fondées sur une analyse des risques liés aux niveaux de toxicité des deux néonicotinoïdes dans tous les produits pour l'alimentation humaine et animale mentionnés et à leurs effets sur la vie et la santé des personnes sur le territoire des États membres de l'UE. Au contraire, le projet de règlement en question semble fondé sur des évaluations du risque lié à l'exposition des abeilles à ces néonicotinoïdes lorsqu'ils sont utilisés en extérieur, l'objectif affiché de l'UE étant de répondre à une préoccupation environnementale de nature mondiale, à savoir le déclin des pollinisateurs à l'échelle planétaire. Envisagé sous cet angle, le projet de règlement serait incompatible avec les obligations de l'UE, car il ne fournit pas d'évaluation scientifique au sens de l'Accord SPS (articles 2:2 et 5:1) pour justifier l'adoption de la mesure en question.

10.36. L'Argentine est aussi préoccupée par le fait que la mise en œuvre de la mesure équivaldrait à une restriction déguisée au commerce international, ce qui contreviendrait aux dispositions de l'article 5:3 de l'Accord SPS. Cette observation repose d'une part sur le fait que l'action des pollinisateurs ne dépend pas uniquement des deux substances prohibées par l'UE, et d'autre part sur le fait que de nombreuses autorisations d'urgence ont été accordées par l'UE à des conditions qui ne peuvent être étendues à des pays tiers (ou à des pays d'exportation).

10.37. En outre, l'Argentine est d'avis que rien ne justifie clairement que l'on fixe des valeurs de limite de quantification (LOQ) pour ces néonicotinoïdes et que cette mesure constitue une restriction déguisée au commerce international au sens de l'article 2.2 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC). Cette mesure est disproportionnée par rapport à son objectif de protection allégué et elle restreint indûment les échanges car elle empêche la commercialisation de tout produit traité avec ces néonicotinoïdes qui peut avoir un taux de résidus supérieur à la limite de quantification, alors que l'UE ne peut pas démontrer que les LMR au niveau établi par le Codex peuvent affecter la santé des consommateurs, ce qui est en fin de compte le but recherché d'une LMR.

10.38. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

10.39. L'Uruguay tient à remercier les délégations de l'Australie, du Brésil et des États-Unis d'avoir réinscrit cette question à l'ordre du jour. L'Uruguay juge regrettable l'approbation, sans modifications de fond, du Règlement 2023/334 modifiant les LMR pour la clothianidine et le thiaméthoxame, malgré les observations et préoccupations de fond présentées par de nombreux partenaires

commerciaux représentant des conditions géographiques et productives et des niveaux de développement différents au cours du processus de consultation international, ainsi qu'aux réunions récentes du Conseil du commerce des marchandises et des Comités SPS, OTC et de l'accès aux marchés et, plus récemment, dans le cadre de l'examen de la politique commerciale de l'Union européenne.

10.40. L'Uruguay croit comprendre que l'établissement de LMR est un outil conçu pour protéger la santé des consommateurs des risques posés par l'ingestion et qu'il entre donc naturellement dans le champ d'application de l'Accord SPS. Pour ces questions, l'organe international de référence est la Commission du Codex Alimentarius où, pour l'adoption de LMR, les questions de santé sont examinées de manière exhaustive, sans examiner les aspects environnementaux des analyses des risques pertinentes.

10.41. Sans préjudice des autres normes européennes du cadre réglementaire européen vaste et complexe, la règle principale et spécifique concernant les LMR pour les pesticides dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux est l'article 3 d) du Règlement n° 396/2005, qui définit les LMR comme suit: "une concentration maximale du résidu d'un pesticide autorisée dans ou sur des denrées alimentaires ou aliments pour animaux, fixée conformément au présent règlement, sur la base des BPA et de l'exposition la plus faible possible permettant de protéger tous les consommateurs vulnérables". Il semblerait y avoir une convergence entre le contenu de cette disposition juridique et l'opinion exprimée par l'Uruguay et de nombreux Membres de l'OMC sur la nature des LMR, qui est conforme à ce que l'UE a elle-même réaffirmé à maintes reprises, au moins jusqu'en mars 2022, à savoir qu'en principe, les préoccupations concernant l'établissement de LMR pour les pesticides, et toutes les questions spécifiques liées à leur application, sont des questions à examiner au Comité SPS, et non au Comité OTC.

10.42. L'Uruguay a de sérieux doutes quant à la pertinence et au fondement juridique, au regard du droit communautaire et des règles de l'OMC, d'un abaissement des LMR jusqu'à la limite de détermination sur la base de "préoccupations environnementales de portée mondiale" ou d'autres questions qui ne sont pas liées à la santé des personnes.

10.43. En ce qui concerne les aspects environnementaux, bien que nous reconnaissons leur importance, nous croyons comprendre qu'ils n'entrent pas dans le processus de fixation des LMR et qu'ils sont, et doivent être, traités par chaque pays sur son territoire par le biais des outils appropriés, en tenant compte de son système de production et de réglementation et de ses conditions environnementales et politiques. Nous notons à cet égard qu'en Uruguay, les produits phytosanitaires visés par ce règlement sont déjà réglementés par l'autorité nationale compétente afin d'avoir une utilisation correcte, sûre et judicieuse, dans le cadre d'un plan environnemental national axé sur les bonnes pratiques agricoles.

10.44. L'Uruguay est lui aussi désireux d'encourager la protection des pollinisateurs, en harmonie avec la protection de l'environnement et de la biodiversité, et il soutient l'existence de cadres réglementaires fondés sur des critères scientifiques de manière à éviter de compromettre la sécurité alimentaire et de créer des obstacles au commerce. À cet égard, il réaffirme sa volonté de coopérer avec les autres Membres, y compris l'UE, pour trouver des mécanismes qui puissent être utilisés pour atteindre ces objectifs sans créer de restrictions non nécessaires au commerce, tout en garantissant la préservation de l'environnement et la protection de la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux.

10.45. Comme d'autres délégations, nous sommes également préoccupés par le fait que l'on continue de délivrer des autorisations d'urgence aux producteurs des États membres de l'UE pour l'utilisation de ces substances, ce qui semblerait aller à l'encontre de l'objectif exprimé par l'Union européenne en vue de l'introduction de cette mesure, qui est de plus de nature discriminatoire. Dans le même ordre d'idées, nous souhaiterions recevoir de l'UE des renseignements actualisés sur les conséquences que pourrait avoir sur l'examen des autorisations d'urgence pour l'utilisation de ces substances et, à terme, d'autres pouvant faire l'objet de restrictions au niveau communautaire, l'arrêt récent de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) du 19 janvier 2023 qui les juge illégales dans certains cas. Nous appuyons les questions soulevées par le Paraguay au sujet de cette question et attendons les réponses de l'Union européenne à cet égard.

10.46. En résumé, l'Uruguay considère que les LMR devraient être établies sur la base d'une évaluation des risques, dans le but de protéger la santé des consommateurs et non à des fins de protection de l'environnement. L'Uruguay tient à souligner à cet égard que les mesures sanitaires et phytosanitaires adoptées ou appliquées par les Membres de l'OMC doivent se conformer aux objectifs énoncés au paragraphe 1 de l'Annexe A de l'Accord SPS et aux autres principales obligations de fond de cet Accord, comme celles relatives à l'harmonisation internationale, aux mesures inutilement restrictives pour le commerce, et à la transparence, ainsi qu'aux obligations au titre du GATT de 1994.

10.47. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

10.48. La Nouvelle-Zélande se réfère aux déclarations faites précédemment au Conseil au sujet de cette préoccupation commerciale spécifique. Elle partage et appuie à nouveau les préoccupations exprimées par d'autres Membres à la suite de l'adoption par l'Union européenne du texte législatif notifié à l'origine sous la cote [G/TBT/N/EU/908](#), qui vise à lutter contre le déclin des pollinisateurs en abaissant les substances actives clothianidine et thiaméthoxame jusqu'au seuil de quantification.

10.49. La Nouvelle-Zélande, comme d'autres Membres, reste préoccupée par l'approche adoptée par l'Union européenne, y compris par le mécanisme de mise en œuvre proposé. Elle répète que l'imposition unilatérale de mesures à l'importation prescriptives, d'une manière telle que celles qui ont été notifiées, ne permet pas nécessairement d'atteindre l'objectif visé et pourrait créer des obstacles injustifiés au commerce pour les partenaires commerciaux. Elle encourage tous les Membres de l'OMC à traiter les questions environnementales de portée mondiale, y compris l'utilisation durable des pesticides, en collaborant avec les partenaires commerciaux dans les instances multilatérales.

10.50. Le délégué du Costa Rica a indiqué ce qui suit:

10.51. Le Costa Rica a déjà fait mention de sa position sur cette question au titre du point 8 de l'ordre du jour et demande que cette précédente intervention soit consignée dans le compte rendu sous la référence CTG ID 136.

10.52. Le Costa Rica s'associe aux préoccupations soulevées par d'autres Membres aujourd'hui et à de précédentes occasions au Conseil et continue de coparrainer et d'appuyer ce point de l'ordre du jour et le document [G/C/W/767/Rev.1](#). Nous considérons que les préoccupations soulevées au sujet de l'approche réglementaire de l'Union européenne restent d'actualité et que le règlement de ces problèmes demeure urgent, en particulier pour les pays en développement ayant des climats tropicaux, comme le Costa Rica.

10.53. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

10.54. L'Inde remercie les délégations de l'Australie, du Brésil et des États-Unis d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour. Les politiques de l'Union européenne en matière de mesures sanitaires et phytosanitaires ont déjà été examinées au titre du point 8. La riche discussion a montré l'ampleur des préoccupations des Membres quant aux politiques de l'UE et à l'administration par l'UE de ses politiques relatives aux limites maximales de résidus. Ce point particulier de l'ordre du jour a été examiné au Comité de l'agriculture, au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, où nous l'avons soulevé en tant que point distinct, et au Comité des obstacles techniques au commerce. Il est regrettable que l'Union européenne prenne l'environnement comme prétexte pour gérer des questions liées aux LMR, sans tenir compte des conditions climatiques, environnementales et du sol unique qui existent dans différentes parties du monde.

10.55. Par le passé, les États membres de l'UE se sont vu accorder des autorisations d'urgence en vue de l'utilisation des mêmes substances par dérogation, pratique à caractère manifestement discriminatoire. Nous notons également avec inquiétude que la liste des substances actives qui sont réglementées de cette manière unilatérale pourrait aussi continuer de croître comme cela pourrait être le cas après la nouvelle notification de l'UE publiée sous la cote [G/TBT/N/EU/982](#).

10.56. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

10.57. La mesure d'abaissement des LMR que l'Union européenne a prise pour les deux principes actifs aux fins de la protection des insectes pollinisateurs en dehors de la région diffère nettement de la méthode précédente d'établissement des LMR aux fins de la protection de la vie ou de la santé des personnes et s'écarte de l'harmonisation internationale des LMR. L'UE affirme que cette mesure est une mesure OTC au motif qu'elle n'est pas directement liée aux questions relatives à la santé des consommateurs et qu'elle vise à protéger l'environnement, mais nous estimons que l'introduction d'une nouvelle approche des mesures affectant des pays tiers, comme les LMR, nécessite des discussions approfondies avec les pays tiers, y compris aux réunions du Comité SPS.

10.58. L'Union européenne déclare que, s'il n'y a pas de risque pour les pollinisateurs, il est possible de demander une tolérance à l'importation, mais des précisions devraient être apportées. Étant donné que les conditions environnementales dans chaque pays sont différentes et que les autorités de chaque pays fixent la méthode d'utilisation des pesticides compte tenu des conditions environnementales, l'UE ne devrait pas prendre de décisions sur les avantages et les inconvénients de l'utilisation des pesticides dans les pays tiers.

10.59. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

10.60. L'Union européenne prend note de l'intérêt manifesté par plusieurs Membres pour cette question. Nous nous reportons à l'intervention que nous avons déjà faite sur cette question au cours de laquelle nous avons détaillé notre approche. Comme indiqué précédemment, l'UE tient compte des objectifs environnementaux lorsqu'elle décide d'établir des LMR pour les substances qui ne sont plus approuvées dans l'UE en raison de préoccupations environnementales de portée mondiale, tout en respectant les normes de l'OMC et d'autres obligations internationales. Nous avons expliqué à de précédentes réunions la raison d'être des mesures et nous renvoyons à ces explications. Les objectifs environnementaux d'intérêt mondial visés par ce Règlement sont ceux qui ont trait à la protection des pollinisateurs.

10.61. Ces deux substances néonicotinoïdes, la clothianidine et le thiaméthoxame, sont connues pour contribuer de manière significative au déclin des populations de pollinisateurs. Leurs propriétés intrinsèques entraînent des effets néfastes sur les pollinisateurs, indépendamment de la zone géographique où elles sont utilisées. L'Union européenne estime qu'à l'heure actuelle il n'existe pas d'autre solution que l'abaissement des LMR de la clothianidine et du thiaméthoxame qui serait moins restrictive pour le commerce et qui contribuerait de la même manière à l'objectif de protection des pollinisateurs. Nous avons pris en compte les effets que ce nouveau Règlement pourrait avoir sur le commerce. C'est pourquoi la date de sa mise en application a été reportée à 36 mois après son entrée en vigueur (au lieu de six mois, qui est la période standard fixée dans l'UE). Le règlement ne sera donc applicable qu'au début de 2026.

10.62. En attendant, l'Union européenne a déjà plusieurs programmes visant à aider les pays tiers, en particulier les pays en développement, à se conformer à la législation de l'UE et à renforcer leurs capacités et leurs connaissances dans le domaine SPS. Nous invitons les pays qui souhaitent recevoir une assistance technique dans le domaine SPS à s'adresser à la délégation de l'UE dans leur pays ou aux directions compétentes de la Commission européenne.

10.63. L'Union européenne reconnaît que les pays tiers peuvent être confrontés à des conditions de production et à des pressions liées aux parasites différentes de celles de l'Europe continentale. Par conséquent, des tolérances à l'importation peuvent être accordées pour les substances actives non autorisées dans l'UE, à condition que les renseignements communiqués démontrent que leur utilisation est sans danger pour les pollinisateurs. S'agissant des autorisations d'urgence de l'Union européenne, la Commission continue d'examiner les incidences de l'arrêt récent de la CJUE pour l'octroi d'autres autorisations d'urgence.

10.64. L'Union européenne reste disposée à engager des discussions sur la manière dont nous pouvons travailler ensemble pour faciliter le commerce des produits agricoles traités aux produits phytopharmaceutiques.

10.65. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

10.66. Le Conseil en est ainsi convenu.

11 CHINE – MESURES ADMINISTRATIVES POUR L'ENREGISTREMENT DES PRODUCTEURS ÉTRANGERS D'ALIMENTS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE

11.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, des États-Unis et de l'Union européenne.

11.2. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

11.3. Au titre du Règlement de la Chine sur l'enregistrement et l'administration des fabricants étrangers de produits alimentaires importés, promulgué en tant que Décret n° 248, l'Australie se félicite de la coopération entre le Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche et l'Administration générale des douanes chinoises (GACC) dans le cadre de la mise en œuvre du système chinois d'enregistrement en ligne des entreprises de produits alimentaires importés (CIFER). Toutefois, l'Australie constate avec préoccupation que les mesures prises par la Chine ont rendu les échanges plus restrictifs et plus compliqués que nécessaire, ajoutant ainsi des coûts supplémentaires, qui auraient pu être évités, aux fins de la réalisation des objectifs chinois en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

11.4. Elle a déjà soulevé ses préoccupations à plusieurs reprises à la fois au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (Comité SPS) et au Comité des obstacles techniques au commerce (Comité OTC). L'Australie est préoccupée par les coûts en ressources et en main-d'œuvre qui sont supportés par les exportateurs et les autorités compétentes des pays exportateurs pour se conformer à la prescription relative à l'enregistrement dans le système CIFER. Les exportateurs australiens de produits alimentaires sont prêts et disposés à se conformer aux prescriptions de la Chine en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, mais les entreprises et les gouvernements ont besoin de clarté et d'un calendrier raisonnable afin d'effectuer les changements nécessaires pour se conformer aux mesures. Il convient de noter qu'à l'instar d'autres Membres, l'Australie n'a pas accès aux informations collectées dans le système CIFER, ce qui réduit la transparence de ce processus d'enregistrement.

11.5. Compte tenu de ce qui précède, l'Australie demande aux autorités douanières chinoises de continuer à adopter une approche flexible de la mise en œuvre et d'examiner les demandes australiennes de manière cohérente et en temps opportun. L'Australie reste disposée à collaborer avec la Chine pour assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires sans pour autant interrompre les échanges commerciaux.

11.6. La représentante de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

11.7. L'Union européenne réitère ses préoccupations concernant la mise en œuvre des "mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés", à savoir le Décret n° 248 de l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (GACC). Dernièrement, en mai 2023, l'Union européenne avait fait part de ses préoccupations dans une lettre conjointe adressée à la Mission permanente de la République populaire de Chine à Genève. L'UE, ainsi que cinq autres Membres de l'OMC, avaient cosigné cette lettre.

11.8. De manière générale, les requérants de l'UE continuent de faire face à de nombreuses difficultés dans le processus d'enregistrement, principalement en raison de problèmes techniques récurrents liés au système d'enregistrement en ligne (CIFER) qui rendent la présentation électronique des documents fastidieuse, chronophage et incertaine, que ce soit pour demander de nouveaux enregistrements et/ou pour modifier ou renouveler des enregistrements existants. Plus précisément, au cours des dernières semaines, l'Union européenne a fait part de ses préoccupations au sujet de l'échéance fixée au 30 juin 2023 pour fournir des renseignements supplémentaires sur les enregistrements existants, puisque celle-ci reste une source d'incertitude pour les négociants de l'UE. Comme indiqué dans la lettre conjointe de mai 2023, ainsi que dans le cadre d'une réunion bilatérale tenue avec la Chine en marge de la réunion du Comité OTC en juin 2023, l'UE a appelé à l'adoption d'une approche pragmatique pour la mise en œuvre du Décret n° 248, afin de permettre aux établissements de continuer à exporter au-delà de la date limite du 30 juin 2023.

11.9. Afin d'éviter toute perturbation du commerce des produits alimentaires entraînée par le Décret n° 248, l'Union européenne demande instamment à la Chine de simplifier et de faciliter la procédure de demande de nouveaux enregistrements et/ou de modification ou de renouvellement des

enregistrements existants. L'Union européenne tient également à remercier la Chine pour le dialogue constructif qui a permis de répondre à plusieurs questions liées à la mise en œuvre du Décret n° 248, et qui a jusqu'à présent permis d'éviter des perturbations commerciales majeures.

11.10. Le représentant des États-Unis a indiqué ce qui suit:

11.11. Les États-Unis demeurent vivement préoccupés par l'absence de réponse de la Chine aux demandes de justification scientifique ou d'explication de la manière dont les Décrets n° 248 et 249 répondront aux préoccupations en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de santé publique. L'absence d'indication de la part de la Chine et les incohérences dans la mise en œuvre et l'exécution des mesures par le pays créent une confusion considérable pour les exportateurs et les autorités compétentes, ce qui entraîne des effets négatifs sur le commerce. De plus, nous relevons à nouveau qu'il apparaît que l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC) exige des autorités compétentes étrangères qu'elles tiennent à jour, dans le système en ligne chinois, des renseignements pour chaque installation de leurs pays respectifs enregistrée produisant certaines catégories de produits. Cette exigence entraîne des charges administratives considérables pour les autorités compétentes étrangères, sans rapport évident avec des résultats en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. La GACC devrait veiller à ce que toutes les installations puissent s'enregistrer elles-mêmes sans intervention d'une autorité compétente étrangère et sans conditions déraisonnables en matière de renseignements. Nous restons disposés à travailler avec la Chine sur cette question et attendons avec intérêt de recevoir les renseignements que nous avons demandés.

11.12. Le représentant du Canada a indiqué ce qui suit:

11.13. Le Canada se félicite des récentes modifications apportées par la Chine au système en ligne d'enregistrement des entreprises de produits alimentaires pour l'importation de la Chine (CIFER) en vue de faciliter le processus d'enregistrement et de renouvellement en remédiant à certaines difficultés, telles que l'incertitude et les retards, auxquelles sont confrontés les établissements étrangers. Le Canada apprécie également les efforts déployés par les autorités chinoises pour discuter avec nous des problèmes de fonctionnalité du système CIFER, notamment lors de la séance d'information tenue en marge de la réunion du Comité OTC de juin 2023. Bien que le Canada salue les efforts déployés pour faciliter le processus d'enregistrement et de renouvellement, nous demandons à la Chine de maintenir des canaux de communication cohérents et opportuns pour permettre un dialogue efficace sur cette question importante, ainsi que de continuer à ménager des flexibilités visant à garantir que le système CIFER ne devienne pas un obstacle au commerce et une charge administrative inutile pour les exportateurs de denrées alimentaires vers la Chine.

11.14. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

11.15. La République de Corée tient à réitérer ses préoccupations au sujet des mesures administratives de la Chine pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés et renvoie aux déclarations qu'elle a faites lors des dernières réunions. La Corée reconnaît les efforts déployés par la Chine pour garantir la sécurité alimentaire, ainsi que son droit à prendre les mesures nécessaires pour protéger ses citoyens des risques qui y sont liés. Toutefois, elle demeure préoccupée par l'expansion des produits devant être administrés par les autorités des Membres exportateurs. En conséquence, la Corée demande une nouvelle fois instamment à la Chine d'améliorer la procédure d'enregistrement des producteurs étrangers et de fournir des preuves scientifiques démontrant que les mesures introduites sont conformes à l'Accord SPS. La République de Corée est prête à dialoguer davantage avec la Chine pour résoudre ces questions de manière constructive.

11.16. Le délégué du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

11.17. Ma délégation n'a cessé d'exprimer ses préoccupations en ce qui concerne les mesures administratives de la Chine pour l'enregistrement des fabricants étrangers de produits alimentaires importés. Nos préoccupations ont été expliquées en détail à différentes occasions, y compris lors de la dernière réunion du Comité OTC. Nous aimerions réitérer les points suivants.

11.18. Premièrement, nous demandons instamment à la Chine de désigner et de communiquer un point d'information avec lequel les établissements commerciaux pourront engager directement des discussions afin de répondre à leurs préoccupations spécifiques concernant le système

d'enregistrement en ligne et de trouver des solutions pour y remédier. En outre, bien que la Chine ait indiqué que des orientations techniques, des interprétations réglementaires et des pièces justificatives ont déjà été fournies, nous demandons instamment que ces informations soient placées sur un site Web accessible au public afin que les établissements étrangers puissent les consulter directement.

11.19. Deuxièmement, nous exhortons l'Administration générale des douanes chinoises (GACC) à se conformer aux prescriptions énoncées à l'article 5.2.2 de l'Accord OTC. Ces prescriptions comprennent la transparence et l'obligation d'informer les requérants de manière précise et complète de toutes les lacunes dans leurs demandes, afin que tous correctifs nécessaires puissent être apportés.

11.20. Troisièmement, nous demandons instamment à la Chine de clarifier l'ambiguïté de la catégorisation du code du SH et du champ des produits visés par cette mesure.

11.21. Quatrièmement, nous souhaitons nous faire l'écho des préoccupations constamment exprimées par de nombreux autres Membres quant aux charges inutiles et injustifiées imposées aux autorités compétentes des Membres exportateurs en ce qui concerne 18 catégories de produits alimentaires. Nous invitons instamment la Chine à reconsidérer son approche en se fondant sur des preuves scientifiques et sur le principe de "moindre restriction au commerce".

11.22. Enfin, même si nous avons demandé des éclaircissements à la Chine à plusieurs reprises, au niveau bilatéral et dans le cadre de cette instance, nous n'avons pas encore reçu de réponse suffisante et détaillée de sa part. Par conséquent, nous demandons instamment à la Chine d'engager un dialogue constructif pour résoudre les difficultés susmentionnées.

11.23. Le représentant du Japon a indiqué ce qui suit:

11.24. Nous notons qu'il y a de nombreuses incertitudes dans les procédures d'enregistrement du "Règlement de la Chine sur l'enregistrement et l'administration des fabricants étrangers de produits alimentaires importés", qui imposent de lourdes contraintes aux autorités et aux opérateurs économiques étrangers. Par exemple, le système d'enregistrement en ligne peut être modifié soudainement sans notification préalable. Nous demandons à la Chine d'améliorer le fonctionnement et la transparence de ses procédures relatives à la mise en œuvre de ce règlement de façon qu'elles ne deviennent pas excessivement contraignantes pour les opérateurs économiques.

11.25. La représentante du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

11.26. Le Royaume-Uni continue de s'associer aux préoccupations soulevées par l'Australie et les États-Unis et l'Union européenne concernant les mesures administratives de la Chine pour l'enregistrement des producteurs étrangers. Le Royaume-Uni s'est exprimé à de nombreuses reprises sur cette question, tant ici qu'au sein du Comité SPS. Nous serons donc concis et renverrons à nos déclarations antérieures sur cette question. Le Royaume-Uni reste préoccupé par le fait que l'application de ces mesures est disproportionnée par rapport au risque posé par bon nombre des produits et exhorte une fois de plus la Chine à adopter une approche proportionnée de l'application des mesures administratives, en tenant compte des procédures et contrôles rigoureux qu'il applique en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires destinés aux marchés national et international.

11.27. Le représentant de la Chine a indiqué ce qui suit:

11.28. Nous souhaitons renvoyer aux déclarations que nous avons faites dans le cadre des réunions précédentes de ce Conseil ainsi qu'à la dernière déclaration que nous avons prononcée à la 91^{ème} réunion du Comité OTC en juin. Nous tenons à souligner que, depuis l'entrée en vigueur des mesures en question le 1^{er} janvier 2022, la Chine a déployé des efforts importants pour dialoguer activement avec les Membres concernés, tant au niveau bilatéral que multilatéral, afin de faire en sorte que ces mesures soient mises en œuvre de manière harmonieuse. À ce jour, plus de 80 000 fabricants étrangers, issus de 165 économies, ont été enregistrés et 229 autorités compétentes étrangères, issues de 130 économies, ont rejoint le système CIFER (système en ligne d'enregistrement des entreprises de produits alimentaires pour l'importation de la Chine). Nous aimerions adresser nos sincères remerciements aux autorités compétentes en matière de sécurité alimentaire des Membres concernés pour leur étroite collaboration.

11.29. Dans le cadre de la 91^{ème} réunion du Comité OTC tenue en juin, mes collègues des autorités chinoises compétentes ont organisé une session d'information afin de donner davantage de précisions sur les mesures pertinentes et ont répondu aux questions des Membres. Nous avons également tenu des discussions bilatérales avec quelques Membres à ce sujet. Nous remercions les Membres concernés d'avoir participé à la session d'information et d'avoir eu des entretiens bilatéraux avec nous. Nous continuerons de dialoguer avec les Membres concernés à ce sujet.

11.30. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

11.31. Le Conseil en est ainsi convenu.

12 CHINE - RÈGLEMENT SUR LA SUPERVISION ET L'ADMINISTRATION DES PRODUITS COSMÉTIQUES (CSAR) - DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE

12.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, des États-Unis, du Japon et de l'Union européenne.

12.2. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

12.3. L'Australie respecte le droit des Membres de mettre en œuvre des mesures techniques pour atteindre des objectifs politiques légitimes et conformément à leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Elle reste toutefois préoccupée par le fait que les mesures prévues par le règlement chinois sur la supervision et l'administration des cosmétiques (CSAR) et les divers règlements d'application, qui sont entrés en vigueur le 1^{er} mai 2021, sont plus strictes et restrictives que nécessaire pour les cosmétiques à faible risque.

12.4. Les exportateurs australiens sont préoccupés par les mesures astreignantes et rigides prévues dans le cadre du CSAR, notamment les prescriptions relatives aux essais et à l'enregistrement, et les prescriptions visant à fournir des renseignements détaillés sur les processus de production et d'autres aspects liés à la propriété intellectuelle. Dans ce contexte, nous demandons à la Chine de bien vouloir chercher à atteindre son objectif d'assurer la sécurité sanitaire et la qualité des produits cosmétiques importés en utilisant des mesures moins restrictives pour le commerce. Nous prions également la Chine d'expliquer pourquoi elle a maintenu sa prescription imposant des essais obligatoires sur les animaux pour les produits cosmétiques destinés à être utilisés sur des enfants.

12.5. Nous rappelons que l'Australie est un fournisseur fiable de produits cosmétiques sûrs et de qualité élevée sur le plan national et sur les marchés internationaux. Le gouvernement australien se réjouit à la perspective de collaborer avec la Chine sur la mise en œuvre du CSAR.

12.6. La représentante de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

12.7. L'Union européenne souhaite remercier les autorités chinoises d'avoir prolongé la date limitée fixée pour l'enregistrement des matières premières et des produits finis cosmétiques jusqu'au 1^{er} janvier 2024. Nous nous félicitons également des changements annoncés en ce qui concerne le ménagement d'une plus grande flexibilité pour les producteurs lors de l'enregistrement des informations relatives à la sécurité des matières premières. Dans le même temps, l'UE tient à réitérer les préoccupations qu'elle a déjà soulevées, depuis 2021, aux précédentes réunions du Conseil au sujet du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques en vigueur depuis le 1^{er} mai 2021. Nos préoccupations à l'égard de cette question étant bien connues, nous renvoyons à nos déclarations antérieures. Nous demandons instamment à la Chine de répondre à ces préoccupations rapidement.

12.8. Le représentant du Japon a indiqué ce qui suit:

12.9. Le Japon a continué de faire part de ses préoccupations quant au Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques de la Chine ainsi qu'aux règlements d'application connexes. Afin de faire en sorte que les mesures de restriction du commerce ne soient pas plus restrictives que nécessaire, conformément aux articles 2.2 et 5.1.2 de l'Accord OTC, nous demandons ce qui suit. Nous demandons, d'une part, que les résultats des essais des organismes d'inspection étrangers qui ont les mêmes qualifications et capacités que les organismes d'inspection

et d'enregistrement des produits cosmétiques nationaux en Chine soient acceptés et, d'autre part, que les méthodes d'essai internationalement reconnues par l'OCDE, l'ISO et d'autres soient approuvées, afin d'éviter de trop réglementer. Nous demandons que les critères d'évaluation des allégations d'efficacité soient fixés par les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement de produits cosmétiques et les auteurs de notifications à ce sujet sur la base du libellé spécifique des allégations et de la validité scientifique, que le champ d'application des "Principes directeurs de l'évaluation équivalente" soit élargi et que la Chine adopte la méthode des "références croisées". Nous demandons également au pays de ne plus exiger de fournir des renseignements plus détaillés que nécessaire pour les ingrédients cosmétiques même pour les produits contenant des ingrédients à haut risque ou les nouveaux produits. En ce qui concerne les règles d'étiquetage, nous demandons que l'étiquetage n'incombe pas à l'entreprise de fabrication, mais à la personne qui a enregistré ou notifié les produits, et que les ingrédients d'une teneur de 1% ou moins puissent être énumérés dans n'importe quel ordre, conformément à la pratique internationale. Nous prions également le pays, à l'avenir, au moment de mettre en œuvre les lois et réglementations pertinentes, d'accorder un délai approprié entre la publication et l'application de chacune d'entre elles, conformément aux articles 2.12 et 5.9 de l'Accord OTC, afin que les personnes ayant présenté une demande d'enregistrement de produits cosmétiques et les auteurs de notifications à ce sujet puissent mettre leurs produits en conformité avec les nouvelles lois et réglementations.

12.10. Le représentant des États-Unis a indiqué ce qui suit:

12.11. Il est regrettable que, bien que les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC aient exprimé de vives préoccupations concernant le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR) et ses mesures d'application lors des 12 dernières réunions du Comité OTC et des 6 dernières réunions du Conseil du commerce des marchandises, la Chine n'ait pas cherché à collaborer avec les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC pour parvenir à une solution.

12.12. Les États-Unis maintiennent leurs graves préoccupations au sujet du CSAR et de ses règles d'application, et demande que la Chine remédie expressément aux problèmes suivants: le traitement inégal des importations, les demandes de renseignements trop lourdes et disproportionnées, l'absence de procédures visant à garantir la protection des renseignements confidentiels et des renseignements exclusifs, la duplication des essais dans le pays et les problèmes continus en matière de transparence lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des mesures relevant du CSAR.

12.13. Nous remercions la Chine pour la publication, en mars 2023, par l'Administration nationale des produits médicaux de Chine (NMPA), de l'annonce n° 34 sur la gestion des renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques, qui a prolongé la période de transition pour la fourniture de renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients et réduit les exigences en ce qui concerne la documentation requise pour les demandes d'enregistrement déposées avant 2024. Si ces mesures permettront d'alléger immédiatement la charge pesant sur les entreprises, elles ne répondent toutefois pas aux préoccupations générales.

12.14. Nous sommes fortement préoccupés par le fait que la Chine, dans ses déclarations prononcées aux réunions du CCM et du Comité OTC, continue d'affirmer que les nombreuses préoccupations soulevées depuis longtemps par les Membres de l'OMC au sujet du CSAR découlent d'une interprétation erronée des prescriptions. À mesure que la mise en œuvre du CSAR progresse, il apparaît de plus en plus clairement que les prescriptions établies par la Chine sont contraignantes, entraînent un traitement inégal des importations et ne répondent pas aux préoccupations exprimées par les Membres de l'OMC quant à la protection de la propriété intellectuelle des entreprises. Les États-Unis demandent à la Chine de cesser de réitérer les prescriptions du CSAR et de prendre conscience des préoccupations ainsi que d'y apporter des solutions.

12.15. Pour terminer, nous renvoyons la Chine aux déclarations précédentes prononcées par les États-Unis et de nombreux autres Membres de l'OMC pour ce qui est de nos préoccupations non résolues et de nos suggestions quant à la manière d'y répondre.

12.16. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

12.17. La Nouvelle-Zélande a pris en compte la réponse donnée par la Chine à la précédente réunion du CCM. Nous réitérons les préoccupations bien documentées que nous avons exprimées lors des réunions précédentes, ainsi que lors de la récente réunion de la Commission économique et

commerciale conjointe, concernant le système de réglementation chinois pour les cosmétiques. Nous continuons de demander instamment à la Chine d'envisager des mesures supplémentaires pour permettre: l'exemption des prescriptions en matière d'essais sur les animaux au moyen d'une certification BPF délivrée par un organisme de réglementation non gouvernemental ou d'autres mécanismes de facilitation des échanges permettant de fournir des garanties concernant les produits; et une certaine flexibilité en ce qui concerne les prescriptions relatives aux essais de produits. En particulier, nous encourageons la Chine à accepter les rapports d'essai émanant de laboratoires agréés installés hors du territoire chinois, ainsi qu'à limiter davantage les prescriptions en matière de divulgation, en particulier celles qui concernent les renseignements sensibles, à ce qui est nécessaire pour garantir la sécurité des produits sur le marché intérieur chinois, de manière à ne pas compromettre la propriété intellectuelle. La Nouvelle-Zélande attend avec intérêt de poursuivre le dialogue avec la Chine au sujet du CSAR pour régler ces questions.

12.18. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

12.19. La République de Corée partage les préoccupations soulevées par d'autres Membres au sujet du CSAR et de ses règles d'application, et renvoie aux déclarations qu'elle a faites lors de réunions précédentes. Compte tenu de l'intérêt des deux pays pour l'industrie des cosmétiques, la Corée demande à nouveau instamment à la Chine de résoudre rapidement ce problème, tout en insistant sur l'importance de poursuivre nos dialogues et nos échanges au sujet des réglementations en matière de cosmétiques par des voies bilatérales et multilatérales. La République de Corée est prête à dialoguer davantage avec la Chine pour résoudre ces questions de manière constructive.

12.20. Le représentant de la Chine a indiqué ce qui suit:

12.21. Cette question a été examinée à la réunion du Comité TBT du mois dernier et je n'ai pas d'autres renseignements à communiquer à ce sujet. Pour éviter toute perte de temps, je ne répéterai pas la déclaration, longue et technique, que nous avons faite dans le cadre de la 91^{ème} réunion du Comité OTC. Par conséquent, nous suggérons que les Membres concernés se réfèrent à la déclaration que nous avons prononcée à la 91^{ème} réunion du Comité OTC en juin.

12.22. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

12.23. Le Conseil en est ainsi convenu.

13 CHINE – TRANSPARENCE DES SUBVENTIONS ET OBLIGATIONS DE LA CHINE EN MATIÈRE DE PUBLICATION ET D'ÉTABLISSEMENT DE POINTS D'INFORMATION EN VERTU DE SON PROTOCOLE D'ACCESSION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON, LE ROYAUME-UNI ET L'UNION EUROPÉENNE

13.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, du Canada, des États-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de l'Union européenne.

13.2. Le représentant des États-Unis a indiqué ce qui suit:

13.3. Comme le Comité le sait, au fil des années les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC ont fait état de nombreuses préoccupations concernant la transparence du régime de subventions industrielles de la Chine. Dans son Protocole d'accession, la Chine est convenue de publier toutes les mesures liées au commerce dans un même journal, qu'elle a dénommé Bulletin du commerce extérieur et de l'économie de la Chine ou Bulletin du MOFCOM. Toutefois, elle publie rarement ses mesures de subventionnement dans le Bulletin du MOFCOM, en particulier ce qu'elle appelle les "documents normatifs", ainsi que les mesures prises par les gouvernements sous-centraux. Et nous savons désormais qu'il arrive parfois que ces mesures ne soient pas du tout rendues publiques.

13.4. Dans son Protocole d'accession, la Chine est également convenue "[d'établir] ou [de] désigner [...] un point d'information où, à la demande d'une personne physique, d'une entreprise ou d'un Membre de l'OMC, tous renseignements relatifs aux mesures qui [devaient] être publiées [...] pourr[aient] être obtenus".

13.5. Il y a plusieurs années, nous sommes tombés sur des références relatives à cinq mesures juridiques, deux concernant les subventions pour le carburant destinées aux pêcheurs, une concernant l'expansion de la flotte de pêche hauturière chinoise et deux concernant le secteur des

semi-conducteurs. Comme nous n'avons pas pu trouver ces mesures dans le Bulletin du MOFCOM, ou ailleurs, nous avons présenté une demande au point d'information OMC de la Chine en avril 2020, il y a plus de trois ans de cela.

13.6. Dans le cadre de son Protocole d'accession, la Chine est convenue de ce qui suit en ce qui concerne son point d'information: "Des réponses aux demandes de renseignements seront en général fournies dans les 30 jours suivant la réception d'une demande. Dans des cas exceptionnels, des réponses pourront être fournies dans les 45 jours suivant la réception d'une demande. Il sera donné par écrit à la partie intéressée notification du retard et des raisons de ce retard."

13.7. Trois ans se sont écoulés depuis notre demande initiale. Le refus de la Chine de fournir une réponse écrite – comme nous l'avons constaté dans plusieurs contextes au sein du Comité des subventions au fil des ans – nous indique que le pays est conscient du fait que ses arguments ne tiennent pas.

13.8. Quatre mois après notre demande, un représentant du Ministère du commerce s'est entretenu avec l'ambassade des États-Unis et a déclaré que la Chine ne fournirait pas de copie de l'une des mesures demandées parce que celle-ci serait bientôt remplacée par une nouvelle mesure, et qu'en outre, aucune des autres mesures ne serait communiquée puisque celles-ci n'entraient pas dans le champ des engagements pris par la Chine dans le cadre de l'OMC.

13.9. La mesure concernée a effectivement finalement été remplacée, mais cela ne s'est produit que 18 mois après notre demande de renseignements. De toute évidence, étant donné que la Chine estime qu'elle n'est pas tenue de fournir une mesure demandée si celle-ci est vouée à être remplacée à l'avenir, l'obligation relative à l'établissement d'un point d'informations, selon son interprétation par le pays, serait presque entièrement dépourvue de sens.

13.10. S'agissant des autres mesures, il est intéressant de noter que la Chine fait à présent valoir que les mesures juridiques en question ne sont ni "des lois, des règlements ou d'autres mesures", ni des mesures "concernant ou affectant le commerce des marchandises".

13.11. En ce qui concerne la forme des mesures juridiques visées, l'engagement relatif à l'établissement d'un point d'information au titre du Protocole d'accession de la Chine est rédigé de manière très générale et couvre les "lois, règlements et autres mesures". Il est difficile d'imaginer un libellé dont la portée serait plus large. En outre, il a été indiqué, dans le contexte du règlement des différends, que "tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC peut être une mesure de ce Membre". Les mesures demandées – dont l'une émane du Conseil d'État de la Chine, la plus haute instance exécutive du gouvernement chinois – sont sans conteste facilement incluses dans une définition aussi large.

13.12. En ce qui concerne la teneur des mesures juridiques, le Protocole d'adhésion de la Chine établit clairement que toutes les mesures "concernant ou affectant le commerce des marchandises" sont visées. Les deux objets des mesures en question sont les semi-conducteurs et les produits de la pêche, faisant tous deux l'objet d'échanges commerciaux importants. Ces mesures ont trait au développement des secteurs chinois de la pêche et des semi-conducteurs et il s'agit de toute évidence de mesures "concernant ou affectant le commerce des marchandises".

13.13. Il est important de comprendre le contexte historique de l'obligation de disposer d'un point d'information à laquelle la Chine a consenti. Selon le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, l'établissement du point d'information visait à répondre aux préoccupations des Membres de l'OMC, au moment de l'accession de la Chine, qui tenaient au fait "qu'il était difficile de trouver et d'obtenir des copies des règlements et autres mesures émanant de divers ministères ainsi que des autorités provinciales et locales". Vingt-deux ans après que la Chine a accepté d'établir un point d'information, nous apprenons aujourd'hui qu'il est non seulement difficile de trouver des mesures juridiques en Chine, mais que certaines mesures juridiques – même des mesures ordinaires relatives aux subventions de la pêche – ne sont accessibles nulle part dans le domaine public, presque comme s'il s'agissait de documents gouvernementaux secrets. Existe-t-il un autre Membre de l'OMC qui fonctionne de cette manière?

13.14. Récemment, la Chine a déclaré qu'elle s'était fidèlement acquittée de ses obligations en matière de transparence et que le gouvernement avait encouragé la divulgation d'informations et la transparence des politiques. L'expérience des États-Unis, qui ont adressé une demande simple par

l'intermédiaire du point d'information de la Chine, démontre le contraire. Aussi, nous ne pouvons que nous demander ce que la Chine ne nous montre pas, en dépit des obligations de transparence sur lesquelles les Membres de l'OMC ont insisté et qu'elle a acceptées.

13.15. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

13.16. L'Australie attache une grande importance aux obligations de notification et de transparence dans le cadre de l'OMC, en particulier en ce qui concerne les subventions, qui découlent à la fois des Accords et des obligations contractées par les Membres dans leurs protocoles d'accession. La transparence reste essentielle au bon fonctionnement de l'OMC et sous-tend l'Accord sur les subventions. Elle donne à tous nos exportateurs la certitude de pouvoir soutenir une concurrence loyale sur les marchés internationaux. Il incombe au Membre qui accorde la subvention de notifier ses mesures dans les moindres délais et de manière exhaustive et de ne pas faire peser la charge de leur communication sur les autres Membres de l'OMC. L'Australie demande instamment à la Chine de tenir les engagements en matière de transparence qu'elle a contractés dans le cadre de son Protocole d'accession.

13.17. La représentante de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

13.18. L'Union européenne tient à rappeler qu'elle s'associe aux préoccupations soulevées par les autres coauteurs en ce qui concerne le respect par la Chine des obligations de transparence prévues dans son Protocole d'accession. L'UE renvoie à sa déclaration antérieure sur la question. Nous exhortons la Chine à s'acquitter pleinement des engagements qui lui sont propres en publiant toutes les mesures liées au commerce, comme elle est convenue de le faire, et à répondre aux demandes de renseignements par l'intermédiaire de son point d'information sans retards injustifiés.

13.19. La représentante du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

13.20. Le Royaume-Uni continue de s'associer aux préoccupations soulevées par les autres coauteurs en ce qui concerne le respect par la Chine des obligations de transparence prévues dans son Protocole d'accession. Le Royaume-Uni s'étant exprimé à de nombreuses reprises sur cette question, tant ici qu'au sein du Comité SCM, nous resterons concis et renverrons à nos déclarations antérieures sur ce sujet. Malgré de nombreuses discussions, la Chine n'a toujours pas notifié toutes les mesures commerciales dans le Bulletin du MOFCOM et n'a toujours pas indiqué clairement aux Membres de quelle manière ils doivent collaborer avec son point d'information. Comme nous l'avons demandé lors de la dernière réunion du Comité SCM, nous enjoignons une nouvelle fois la Chine à bien vouloir indiquer aux Membres ce qu'elle considère comme relevant de ses obligations et à fournir des orientations précises sur la manière dont les Membres peuvent demander des renseignements par l'intermédiaire de son point d'information. Nous espérons une fois de plus que la Chine mènera un débat constructif et transparent au sujet des préoccupations soulevées ici et au sein du Comité SCM.

13.21. Le représentant du Japon a indiqué ce qui suit:

13.22. Dans le cadre du Comité des subventions et des mesures compensatoires, le Japon a indiqué à plusieurs reprises que si la transparence du versement des subventions n'était pas assurée, les distorsions de ces versements seraient accrues, ce qui pourrait entraîner des problèmes tels qu'une capacité de production excédentaire. En particulier, plusieurs Membres ont exprimé des préoccupations au sujet de la transparence des subventions chinoises et de la possibilité qu'elles ne soient pas notifiées, mais il est difficile de dire que la Chine prend des mesures suffisantes en réponse aux points soulevés. Nous demandons également à la Chine de s'acquitter de ses obligations de notification au titre de l'Accord sur les subventions, ainsi que des obligations de transparence convenues dans son Protocole d'accession, et de veiller à ce que les mécanismes qui contribuent à améliorer la transparence soient efficaces.

13.23. Le représentant du Canada a indiqué ce qui suit:

13.24. Le Canada s'est maintes fois fait l'écho des préoccupations d'autres Membres concernant le respect par la Chine de ses obligations de transparence. Lorsqu'elle a accédé à l'OMC en 2001, la Chine a accepté des obligations exhaustives en matière de transparence et le Canada juge décevant que qu'elle continue de ne pas s'acquitter de ces obligations. Le bon fonctionnement du système

commercial multilatéral repose sur le respect par les Membres de leurs obligations de notification et de transparence, et il est impératif que tous les Membres satisfassent aux obligations qui leur incombent en matière de notification et de réponses aux demandes de renseignements conformément aux règles de l'OMC.

13.25. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

13.26. Comme indiqué lors des réunions d'avril du CCM, la Nouvelle-Zélande considère que la transparence est cruciale pour le bon fonctionnement de l'OMC et elle attache une importance considérable au respect par tous les Membres, y compris la Chine, de leurs obligations de notification et de transparence dans le cadre de l'OMC, y compris dans le cadre de leurs protocoles d'accession et en particulier en ce qui concerne les subventions. Par conséquent, la Nouvelle-Zélande exhorte tous les Membres, y compris la Chine, à s'acquitter de ces obligations en temps voulu, y compris tout engagement propre à un Membre. Le respect de ces obligations permet de donner de la certitude aux exportateurs et contribue pour une large part au bon fonctionnement du système commercial international fondé sur des règles.

13.27. Le représentant de la Chine a indiqué ce qui suit:

13.28. Nous prenons acte des déclarations faites par les Membres concernés. Nous regrettons que cette question ait été inscrite à l'ordre du jour à plusieurs reprises alors que la Chine a déjà fourni des explications aux États-Unis par l'intermédiaire de l'ambassade américaine à Beijing et au sein de ce Conseil. La Chine attache une grande importance au respect des règles de l'OMC et à l'acquittement de ses obligations. Nous souhaitons apporter quelques précisions à ce sujet.

13.29. Premièrement, l'engagement pris par la Chine d'établir un point d'information témoigne de l'importance qu'elle attache à la transparence. Lorsque la Chine a adhéré à l'OMC en 2001, il était difficile d'obtenir des informations pertinentes au sein du pays, en raison des moyens et des canaux d'accès à l'information limités. Dans ce contexte, la Chine s'est engagée à créer un point d'information. L'engagement que nous avons pris est supérieur au niveau général des engagements des Membres de l'OMC à cet égard, ce qui témoigne de la volonté de la Chine de fournir des renseignements pertinents aux parties prenantes, y compris aux Membres de l'OMC, avec la plus grande sincérité et dans toute la mesure du possible.

13.30. Deuxièmement, le gouvernement chinois n'a cessé d'accroître la transparence de ses politiques au fil des ans. Par exemple, la réglementation chinoise relative à la transparence des informations gouvernementales, établie en 2007 et révisée en 2019, prévoit la portée de la divulgation de renseignements par les pouvoirs publics, y compris les politiques commerciales. Ces dernières années, grâce au développement rapide d'Internet et des technologies de télécommunication, il est devenu plus facile d'accéder à des renseignements pertinents en Chine.

13.31. Troisièmement, en ce qui concerne les documents de politique au sujet desquels les États-Unis ont posé des questions, et comme nous l'avons indiqué lors de réunions précédentes, les politiques relatives au développement de la pêche ont été publiées sur le site Web officiel du Conseil d'État de la Chine. Les autres politiques ne sont ni des lois, ni des règlements, ni d'autres mesures affectant le commerce, et ne contiennent pas des informations entrant dans le cadre de la divulgation de renseignements en vertu des lois et règlements chinois pertinents. Mes collègues du point d'information l'ont expliqué à leurs homologues américains à Beijing, et nous avons également clarifié cette question à plusieurs reprises au sein de ce Conseil.

13.32. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

13.33. Le Conseil en est ainsi convenu.

14 INDE – DÉCRET RELATIF À L'EXIGENCE PRÉVOYANT QUE LES LOTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES IMPORTÉS SOIENT ACCOMPAGNÉS D'UN CERTIFICAT ATTESTANT QUE LES PRODUITS SONT NON GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS ET SANS OGM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

14.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

14.2. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

14.3. Les États-Unis continuent de réitérer leurs vives préoccupations quant à la mesure de l'Inde qui exige que certains produits agricoles importés en Inde soient accompagnés d'un certificat attestant qu'ils sont "non génétiquement modifiés et sans OGM", laquelle a été notifiée le 2 septembre 2020 sous la cote [G/TBT/N/IND/168](#), et dont la date d'entrée en vigueur du 1^{er} mars 2021 a été notifiée ultérieurement. À ce jour, l'Inde n'a toujours pas répondu à nos questions sur les raisons pour lesquelles elle exigeait que chaque lot soit accompagné d'un certificat attestant que les produits n'étaient pas génétiquement modifiés. Les États-Unis doivent souligner que, bien que le pouvoir de l'Inde de réglementer les produits alimentaires "génétiquement modifiés" ne soit ni nouveau ni en question, la prescription exigeant qu'un certificat d'une autorité compétente attestant que les importations de toutes les variétés des 24 cultures ne sont pas génétiquement modifiées accompagne chaque lot a été imposée pour la première fois en 2020 et a entraîné des perturbations commerciales dans les expéditions de pommes et de riz des États-Unis en 2021. Les États-Unis demandent à l'Inde d'abroger sans délai ce décret restrictif pour le commerce et de poursuivre le dialogue avec eux afin de trouver d'autres solutions mutuellement acceptables qui n'influent pas inutilement sur le commerce.

14.4. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

14.5. Le Canada remercie les États-Unis d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour. Il tient à réitérer les préoccupations qu'il a soulevées à des réunions précédentes du Conseil du commerce des marchandises, ainsi qu'aux réunions récentes des Comités SPS et OTC, au sujet du Décret de l'Inde concernant les produits qui ne sont pas génétiquement modifiés selon lequel un certificat attestant que les produits ne sont pas génétiquement modifiés ou sont sans OGM doit accompagner les lots de 24 produits alimentaires importés. Nous sommes préoccupés par le fait que la mesure de l'Inde n'est pas étayée par des données scientifiques eu égard au large consensus scientifique selon lequel les produits génétiquement modifiés sont aussi sûrs sur le plan sanitaire que les produits classiques correspondants. Le Canada ne voit pas comment la prescription de l'Inde réalisera l'objectif visé. Nous sommes également préoccupés par la charge indue et les incidences commerciales négatives que la mesure entraînera pour les pays exportateurs en raison de prescriptions de certification injustifiées. Le Canada demande une nouvelle fois à l'Inde de suspendre la mise en œuvre de cette mesure et de permettre la poursuite des échanges commerciaux sans prescription exigeant un certificat attestant que les produits sont sans OGM. Cela permettrait à l'Inde d'engager des discussions avec les Membres pour examiner et envisager d'autres approches moins restrictives pour le commerce qui répondraient à ses objectifs et réduiraient au minimum l'incidence sur les échanges.

14.6. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

14.7. S'agissant de cette mesure, l'Argentine fait de nouveau part de sa préoccupation et nous tenons à souligner une nouvelle fois qu'elle n'est étayée par aucune explication scientifique. Comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises devant ce Conseil et devant le Comité OTC, l'Argentine s'inquiète du fait que cette prescription puisse établir un précédent qui permettrait l'inclusion d'autres produits, y compris leurs dérivés, dans l'avenir, et constituer un obstacle au commerce.

14.8. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

14.9. Le Japon a dit qu'il était préoccupé par la possibilité que cette mesure constitue une mesure restrictive pour le commerce qui ne soit pas fondée sur des preuves scientifiques. Nous demandons que les produits agricoles exportés depuis des pays exportateurs qui effectuent un contrôle approprié de leurs produits agricoles génétiquement modifiés ne soient pas visés par cette prescription.

14.10. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

14.11. L'Uruguay tient à remercier la délégation des États-Unis d'avoir à nouveau inscrit cette préoccupation à l'ordre du jour. Il reconnaît le droit de l'Inde de prendre des mesures pour garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la santé de sa population. Toutefois, il doit y avoir un lien logique entre la mesure proposée et l'objectif poursuivi et, en l'occurrence, au-delà des réponses fournies par l'Inde jusqu'à présent, il ne semble pas qu'il existe des raisons techniques qui justifieraient l'application de la mesure de certification proposée, eu égard à l'objectif légitime mentionné qui consiste à garantir la sécurité sanitaire et l'innocuité des produits alimentaires importés. Au vu de cet objectif, nous souhaitons donc réaffirmer que, à notre avis, cette mesure devrait être notifiée au Comité SPS.

14.12. Il nous semble qu'il convient de rappeler, une fois de plus, qu'il existe un consensus international selon lequel les produits génétiquement modifiés, qui sont approuvés par les pays exportateurs sur la base des recommandations du Codex relatives à la méthodologie d'évaluation des risques, sont équivalents aux produits classiques correspondants. De même, l'Uruguay tient à souligner qu'il est important pour les Membres d'établir des mesures fondées sur des principes scientifiques et, en particulier, de veiller à ce que ces mesures soient appliquées dans le but de réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce, conformément aux dispositions des Accords SPS et OTC.

14.13. Enfin, nous tenons à réitérer les questions soulevées par l'Uruguay aux dernières réunions du Conseil et des Comités OTC et SPS au sujet de la relation entre la mesure mentionnée dans cette ECP et la mesure notifiée par l'Inde aux Comités OTC et SPS le 5 janvier 2023, dans le document [G/TBT/N/IND/240-G/SPS/N/IND/290](#), concernant le projet de règlement de 2022 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Aliments génétiquement modifiés), sur lesquelles nous attendons toujours une réponse.²

14.14. Nous restons attentifs aux observations ou explications que la délégation indienne pourrait fournir en réponse aux préoccupations des Membres que de nombreuses délégations expriment depuis plus de deux ans aussi bien à Genève qu'à New Delhi.

14.15. Le délégué du Paraguay a indiqué ce qui suit:

14.16. Ma délégation tient à remercier la délégation des États-Unis d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour. Nous déclarons qu'il n'y a pas eu de faits nouveaux concernant cette préoccupation commerciale spécifique depuis la dernière réunion du Comité SPS en mars, et qu'il n'y en n'a pas eu non plus à la dernière réunion du Comité OTC en juin dernier. Nous espérons que l'Inde pourra rendre compte des mesures qui ont été prises pour répondre aux préoccupations commerciales de ses partenaires à ce sujet, évoqué pour la première fois au Comité SPS en novembre 2020. Au cas où l'Inde ne serait pas en mesure de fournir des renseignements actualisés et des réponses aux questions spécifiques posées précédemment, nous espérons qu'elle le fera la semaine prochaine au Comité SPS. Nous sommes particulièrement curieux de comprendre la relation entre le projet de norme notifié le 5 janvier de cette année sous les cotes [G/TBT/N/IND/240](#) et [G/SPS/N/IND/290](#) et la prescription de certification qui fait l'objet de cette préoccupation commerciale spécifique.

14.17. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

14.18. Cette question est examinée au Comité OTC et nous avons réaffirmé notre position sur cette mesure à la dernière réunion du Comité OTC, en juin 2023, l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI) a notifié la prescription prévoyant que les lots de produits alimentaires importés soient accompagnés d'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés, qui consiste en une simple garantie de la part de l'autorité compétente du pays exportateur que les cultures vivrières qui ne sont pas approuvées par le GEAC (Comité d'approbation chargé du génie génétique) ne sont pas importées en Inde, et elle a indiqué que l'importateur doit fournir un certificat conforme au modèle qu'elle a notifié.

² "À cet égard, nous tenons à rappeler que le point 2 du Décret du 21 août 2020 établissant la prescription de certification pour l'importation de lots de chacune des 24 cultures figurant dans l'Annexe, indique que la prescription est adoptée afin de garantir que seules les cultures de produits alimentaires non génétiquement modifiés sont importées en Inde, tandis que les règlements concernant les produits issus du génie génétique ou faisant l'objet d'une modification génétique sont élaborés conformément à la section 22 de la Loi de 2006 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires.

Le projet de norme notifié le 5 janvier 2023 fait référence dans ses considérants, entre autres dispositions juridiques, à la section 22 de la Loi de 2006 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires, à laquelle le Décret du 21 août 2020 fait également référence. À cet égard, conformément aux discussions bilatérales tenues en marge de cette réunion, nous souhaiterions demander à l'Inde de préciser le lien entre les deux mesures, s'il y en a un, et d'indiquer si le projet récemment notifié correspond ou non à la norme à laquelle il est fait référence dans le Décret du 21 août 2020.

Si tel est le cas, cela signifie-t-il que la prescription de certification au titre dudit Décret cessera de s'appliquer lorsque le projet de norme notifié le 5 janvier 2023, sous sa forme actuelle ou sous sa forme modifiée, entrera en vigueur? Si tel n'est pas le cas, l'Inde pourrait-elle informer le Comité de l'état d'avancement de l'élaboration du règlement relatif aux produits issus du génie génétique ou faisant l'objet d'une modification génétique comme le prévoit la section 22 de la Loi de 2006 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires?"

14.19. Certains pays ont également établi des prescriptions en matière de tolérance et de traçabilité concernant la présence accidentelle d'OGM, tandis que d'autres procèdent actuellement à l'élaboration ou à l'adoption d'une législation en la matière. Le seuil d'étiquetage pour la présence accidentelle de matériel génétiquement modifié autorisé dans les céréales non génétiquement modifiées oscille entre 0,9% (par exemple dans l'UE) et 5% (par exemple au Japon). Compte tenu de la restriction en matière de produits alimentaires génétiquement modifiés en Inde, le seuil de tolérance pour la présence accidentelle d'OGM de 1% est autorisé pour les cultures vivrières importées et ce seuil a été notifié en vertu du Décret de la FSSAI daté du 8 février 2021.

14.20. En conséquence, l'importation est autorisée si le taux de présence accidentelle d'OGM est inférieur au seuil de tolérance notifié. À ce jour, plusieurs des partenaires commerciaux de l'Inde, comme les États-Unis, l'Australie, le Canada, la Türkiye, l'Iran, la Chine, la Thaïlande et l'Union européenne, y compris l'Italie, l'Allemagne et la France, fournissent déjà le certificat requis et les échanges se déroulent sans heurt. L'organisme de réglementation, la FSSAI, est disposé à échanger avec les partenaires commerciaux afin d'examiner le problème en question en vue de faciliter les échanges.

14.21. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

14.22. Le Conseil en est ainsi convenu.

15 INDE – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE CERTAINES LÉGUMINEUSES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE

15.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne.

15.2. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

15.3. Depuis 2018, le recours à des mesures de restriction des échanges et de soutien interne pour les pois secs a eu une incidence négative notable sur les exportateurs vers l'Inde. Les exportations canadiennes de pois secs ont diminué, tombant de 1,3 million de tonnes avant la mise en œuvre des mesures en 2018, à 627 tonnes l'année dernière. Nos vives préoccupations concernant les mesures de politique générale de l'Inde restent donc inchangées. Le Canada demande une nouvelle fois à l'Inde de mettre immédiatement fin à ses mesures de restriction du commerce et de mettre en œuvre d'autres mesures, compatibles avec les règles de l'OMC, qui favorisent un régime d'importation prévisible et transparent pour les légumineuses. Nous continuerons de suivre de près les mesures de restriction et de distorsion des échanges injustifiées de l'Inde.

15.4. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

15.5. Les États-Unis partagent les préoccupations relatives aux restrictions quantitatives visant certaines variétés de légumineuses appliquées par l'Inde. Comme nous l'avons dit précédemment au Comité des licences d'importation (LIC), au Comité de l'agriculture et au Comité de l'accès aux marchés, nous réitérons nos demandes de renseignements en invitant l'Inde à expliquer en quoi les mesures en question reflètent ses engagements dans le cadre de l'OMC, et à indiquer quand et comment les mesures seront supprimées. Nous continuons de prier instamment l'Inde d'envisager l'adoption de prescriptions moins restrictives pour le commerce et de notifier en temps utile les mesures et règlements futurs pertinents.

15.6. Le délégué de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

15.7. L'Union européenne partage pleinement les préoccupations exprimées par d'autres Membres au sujet des restrictions quantitatives appliquées par l'Inde à certaines variétés de légumineuses. Nous demandons à l'Inde de réexaminer les mesures et de veiller à ce qu'elles soient compatibles avec les règles de l'OMC. Enfin et surtout, nous l'invitons à envisager la suppression permanente de ses restrictions quantitatives sur les légumineuses. La certitude et la stabilité du régime d'importation de certaines variétés de légumineuses auraient une incidence positive à la fois sur la sécurité alimentaire de l'Inde et sur le marché mondial des légumineuses.

15.8. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

15.9. L'Australie remercie l'Inde pour sa réponse à ses questions qui ont été soulevées à la précédente réunion du CCM, tenue en avril 2023. L'Australie invite une fois de plus l'Inde à tenir compte des avantages à plus long terme de l'élimination permanente de ses restrictions quantitatives visant toutes les légumineuses pour sa propre sécurité alimentaire. L'ouverture plus permanente de son régime commercial permettrait plus efficacement de rendre l'offre de légumineuses de l'Inde plus résiliente, d'apporter une plus grande certitude aux fournisseurs et de réduire les coûts liés aux risques. Pour les consommateurs, une plus grande ouverture du commerce se traduirait par un approvisionnement en légumineuses plus fiable et une diminution des prix, ce qui comporterait des avantages évidents pour la sécurité alimentaire.

15.10. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

15.11. Comme nous l'avons déjà déclaré à plusieurs reprises, devant le Conseil, cette mesure vise deux des principales légumineuses exportées par l'Argentine vers l'Inde: les pois jaunes et les haricots mungo. Comme dans de précédentes déclarations, et ainsi que l'Australie l'a clairement formulé, l'Argentine réitère sa préoccupation concernant l'incertitude que cette mesure génère pour ses exportateurs et demande aux autorités indiennes de la réexaminer.

15.12. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

15.13. L'Inde souhaiterait remercier les délégations qui ont pris la parole pour l'intérêt qu'elles continuent de porter à cette question. Comme cela a été dit précédemment, les mesures adoptées par l'Inde sont prises dans le but de maintenir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit d'un domaine qui revêt une grande importance pour notre économie et les politiques relatives aux importations sont régulièrement revues et mises à jour. Les mesures commerciales applicables aux légumineuses sont conformes aux Accords pertinents de l'OMC et aux procédures spécifiques prévues dans ces accords.

15.14. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

15.15. Le Conseil en est ainsi convenu.

16 ÉGYPTÉ – MESURE RELATIVE À LA CERTIFICATION HALAL, FONDÉE SUR LA NORME ÉGYPTIENNE ES 4249/2014 (PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX ALIMENTS HALAL CONFORMÉMENT À LA CHARIA) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE

16.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne.

16.2. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

16.3. Les États-Unis constatent que l'Égypte a différé la mise en œuvre de ses nouvelles prescriptions halal pour les produits laitiers et l'en remercient; nous croyons comprendre que le dernier délai a été fixé au 30 septembre 2023. Les États-Unis continuent toutefois de partager les préoccupations exprimées par de nombreux Membres au sujet de la mise en œuvre par l'Égypte des prescriptions de certification halal. Les États-Unis et d'autres Membres continuent de demander à l'Égypte de communiquer les procédures de mise en œuvre dont les exportateurs ont besoin pour pouvoir comprendre et respecter la mesure. De même, les États-Unis se disent toujours préoccupés par l'intention de l'Égypte d'utiliser les services d'une seule société de certification halal sans permettre à d'autres sociétés de certification de participer. Les effets du maintien de cette politique seraient susceptibles de nuire aux consommateurs égyptiens. Les États-Unis demandent à l'Égypte de suspendre toutes nouvelles prescriptions halal jusqu'à ce que les renseignements demandés aient été communiqués et que les questions relatives aux organismes de certification aient été résolues. Ces efforts donneront aux États-Unis et à d'autres exportateurs l'assurance dont ils ont besoin pour expédier en toute confiance des produits laitiers conformes aux exigences halal vers l'Égypte.

16.4. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

16.5. L'Union européenne réitère ses préoccupations concernant les prescriptions de l'Égypte relatives à la certification halal mises en place depuis le 1^{er} octobre 2021 et fondées sur la norme halal égyptienne n° 4249/2014. Elle s'inquiète de l'incidence négative de cette mesure sur les importations de produits alimentaires et de boissons vers l'Égypte. L'UE aimerait inviter l'Égypte à

notifier à l'OMC la norme halal 4249/2014 avant sa finalisation, ainsi que la liste complète des produits qui devraient être certifiés halal. Une fois que la norme halal sera finalisée et adoptée, l'UE recommande d'adopter une période de transition d'au moins six mois pour permettre aux opérateurs de s'adapter aux nouvelles conditions.

16.6. L'Union européenne a noté que la prescription relative aux produits laitiers avait été suspendue jusqu'au 30 septembre dans le dernier addendum du 16 juin. Nous apprécions vivement la souplesse dont ont fait preuve les autorités égyptiennes, qui est très utile pour les opérateurs économiques.

16.7. L'Union européenne aimerait aussi inviter l'Égypte à revoir la décision d'accorder à une seule entreprise, IS EG Halal, le droit de certifier le respect des prescriptions halal, et à fournir un système de certification halal qui reconnaîtrait plusieurs entités de certification bien établies, conformément aux meilleures pratiques internationales. La certification par IS EG Halal de produits provenant d'établissements déjà certifiés par d'autres sociétés constitue une duplication inutile et prolongerait les délais de commercialisation tout en augmentant les coûts pour les consommateurs.

16.8. L'Union européenne demande à l'Égypte d'envisager de maintenir le caractère volontaire de la certification et de l'étiquetage halal pour les produits laitiers afin de réaliser l'objectif légitime consistant à garantir des renseignements fiables sans entraver indûment les flux commerciaux. Les consommateurs devraient pouvoir décider s'ils achètent ou non des produits alimentaires certifiés halal en s'appuyant sur un étiquetage clair.

16.9. Enfin, l'Union européenne souhaite demander à l'Égypte quelles sont les étapes concrètes envisagées pour fournir aux parties prenantes des renseignements complets sur les nouvelles mesures et des orientations écrites claires et accessibles au public, y compris une description détaillée de la procédure de certification, sa durée, ses coûts et les documents requis, ainsi que des renseignements sur le processus d'enregistrement des fournisseurs.

16.10. L'Union européenne est prête à travailler avec l'Égypte pour trouver des solutions qui permettraient d'éviter les conséquences négatives de cette mesure sur les importations de produits alimentaires et de boissons vers ce pays.

16.11. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

16.12. Le Canada reste préoccupé par les prescriptions de l'Égypte en matière de certification halal pour tous les produits alimentaires et boissons importés. Il comprend l'objectif de l'Égypte qui est de faire en sorte que les consommateurs égyptiens soient certains d'acheter et de consommer des produits certifiés halal. Toutefois, ces mesures ne doivent pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce international ou être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre cet objectif.

16.13. Le Canada se félicite du report de la mise en œuvre de la certification halal pour les produits laitiers par l'Égypte au 30 septembre 2023. Cependant, il demande que cette mesure soit suspendue jusqu'à ce qu'il ait été répondu aux questions suivantes. Il demande de plus amples renseignements sur les procédures d'obtention de la certification et les barèmes des frais, des détails sur les audits et des précisions sur la façon dont ces prescriptions seront mises en œuvre.

16.14. Compte tenu de ces préoccupations, le Canada renvoie à ses précédentes déclarations faites au Conseil et demande instamment à l'Égypte de reconsidérer la mise en œuvre de cette mesure. En particulier, il invite l'Égypte à envisager un système de certification halal qui reconnaîtrait plusieurs entités de certification bien établies, conformément aux meilleures pratiques internationales. Le Canada est disposé à rencontrer l'Égypte au niveau bilatéral afin d'avoir des discussions ouvertes et transparentes, de préciser les prescriptions prévues par cette nouvelle mesure et de réfléchir aux incidences que celle-ci pourrait avoir sur les échanges. D'ici là, nous demandons à l'Égypte de bien vouloir suspendre la mise en œuvre de la mesure.

16.15. Le délégué du Paraguay a indiqué ce qui suit:

16.16. Au nom de ma délégation, je tiens à remercier les délégations du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour. Nous tenons à signaler qu'il n'y a pas eu de faits nouveaux concernant cette préoccupation commerciale depuis la dernière réunion du Comité SPS en mars et la dernière réunion du Comité OTC en juin. Nous espérons que l'Égypte

pourra rendre compte des mesures qui ont été prises pour répondre aux préoccupations commerciales de ses partenaires sur ce sujet, évoqué pour la première fois au Comité OTC en novembre 2021.

16.17. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

16.18. La Nouvelle-Zélande a tenu compte des observations de l'Égypte sur cette question à la précédente réunion du CCM en avril, et à la récente réunion du Comité OTC. Toutefois, le climat d'incertitude que cette mesure génère pour les exportateurs continue de nous préoccuper.

16.19. La Nouvelle-Zélande note qu'aucune norme halal définitive n'a encore été mise en œuvre ou publiée. Nous remercions l'Égypte pour sa récente notification au Comité OTC concernant un report de la mise en œuvre des prescriptions halal pour le lait et les produits laitiers jusqu'au 30 septembre 2023. Nous demandons également à l'Égypte de suspendre ces prescriptions jusqu'à la mise en œuvre d'une norme halal définitive qui clarifie la gamme des produits laitiers visés et de prévoir un délai de mise en œuvre raisonnable, de 6 à 12 mois, une fois que cette norme aura fait l'objet de consultations et qu'elle aura été mise en œuvre et notifiée comme norme définitive à l'OMC, afin de donner aux exportateurs le temps de la comprendre et de s'y conformer.

16.20. Nous attendons avec intérêt de recevoir le document concernant les questions de mise en œuvre mentionnées par l'Égypte à la dernière réunion du CCM, qui, selon ce que nous croyons comprendre, est actuellement élaborée par l'Autorité générale des services vétérinaires. Nous nous associons aussi aux autres Membres qui demandent un projet de mesure technique qui énonce de nouvelles prescriptions, y compris pour l'enregistrement, l'audit et l'étiquetage, qui accompagneront la nouvelle norme halal de l'Égypte. Nous demandons également à l'Égypte de préciser les prescriptions concernant la transparence des droits de certification halal, afin d'apporter une certitude aux importateurs et aux exportateurs, et de faire en sorte que ces prescriptions soient appliquées d'une manière neutre entre les producteurs, y compris les producteurs nationaux et étrangers, conformément aux règles de l'OMC. Nous demandons que ces droits et prescriptions soient également notifiés à l'OMC dans un délai suffisant pour permettre aux Membres de fournir des informations en retour et aux entreprises de mettre en œuvre les nouvelles prescriptions.

16.21. Nous invitons l'Égypte à clarifier le processus d'approbation des nouveaux organismes de certification halal chargés de certifier les exportations vers le marché égyptien, conformément aux meilleures pratiques internationales. Le fait d'autoriser plusieurs organismes de certification bien établis à certifier les produits halal rendra la réglementation halal de l'Égypte moins restrictive pour le commerce, réduira l'incidence du chevauchement et d'autres coûts non nécessaires sur les consommateurs, et contribuera à résoudre les questions relatives aux chaînes d'approvisionnement et à promouvoir la sécurité alimentaire globale de l'Égypte.

16.22. Le délégué de l'Égypte a indiqué ce qui suit:

16.23. L'Égypte remercie les États-Unis, l'Union européenne, le Canada, la Nouvelle-Zélande, et le Paraguay pour l'intérêt qu'ils portent et continuent de porter à cette question. Nous reconnaissons le droit de l'Égypte d'adopter les prescriptions en matière de certification halal que nous jugeons nécessaires et appropriées pour atteindre notre objectif général légitime dans le respect de nos obligations au titre des Accords de l'OMC.

16.24. Prenant acte des observations formulées par ses partenaires commerciaux lors de la précédente réunion du CCM et des réunions bilatérales que nous avons tenues avec lui, l'Égypte aimerait insister sur le fait qu'elle a adopté, depuis l'introduction des prescriptions relatives au lait et aux produits laitiers par l'Organisation générale des services vétérinaires, un certain nombre de mesures de facilitation tout en prolongeant le délai imparti pour permettre de se conformer à ces prescriptions de plus d'un an maintenant. Les opérateurs économiques ont ainsi disposé d'un délai approprié pour s'adapter à l'ensemble des prescriptions.

16.25. Il importe aussi de noter que l'Égypte indique clairement depuis sa notification initiale que IS EG Halal est l'organisme de certification actuellement reconnu par l'Autorité générale des services vétérinaires. D'ailleurs, de nombreux exportateurs se sont adressés à IS EG Halal et ont obtenu la certification halal avec succès.

16.26. Les Accords de l'OMC indiquent explicitement que les Membres de l'OMC doivent protéger leurs intérêts légitimes selon leur propre autonomie en matière de réglementation. Il importe également de préciser que la norme égyptienne ES 4249 ne prévoit pas, et ne doit pas prévoir, d'exigences de supervision pour un organisme de certification particulier.

16.27. Par le biais du système ePing, l'Égypte a présenté l'addendum [G/TBT/N/EGY/313/Add.5](#) visant à prolonger le délai pendant lequel sont autorisées à entrer en Égypte les importations de lait et de produits laitiers qui ne sont pas accompagnées d'un certificat halal jusqu'au 13 septembre 2023, en tant que mesure de facilitation des échanges, et en réponse à la demande formulée à cet égard. Toutefois, au cours de la période allant d'avril 2023 à aujourd'hui, aucune importation de lait et de produits laitiers qui n'était pas accompagnée d'un certificat halal n'a été refusée dans le pays. En outre, les autorités compétentes préparent une décision sur les prescriptions relatives à l'importation de lait et de produits laitiers halal afin de clarifier les points et les questions soulevés à cet égard. La décision précisera l'éventail des produits ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité de la délivrance des certificats halal.

16.28. Je tiens également à rappeler au CCM que l'Égypte a pris des mesures visant à faciliter l'application de cette décision en portant une attention particulière aux considérations et aux intérêts de ses partenaires commerciaux. Il convient de noter que nous avons reçu des questions spécifiques de la part de certains Membres et que nous avons répondu à un grand nombre d'entre-elles. Nos collègues de la capitale examinent les questions restantes. Nous communiquerons les réponses y relatives en temps voulu.

16.29. Enfin, je tiens à souligner que l'Égypte s'engage à poursuivre ses échanges bilatéraux sur la question avec tous ses partenaires commerciaux intéressés et à prendre en compte leurs préoccupations, le cas échéant. L'Égypte est déterminée à respecter les prescriptions en matière de transparence prévues par les Accords de l'OMC.

16.30. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

16.31. Le Conseil en est ainsi convenu.

17 PANAMA – PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RÉCOLTE ET À LA GERMINATION DES OIGNONS ET POMMES DE TERRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

17.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Canada et des États-Unis.

17.2. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

17.3. Les États-Unis continuent de soulever leurs préoccupations concernant les règlements techniques relatifs aux oignons et pommes de terre du Panama. Malgré les tentatives répétées de dialoguer de manière constructive avec le Panama sur cette question, le pays continue de ne pas répondre et n'a pas encore fourni la justification scientifique de ces mesures. Nous restons disponibles et engagés à œuvrer avec le Panama pour affiner les mesures afin qu'elles répondent à ses objectifs légitimes sans être inutilement restrictives. Dans l'intervalle, nous demandons une nouvelle fois au Panama de fournir la justification scientifique de ses mesures ou de suspendre la mise en œuvre des règlements relatifs aux pommes de terre et aux oignons jusqu'à la fin des discussions techniques.

17.4. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

17.5. Le Canada demeure préoccupé par les prescriptions du Panama en matière de qualité des pommes de terre fraîches, qui ont pris effet en février 2020 et ont une incidence directe sur sa capacité à exporter des pommes de terre vers ce pays. Le Canada souhaite renvoyer aux interventions qu'il a faites au titre de ce point lors de la réunion du CCM d'avril 2023, et demande qu'elles soient incluses dans le compte rendu de la réunion car la situation n'a pas changé.³ Nous demandons à nouveau respectueusement au Panama de suspendre l'application de ces prescriptions

³ Document [G/C/M/145](#), paragraphes 38.4 et 38.5.

afin de permettre la poursuite du dialogue technique et de garantir que ses normes en matière de qualité ne continuent pas à créer des obstacles non intentionnels à notre commerce bilatéral mutuellement avantageux de produits agricoles.

17.6. La déléguée du Panama a indiqué ce qui suit:

17.7. Le Panama remercie les délégations du Canada et des États-Unis pour leurs observations. Nous prenons note de leurs préoccupations. Le Panama continue d'étudier attentivement les observations reçues de ses partenaires commerciaux, et il reste disposé à écouter leurs préoccupations. Il réaffirme ses engagements dans le domaine de la transparence et indique que ses autorités continuent d'examiner cette question conjointement avec les organismes gouvernementaux compétents. Nous rappelons que toute mise à jour sera dûment partagée et notifiée au Conseil.

17.8. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

17.9. Le Conseil en est ainsi convenu.

18 ÉMIRATS ARABES UNIS, ÉTAT DU KOWEÏT, OMAN, QATAR, ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE ET ROYAUME DE BAHREÏN – TAXE SÉLECTIVE APPLIQUÉE À CERTAINS PRODUITS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS, LA SUISSE ET L'UNION EUROPÉENNE

18.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis, de la Suisse et de l'Union européenne.

18.2. La déléguée de la Suisse a indiqué ce qui suit:

18.3. Cela fait maintenant plusieurs années que la Suisse, ainsi que les États-Unis et l'Union européenne, soulèvent cette préoccupation au CCM. Depuis l'entrée en vigueur de la taxe sélective en juin 2017 dans le premier État membre du Conseil de coopération du Golfe (CCG), nous avons fourni des renseignements et exprimé nos préoccupations, et nous avons demandé d'avoir des précisions sur les prochaines étapes de la part de nos partenaires du CCG.

18.4. Après un travail mené en étroite collaboration avec nos partenaires du CCG sur plusieurs années, une première étape positive a été franchie avec l'adoption du principe consistant à passer d'un droit d'accise ad valorem à une taxe volumétrique à plusieurs niveaux, comme l'a indiqué la délégation du Royaume de Bahreïn lors de la réunion du Comité de l'accès aux marchés de mai 2019. Depuis, nous n'avons reçu que peu de renseignements sur les prochaines étapes concrètes et, en particulier, sur la date de mise en œuvre de la part de nos partenaires du CCG. Nous sommes pleinement conscients que cette réforme est un processus très complexe et chronophage. Toutefois, nous apprécierions qu'il y ait une plus grande transparence s'agissant du calendrier et du contenu de la réforme fiscale, et de la date à laquelle elle sera mise en œuvre. La Suisse reste prête à tenir une réunion avec les délégations d'Oman et du Royaume d'Arabie saoudite, ainsi qu'avec les autorités du CCG chargées de la réforme. Nous invitons le CCG à faire preuve de plus de transparence et à dialoguer avec les Membres intéressés. La Suisse espère que cette question pourra être résolue dans un avenir proche.

18.5. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

18.6. En ce qui concerne la "Convention relative aux droits d'accise" du CCG de décembre 2016, l'Union européenne souhaite réaffirmer l'importance d'harmoniser la mise en œuvre de la Loi sur le droit d'accise et la nécessité d'un dialogue étroit avec les parties prenantes de l'industrie privée sur le processus de révision de la taxe. Elle se réjouit d'apprendre que l'actuel système de droits d'accise du CCG est à l'examen et qu'un modèle d'imposition volumétrique fondé sur les meilleures pratiques internationales est envisagé à partir de l'"Étude sur la réforme fiscale". L'Union européenne considère qu'il est important que toute transition entre le régime en vigueur et un nouveau régime d'imposition comprenne une disposition visant à égaliser le taux de droits applicable aux boissons énergisantes avec les autres boissons non alcooliques et avec effet immédiat. L'Union européenne est prête à poursuivre le dialogue avec le CCG sur cette question importante.

18.7. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

18.8. Les États-Unis, ainsi que la Suisse, l'Union européenne et le Japon, ont distribué en mars 2021 des questions aux gouvernements des États membres du CCG concernant le statut de la taxe sélective sur les boissons. Nous apprécions les renseignements fournis à la dernière réunion du Conseil, ainsi que dans d'autres discussions tenues avec des responsables des États membres depuis lors, mais nous notons que nous n'avons pas encore reçu de réponses écrites aux questions posées en mars 2021 et nous demandons à ces Membres de nous indiquer quand les réponses à ces questions seront fournies. Comme nous l'avons indiqué précédemment, nous demandons des renseignements actualisés, portant sur le fond, sur les révisions du modèle de droit d'accise du CCG et son plan de mise en œuvre dans le cadre du Traité relatif aux droits d'accise unifiés pour le CCG, et nous notons qu'il est essentiel de dialoguer en temps voulu avec les parties intéressées au sujet de ces questions.

18.9. Le délégué du Royaume d'Arabie saoudite a indiqué ce qui suit:

18.10. Au nom des Émirats arabes unis, du Royaume de Bahreïn, du Royaume d'Arabie saoudite, du Sultanat d'Oman, de l'État du Qatar et de l'État du Koweït, je tiens à remercier les délégations des États-Unis, de la Suisse et de l'Union européenne pour l'intérêt qu'elles portent au régime d'accise du CCG et pour leur communication sur l'application du droit d'accise aux boissons non alcooliques gazéifiées, aux boissons maltées, aux boissons énergisantes, aux boissons pour sportifs et aux autres boissons sucrées.

18.11. En ce qui concerne le calendrier du processus en cours sur le nouveau modèle de droit d'accise du CCG et sa mise en œuvre, permettez-moi de répéter une fois de plus que la révision du droit d'accise sur les boissons est un exercice complexe qui nécessite des efforts considérables, une forte coordination et des études complètes. Le groupe de travail du CCG sur les questions fiscales ne ménage aucun effort pour mener à bien cet exercice afin de soumettre aux États membres du CCG les résultats pertinents et un modèle de droit d'accise de haut niveau.

18.12. En conclusion, les États membres du CCG suivent les procédures et un calendrier appropriés en vue de la révision de leurs régimes de droits d'accise. Une fois le processus achevé, les informations pertinentes seront communiquées aux Membres de l'OMC.

18.13. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

18.14. Le Conseil en est ainsi convenu.

19 ÉTATS-UNIS – MESURES DE SUBVENTION DISCRIMINATOIRES ET AYANT DES EFFETS DE DISTORSION DES ÉCHANGES AU TITRE DE LA LOI DE 2022 SUR LA RÉDUCTION DE L'INFLATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

19.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

19.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

19.3. Nous souhaitons renvoyer aux déclarations que nous avons faites lors de réunions précédentes du Conseil.⁴ Depuis que la Loi sur la réduction de l'inflation est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023, elle a causé d'importantes perturbations de la chaîne de production et de la chaîne d'approvisionnement de l'industrie des véhicules électriques. Afin de bénéficier des subventions offertes par la Loi, d'importants investissements en lien avec l'industrie des véhicules électriques ont été réalisés en Amérique du Nord, entraînant une réorientation industrielle et une fuite de technologie dans d'autres Membres, et ont déclenché une course aux subventions transatlantique. Par exemple avec la publication récente du Règlement pour une industrie "zéro net" et de la législation sur les matières premières critiques par l'Union européenne, en réponse à la Loi sur la réduction de l'inflation.

19.4. Nous pensons que l'effet de siphonage induit par la course aux subventions entraînera une distorsion et une inadéquation des ressources sur le marché mondial des véhicules électriques. Cela réduirait considérablement la possibilité et la capacité des Membres en développement à accéder à des produits énergétiques propres et aux investissements et technologies connexes, ce qui ne sera

⁴ Documents [G/C/M/144](#), paragraphes 9.2 à 9.31, et [G/C/M/145](#), paragraphes 15.2 à 15.4.

pas propice à la réalisation des objectifs mondiaux de réduction des émissions. Cette course aux subventions pourrait aussi rendre les pays en développement Membres moins aptes à relever les défis mondiaux et creuser l'écart entre les riches et les pauvres.

19.5. Nous prenons note du fait que les États-Unis pensent que la Loi sur la réduction de l'inflation est un texte de loi important pour lutter contre les changements climatiques, et que les subventions qui sont de mise sont naturellement justifiées. Nous sommes heureux de constater que les États-Unis investissent davantage de fonds publics pour promouvoir la transformation verte, mais les subventions destinées à lutter contre les changements climatiques ne devraient pas être discriminatoires, devraient être conformes aux règles de l'OMC et ne devraient pas conduire à une "course à la concurrence par le bas", qui perturbera la chaîne d'approvisionnement et aura des effets négatifs sur le développement vert des Membres en développement.

19.6. Enfin, nous appelons les États-Unis à supprimer les subventions discriminatoires, faussant les échanges et incompatibles avec les règles de l'OMC que prévoit leur Loi sur la réduction de l'inflation. Nous appelons également l'OMC à jouer un rôle plus important dans le suivi de cette question.

19.7. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

19.8. La Fédération de Russie aimerait remercier la délégation de la Chine d'avoir soulevé cette question. Le pays réitère la déclaration qu'il a faite sur cette question lors de la précédente réunion du CCM. La Loi sur la réduction de l'inflation introduit des mesures discriminatoires à l'égard d'un large éventail de produits provenant de Membres de l'OMC non admissibles et entrave le commerce mondial des marchandises tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Cette législation vise à exclure les produits originaires de certains Membres d'une participation aux chaînes d'approvisionnement, à causer une fragmentation du commerce international et à déstabiliser les flux commerciaux et d'investissements.

19.9. Ce qui rend la loi encore plus néfaste, c'est que, pour choisir sur le plan administratif ses partenaires commerciaux, l'administration des États-Unis cherche à conclure avec plusieurs Membres de l'OMC des arrangements bilatéraux – sous la forme d'accords spéciaux sur les matières premières – qui confèrent à ces Membres le statut de partenaire d'accord de libre-échange (ALE) et assurent que leurs produits sont admissibles au bénéfice de crédits d'impôt accordés par les États-Unis.

19.10. La Loi sur la réduction de l'inflation figure également au nombre de ces initiatives prises par les États-Unis qui portent manifestement atteinte aux règles de l'OMC, en particulier les dispositions concernant les principes de la nation la plus favorisée (NPF) et du traitement national de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Les Membres qui prennent de telles mesures dédaignent tout simplement les principes fondamentaux de l'OMC, malgré leurs déclarations en faveur de la défense du système multilatéral.

19.11. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

19.12. À ce sujet, nous souhaitons renvoyer les Membres aux déclarations que nous avons faites lors des précédentes réunions plutôt que de les répéter.

19.13. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

19.14. Le Conseil en est ainsi convenu.

20 ÉTATS-UNIS – SÉRIE DE MESURES DE POLITIQUE GÉNÉRALE AYANT DES EFFETS DE DISTORSION SUR L'INDUSTRIE DES SEMI-CONDUCTEURS ET SA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT MONDIALE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

20.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

20.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

20.3. Nous exprimons une nouvelle fois nos vives préoccupations quant aux mesures perturbatrices et discriminatoires que les États-Unis ont prises concernant la branche de production des semi-conducteurs. Le Département du commerce des États-Unis a récemment publié un avis de possibilités de financement intitulé "CHIPS Incentive Program – Commercial Fabrication Facilities" (Programme d'incitation CHIPS – Installations de fabrication commerciale). Nous estimons que certaines mesures énoncées dans cet avis pourraient contrevenir aux règles de l'OMC et fausser gravement le marché.

20.4. L'avis définit les facteurs de hiérarchisation et de sélection des demandes de financement. Parmi ces facteurs figure l'accent porté sur l'intention d'utiliser du fer, de l'acier et des matériaux de construction produits dans le pays. Il pourrait en résulter des subventions au contenu local non conformes à l'Accord SMC. L'avis indique qu'un demandeur doit démontrer comment les incitations CHIPS sollicitées l'encourageront à réaliser aux États-Unis des investissements qui ne se concrétiseraient pas en l'absence de ces incitations. Il semble que les décisions d'investissement du demandeur ne relèvent peut-être pas d'une orientation axée sur le marché ni d'une logique commerciale, parce que ces investissements ne se seraient pas matérialisés sans les incitations CHIPS.

20.5. Le financement direct lié aux incitations CHIP peut atteindre 38 milliards d'USD; et des prêts directs ou des garanties de capital pouvant atteindre 75 milliards d'USD sont accordés. Pour un projet donné, le montant total alloué dans le cadre du Programme d'incitation CHIPS peut aller jusqu'à 35% des dépenses d'investissement du projet. Les projets admissibles peuvent aussi bénéficier de financements supplémentaires de l'État et des autorités locales, et d'un crédit d'impôt de 25%. Il est très probable que ces subventions et incitations massives faussent gravement le marché.

20.6. Nous prenons aussi note du fait que le Département du commerce des États-Unis a publié un avis de projet de règlement sur les garde-corps, qui restreint rigoureusement la liberté des bénéficiaires de financements d'investir dans le développement des activités de fabrication de semi-conducteurs dans des pays concernés. Le règlement proposé définit les transactions importantes sur la base d'une valeur monétaire de 100 000 USD et définit le "développement déterminant" comme un accroissement de 5% de la capacité de production d'une installation. La comparaison de ces chiffres avec les subventions massives accordées et l'objectif ambitieux fixé par les États-Unis dans la Loi CHIPS et science en matière de capacité de production met clairement en évidence qu'il y a là deux poids, deux mesures.

20.7. Pour protéger leurs intérêts propres, les États-Unis ont adopté plusieurs mesures pour exclure la Chine et certains autres Membres de la chaîne industrielle des semi-conducteurs et restreindre le développement de ce secteur en Chine. Cela procède d'une "mentalité de guerre froide", d'un "jeu à somme nulle" et d'une "intimidation commerciale". Cette approche sélective et agressive adoptée par les États-Unis, appelée "*small yard, high fence*", nuit non seulement aux intérêts de la Chine, mais également à ceux des États-Unis eux-mêmes et d'autres Membres. Elle a gravement sapé la chaîne mondiale industrielle des semi-conducteurs, porté atteinte aux principes du marché, perturbé l'ordre normal du commerce et des investissements internationaux et nuit au système commercial multilatéral fondé sur des règles.

20.8. Les États-Unis défendent depuis longtemps le libre-échange et critiquent souvent les pratiques d'autres Membres, dites "autres que de marché". Cependant, leur façon d'agir parle d'elle-même. Les mesures précitées montrent clairement que les États-Unis ont bel et bien des pratiques autres que de marché désormais. Enfin, la Chine appelle l'OMC à renforcer la surveillance des mesures concernées qui sont susceptibles de contrevenir aux règles de l'Organisation.

20.9. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

20.10. Nous remercions la délégation de la Chine d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour. La Fédération de Russie est profondément préoccupée par la voie protectionniste que suivent les États-Unis dans le secteur des semi-conducteurs. Les États-Unis cherchent en effet à défendre leurs intérêts économiques propres et à maintenir leur position dominante à l'échelle mondiale en adoptant tout un éventail de restrictions commerciales sur les marchés des semi-conducteurs et des composants électriques. Figurent notamment parmi les mesures perturbatrices et restrictives adoptées par les États-Unis des restrictions à l'exportation de semi-conducteurs depuis les

États-Unis. On peut également citer parmi ces mesures des arrangements anticoncurrentiels conclus avec le Japon et les Pays-Bas pour restreindre conjointement les exportations d'équipements de pointe pour la fabrication de puces à destination de la Chine.

20.11. Les restrictions commerciales appliquées par les États-Unis ne visent pas que la Chine. Le nombre record de mesures unilatérales appliquées à l'encontre de la Russie – y compris des interdictions visant la fourniture de produits semi-conducteurs – ne laisse aucun doute quant au caractère géopolitique des mesures illégales prises par les États-Unis, destinées à élever des obstacles pour entraver l'accès à des produits innovants et saper les progrès technologiques et les perspectives de développement des économies de certains pays.

20.12. L'imposition unilatérale de mesures restrictives pour le commerce motivées par des considérations politiques établit clairement la nouvelle réalité, selon laquelle aucun Membre n'est à l'abri d'un tel traitement illégal. Washington continue de faire un usage abusif des exceptions concernant la sécurité nationale prévues dans les dispositions de l'OMC pour justifier des mesures discriminatoires visant à restreindre la concurrence loyale. De telles mesures nuisent au fonctionnement d'un système commercial multilatéral ouvert et équitable.

20.13. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

20.14. Pour gagner du temps, je ne vous présenterai pas la Loi CHIPS et ne vous rappellerai pas toute la transparence dont ont fait preuve les États-Unis jusqu'aujourd'hui, mais nous renverrons les Membres aux déclarations que nous avons déjà faites aux précédentes réunions.⁵ S'agissant des observations de la Chine au sujet des subventions et des distorsions du marché, les États-Unis pensent que le soutien envisagé est compatible avec leur législation et leurs engagements internationaux. Contrairement à ce qu'avance la Chine, les critères d'évaluation n'imposent pas d'utiliser des intrants produits aux États-Unis, l'Accord sur les subventions ne prévoit pas d'obligations concernant des restrictions applicables aux entités bénéficiant d'aides publiques, et le Département du commerce des États-Unis mettra en œuvre certaines restrictions pour veiller à ce que les entités recevant des fonds dans le cadre de la Loi CHIPS ne puissent pas mettre la sécurité nationale en péril.

20.15. Ces restrictions relatives à la sécurité nationale sont décrites plus en détail dans la Loi et dans un avis de projet de réglementation publié dans le Federal Register du 23 mars, dans lequel des observations étaient également sollicitées sur la règle proposée. Les entités peuvent choisir de demander ou non des incitations dans le cadre du programme CHIPS, et donc d'être soumises aux restrictions liées à la sécurité nationale. Et pour des raisons invoquées à de multiples reprises dans le cadre de plusieurs organes de l'OMC, nous ne répondrons pas sur le fond à l'intervention de la Russie.

20.16. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

20.17. Le Conseil en est ainsi convenu.

21 UNION EUROPÉENNE – PROHIBITION DISCRIMINATOIRE DE LA SUÈDE CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

21.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

21.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

21.3. Nous continuons d'exprimer notre vive inquiétude au sujet de la décision prise par l'Autorité suédoise des postes et télécommunications d'interdire aux sociétés Huawei et ZTE de fournir des équipements 5G aux entreprises suédoises de téléphonie mobile et de retirer les équipements de ces sociétés qui avaient déjà été installés d'ici au 1^{er} janvier 2025. À ce jour, la Suède n'a pas encore fourni d'explications ni d'éléments de preuve crédibles prouvant que les produits 5G de Huawei et ZTE constituent une menace pour ce qui est appelé la "sécurité nationale" de la Suède. Nous sommes gravement préoccupés par ces mesures discriminatoires, qui sont incompatibles avec les règles de l'OMC. Nous sommes par ailleurs déçus de la décision rendue par la Cour d'appel de la Suède sur cette question.

⁵ Voir les documents [G/C/M/144](#), paragraphes 10.24 à 10.29, et [G/C/M/145](#), paragraphes 16.8 et 16.9.

21.4. Nous aimerions rappeler que Huawei et ZTE opèrent en Suède depuis plus de 20 ans et n'ont jamais été associées à aucune menace "pour la sécurité nationale" auparavant. Certains pays européens ont mené des enquêtes en matière de sécurité concernant les produits de ces sociétés et n'ont trouvé aucun vice caché. De nombreux opérateurs de télécommunication confirment également que les équipements fournis par ces entreprises ne présentent aucun risque pour la sécurité. La Chine demande instamment à la Suède de se conformer aux règles de l'OMC et d'instaurer un environnement équitable, transparent et non discriminatoire qui permette aux entreprises chinoises d'opérer en Suède.

21.5. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

21.6. L'Union européenne déplore que cette question soit soulevée une nouvelle fois, en dépit du fait qu'elle fait encore l'objet d'une procédure judiciaire au titre de l'accord bilatéral sur l'investissement entre la Suède et la Chine. L'UE rappelle que compte tenu de cette procédure, elle n'entrera pas dans les détails de cette question dans le cadre du Conseil en ce jour.

21.7. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

21.8. Le Conseil en est ainsi convenu.

22 UNION EUROPÉENNE – MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES (PACTE VERT POUR L'EUROPE DE DÉCEMBRE 2019) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL, LA CHINE, LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET L'INDONÉSIE

22.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Brésil, de la Chine, de l'Indonésie et de la Fédération de Russie.

22.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

22.3. La Chine pense que pour lutter efficacement contre les changements climatiques, parvenir à un développement durable à l'échelle mondiale et bâtir une communauté partageant une même vision de l'avenir de l'humanité, les Membres doivent résolument mettre en œuvre les objectifs, principes et exigences énoncés dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et dans l'Accord de Paris, réduire les obstacles et promouvoir la libéralisation du commerce et de l'investissement.

22.4. Nous pensons que le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'Union européenne constitue une mesure unilatérale qui s'écarte des principes fondamentaux des "responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives" et des "contributions déterminées au niveau national" énoncés dans la CCNUCC et l'Accord de Paris. Il pourrait ne pas être conforme au principe fondamental de l'OMC de la non-discrimination.

22.5. De nombreuses études ont montré que le MACF pourrait avoir une incidence négative beaucoup plus notable sur les pays en développement que sur les pays développés Membres. Premièrement, parce qu'ils en sont à des stades de développement différents, les pays en développement Membres n'ont souvent pas les ressources financières ni les technologies vertes nécessaires pour favoriser la transition énergétique. C'est pourquoi le processus de transition énergétique des Membres en développement est relativement lent et l'intensité des émissions relativement élevée. Deuxièmement, les économies des Membres en développement sont plus vulnérables face aux hausses de prix du carbone. En particulier, ces pays ne disposent pas de dispositifs et de capacités adaptés pour collecter, calculer et vérifier les données relatives aux émissions, y compris les données d'émission spécifiques pour les différentes entreprises. Établir et perfectionner de tels dispositifs de collecte de données aura un coût très élevé pour les pays en développement Membres. Troisièmement, si certains Membres établissent un club carbone exclusif sur la base du MACF, cela entraînera des pertes plus importantes pour la production et le bien-être des Membres en développement et une diminution du commerce mondial, cela faussera le marché et creusera les inégalités en matière de développement.

22.6. Nous remercions l'Union européenne d'avoir publié en juin dernier le projet de règlement d'exécution relatif aux obligations de déclaration pendant la période transitoire du MACF, aux fins de la présentation d'observations par le public. Mais nous pensons que le délai de consultation de

quatre semaines ne laisse pas suffisamment de temps pour analyser de manière détaillée le MACF et présenter des observations à son sujet. Nous espérons que l'UE améliorera encore l'inclusivité et la transparence dans le cadre du processus ultérieur de mise en œuvre du MACF, et qu'elle veillera à la conformité de ce mécanisme aux règles de l'OMC.

22.7. La Chine a fait deux propositions, aux réunions du Comité du commerce et de l'environnement (CCE) de mars et de juin respectivement. Nous avons proposé de mener des discussions spécifiques sur les mesures environnementales susceptibles d'avoir une incidence notable sur le commerce sous l'angle de cinq questions, à savoir le mécanisme de fonctionnement de base, divers éléments de conception des politiques, la contribution environnementale, l'incidence sur le commerce et l'inclusivité des mesures. Nous espérons que ces discussions renforceront le rôle de l'OMC en matière de commerce et d'environnement conformément à la Déclaration ministérielle de la CM12 et au mandat de l'OMC, qu'elles donneront la possibilité d'examiner les besoins et les préoccupations des différents Membres et qu'elles contribueront au Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies.

22.8. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

22.9. La Fédération de Russie réitère les déclarations qu'elle a faites sur le sujet à l'examen lors des précédentes réunions du Comité de l'accès aux marchés, du CCM et du CCE. Le règlement relatif à l'établissement du MACF a été publié le 16 mai 2023. Notre analyse montre que l'Union européenne a omis de le rendre compatible avec les règles de l'OMC.

22.10. En utilisant ce mécanisme, l'Union européenne cherche à garantir l'application transfrontières de son système d'échange de quotas d'émission ou de sa méthode de tarification du carbone, à protéger les branches de production européennes de la concurrence étrangère loyale et à résoudre le problème de la relocalisation de ses installations de production dans des pays tiers. Le MACF ne sera applicable qu'aux marchandises originaires des pays Membres de l'OMC qui n'établiront pas de système d'échange de quotas d'émission étroitement lié au Système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE-UE) ou appliqueront un prix du carbone sans aucun rabais allant au-delà de ceux qui sont également appliqués dans le cadre du SEQE de l'UE.

22.11. À cet égard, nous aimerions souligner que rien ne prouve que ce système d'échange de quotas d'émission soit efficace ou qu'il représente la seule bonne solution pour traiter le problème du changement climatique. Il conviendrait de garder à l'esprit que les accords conclus à l'échelle internationale prévoient la possibilité pour les pays de choisir les mesures qu'ils adoptent pour lutter contre le changement climatique de la manière la plus efficace pour chacun d'entre eux. Même au niveau de l'UE, les branches de production continuent de recevoir gratuitement une part importante de leurs quotas d'émission – pour nombre d'entre elles, cette part gratuite est de 100%. Aussi l'UE ne peut-elle par ailleurs pas évaluer dans sa globalité l'efficacité de son SEQE quant à son incidence sur la lutte contre le changement climatique.

22.12. Le prochain point sur lequel nous aimerions attirer l'attention est le fait que le MACF vise les secteurs les plus sensibles de l'économie européenne, à savoir ceux de la cimenterie, des engrais, de la sidérurgie et de l'aluminium, qui sont les secteurs dans lesquels l'UE applique habituellement des mesures antidumping ou de sauvegarde pour protéger ses producteurs. Il est également intéressant de noter que le MACF vise aussi l'énergie tirée de l'hydrogène, laquelle en est encore au stade de recherche-développement. En incluant l'hydrogène dans le champ d'application du MACF, l'UE montre clairement que ce règlement n'a rien à voir avec le problème de la lutte contre le changement climatique. Nous aimerions signaler que la technologie de l'hydrogène est une technologie clé pour la transition vers une économie sobre en carbone, car elle n'induit aucune émission de gaz à effet de serre au point d'utilisation. Ainsi, il ne fait aucun doute que l'inclusion de l'hydrogène dans le règlement vise à garantir des investissements étrangers pour les entreprises européennes du secteur de l'hydrogène renouvelable et à amoindrir la compétitivité d'autres types de sources d'énergie, en particulier celles dérivées du gaz naturel et du méthane, entre autres.

22.13. Avec ce règlement, l'Union européenne impose non seulement des impositions additionnelles à l'importation de marchandises, mais également une importante charge administrative et des restrictions à l'importation. Conformément au règlement relatif au MACF, "[l]es marchandises ne sont importées sur le territoire douanier de l'Union que par un déclarant MACF autorisé". Il sera également interdit d'importer des marchandises sans certificat MACF. L'Union européenne adopte le

système de vérification des émissions intrinsèques. Le Règlement prévoit les principes de vérification, le contenu des rapports de vérification et l'obligation de faire appel à un vérificateur accrédité.

22.14. L'Union européenne fait constamment valoir que le MACF reflètera le SEQE de l'UE. Cependant, aux termes du Règlement, "[l]e système du MACF présente certaines caractéristiques particulières par rapport au SEQE de l'UE, notamment en ce qui concerne le calcul du prix des certificats MACF, les possibilités d'échanger des certificats MACF et leur période de validité. Ces spécificités sont dues à la nécessité de préserver l'efficacité du MACF en tant que mesure de prévention de la fuite de carbone dans le temps".

22.15. Pour gagner du temps, nous ne décrivons pas tous les aspects du MACF qui sont discutables du point de vue des normes de l'OMC et des accords internationaux sur le climat. Cependant, notre première analyse montre que ce mécanisme est incompatible avec les articles I, II, III et IX du GATT de 1994. Nous prions instamment l'Union européenne de mettre le Règlement en conformité avec les règles de l'OMC.

22.16. La déléguée du Brésil a indiqué ce qui suit:

22.17. Le Brésil renvoie à ses déclarations antérieures sur ce sujet. Il semble que le MACF proposé par l'Europe pose problème du point de vue d'un large éventail de règles de l'OMC, y compris en ce qui concerne les disciplines liées aux droits de douane et les principes fondamentaux de la non-discrimination et du traitement national.

22.18. Les Membres n'ont cessé d'attirer l'attention sur des asymétries inquiétantes entre le MACF et le Système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'Europe, susceptibles de désavantager les produits étrangers par rapport aux produits concurrents européens. En outre, le MACF semble avoir un champ d'application sélectif, par exemple en ce qui concerne la comptabilisation des émissions indirectes, ce qui pourrait aggraver son caractère discriminatoire. De nombreuses parties prenantes ont souligné la nature juridique hybride des mesures environnementales liées au commerce et la nécessaire conformité de ces mesures avec les règles multilatérales en matière de commerce comme en matière d'environnement.

22.19. On entend par responsabilités historiques le fait que les pays qui se sont industrialisés les premiers, en bénéficiant de sources d'énergie bon marché et plus polluantes, devraient assumer une plus grande partie des coûts de la réduction des émissions. Dans la CCNUCC comme dans l'Accord de Paris, l'Union européenne est convenue de prendre en considération le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives. Les mesures climatiques liées au commerce de l'Europe, comme le MACF, devraient donc correctement rendre compte de ce principe.

22.20. Enfin, il conviendrait de noter que l'approche monolithique du climat adoptée dans le cadre du MACF semble en contradiction avec l'esprit d'un processus ascendant de l'Accord de Paris, au titre duquel chaque pays définit sa "contribution déterminée au niveau national" et les moyens pour y parvenir, en particulier en ce qui concerne la répartition des charges entre les secteurs de l'économie. Cet esprit est crucial aux fins de l'efficacité du régime environnemental, dans la mesure où il permet aux Membres d'élaborer des stratégies qui exploitent leurs possibilités respectives en matière de climat et respectent leur trajectoire nationale de développement durable. Au lieu de cela, le MACF vise apparemment à imposer aux autres Membres un modèle européen qui ignore délibérément les modalités de l'action climatique autres que la tarification directe du carbone et ne s'intéresse qu'à certains secteurs déterminés de façon unilatérale par l'Union européenne.

22.21. Le Brésil exhorte l'Union européenne à tenir compte de la nécessaire conformité de ses mesures climatiques liées au commerce avec les règles multilatérales, tant en matière de commerce que d'environnement. Nous restons déterminés à collaborer avec l'UE pour élaborer un traitement multilatéral juste et efficace du lien entre commerce et durabilité, qui soit conforme aux engagements pris par les Membres dans les enceintes environnementales.

22.22. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

22.23. L'Indonésie a une fois encore communiqué ses objections à l'Union européenne concernant l'adoption du règlement sur le MACF. Selon elle, toute politique commerciale en lien avec l'environnement et le changement climatique, y compris le MACF, doit être mise en œuvre avec une extrême prudence afin d'éviter qu'elle ne devienne un obstacle non tarifaire non nécessaire au commerce, engendrant du protectionnisme.

22.24. L'Indonésie a conscience que le MACF impliquera l'application de taxes à l'importation de tout un ensemble de produits tels que les produits sidérurgiques, le ciment, les engrais, l'aluminium, les produits chimiques de base, les produits raffinés et les produits énergétiques, en fonction de l'importance des émissions de carbone engendrées pendant leur production. En outre, il est proposé que la gamme de ces produits soit élargie afin d'inclure diverses autres marchandises telles que les matières plastiques, l'hydrogène, les composés organiques et l'ammoniac. Le Système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'Union européenne sera alors utilisé pour modifier le prix de la taxe sur le carbone.

22.25. En tant que pays en développement, l'Indonésie a pris plusieurs mesures importantes au titre de son engagement à lutter contre le changement climatique, y compris les suivantes: i) adoption du Décret présidentiel n° 98 de 2021 concernant la valeur économique du carbone (NEK), qui prévoit des dispositions pour la réalisation des objectifs liés à la contribution déterminée au niveau national (CDN), la déclaration, la validation et la vérification ainsi que la certification des réductions des émissions, puis du règlement connexe n° 21 de 2022 du Ministère de l'environnement et des forêts relatif aux procédures de mise en œuvre des valeurs économiques du carbone; ii) établissement du PERMEN n° 16/2022 du MoEMR relatif aux procédures de mise en œuvre du NEK dans la sous-partie sur la production d'électricité; iii) formulation du Ministère de l'environnement et des forêts concernant la mise en œuvre de la contribution déterminée au niveau national (CDN), projet de règlement du Ministère de l'environnement et des forêts concernant les procédures pour le commerce du carbone dans le secteur de la sylviculture, projet de règlement du Ministère des affaires intérieures concernant le rôle des gouvernements régionaux dans la mise en œuvre de la valeur économique du carbone dans le cadre de la réalisation des objectifs liés à la CDN, et préparation du RPOJK concernant l'établissement d'un marché du carbone et de dispositions y relatives par le KLHK et l'OJK; iv) établissement du système de normes pour l'industrie verte (SIH) par le Ministère de l'industrie; et v) plusieurs secteurs industriels ont commencé à calculer leurs émissions de carbone et la Chambre indonésienne de commerce et d'industrie (KADIN) a créé la plate-forme "zéro net" KADIN pour inciter le secteur privé à parvenir à des émissions nettes nulles ou à participer au protocole du Conseil mondial du carbone.

22.26. Par ailleurs, l'Indonésie a aussi appris qu'au paragraphe 70 du préambule du Règlement MACF, il est stipulé qu'«[i]l convient de poursuivre le dialogue avec les pays tiers, de coopérer avec ces derniers et de chercher des solutions qui pourraient éclairer les choix spécifiques concernant les détails du MACF au cours de sa mise en œuvre, en particulier pendant la période transitoire». À cet égard, l'Indonésie a l'intention de remettre en cause la forme de la coopération qui sera engagée par l'Union européenne avec les pays tiers dans le cadre de la mise en œuvre du MACF.

22.27. L'Indonésie pense que la politique relative au MACF est discriminatoire, car elle porte atteinte aux normes de la nation la plus favorisée (NPF) et du traitement national de l'OMC. Aux termes des points a) et b) de l'alinéa 6 de l'article 2 du Règlement n° 2023/956, l'Union européenne signale qu'un pays tiers peut être affranchi de l'adoption du MACF s'il a mis en œuvre le SEQE et applique un prix du carbone plus élevé que celui appliqué par l'UE. Le principe NPF de l'OMC, au titre duquel chaque Membre de l'OMC est censé traiter les marchandises importées de tous les autres Membres de l'OMC exactement de la même manière, pourrait ainsi être enfreint par l'Union européenne.

22.28. En prêtant attention aux principes du traitement national de l'OMC, l'Union européenne devrait accorder le même traitement aux marchandises importées soumises à des droits additionnels au titre du MACF qu'aux marchandises locales produites à l'intérieur de l'Union européenne. L'Indonésie remarque que dans le cadre du SEQE, les opérateurs ou industries dont les émissions de carbone sont inférieures à un plafond donné ne sont pas tenus d'acheter des certificats ou des quotas. Cependant, cette disposition ne s'applique pas aux industries des autres Membres de l'OMC qui exportent leurs produits vers l'Union européenne.

22.29. S'agissant de l'article II du GATT de 1994, l'Indonésie pense que le MACF pourrait imposer des coûts additionnels aux producteurs de produits de base se trouvant en dehors de l'Union européenne, les prélèvements additionnels dépassant les droits prévus dans la liste de concessions

de l'UE. L'Indonésie demande à l'Union européenne d'examiner rapidement les textes de loi relatifs au MACF pour veiller à ce qu'ils respectent les règles de l'OMC, y compris l'article II du GATT de 1994, ainsi que les principes de la nation la plus favorisée et du traitement national de l'Organisation. L'Indonésie a en outre demandé que l'Union européenne prenne en considération les principes des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives de la CCNUCC et de l'Accord de Paris pour élaborer et mettre en œuvre les règlements relatifs au MACF. L'Indonésie pense que toute politique commerciale en lien avec l'environnement et le changement climatique doit s'appuyer sur des données factuelles et des travaux de recherche scientifique, à défaut de quoi elle risque de se transformer en une forme de protectionnisme unilatéral déguisé.

22.30. Le délégué du Paraguay a indiqué ce qui suit:

22.31. Le Paraguay remercie l'Union européenne pour la séance d'information organisée pendant la Semaine de l'environnement. Cependant, il n'a pas été répondu de façon satisfaisante aux préoccupations systémiques du Paraguay, et j'aimerais les rappeler une nouvelle fois au Conseil:

- Comment le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives est-il pris en considération compte tenu des situations nationales et des contributions déterminées au niveau national à cette mesure appliquée à des fins environnementales?
- Comment les mesures d'atténuation autres que la tarification du carbone sont-elles prises en compte dans le MACF, en particulier dans des pays comme le Paraguay, qui sont des puits de carbone?

22.32. Nous aimerions aussi savoir si l'Union européenne projette de mettre en place un mécanisme permettant d'offrir un accès préférentiel aux produits qui, bien que provenant de pays n'ayant pas de mécanisme de tarification du carbone, ont une empreinte carbone moindre ou viennent de pays en développement qui subissent de plein fouet les effets négatifs du changement climatique et de puits de carbone comme le Paraguay. Sur ce point, nous avons déjà entendu l'UE dire que le MACF tient compte des émissions spécifiques des marchandises importées, mais cela permettrait au mieux de ne pas imposer les droits additionnels, et non d'offrir un accès préférentiel.

22.33. Le secteur industriel du Paraguay est de très petite taille, comme dans bien d'autres pays en développement. Des mesures comme le MACF ne favoriseront pas une industrialisation verte si elles ne sont pas associées à d'autres éléments et politiques; elles l'empêcheront plutôt. L'UE envisage-t-elle de réaffecter les recettes du MACF pour favoriser la transition verte dans les pays en développement, conformément à ses engagements de financement, et de proposer des moyens de mise en œuvre, comme cela est prévu dans le droit international de l'environnement?

22.34. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

22.35. L'Inde voudrait remercier la délégation de l'Union européenne pour sa récente implication dans les questions liées au Pacte vert pour l'Europe dans le cadre de la Semaine du commerce et de l'environnement de juin 2023. Nous saluons également le dialogue bilatéral engagé sur ces questions, y compris dans le cadre du premier Conseil du commerce et des technologies Inde-Union européenne.

22.36. L'Inde a fait part de ses préoccupations concernant les mesures prévues dans le cadre du MACF, les produits zéro déforestation et d'autres propositions relatives au Pacte vert pour l'Europe dans divers enceintes. Plus récemment, à savoir en mars 2023, elle a présenté au Comité du commerce et de l'environnement un document (reproduit sous la cote [JOB/TE/78](#)) qui souligne que nous assistons à une fragmentation potentielle du commerce si les Membres continuent à prendre des mesures commerciales unilatérales qui s'appliquent de manière extraterritoriale. En outre, elle souligne la nécessité d'agir conformément au principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, ainsi que de s'acquitter des contributions déterminées au niveau national (CDN).

22.37. Tandis que nous restons préoccupés par l'idée même d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, cette question est complexifiée par le faible délai entre la publication du Règlement d'exécution du MACF en juin 2023 et la date du 1^{er} octobre 2023, soit la date d'entrée en vigueur

d'une partie de ce règlement. Cela pourrait entraîner des perturbations dans le commerce à l'entrée en vigueur de la mesure, même si la première prescription ne concerne que la communication de renseignements.

22.38. Dans le cadre de la Semaine du commerce et de l'environnement en juin 2023, la délégation de l'UE a indiqué⁶ que l'Union européenne tenait compte des différences entre les situations nationales reflétées au travers des différents prix du carbone pouvant être appliqués dans les différents pays. Cette position passe complètement outre le fait que la tarification du carbone en soi peut ne pas être l'instrument politique choisi dans tous les pays, précisément parce que les situations nationales diffèrent. Le fait que l'UE accepte ainsi l'extra-territorialité du MACF dans sa conception même se reflète dans le choix de l'instrument politique, à savoir la tarification du carbone, et est extrêmement inquiétant.

22.39. Les représentants de nombreux grands pays producteurs d'acier ont participé à l'événement organisé par l'Agence internationale de l'énergie sur la décarbonisation du secteur de l'acier dans le cadre de la Semaine du commerce et de l'environnement. Lors de cet événement, il a été largement admis que l'élaboration de normes telles que les normes ISO était importante et plus souhaitable qu'une fragmentation des mesures de normalisation, à l'image de celle que représente le MACF.

22.40. Enfin, nous restons par ailleurs préoccupés par le fait que d'autres Membres de l'OMC pourraient eux aussi appliquer leurs propres mesures équivalentes au MACF et que toutes ces mesures d'ajustement pourraient ne pas être compatibles les unes avec les autres et imposer aux pays en développement d'énormes coûts de mise en conformité, en particulier pour leurs MPME.

22.41. La déléguée de la Türkiye a indiqué ce qui suit:

22.42. La Türkiye s'est toujours prononcée en faveur des efforts déployés à l'échelle mondiale pour atténuer les effets du changement climatique tout en assurant la coopération pour opposer une réponse mondiale efficace à ces problèmes. Nous insistons aussi toujours sur le fait que chaque pays contribue à cet effort en fonction de ses propres responsabilités et capacités nationales, conformément au droit international de l'environnement. Nous poursuivons nos propres objectifs pour faire de l'économie turque une structure de production durable, efficace dans l'utilisation des ressources et sobre en carbone.

22.43. Selon nous, l'OMC pourrait contribuer à faciliter la transition vers une croissance économique durable sur le plan environnemental à l'échelle mondiale, d'une manière juste et inclusive. C'est en ayant cela à l'esprit que nous suivons de près les processus législatifs en cours dans le cadre du Pacte vert de l'UE, y compris le MACF. Nous remercions l'Union européenne de la transparence dont elle fait preuve dans la conception de la réglementation et de sa disposition à faire participer des partenaires commerciaux à ce processus. Cependant, nos inquiétudes subsistent quant à la compatibilité du MACF avec le droit international du commerce et de l'environnement, ainsi que nous l'avons expliqué à de multiples reprises depuis le début.

22.44. Tout d'abord, le fait qu'il n'y ait pas de dimension développement et qu'il ne soit pas tenu compte des responsabilités et capacités nationales constitue une critique générale de ce processus. En outre, nous pensons que le MACF comporte plusieurs aspects discriminatoires, qui conduisent à désavantager les importateurs et les marchandises importées par rapport aux acteurs et aux produits homologues de l'UE. Par exemple, il existe des différences entre le champ d'application du SEQE de l'UE et celui du MACF. Comme nous l'avons aussi déjà mentionné lors de précédentes réunions, alors que le MACF s'applique à des produits identifiés par des codes de nomenclature combinée (codes NC), le SEQE s'applique à des installations identifiées par rapport à leur activité/processus de production, sous réserve d'une capacité minimale ou de seuils de puissance thermique nominale totale. Ainsi, alors que le MACF viserait tous les producteurs de marchandises relevant du MACF des pays tiers, les producteurs européens de ces marchandises qui ne dépassent pas les seuils fixés sont exemptés du SEQE-UE. Il ne sera pas non plus remédié à cette divergence avec le lancement du SEQE-2, qui constituera un régime distinct de tarification du carbone pour la distribution de carburant destiné aux transports routiers et aux bâtiments, puisque ce système imposera un coût du carbone bien inférieur à celui du SEQE actuel, et ne soumettra les installations industrielles qui seraient visées par ce dernier à aucune obligation de surveillance, de déclaration et de vérification des émissions de gaz à effet de serre (GES). Ainsi, nous pensons qu'il est nécessaire

⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=dfZFqc1b2NI&t=6879s> (début de la déclaration: 3:09:40).

que des exemptions soient prévues au titre du MACF en faveur des opérateurs des pays tiers, conformément aux seuils d'application du SEQE de l'UE.

22.45. Une deuxième question est liée au traitement des précurseurs, comme nous l'avons déjà expliqué aussi. Le MACF, parce qu'il est centré sur les émissions intrinsèques des produits, impose une charge supplémentaire aux producteurs des pays tiers pour comptabiliser les émissions intrinsèques des matières utilisées dans le processus de production. Cette charge augmente quand les marchandises sont plus complexes. Dans le cadre de nos consultations internes, les PME productrices de produits pour utilisateurs finals en particulier nous font part de leur difficulté à assurer le suivi des émissions des intrants et de la charge que cela représente, et indiquent que leurs homologues européens n'ont pas de telles obligations dans le cadre du SEQE-UE. En outre, dans le cadre du SEQE de l'UE, des applications comme la surallocation de quotas à titre gratuit et la possibilité d'échanger des quotas, les aides publiques accordées par les États membres concernant les coûts du CO₂ liés à la consommation d'électricité et les possibilités de financement offrent aux producteurs européens un avantage concurrentiel par rapport aux producteurs des pays tiers, qui ont moins de ressources. Il conviendrait donc de trouver des moyens de remédier à ces déséquilibres.

22.46. À cet égard, nous pensons que le fait d'affecter les recettes tirées du MACF au financement des projets de transformation verte des pays en développement et des PMA pourrait au moins aider à réduire ces déséquilibres, et cela répondrait mieux aux objectifs d'atténuation des changements climatiques qui sous-tendent le MACF. Dans le cadre de ce processus, garantir l'accès des pays en développement et des PMA à des technologies essentielles sera également décisif pour la réussite globale et l'inclusivité du MACF.

22.47. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

22.48. La Thaïlande s'associe aux autres intervenants pour faire part de son inquiétude concernant le MACF de l'Union européenne. Nous renvoyons à la déclaration que nous avons faite à la dernière réunion du CCM.⁷ Je me contenterai de dire que nous reconnaissons et nous partageons pleinement la ferme résolution de la communauté internationale à traiter la question du changement climatique. À côté de cela, nous pensons également qu'il est important de veiller à ce que les règles et les principes internationaux soient respectés, y compris les principes fondamentaux de la non-discrimination dans le cadre de l'OMC et des "responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives" inscrit dans l'Accord de Paris et dans la CCNUCC. Tandis que nous attendons avec intérêt de recevoir des renseignements actualisés sur la réglementation relative au MACF de l'UE, nous lui demandons instamment d'examiner attentivement la compatibilité de son MACF avec les règles de l'OMC et les pratiques bien établies de la communauté internationale en matière de lutte contre le changement climatique, et de modifier la réglementation en conséquence.

22.49. Le délégué du Royaume d'Arabie saoudite a indiqué ce qui suit:

22.50. Le Royaume d'Arabie saoudite aimerait rappeler ses préoccupations concernant le MACF. Cette question a été traitée dans le cadre de l'ordre du jour du Comité de l'accès aux marchés, où les Membres ont eu et continueront d'avoir des discussions approfondies sur leurs points de vue et leurs préoccupations en la matière. De plus, les mesures commerciales unilatérales qui ne sont pas fondées sur des justifications claires et compatibles avec les règles de l'OMC ne doivent pas être permises. Nous nous associons aux préoccupations exprimées par le coauteur et d'autres Membres quant aux effets de ces mesures et à leur incompatibilité potentielle avec les règles de l'OMC.

22.51. Le délégué du Kazakhstan a indiqué ce qui suit:

22.52. Le Kazakhstan réaffirme la position qu'il a exprimée à la précédente réunion du Conseil et continue de suivre l'évolution relative au MACF de l'Union européenne. Il exhorte l'UE à examiner de manière approfondie la compatibilité du MACF avec les règles et réglementations de l'OMC et à veiller à ce qu'aucun mécanisme ne crée d'obstacles au commerce.

22.53. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

⁷ Document [G/C/M/145](#), paragraphes 19.49 à 19.53.

22.54. En ce qui concerne le MACF de l'Union européenne, entré en vigueur en mai de cette année, le Japon croit savoir qu'il a été présenté comme faisant partie des mesures de lutte contre le changement climatique de l'UE. Nous continuons d'insister sur le fait que cette initiative ne devrait pas entrer en contradiction avec les efforts de réduction des émissions déployés à l'échelle mondiale, et non pas seulement à l'intérieur de l'UE.

22.55. Le changement climatique est un enjeu des plus importants. Les pays doivent revoir à la hausse leurs ambitions et redoubler d'efforts pour que la neutralité carbone soit atteinte au niveau planétaire d'ici à 2050, tout en garantissant des conditions de concurrence équitables et en empêchant les fuites de carbone. Par conséquent, la coordination des politiques est importante pour la fabrication et la commercialisation de produits à faible intensité en carbone.

22.56. S'agissant de l'examen de la coordination des politiques, chaque pays a par le passé déployé des efforts de réduction selon sa situation particulière, en fonction par exemple de ses contraintes liées aux sources d'énergie et de son environnement industriel, et il faudrait en principe mettre l'accent sur l'"intensité de carbone" en tant que "résultat" de ces efforts de réduction. En d'autres termes, la basse "intensité de carbone" d'un pays ou d'un secteur résulterait de l'adoption, dans le pays ou secteur, de mesures suffisantes grâce auxquelles aucun problème ne se présenterait au regard de l'égalité des conditions de concurrence ou des fuites de carbone. À cet égard, le MACF de l'Union européenne a, à ce stade, pour objet d'appliquer une imposition à la frontière sur la base du niveau d'une mesure spécifique, telle qu'un prix explicite du carbone. En l'occurrence, à supposer que le produit ait la même intensité de carbone effective et ne cause pas de fuite de carbone, il serait frappé d'une imposition du fait qu'il existerait une différence notable au niveau du prix du carbone.

22.57. À ce propos, l'objectif environnemental ne peut en lui-même se justifier du point de vue de la prévention des fuites de carbone; il faut en revanche consacrer une attention suffisante à l'objectif d'assurer des conditions équitables de concurrence. Outre les problèmes de conception institutionnelle susmentionnés, il est indispensable que cette mesure soit conçue d'une manière qui soit compatible avec les règles de l'OMC, comme cela a été indiqué à plusieurs reprises.

22.58. Ayant noté que le MACF de l'UE a fait l'objet d'un accord provisoire entre les États membres de l'UE à la fin de l'année dernière, nous voudrions demander à l'UE de consulter suffisamment les Membres de l'OMC en tenant une réunion d'experts sur les méthodes de mesure des émissions de CO₂ des produits. Nous espérons que l'UE n'introduira pas le MACF sans s'être assurée au préalable qu'il sera suffisamment compris à l'international, faute de quoi, cela pourrait donner lieu à des différends commerciaux internationaux.

22.59. Nous sommes également préoccupés par le fait que le projet de règlement concernant l'application du MACF pendant la période de transition n'a été publié qu'en juin de cette année, ce qui ne laisse pas assez de temps pour se préparer avant son entrée en application en octobre, alors qu'il impose aux entreprises de nouvelles obligations déclaratives. Nous appelons l'Union européenne à discuter de manière approfondie avec chaque Membre, y compris dans le cadre d'une réunion d'experts sur les méthodes de mesure des émissions de CO₂ des produits, afin de ne pas imposer d'obstacle excessif au commerce et d'éviter d'adopter le MACF sans qu'il soit suffisamment compris à l'international, faute de quoi cela pourrait donner lieu à des différends commerciaux avec d'autres pays.

22.60. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

22.61. S'agissant du MACF de l'Union européenne, tout en soulignant qu'il importe qu'elle établisse ses actes d'exécution et actes délégués d'une manière compatible avec les règles de l'OMC, la République de Corée demande à l'UE de tenir compte de l'importance de reconnaître la validité de la méthode de calcul des émissions de chaque Membre, parallèlement à la méthode propre à l'UE. En particulier, la Corée pense qu'il est capital de comparer les obligations déclaratives effectivement imposées au titre du MACF et celles imposées dans le cadre du SEQE-UE, afin de les ajuster et de parvenir à une parité proportionnelle.

22.62. La République de Corée croit savoir que le projet de règlement actuel de l'Union européenne autorise les calculs des autres Membres jusqu'à la fin de 2024, à condition que la couverture et l'exactitude des données soient semblables à celles de l'UE. Nous pensons que cette approche devrait

être conservée au-delà de l'échéance susmentionnée. La République de Corée est disposée à poursuivre le dialogue avec l'Union européenne pour apporter une réponse constructive à ces questions.

22.63. La déléguée l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

22.64. Lors de précédentes réunions, l'Union européenne a eu l'occasion de présenter aux Membres la proposition, ses objectifs et son interaction avec d'autres politiques de l'UE visant à parvenir à la durabilité environnementale et à la neutralité carbone. Nous avons fait preuve de transparence tout au long du processus d'élaboration. Nous maintiendrons le dialogue, maintenant que le MACF va entrer dans la période transitoire. Plus récemment, pendant la Semaine du commerce et de l'environnement de l'OMC et précisément le 14 juin, l'UE a fait une présentation technique du MACF et a répondu à de nombreuses questions techniques sur cette mesure. Les Membres ayant montré un grand intérêt, nous poursuivrons le dialogue avec les partenaires au sein de l'OMC en plus de nos échanges bilatéraux. Le MACF sera introduit progressivement, entre octobre 2023 et la fin de 2025. Pendant cette période transitoire, seules les obligations déclaratives prévues au titre du Règlement s'appliqueront.

22.65. À cet égard, l'Union européenne a distribué au Comité du commerce et de l'environnement une communication informant les Membres que l'UE avait publié le 13 juin 2023 le texte du Règlement d'exécution sur les obligations déclaratives applicables pendant la période de transition du MACF. La Commission européenne invite à laisser des commentaires sur sa page Web "Donnez votre avis". La période prévue à cet effet court jusqu'au 11 juillet 2023.

22.66. Les avis reçus dans le cadre de la consultation seront pris en considération pour finaliser ce Règlement d'exécution relatif aux obligations de déclaration pendant la période transitoire du MACF. Les avis reçus seront également publiés sur le site web "Donnez votre avis" de la Commission européenne. Le Règlement d'exécution sera finalisé à la fin du mois de juillet après consultation du Comité MACF. Ce comité adoptera un acte d'exécution relatif aux renseignements à communiquer pendant la période transitoire du MACF, du 1^{er} octobre 2023 au 31 décembre 2025. Nous invitons tous les Membres intéressés à participer à cette consultation d'ici au 11 juillet.

22.67. L'Union européenne déploiera par ailleurs une campagne d'information sur le MACF. Cette campagne proposera des séminaires en ligne, des événements physiques, la distribution de documents d'orientation et une assistance directe, dans le but d'aider les opérateurs des pays tiers et les importateurs à destination de l'UE à s'acquitter de toutes les nouvelles obligations imposées par le Règlement MACF et par le droit dérivé. Les délégations de l'UE du monde entier participeront. La période transitoire comprendra de vastes consultations des parties prenantes, y compris des partenaires internationaux, afin de renforcer notre compréhension mutuelle de l'instrument.

22.68. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

22.69. Le Conseil en est ainsi convenu.

23 AUSTRALIE – PROHIBITION DISCRIMINATOIRE CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

23.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

23.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

23.3. Nous continuons à exprimer notre préoccupation concernant les restrictions australiennes visant les équipements 5G des entreprises chinoises en question. À ce jour, l'Australie n'a pas fourni de justification raisonnable sur ces mesures. Nous estimons que ces mesures discriminatoires sont incompatibles avec les règles de l'OMC. Nous exhortons l'Australie à mettre ses mesures en conformité avec les règles de l'OMC et à offrir un environnement équitable, transparent et non discriminatoire permettant aux entreprises chinoises d'exercer leurs activités dans le pays.

23.4. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

23.5. L'Australie prend note de la déclaration de la Chine. Depuis que la Chine a soulevé cette question pour la première fois à l'OMC, à la fin de 2018, l'Australie a engagé un dialogue constructif avec elle pour expliquer la raison d'être de sa position sur les réseaux 5G. Comme l'Australie l'a indiqué précédemment, sa position sur les réseaux 5G est sans rapport avec les pays, transparente, fondée sur les risques, non discriminatoire et pleinement compatible avec les règles de l'OMC. Elle fait également observer que d'autres Membres de l'OMC ont pris des décisions analogues dans leur intérêt national concernant l'équipement des réseaux 5G nationaux.

23.6. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

23.7. Le Conseil en est ainsi convenu.

24 MEXIQUE: PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ À LA NORME OFFICIELLE MEXICAINE NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018. "FROMAGES – DÉNOMINATION, SPÉCIFICATIONS, INFORMATION COMMERCIALE ET MÉTHODES D'ESSAI, PUBLIÉE LE 31 JANVIER 2019 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

24.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

24.2. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

24.3. Les États-Unis restent très préoccupés par la mesure révisée. Le Mexique pourrait-il indiquer quand il répondra aux observations des Membres de l'OMC? Pourrait-il également faire le point sur l'état d'avancement de cette mesure et fournir une estimation de la date à laquelle la mesure révisée sera notifiée à l'OMC?

24.4. Les États-Unis sont préoccupés par le fait que cette mesure puisse entrer en contradiction avec la reformulation en cours de la norme sur les fromages correspondante. Comment le Mexique harmonisera-t-il sa mise à jour de la norme NOM-223 sur le fromage avec la procédure d'évaluation de la conformité (PEC) des fromages de la NOM-223 notifiée à l'OMC le 8 février 2022? Le Mexique a-t-il envisagé d'étendre son éventuel calendrier de mise en œuvre de la mesure à une période de 12 mois ou plus? Si le Mexique procède à la mise en œuvre de la mesure actuelle, les États-Unis (gouvernement et branche de production) auront besoin d'au moins un an pour mettre en place des systèmes de mise en conformité.

24.5. Les États-Unis demandent instamment au Mexique de reporter *sine die* la mise en œuvre de la mesure et d'envisager des solutions de rechange moins restrictives pour le commerce, comme cela a été proposé précédemment par le gouvernement des États-Unis, d'autres Membres de l'OMC et les parties prenantes du secteur.

24.6. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

24.7. La Nouvelle-Zélande a examiné la réponse communiquée par le Mexique sur cette question à la précédente réunion du CCM en avril et à la récente réunion du Comité OTC. Toutefois, nous restons préoccupés par le fait que les procédures d'évaluation de la conformité que le Mexique a établies pour le fromage dans le cadre de la norme NOM-223 sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire, certains aspects de la procédure causant des difficultés aux exportateurs néo-zélandais et étant susceptibles de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Nous soutenons la demande faite au Mexique d'envisager des solutions de rechange moins restrictives pour le commerce. Nous attendons avec intérêt une réponse du Mexique aux préoccupations soulevées, ainsi que des renseignements actualisés sur l'état d'avancement de toute version révisée de la procédure d'évaluation de la conformité.

24.8. La déléguée du Mexique a indiqué ce qui suit:

24.9. En ce qui concerne la procédure d'évaluation de la conformité à la norme NOM-223 de 2018 du Ministère de l'agriculture, de l'élevage, du développement rural, de la pêche et de l'alimentation (SAGARPA), le Mexique souhaite rappeler que les autorités réglementaires compétentes sont toujours en train d'examiner les 174 observations formulées par des acteurs nationaux et étrangers qui ont été reçues au cours de la période des consultations. Le gouvernement du Mexique sera en

mesure d'informer les délégations qui ont soulevé cette question, ainsi que tous les Membres de l'OMC, une fois la période d'examen terminée. Nous assurons aux Membres que ce processus continuera d'être mené dans le respect le plus strict des obligations de l'Accord OTC et de ses corollaires dans les accords de libre-échange (ALE) auxquels le Mexique est partie.

24.10. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

24.11. Le Conseil en est ainsi convenu.

25 INDE – POLITIQUES RELATIVES À L'IMPORTATION DE PNEUMATIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA, L'INDONÉSIE, LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU, LA THAÏLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE

25.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Canada, de l'Indonésie, du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, de la Thaïlande et de l'Union européenne.

25.2. Le délégué du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

25.3. Le Taipei chinois souhaite appeler à nouveau l'attention de l'Inde sur sa notification n° 12/2015-2020, qui a modifié la politique d'importation de l'Inde concernant les pneumatiques neufs, laquelle est passé de "libre" à "restreint". Nous continuons à déplorer que les préoccupations des Membres n'aient pas été prises en compte de manière appropriée. Selon les statistiques du Ministère indien du commerce et de l'industrie, la quantité de nos exportations de pneumatiques à destination de l'Inde de 2020 à 2022 a fortement diminué, soit de 50% par rapport aux exportations en 2019. Dans le même temps, selon l'Automotive Tyre Manufacture Association, (Association des fabricants de pneumatiques pour véhicules à moteur) (ATMA) de l'Inde, les exportations indiennes de pneumatiques à destination du marché mondial ont bondi de 70%. Ces chiffres montrent que les pneumatiques indiens ont bénéficié de l'absence de restrictions sur les marchés d'autres Membres, alors que les producteurs de pneumatiques d'autres Membres de l'OMC doivent faire face à des obstacles accrus au commerce pour accéder au marché indien.

25.4. Le problème central auquel il convient de s'attaquer est celui de la procédure d'octroi des licences d'importation. Nous prions instamment l'Inde de se conformer aux dispositions pertinentes de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation. Plus précisément, l'Inde est tenue de faire en sorte que ses exigences concernant les licences d'importation ne restreignent ni ne faussent les échanges commerciaux et de publier des renseignements complets sur ses procédures de demande de licence d'importation afin de garantir le niveau de transparence requis de sorte que les fabricants étrangers soient en mesure de comprendre les critères sur lesquels les licences peuvent être accordées et les motifs détaillés pour lesquels les demandes peuvent être rejetées.

25.5. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

25.6. L'Indonésie fait part de ses préoccupations à l'Inde, car elle n'a pas encore reçu de réponse satisfaisante de la part du gouvernement indien sur la question de l'interdiction des importations de pneumatiques. Les exportations de pneumatiques indonésiens vers l'Inde sont toujours entravées à l'heure actuelle. En fait, des pneumatiques importés d'Inde ont récemment fait leur entrée sur le marché indonésien. L'Indonésie demande à l'Inde de fournir davantage de renseignements sur trois points, à savoir la restriction à l'importation de pneumatiques qui peuvent être fabriqués localement en Inde, la perception d'une redevance en vue de l'utilisation du label de conformité indien (ISI) sur les produits pneumatiques exportés vers des pays tiers, et l'échantillonnage des conteneurs et emballages de pneumatiques importés.

25.7. Comme indiqué dans la notification de la Direction générale du commerce extérieur du Ministère indien du commerce et du commerce électronique, dans la Notification n° 12/2015-2020 du 12 juin 2020, le gouvernement de l'Inde a apporté des modifications à la politique d'importation des pneumatiques, qui est passée de "libre" à "restreint". L'Indonésie a appris que l'Inde a demandé aux importateurs de présenter des déclarations distinctes par courrier électronique concernant les restrictions de certains types et de certaines tailles de pneumatiques qui peuvent être produits localement en Inde. Toute violation de ces dispositions fera l'objet de sanctions pénales en vertu de la Loi FTDR de 1992. En outre, la politique d'importation de l'Inde est devenue encore plus stricte,

dans la mesure où chaque conteneur contenant des pneus importés doit faire l'objet d'un échantillonnage à des fins de contrôle par les douanes indiennes. Ensuite, les importateurs sont également tenus de satisfaire aux prescriptions en matière d'enregistrement des entrepôts où sont stockés les pneumatiques importés.

25.8. L'Indonésie estime que l'interdiction imposée sur les importations de pneumatiques est discriminatoire parce qu'elle ne s'applique qu'à un petit nombre de Membres de l'OMC qui sont susceptibles de représenter une menace pour les producteurs nationaux de pneumatiques indiens. Par conséquent, cette politique peut aller à l'encontre d'un des principes fondamentaux de l'OMC, à savoir le principe de non-discrimination. En outre, comme l'Inde est l'un des principaux producteurs de pneumatiques au monde et qu'elle peut mettre au point une grande variété de types et de tailles de pneumatiques, le règlement imposant une restriction sur les importations de pneumatiques indiens a *de facto* rendu plus difficile l'accès au marché indien des produits de pneumatiques indonésiens.

25.9. L'Indonésie demande également des éclaircissements à l'Inde au sujet de l'imposition d'une redevance de marquage sur les pneumatiques portant le label de conformité indien (ISI). L'imposition d'une redevance pour l'apposition du label ISI sur les pneumatiques qui seront exportés vers des pays tiers peut peser sur les acteurs économiques et créer des obstacles non nécessaires au commerce international.

25.10. L'importation de produits pneumatiques en Inde est une forme de procédures de licences non automatiques (licences d'importation non automatiques), qui est conforme à l'Accord sur les procédures de licences d'importation de l'OMC, selon la déclaration de l'Inde à la dernière réunion du CCM, tenue les 3 et 4 avril 2023. L'Indonésie a demandé à l'Inde de plus amples renseignements sur ce problème lors de la présente réunion du CCM.

25.11. Elle demande donc au gouvernement de l'Inde de fournir des précisions sur le champ d'application et le calendrier de la mise en œuvre de la politique de restriction des importations de pneumatiques, ainsi que des justifications supplémentaires concernant l'exécution de cette politique.

25.12. L'Indonésie a également demandé à l'Inde de revoir immédiatement ses restrictions à l'importation de produits de pneumatiques pour faire en sorte qu'elle respecte les principes de transparence et de non-discrimination de l'OMC, ainsi que l'élimination générale des restrictions quantitatives au titre des articles 2.1 et 2.2 de l'Accord OTC, des articles 3.2 et 3.3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et de l'article XI du GATT de 1994. L'Indonésie est également disposée à poursuivre les discussions avec l'Inde afin de résoudre ce problème dans le cadre d'un certain nombre de forums internationaux potentiels, y compris au niveau bilatéral.

25.13. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

25.14. L'Union européenne fait de nouveau part de ses inquiétudes au sujet de la question de longue date de la politique de l'Inde en matière d'importation de pneumatiques. Nous avons expliqué notre position à de multiples reprises dans divers organes de l'OMC, y compris ce conseil, le Comité de l'accès aux marchés, le Comité OTC, le Comité des licences d'importation et le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce. Les parties prenantes dans l'Union européenne continuent de subir les effets négatifs découlant de cette mesure. L'UE continue d'exhorter l'Inde à revoir et à éliminer toute restriction quantitative ou autre, implicite ou explicite, à l'importation de pneumatiques de remplacement, car ces restrictions sont contraires aux règles de l'OMC.

25.15. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

25.16. La Thaïlande estime nécessaire de porter une fois de plus à l'attention du Conseil ses préoccupations au sujet des politiques de l'Inde relatives à l'importation de pneumatiques, après l'avoir fait à de nombreuses reprises au sein de divers organes de l'OMC, sans qu'aucun progrès n'ait été réalisé. Cela dit, nous tenons à remercier l'Inde pour les renseignements concernant le nombre de licences accordées pour les pneus thaïlandais depuis 2019. Nous apprécions également le dialogue avec le pays lors des consultations bilatérales que nous avons tenues le 16 juin 2023.

25.17. Les exportations de pneumatiques de la Thaïlande vers l'Inde souffrent toujours de cette restriction à l'importation et continuent de baisser, reculant de 55% au premier trimestre 2023 par rapport à la même période en 2022, et de 80% par rapport à la même période en 2019, avant que cette restriction à l'importation ne soit mise en œuvre. Globalement, les importations totales de

pneus de voiture de l'Inde en provenance du monde entier ont diminué de 70% en volume pour le premier trimestre 2023 par rapport à la même période en 2022. Nous nous demandons jusqu'à quel point ces chiffres d'importation diminueront avant que l'Inde ne cesse d'appliquer cette mesure.

25.18. Malgré les renseignements que l'Inde nous a communiqués sur le nombre de licences accordées pour les pneus thaïlandais, nous regrettons de devoir dire qu'elle ne nous a pas encore fourni de renseignements sur l'administration des restrictions, y compris le délai ou la période d'examen des demandes, et sur la répartition de ces licences entre les pays fournisseurs. Nous demandons instamment à l'Inde de nous fournir sans délai les renseignements susmentionnés.

25.19. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

25.20. Le Canada tient à réitérer ses préoccupations concernant le régime de licences d'importation non automatiques de l'Inde, qui impose dans les faits des contingents pour les importations de pneumatiques. Ces préoccupations ont déjà été exprimées par un certain nombre de Membres, y compris le Canada, dans divers organes de l'OMC, y compris le Conseil. Le Canada demande une fois de plus à l'Inde d'éliminer cette restriction quantitative à l'importation conformément à ses obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

25.21. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

25.22. L'Inde souhaite remercier les différents Membres pour l'intérêt qu'ils continuent de manifester pour cette question. Nous aimerions également renvoyer à la réponse que nous avons donnée lors des précédentes réunions du Conseil du commerce des marchandises, du Comité de l'accès aux marchés et du Comité des licences d'importation. La délégation de mon pays tient à souligner à nouveau que ses prescriptions en matière de licences non automatiques pour les pneumatiques sont administrées d'une manière conforme aux règles de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, y compris en ce qui concerne les délais d'octroi des licences d'importation. Nous dialoguons bilatéralement avec les Membres concernés, y compris en fournissant des informations et des données sur les demandes reçues et les licences accordées.

25.23. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

25.24. Le Conseil en est ainsi convenu.

26 INDE – MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ AU MOYEN D'ORDONNANCES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DANS DIVERS SECTEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA ET L'UNION EUROPÉENNE

26.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Canada et de l'Union européenne.

26.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

26.3. L'Union européenne est profondément préoccupée par le nombre croissant d'ordonnances en matière de contrôle de la qualité publiées par l'Inde. Depuis 2019, plus de 100 ordonnances de contrôle de la qualité ont été notifiées par l'Inde au Comité OTC, et plus de la moitié d'entre elles ont fait l'objet de préoccupations commerciales spécifiques soulevées par des Membres de l'OMC. L'UE n'a cessé de soulever la question des ordonnances de contrôle de la qualité, en particulier en ce qui concerne les jouets, les pièces automobiles dont les pneumatiques, les substances chimiques et pétrochimiques et l'acier. Il semble que la majorité des ordonnances introduites aient une orientation protectionniste et suscitent des questions quant à leur conformité avec l'Accord OTC. L'UE est particulièrement préoccupée par la tendance visible à l'adoption d'ordonnances sur le contrôle de la qualité qui prescrivent l'utilisation des normes propres à l'Inde alors que des normes internationales existent déjà.

26.4. En outre, les ordonnances de contrôle de la qualité rendent obligatoires des procédures d'évaluation de la conformité qui sont plus restrictives qu'il n'est nécessaire pour réaliser leur objectif légitime. Elles entraînent une charge et un coût économique supplémentaires pour les parties prenantes de l'UE en raison de procédures inutilement fastidieuses, y compris des inspections d'usines obligatoires par des fonctionnaires du Bureau indien de normalisation (BIS) et des essais

dans des laboratoires indiens en vue d'obtenir les permissions ou licences nécessaires pour des produits déjà testés et certifiés conformément aux normes et systèmes internationaux établis. Il n'est pas prévu de processus simplifié qui s'appuierait sur un certificat déjà octroyé par un organisme international. L'UE souhaiterait également rappeler la nécessité de dûment notifier toutes ces mesures, selon qu'il conviendra, notamment au titre de l'Accord OTC.

26.5. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

26.6. Le Canada demeure préoccupé par les ordonnances en matière de contrôle de la qualité publiées par l'Inde dans divers secteurs. Comme indiqué dans d'autres instances, par exemple le Comité des obstacles techniques au commerce, le Canada s'inquiète des objectifs de ces ordonnances, des processus de notification et des questions systémiques dans ce cadre. Nous espérons que l'Inde pourra véritablement examiner ces préoccupations et répondre aux questions posées par de nombreux Membres, dont le Canada. Nous encourageons vivement l'Inde à garantir que l'application de ces ordonnances de contrôle de la qualité soit conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

26.7. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

26.8. Le Japon soutient les observations formulées par l'UE et le Canada concernant les ordonnances en matière de contrôle de la qualité de l'Inde. Même si ces ordonnances prévoient que le Bureau indien de normalisation (BIS) effectue des inspections d'usines à l'étranger, le Japon demande que les ordonnances de contrôle de la qualité ne soient pas plus restrictives pour le commerce que nécessaire, conformément aux articles 2.2 et 5.1.2 de l'Accord OTC. En outre, nous demandons que ces ordonnances soient conformes à l'Accord OTC, par exemple que des normes internationales soient utilisées comme base pour les ordonnances en matière de contrôle de la qualité, conformément aux articles 2.4 et 5.4 de l'Accord OTC, et qu'un délai suffisant soit ménagé avant l'application des ordonnances, conformément aux articles 2.12 et 5.9 de l'Accord OTC. Le Japon demande à l'Inde de veiller à ce que les ordonnances soient conformes à l'Accord OTC.

26.9. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

26.10. Nous remercions l'Union européenne et le Canada d'avoir soulevé cette question. Le Royaume-Uni est également préoccupé par la quantité d'ordonnances adoptées par l'Inde, qui portent sur un certain nombre de produits et qui semblent plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre les objectifs légitimes de l'Inde. Nous avons notamment soulevé, dans le cadre du Comité OTC, des préoccupations au sujet des réglementations de l'Inde sur les chaussures et nous remercions l'Inde pour le dialogue bilatéral dans ce domaine. Nous encouragerions l'Inde à garantir que ses réglementations en vigueur et à venir soient conformes aux normes internationales lorsqu'il en existe afin de prévenir tout effet défavorable sur les entreprises étrangères et sur le commerce.

26.11. Nous espérons poursuivre notre dialogue avec l'Inde sur cette question dans l'ensemble des instances de l'OMC.

26.12. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

26.13. Conformément à l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC), l'Inde est attachée à la facilitation du commerce international tout en prenant des mesures pour garantir la qualité des produits et la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux, la préservation des végétaux et la protection de l'environnement, et pour empêcher les pratiques trompeuses, entre autres objectifs. Les ordonnances en matière de contrôle de la qualité émises par l'Inde constituent un pas dans cette direction pour garantir la qualité des produits, la santé et la sécurité publiques et la protection des consommateurs.

26.14. L'Inde note l'importance d'une période de transition adéquate pour les branches de production. Elle est sensible aux préoccupations des branches de production et des consommateurs. Lorsque cela est approprié, elle proroge les délais de mise en œuvre des ordonnances en matière de contrôle de la qualité dans certains cas. Elle œuvre en permanence à la facilitation des échanges et à la préservation des intérêts des consommateurs. Pour atteindre ces objectifs, des mesures ont été instituées pour fournir des solutions de rechange à l'étiquetage physique traditionnel de certains produits.

26.15. La plupart des normes formulées par le du Bureau indien de normalisation (BIS), qui est l'organisme responsable de la formulation des normes en Inde, sont basées sur des normes internationales et les variations mineures qui peuvent exister sont dues aux conditions climatiques ou environnementales spécifiques et au développement technologique du pays. Le BIS procède également à un examen régulier des normes afin de s'assurer qu'elles ne deviennent pas redondantes. L'Accord OTC reconnaît le droit d'une partie d'adopter des normes internationales en fonction de leur pertinence ou de leur efficacité pour la partie concernée.

26.16. L'Inde reconnaît que si certaines juridictions autorisent les audits virtuels pour les systèmes de gestion, l'adoption généralisée de ces audits aux fins d'évaluation des produits reste limitée. Elle pratique également des audits virtuels des systèmes de gestion, ce qui atteste de son attachement à l'efficacité des méthodes d'évaluation. En outre, l'Inde traite activement toutes les demandes de licences ou d'inspection présentées par des fabricants étrangers.

26.17. Au mois de mars, elle a également accueilli un atelier national sur les questions liées aux OTC, dirigé par des membres éminents du Secrétariat de l'OMC. Nous avons également invité un expert en la matière venu des États-Unis en vue d'échanges avec nos régulateurs et nos fonctionnaires. Nous avons fourni des réponses détaillées aux préoccupations commerciales spécifiques (PCS) soulevées dans le cadre du Comité OTC au sujet de nos ordonnances en matière de contrôle de la qualité et de notifications OTC. En outre, nous poursuivons bilatéralement le dialogue avec les Membres qui soulèvent ces PCS.

26.18. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

26.19. Le Conseil en est ainsi convenu.

27 INDONÉSIE – POLITIQUES ET PRATIQUES AYANT DES EFFETS DE RESTRICTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE

27.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union européenne.

27.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

27.3. L'Union européenne regrette que, une fois de plus, le Conseil du commerce des marchandises doive se pencher sur les politiques et pratiques restrictives de l'Indonésie en matière d'importation et d'exportation. Ce point est inscrit à l'ordre du jour de ce conseil depuis plusieurs années maintenant, et malgré les vives préoccupations exprimées à plusieurs reprises par l'Union européenne, comme beaucoup d'autres Membres de l'OMC – il est inquiétant de constater qu'aucun progrès véritable n'a pu être enregistré. En fait, le nombre et la portée des restrictions indonésiennes a continué d'augmenter à mesure que le temps passe, ce qui a des répercussions négatives sur les flux commerciaux.

27.4. Nous avons pris bonne note des observations formulées par la délégation de l'Indonésie à la dernière réunion de ce conseil indiquant l'intention du pays de se conformer aux engagements qu'elle a souscrits dans le cadre de l'OMC, y compris en particulier ceux relatifs aux principes de transparence et de non-discrimination. Nous avons également soulevé cette question dans le cadre de contacts bilatéraux établis au cours des derniers mois. Cependant, nous n'avons malheureusement pas encore constaté de changements dans ce sens dans les politiques ou les pratiques de l'Indonésie, et nos opérateurs continuent à faire face à un environnement commercial de plus en plus restrictif.

27.5. En particulier, l'UE réaffirme qu'elle est gravement préoccupée par les nombreuses questions qu'elle a déjà soulevées à maintes reprises: la lourdeur et la longueur des procédures indonésiennes d'autorisation d'importation dans le domaine relatif aux mesures SPS, la complexité des règles et l'absence de procédures de certification pragmatiques du pays en matière d'étiquetage halal, son exigence d'utilisation des normes nationales indonésiennes (SNI) divergeant des normes internationales pour des produits de plus en plus nombreux, ses prescriptions plus larges relatives à la teneur en éléments locaux et ses prescriptions restrictives en matière de licences d'importation ou d'autres mesures de contrôle des importations, ainsi que les interdictions d'exportations.

27.6. Au-delà des préoccupations que nous continuons de soulever concernant le système de balance-matières (point 36 de l'ordre du jour), l'Union européenne prend également note de la mise en place d'un nouveau régime d'exportation en vertu du Règlement n° 18/2021, qui semble étendre considérablement la gamme des marchandises soumises à des prohibitions à l'exportation (de 39 à 275 positions tarifaires), créant des obstacles supplémentaires aux flux commerciaux et soulevant des doutes quant à la question de savoir s'il respecte les obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

27.7. L'Union européenne demande à nouveau à l'Indonésie de s'attaquer aux nombreux obstacles commerciaux qui préoccupent ses partenaires commerciaux et de notifier toutes les mesures pertinentes à l'OMC.

27.8. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

27.9. La Nouvelle-Zélande se fait l'écho des préoccupations exprimées par l'Union européenne, le Japon et d'autres Membres lors des précédentes réunions du CCM. Nous avons examiné la réponse de l'Indonésie à ce sujet. Toutefois, la Nouvelle-Zélande continue de soulever cette question au sein du CCM, car elle estime que les restrictions de l'Indonésie visant les importations de produits agricoles continuent de saper des principes fondamentaux de l'OMC. Les changements fréquents apportés aux prescriptions en matière d'importation réduisent la certitude commerciale, ce qui menace les rendements des entreprises et peut entraîner une augmentation des coûts. De plus, dans le secteur des produits alimentaires et des boissons, cette incertitude contribue également à l'augmentation actuelle des prix des denrées alimentaires, qui peut avoir un effet particulièrement négatif sur les personnes à faibles revenus.

27.10. La Nouvelle-Zélande souhaite réitérer les préoccupations et les demandes ci-après:

27.11. La Nouvelle-Zélande reste préoccupée par les délais irréguliers et la délivrance incohérente des licences d'importation. L'incertitude liée à la délivrance des licences d'importation est en train de créer d'importants problèmes d'accès aux marchés pour les partenaires commerciaux. Nous demandons à l'Indonésie d'apporter des précisions sur les délais de délivrance des recommandations à l'importation des produits qui ne sont pas actuellement visés par le mécanisme, et sur la manière dont les volumes d'importation sont calculés et alloués aux importateurs. La Nouvelle-Zélande demande également à l'Indonésie de fournir aux partenaires commerciaux de plus amples renseignements sur son mécanisme de balance-matières, y compris la manière dont il est calculé et les mesures que prend le pays pour rendre le mécanisme plus transparent.

27.12. La Nouvelle-Zélande se félicite que l'un des objectifs déclarés du Règlement présidentiel n° 32/2022 relatif au système de balance-matières est d'améliorer le processus de délivrance des licences d'importation et de faciliter l'accès des entreprises aux importations. Toutefois, nous notons que le Règlement semble susceptible d'accroître la complexité, car il permet d'appliquer des restrictions à l'importation lorsqu'il est déterminé que l'offre intérieure est suffisante pour répondre à la demande projetée. Les modalités du système de balance-matières et de licences d'importation n'ont pas encore été fournies, ce qui s'ajoute à l'incertitude des conditions d'importation.

27.13. Enfin, la Nouvelle-Zélande se félicite des observations formulées par l'Indonésie à la réunion du Conseil de juillet 2022, selon lesquelles, "en principe, l'Indonésie n'a aucune intention d'entraver le cours du commerce international au moyen de ses politiques d'importation et d'exportation"; "l'Indonésie recherche toujours la simplification, la transparence et l'efficacité pour faciliter les exportations et les importations"; et "l'Indonésie est prête à dialoguer de manière bilatérale avec les Membres de l'OMC au sujet de leurs préoccupations". Nous nous associons à d'autres Membres pour demander à l'Indonésie de redoubler d'efforts pour répondre à ces préoccupations de longue date concernant les politiques du pays ayant des effets de restriction des importations et leur incidence sur le commerce des produits agricoles.

27.14. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

27.15. Lors des réunions précédentes du CCM et du Comité des MIC, le Japon a continuellement exprimé ses préoccupations quant à diverses mesures de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux mises en œuvre par l'Indonésie concernant les équipements 4G LTE, les équipements de télévision et les produits de l'industrie de la vente au détail, et à la compatibilité de ces mesures avec les Accords de l'OMC.

27.16. Le gouvernement indonésien a mis en place des restrictions à l'importation et à l'exportation de produits sidérurgiques, de produits textiles et de climatiseurs, entre autres. En mai 2022, le gouvernement indonésien a annoncé qu'il allait mettre en place le "Neraca Komoditas" (système de balance-matières) pour ces produits à partir de 2023, en s'appuyant sur le Décret ministériel n° 25 de 2022 du Ministre du commerce. Les préoccupations du Japon concernant le système de balance-matières, comme nous l'aborderons au point 36 de l'ordre du jour, est qu'il porte atteinte à l'article XI:1 du GATT (élimination des restrictions quantitatives), à l'article X du GATT de 1994 (publication des règlements relatifs au commerce) et aux dispositions de l'Accord sur les licences d'importation, et nous demandons que la situation soit résolue dès que possible. En particulier, des importations de produits sidérurgiques sont actuellement suspendues, ce qui a un impact sérieux sur le Japon.

27.17. De plus, en ce qui concerne les produits textiles, des mesures de sauvegarde visant les tapis ont été mis en place le 17 février 2021. Il existe deux problèmes majeurs: d'une part, le droit de douane peut atteindre 150 à 200% en termes de conversion en taxe *ad valorem* et, d'autre part, le droit de douane a été mis en place dans une situation où les importations de tapis ont chuté drastiquement. À la réunion du Comité des sauvegardes tenue en mai 2023, il a été déclaré que "les mesures sont légitimes, bien que temporaires, et sont exceptionnellement nécessaires pour réparer le préjudice grave subi par la branche de production nationale". Étant donné que les problèmes susmentionnés n'ont pas été réglés et que les effets des restrictions à l'importation ne changent pas, le Japon demande d'éliminer dès que possible ces mesures.

27.18. Le Japon s'inquiète de l'augmentation des mesures de restriction du commerce de l'Indonésie, qu'il considère comme incompatibles avec les Accords de l'OMC, et nous aimerions demander au pays une explication concrète concernant le contexte de l'introduction de ces systèmes et leur compatibilité avec les Accords de l'OMC. En particulier, le Japon a adressé des questions écrites au Comité des licences d'importation et au Comité des MIC sur trois mesures: le règlement d'importation sur les climatiseurs, les licences d'importation pour l'acier et le règlement d'importation pour les textiles. Nous attendons une réponse rapide de l'Indonésie. Nous espérons que les règlements d'importation sur les climatiseurs seront appliqués de manière à ne pas entrer dans la catégorie des restrictions à l'importation, que ses normes et procédures de licences seront stipulées de manière plus transparente et que ses autres mesures seront corrigées ou supprimées dès que possible.

27.19. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

27.20. La Suisse partage les préoccupations déjà exprimées par d'autres délégations. D'après les observations de nos exportateurs, l'importation de produits laitiers en Indonésie connaît régulièrement des retards ou des blocages incompréhensibles. Depuis la dernière réunion du CCM en avril, nous aimerions rappeler à l'Indonésie que nous attendons toujours des renseignements spécifiques supplémentaires sur son système d'importation actuel. Nous réitérons notre demande de précisions sur la manière dont les licences d'importation sont délivrées et les raisons possibles pour lesquelles nos exportateurs rencontrent ces difficultés. La Suisse est prête à mener des échanges bilatéraux avec l'Indonésie dans un avenir proche.

27.21. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

27.22. Comme nous l'avons indiqué en avril lors de notre intervention, nous souhaitons saisir cette occasion pour souligner à nouveau nos préoccupations concernant les politiques et pratiques de l'Indonésie ayant des effets de restriction des importations et des exportations. Les États-Unis ont fait état de préoccupations liées à des politiques indonésiennes spécifiques lors de réunions antérieures du Conseil, ainsi que du Comité des MIC, du Comité OTC, du Comité de l'ATI et du Comité de l'accès aux marchés.

27.23. Tout d'abord, nous demandons de nouveau à l'Indonésie de fournir au Conseil des renseignements actualisés sur les examens de ses politiques relatives à la teneur en éléments locaux, qu'elle a commencés il y a déjà un certain temps. Nous soulignons l'importance de s'assurer que les consultations menées par le pays permettent une large participation du public.

27.24. Deuxièmement, nous restons préoccupés par les droits de douane que l'Indonésie continue d'appliquer sur plusieurs produits des TIC et qui semblent excéder ses engagements tarifaires consolidés dans le cadre de l'OMC. Nous avons soulevé cette question auprès de l'Indonésie au niveau bilatéral et dans le cadre de plusieurs comités de l'OMC au cours des quatre dernières années,

sans toutefois obtenir de réponse de fond à nos préoccupations. Nous exhortons l'Indonésie à collaborer de manière constructive sur cette question et à répondre enfin à ces préoccupations de longue date afin de garantir l'intégrité de ses engagements en matière d'accès au marché.

27.25. Troisièmement, nous nous inquiétons de constater que l'Indonésie continue d'établir la version finale de mesures liées au commerce sans que les parties prenantes aient eu suffisamment de possibilités d'apporter leur contribution. L'Indonésie a l'habitude de mettre en œuvre des mesures liées à sa loi sur la garantie des produits halal sans notification suffisante et avec peu de possibilités de participation du public, voire aucune. Ces mesures pourraient avoir une incidence sur une grande part du commerce mondial de marchandises avec l'Indonésie, y compris les exportations des États-Unis. En établissant la version finale de mesures de cette manière, l'Indonésie laisse passer l'occasion de recevoir de précieux commentaires de la part des parties prenantes concernant l'effet de ses mesures sur le commerce.

27.26. En outre, le fait que l'Indonésie n'a pas encore répondu aux questions importantes sur ses mesures halal que les États-Unis avaient distribuées au Comité OTC continue de nous préoccuper.

27.27. À l'avenir, nous encourageons vivement l'Indonésie à être plus transparente et à faire une place plus large à la consultation lors de l'élaboration de ses politiques, et à réexaminer ses politiques restrictives pour le commerce, ce qui contribuera à ses objectifs économiques plus larges et aux intérêts de ses consommateurs, de ses travailleurs et de ses entreprises.

27.28. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

27.29. À l'instar des États-Unis qui ont fait part de préoccupations au sujet des produits des TIC, le Canada a également soulevé cette question dans le cadre du Comité de l'ATI. En particulier, le Canada continue d'avoir des préoccupations systémiques au sujet de l'application par l'Indonésie de droits de douane supérieurs à ses taux consolidés sur ces produits. Le Canada demande à l'Indonésie de mettre en œuvre les mesures d'importation de manière transparente et prévisible, conformément aux dispositions pertinentes dans le cadre de l'OMC.

27.30. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

27.31. L'Indonésie remercie les Membres pour l'intérêt qu'ils continuent de porter aux politiques et pratiques d'importation et d'exportation de l'Indonésie. Elle réaffirme la position qu'elle a exprimée lors des précédentes réunions du CCM et du Comité des MIC concernant les préoccupations soulevées par l'Union européenne et le Japon au sujet du niveau des composants nationaux, selon laquelle ce critère vise les politiques relatives à la passation de marchés publics et les politiques destinées à répondre à la nécessité de préserver le bien-être et à pourvoir aux besoins fondamentaux de la population indonésienne, ou les politiques concernant les ressources stratégiques gérées par l'État. L'Indonésie procède actuellement à plusieurs examens de la politique concernée, et ces études sont toujours en cours. L'augmentation de la part des produits locaux dans les marchés publics, en particulier ceux du gouvernement central et des gouvernements provinciaux, est une priorité actuelle pour le gouvernement indonésien. L'Indonésie, en tant que destination pour les investissements et les exportations, est attachée à l'amélioration du climat des affaires par la rationalisation des règles et des procédures. S'agissant des préoccupations de l'Union européenne et du Japon au sujet du régime de licences d'importation pour les textiles, l'Indonésie a l'intention de répéter la déclaration qu'elle a faite précédemment au CCM, selon laquelle ces demandes sont actuellement effectuées par voie électronique et, lorsque tous les documents sont complets et appropriés, les licences sont traitées dans un délai relativement court, conformément à l'Accord sur les licences d'importation. Afin de respecter les obligations de l'Indonésie dans le cadre de l'Accord des MIC et d'autres règles de l'OMC, cet objectif est poursuivi dans le but d'aider les investisseurs et de renforcer l'économie indonésienne.

27.32. En réponse à des questions sur le régime de licences d'importation pour les produits électroniques et les climatiseurs japonais, l'Indonésie a précédemment déclaré que les principaux objectifs du règlement étaient d'améliorer le régime de licences et d'assurer l'administration de la supervision des importations de produits. Les demandes d'autorisation d'importation sont effectuées par voie électronique, conformément aux exigences en vigueur. Lorsque que tous les documents sont complets et exacts, l'approbation de l'importation sera effectuée rapidement et conformément à l'Accord sur les licences d'importation. L'Indonésie estime donc qu'il n'y a pas de restrictions à l'importation des produits de climatisation susmentionnés.

27.33. Comme l'Indonésie l'a déclaré lors des précédentes réunions du Comité des licences d'importation et du CCM, elle a l'intention de s'assurer que tous les produits en acier entrant sur le marché indonésien peuvent satisfaire aux normes, spécifications et exigences relatives aux aspects sanitaires et à la sécurité dans l'utilisation des produits en acier importés. Cela répond aux préoccupations concernant le régime de licences d'importation pour les produits en acier du Japon. En outre, l'Indonésie estime que la politique susmentionnée est conforme aux principes de transparence et de non-discrimination de l'OMC, ainsi qu'aux termes de l'Accord sur les licences d'importation, et qu'elle vise à restreindre les importations par le biais du régime de licences d'importation pour les produits en acier.

27.34. S'agissant des questions relatives au régime de licences d'importation pour les produits agricoles de la Nouvelle-Zélande, qui ont été fréquemment soulevées aux réunions de l'Organe de règlement des différends (ORD), l'Indonésie continue de réaffirmer sa détermination à suivre les recommandations et les décisions de l'ORD en abrogeant les procédures concernées.

27.35. L'Indonésie réaffirme la position qu'elle a exprimée lors de la précédente réunion du CCM et celle du Comité SPS concernant les préoccupations de l'Union européenne au sujet des procédures de licences d'importation liées aux normes SPS. Conformément aux articles 7 et 8 de l'Accord SPS, et pour prendre en compte les intérêts de l'UE, l'Indonésie a actualisé la politique de manière transparente, en fournissant des justifications et des renseignements sur les faits nouveaux en matière de politiques, des précisions sur les modifications et les progrès dans la mise en œuvre des politiques pour chaque État membre de l'UE. En outre, l'Indonésie a estimé que le prétendu retard injustifié invoqué par l'UE n'était plus pertinent puisque deux ans s'étaient écoulés. L'Indonésie a démontré son attachement au développement, à l'amélioration et à la transparence de ses processus d'approbation. Elle a démontré sa volonté d'avancer, de réformer et d'ouvrir ses processus d'approbation. Chaque État membre de l'UE a reçu une copie de la politique élaborée en préparation de la prochaine étape du processus d'approbation.

27.36. L'Indonésie a l'intention d'attirer l'attention sur les préoccupations antérieures concernant les mesures de sauvegarde visant les produits de tapis, soulevées par le Japon à la fois au CCM et lors de la dernière réunion en date du Comité des sauvegardes. Avant d'adopter des mesures ayant trait à la sécurité, elle suit toujours un protocole qui comprend des annonces et des consultations. Avant de prendre une décision, elle a soigneusement examiné toutes les questions soulevées par les parties intéressées. Cette action était nécessaire pour réparer le préjudice substantiel porté à la branche de production nationale. Selon l'Indonésie, l'ensemble du processus a été mené de manière objective, mesurable, transparente et conforme aux règles de l'OMC.

27.37. En substance, elle souhaite réaffirmer son attachement à respecter ses obligations au titre de tous les accords, règles et principes de l'OMC, en particulier les principes de transparence et de non-discrimination. En outre, l'Indonésie n'a jamais eu l'intention d'entraver les flux commerciaux internationaux par le biais de ses réglementations en matière d'importation et d'exportation, en particulier celles qui sont liées aux réglementations sur les marchés publics qui visent à garantir le bien-être et à pourvoir aux besoins fondamentaux de la population indonésienne.

27.38. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

27.39. Le Conseil en est ainsi convenu.

28 ÉTATS-UNIS – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE POMMES ET DE POIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

28.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

28.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

28.3. L'Union européenne réitère une fois de plus sa préoccupation bien connue puisque les États-Unis n'ont toujours pas réglé la question de cet obstacle injustifié. Cette préoccupation existe de longue date. Tout le travail scientifique nécessaire avait été effectué. Il y a plus de cinq ans, l'évaluation scientifique des États-Unis a conclu que les pommes et les poires en provenance de l'UE pouvaient être importées aux États-Unis en toute sécurité dans le cadre de l'approche "systémique

acceptée". Mais les États-Unis persistent à ne pas prendre la mesure purement administrative nécessaire pour débloquer la situation, à savoir la publication d'un avis final. Aucune question scientifique ne justifie un tel retard. Par conséquent, les États-Unis ne respectent pas les obligations leur incombant au titre de l'Accord SPS.

28.4. Lors de réunions précédentes, les États-Unis ont déclaré que leur marché était déjà ouvert aux pommes et aux poires de plusieurs États membres de l'UE. Toutefois, ces exportations vers les États-Unis ne peuvent avoir lieu que dans le cadre d'une procédure appelée "prédédouanement", qui est excessivement coûteuse et n'est pas économiquement viable pour les exportateurs. Dans le cadre de cette procédure, les exportations sont très limitées. Cela signifie qu'en réalité le marché des États-Unis est fermé aux pommes et aux poires en provenance de l'Union européenne.

28.5. L'UE réitère sa demande et prie instamment les États-Unis de respecter leurs obligations au titre de l'Accord SPS. Nous les exhortons en outre à fonder leurs conditions d'importation sur des données scientifiques et à régler cette question importante sans plus tarder. L'UE espère continuer de travailler avec les États-Unis dans le but de résoudre rapidement ce problème.

28.6. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

28.7. Les États-Unis remercient l'Union européenne pour l'intérêt qu'elle continue de porter à la suite donnée à la demande de huit États membres de l'UE d'exporter des pommes et des poires vers les États-Unis dans le cadre d'une approche systémique. Le Ministère américain de l'agriculture continue de travailler sur cette demande dans le cadre de ses procédures administratives. Nous faisons observer une fois de plus que l'UE est en mesure d'exporter des pommes et des poires vers les États-Unis dans le cadre du programme de pré-dédouanement.

28.8. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

28.9. Le Conseil en est ainsi convenu.

29 INDE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET LA THAÏLANDE

29.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon et de la Thaïlande.

29.2. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

29.3. La Thaïlande se voit dans l'obligation d'exprimer une nouvelle fois son inquiétude au sujet de la prohibition à l'importation de climatiseurs contenant des réfrigérants imposée par l'Inde. Malgré notre intervention à de nombreuses reprises dans divers organes de l'OMC, aucun progrès n'a été réalisé jusqu'à présent. En attendant, les exportations de climatiseurs de la Thaïlande vers l'Inde continuent d'être affectées par cette mesure d'importation, manifestement incompatible avec l'article XI:1 et l'article XX du GATT de 1994. À cet égard, la Thaïlande renvoie à ses déclarations faites lors de la réunion du Comité de l'accès aux marchés tenue le 26 avril 2023⁸ et de la réunion du CCM du 3 avril 2023⁹, au cours desquelles des précisions ont été fournies sur ces incohérences.

29.4. Toutefois, nous aimerions demander à l'Inde d'expliquer à nouveau pourquoi, selon sa notification [G/LIC/N/2/IND/21](#), l'importation d'hydrofluorocarbones en Inde est toujours autorisée, pour autant qu'une licence d'importation non automatique soit accordée, alors que l'importation de la même substance est interdite si elle est contenue dans un climatiseur. Pour nous, il s'agit d'une procédure contradictoire et discriminatoire.

29.5. Enfin, et ce n'est pas le moins important, conformément au paragraphe 4 de l'article premier du Protocole de Montréal, qui dispose que la définition des substances réglementées "exclut cependant toute substance réglementée de cette nature ou si elle se trouve dans un mélange entrant dans la composition d'un produit manufacturé autre qu'un contenant servant au transport ou au stockage de la substance" et au paragraphe d) de la "Décision relative aux substances

⁸ Document [G/MA/M/78](#), paragraphes 27.6 à 27.10.

⁹ Document [G/C/M/145](#), paragraphes 13.7 à 13.13.

réglementées I/12A", qui dispose que "lorsque la seule libération du produit à partir d'un conteneur représente l'utilisation prévue de la substance, le conteneur fait lui-même partie du dispositif d'utilisation et la substance qu'il contient doit donc être exclue de la définition". En outre, l'alinéa ii) du paragraphe e) de la même décision indique clairement que les climatiseurs ou installations de climatisation sont des dispositifs d'utilisation cités à titre d'exemples qui doivent être considérés comme produits en vertu du paragraphe 4 de l'article premier du Protocole de Montréal. Tout ceci signifie que les réfrigérants contenus dans un climatiseur ne sont pas des substances réglementées au titre du Protocole de Montréal. Par conséquent, nous sommes d'avis que l'affirmation de l'Inde selon laquelle cette restriction à l'importation de climatiseurs contenant des réfrigérants est conforme au Protocole de Montréal est fautive et non étayée par des faits.

29.6. Pour ces raisons, la Thaïlande réitère que l'Inde doit modifier ou supprimer la mesure dès que possible afin de s'assurer qu'elle est conforme à ses engagements dans le cadre de l'OMC et du Protocole de Montréal.

29.7. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

29.8. Le Japon continue de faire part de ses préoccupations au sujet de l'interdiction d'importer des climatiseurs contenant des réfrigérants, introduite par l'Inde en octobre de 2020, qui selon lui est une mesure imposant de manière déraisonnable une restructuration des chaînes d'approvisionnement des entreprises. Le Japon est vivement préoccupé par le fait que cette mesure pourrait constituer une interdiction d'importer incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994 ainsi qu'avec l'article 2.1 de l'Accord sur les MIC.

29.9. Lors de la précédente réunion du CCM, l'Inde a déclaré que, comme cela a été indiqué au sein du Comité des licences d'importation ([G/LIC/N/2/IND/21](#)) et comme l'Inde l'a souligné dans le cadre du récent examen de la politique commerciale du Japon, elle estimait que, compte tenu de la part de marché des climatiseurs japonais en Inde ces trois dernières années, il était regrettable que le Japon traite cette question dans le cadre du CCM et des comités connexes. L'Inde a également déclaré qu'il était regrettable que le Japon considère cette question comme un cas et que le Comité OTC avait déjà procédé à l'examen signalé par le Japon.

29.10. Toutefois, nous voudrions souligner trois points: premièrement, la notification ([G/LIC/N/2/IND/21](#)) faite dans le cadre du Comité des licences d'importation concerne l'importation des réfrigérants eux-mêmes, ce qui constitue une notification différente de celle relative aux réfrigérants contenus dans les équipements de climatisation, laquelle fait l'objet du présent point de l'ordre du jour, et elle n'est pas liée à la mesure à l'examen. Deuxièmement, il n'y a pas de lien entre la part de marché des climatiseurs japonais en Inde et le fait que la mesure n'est pas compatible avec l'Accord de l'OMC. On pourrait plutôt considérer que cette part n'a pas augmenté en raison des restrictions à l'importation. Nous attendons avec intérêt une réponse rapide et de bonne foi de la part de l'Inde, y compris une réponse aux questions écrites que nous avons présentées en septembre 2020. Troisièmement, bien que nous ayons pris connaissance de la réponse de l'Inde à l'examen du BIS par le Comité OTC, nous réitérons notre demande pour que les retards importants dans le processus de certification des importations réelles soient résolus.

29.11. Enfin, en ce qui concerne le système de certification par la marque IS basé sur les ordonnances en matière de contrôle de la qualité pour les climatiseurs et leurs composants, dont la durée d'application a été prorogée jusqu'en octobre 2023, et afin d'éviter des retards dans la procédure de certification applicable aux produits importés, nous voudrions demander que le BIS effectue sans heurts des inspections d'usines à l'étranger ou que l'Inde envisage d'autres procédures de certification. Si cela présente des difficultés, nous aimerions alors demander à l'Inde de prolonger une nouvelle fois la date de mise en œuvre de ces mesures.

29.12. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

29.13. La République de Corée partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres au sujet des restrictions à l'importation de climatiseurs imposées par l'Inde. La Corée estime que la mesure est incompatible avec les règles de l'OMC, en particulier avec l'article XI:1 du GATT de 1994, créant ainsi un obstacle non nécessaire au commerce. La République de Corée demande à l'Inde de régler la question dans les meilleurs délais. Nous sommes disposés à poursuivre le dialogue avec elle.

29.14. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

29.15. L'Inde souhaite remercier les différents Membres de l'intérêt qu'ils continuent de porter à cette question. Nous aimerions également renvoyer à la réponse que nous avons communiquée dans le cadre d'autres organes de l'OMC sur cette question. La délégation de mon pays a déjà fait part aux délégations des précisions sur ces mesures, y compris en ce qui concerne leur but et l'évolution de la situation. Cette question a également fait l'objet de discussions bilatérales. Nous poursuivrons ce dialogue et tenterons de répondre aux questions soulevées.

29.16. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

29.17. Le Conseil en est ainsi convenu.

30 CHINE – PROJET DE NORME NATIONALE CHINOISE RECOMMANDÉE (GB/T) POUR LES ÉQUIPEMENTS DE BUREAU (TECHNOLOGIE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION – SPÉCIFICATION RELATIVE À LA SÉCURITÉ POUR LES ÉQUIPEMENTS DE BUREAU) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON

30.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

30.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

30.3. Le Japon a fait part devant les comités compétents de ses préoccupations concernant la modification de la norme nationale chinoise recommandée (GB/T) pour les équipements de bureau, tels que les périphériques multifonctions et les imprimantes, qui sont achetés par les exploitants d'infrastructures d'information essentielles. À cet égard, nous avons été informés que la norme rendrait obligatoire: i) que les équipements de bureau tels que les périphériques multifonctions et les imprimantes, y compris leurs composants, soient développés, conçus et produits en Chine; et ii) que les renseignements prouvant que les équipements de bureau et/ou leurs composants sont développés, conçus et produits en Chine soient divulgués. Ces normes nationales font craindre que les produits étrangers, y compris les produits japonais, fassent l'objet d'une discrimination de la part d'autres pays, que le commerce soit restreint plus que nécessaire et que le transfert de technologie soit forcé. Il serait possible que ces normes soient incompatibles avec divers Accords de l'OMC, notamment l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, les articles 2.1, 2.3 et 5.1.2 de l'Accord OTC, l'article III:4 du GATT de 1994 ainsi que l'article 7.3 du protocole d'accession de la Chine.

30.4. Nous croyons comprendre qu'une étude est menée sous la direction du Comité technique national de la normalisation de la sécurité de l'information (TC260), et nous voudrions connaître l'état d'avancement de l'étude de ce projet de norme nationale et son contenu. Nous apprécierions que la Chine fasse part des éléments factuels à cet égard, y compris: i) le calendrier jusqu'à l'adoption de cette norme nationale, y compris la date à laquelle elle sera ouverte aux observations du public; ii) le contenu du projet de norme nationale, en particulier son champ d'application, y compris la définition des exploitants d'infrastructures d'information essentielles; et iii) les dispositions prescrivant que les équipements de bureau et leurs composants soient développés et produits en Chine, et les dispositions exigeant des renseignements prouvant que les équipements ont été développés et produits en Chine. Nous souhaiterions que la Chine nous fasse part, de bonne foi, des éléments factuels susmentionnés.

30.5. Nous n'avons reçu aucune explication convaincante de la part de la Chine au sujet des préoccupations spécifiques soulevées par le Japon et les autres Membres concernés aux réunions successives du Comité OTC, du Comité de l'accès aux marchés, du Comité des MIC et du Comité des marchés publics. Nous espérons que les préoccupations soulevées par les Membres concernés à la réunion en cours seront dûment traitées dans le projet révisé, et que le projet sera mis à la disposition du public pour observations avec un délai suffisant pour permettre aux parties intéressées d'exprimer pleinement leurs vues sur le contenu du projet révisé.

30.6. Les mesures que prendra la Chine doivent dissiper les craintes que les produits étrangers ne soient traités de manière discriminatoire en raison d'ambiguïtés dans le libellé et les règlements qui laissent des possibilités d'application arbitraire. Le Japon espère vivement que le projet de modification de la norme nationale ne sera pas mis en œuvre sous une forme qui suscite des préoccupations, et que les mesures contenant des prescriptions similaires ne seront pas formulées et introduites, non seulement dans le domaine des périphériques multifonctions et des imprimantes mais aussi dans d'autres domaines.

30.7. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

30.8. L'Union européenne intervient sur cette question essentiellement en raison de préoccupations systémiques. Compte tenu des renseignements reçus concernant cette mesure, l'UE craint que les prescriptions révisées, en cas d'adoption, n'excluent la possibilité pour les fournisseurs étrangers d'équipements de bureau de participer aux marchés publics en Chine, puisque la plupart de leurs produits dépendent fortement de composants en provenance de l'étranger. L'UE voudrait insister sur le fait que tous les équipements de bureau ne peuvent pas être considérés comme des infrastructures d'information essentielles, et souligner à nouveau qu'il est important de clarifier des termes tels que celui d'"infrastructures d'information essentielles". Elle exhorte également la Chine à ne pas prendre de mesures similaires dans d'autres secteurs ou pour d'autres produits.

30.9. Le délégué des Philippines a indiqué ce qui suit:

30.10. Les Philippines partagent les préoccupations soulevées par le Japon et l'Union européenne au sujet de la norme nationale chinoise recommandée pour les équipements de bureau. Nous demandons également à la Chine d'apporter des éclaircissements, en particulier sur i) la définition des exploitants d'infrastructures d'information essentielles, et ii) l'éventuel traitement discriminatoire des produits étrangers par rapport à l'obligation pour les exploitants d'infrastructures d'information essentielles d'acheter des équipements de bureau et leurs composants qui sont produits en Chine.

30.11. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

30.12. L'Administration chinoise de normalisation a approuvé le plan de révision de cette norme recommandée. Pendant la période de présentation des observations concernant le plan de révision, nous n'avons reçu aucune observation de la part du Japon et des autres Membres, bien que le Japon ait soulevé cette question à plusieurs reprises dans divers organes de l'OMC. Nous continuerons de préserver la transparence du processus et accueillerons favorablement les suggestions et les observations du Japon, de l'Union européenne, des Philippines et des autres Membres.

30.13. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

30.14. Le Conseil en est ainsi convenu.

31 CHINE – PROJET DE RÉVISION DE LA LOI CHINOISE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON

31.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

31.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

31.3. Au mois de juillet de l'année dernière, la Chine a publié un projet de révision de la Loi sur les marchés publics (un projet d'audition publique). En ce qui concerne la portée de la loi révisée, outre les "organismes, entités commerciales et organisations d'État" de l'actuel article 2, l'expression "autres entités contractantes" a été ajoutée aux articles 2 et 12. S'agissant de l'expression "autres entités contractantes", l'article 12 du projet de loi révisé fait référence aux "entreprises d'État d'intérêt public qui réalisent des travaux publics et exploitent des infrastructures publiques ou des réseaux de services publics à des fins publiques" et ajoute que "d'autres entités contractantes auxquelles cette loi s'applique et leur champ d'approvisionnement spécifique seront déterminés par le Conseil d'État".

31.4. Si le champ d'application de la Loi sur les marchés publics est élargi pour englober même les marchés allant au-delà des "acquisitions par des organes gouvernementaux", comme le prévoit l'article III:8 a) du GATT, et que les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux sont appliquées sur la base de l'article 23 de la loi révisée, les produits étrangers, y compris ceux du Japon, pourraient être traités de façon discriminatoire et cela contreviendrait à l'article III:4 du GATT.

31.5. En plus de la réglementation existante sur les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, l'article 23 du projet de loi révisé, qui fait clairement référence au "soutien aux branches de production nationales", ajoute une nouvelle prescription relative à la teneur en éléments locaux qui prévoit qu'un traitement préférentiel serait accordé dans les marchés publics aux produits ayant un

fort ratio de valeur ajoutée en Chine. Le Japon tient à souligner que cela ne peut pas non plus être autorisé au titre de l'exception pour les marchés publics prévue à l'article III:8 a) du GATT, sauf si cela relève véritablement des marchés publics, et que cette prescription relative à la teneur en éléments locaux peut également contrevenir à l'article III:4 du GATT et à l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

31.6. À la précédente réunion du CCM, la Chine a indiqué qu'elle traitait les entreprises étrangères et les entreprises nationales chinoises sur un pied d'égalité dans les marchés publics, sauf en ce qui concerne les questions relatives à la sécurité, mais elle continue d'exercer une discrimination dans le traitement des marchandises. En outre, à la dernière réunion du CCM, la Chine a indiqué qu'elle souhaitait examiner cette question dans le cadre des négociations sur l'accession à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) mais, comme il a déjà été indiqué, la question devrait être traitée par le CCM car cela permettrait que les mesures de type prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux soient mises en œuvre d'une manière qui inclurait les marchés allant au-delà des "acquisitions par des organes gouvernementaux" telles qu'elles sont définies à l'article III:8 a) du GATT. En outre, aucune explication convaincante n'a été donnée par la Chine à la réunion du Comité des marchés publics tenue en juin. Ces nouvelles dispositions figurant dans le projet de modifications constituent un pas vers, plutôt qu'une non-conformité avec, les normes prescrites par l'AMP, au sujet duquel la Chine mène déjà depuis de nombreuses années des négociations pour y accéder, et elle n'a pas encore demandé à accéder à l'AMP ni à d'autres accords de haut niveau.

31.7. Nous souhaitons réaffirmer que la présentation par la Chine d'une demande d'accession à l'AMP et à d'autres accords de haut niveau ne peut que soulever des questions quant à son intention de respecter ou non les normes.

31.8. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

31.9. Nous déplorons que le Japon ait de nouveau soulevé cette question au sein de ce Conseil, étant donné qu'il s'agit d'une question qui concerne les marchés publics et qui a déjà été examinée au Comité des marchés publics en juin. Nous avons indiqué à plusieurs reprises au sein de ce Conseil que nous sommes disposés à examiner cette question avec le Japon dans le cadre des négociations sur l'accession de la Chine à l'AMP. Nous ne pensons pas que ce Conseil soit un cadre approprié pour examiner cette question.

31.10. Nous tenons à rappeler une nouvelle fois que le soutien à la production nationale dans les marchés publics est une pratique internationale courante. Nous prenons note du fait que les marchés publics de certaines Parties à l'AMP comprennent aussi les achats des entreprises de services publics appartenant à l'État. S'agissant de l'ajout des "autres entités contractantes" à la portée des marchés publics, l'objectif principal est de faciliter la mise en œuvre future des règles internationales après l'accession de la Chine à l'AMP. La préoccupation du Japon sera prise en compte lorsque la Chine accèdera à l'AMP, étant donné que la Chine considérera les produits des Parties à l'AMP comme des produits nationaux après avoir accédé à l'AMP.

31.11. La Chine déploie des efforts considérables pour accélérer son processus d'accession à l'AMP. Nous espérons que les Parties à l'AMP, dont le Japon, pourront dialoguer activement avec la Chine et présenter des demandes réalistes et pragmatiques en vue de parvenir prochainement à des accords avec la Chine. Enfin, la révision de la Loi chinoise sur les marchés publics est toujours en cours. Nous accueillons avec intérêt les observations constructives de tous les Membres.

31.12. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

31.13. Le Conseil en est ainsi convenu.

32 CHINE – PROJET DE NOUVELLE LOI SUR LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE

32.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon et de l'Union européenne.

32.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

32.3. Le Japon reste préoccupé par la Loi chinoise sur le contrôle des exportations, qui est entrée en vigueur en décembre 2020. Les détails concernant les articles assujettis à un contrôle à l'exportation ainsi que les détails relatifs à la réglementation et au fonctionnement ne sont toujours pas clairs. À cet égard, en avril 2022, un projet d'ordonnance sur le contrôle des exportations de biens à double usage (projet en vue de consultations publiques) concernant le fonctionnement de la loi pour les biens à double usage a été publié. La question de l'opacité du fonctionnement juridique concernant le champ des articles visés par les prescriptions en matière de réglementation et de divulgation d'informations techniques n'a pas du tout été résolue, et nous continuerons à demander des explications au sujet des détails de la réglementation liée à la loi.

32.4. À cet égard, la Chine a déclaré lors de la dernière réunion du CCM qu'elle "proc[édait] actuellement à un examen approfondi s'appuyant sur ces observations" et qu'elle "continuera[it] de dialoguer avec le Japon et les autres Membres intéressés". Nous voudrions connaître le calendrier prévu pour la promulgation future ainsi que les détails précis basés sur les observations.

32.5. Comme nous l'avons déjà indiqué à de précédentes réunions du CCM, et eu égard à l'objectif de la loi, qui est de préserver les intérêts nationaux, nous souhaitons rappeler nos préoccupations quant aux points suivants. Premièrement, nous sommes préoccupés par le fait que le champ des produits visés par les contrôles à l'exportation pourrait être excessif. Deuxièmement, nous craignons que la divulgation de nos informations techniques puisse être exigée inutilement dans certains cas, au moment de la classification et des enquêtes sur l'utilisateur final ou l'utilisation. Troisièmement, nous sommes également préoccupés par le fait que les dispositions relatives aux contre-mesures en cas de réglementation des exportations par d'autres pays ont été maintenues dans la loi. Nous nous inquiétons du fait que les restrictions à l'exportation susmentionnées prévues dans cette loi pourraient constituer une réglementation des exportations excessivement stricte, ou être des restrictions inutiles. Dès lors, elles pourraient être assimilées à des restrictions à l'exportation interdites par l'article XI du GATT et, en conséquence, être incompatibles avec les Accords de l'OMC.

32.6. En outre, nous restons préoccupés par la mesure relative à la liste des entités non fiables et par la liste des technologies soumises à des prohibitions et des restrictions à l'exportation qui a été établie en vertu de la Loi sur le commerce extérieur, y compris par le rapport peu clair entre, d'une part, la liste des entités non fiables et, d'autre part, la liste d'entités de la Loi sur l'administration des exportations et les listes d'articles et de technologies. En particulier, la "liste des entités non fiables" n'est pas claire. Plus précisément, il existe des préoccupations concernant le point de savoir si l'équité et la transparence de l'application peuvent être garanties en ce qui concerne la désignation des entités étrangères à inscrire sur la "liste des entités non fiables" et le contenu des mesures à prendre à l'encontre d'entités étrangères ainsi que la possibilité d'une non-conformité, entre autres, avec l'article X du GATT car le dispositif a un degré de prévisibilité très faible. En outre, étant donné que le fonctionnement des mesures à un degré de prévisibilité très faible, il est pris note de la possibilité que les mesures soient incompatibles, entre autres, avec l'article X du GATT.

32.7. À cet égard, nous tenons à réaffirmer que nous sommes préoccupés par le fait que le projet de règlement sur les terres rares, publié en janvier 2021, mentionnait un projet visant à constituer des réserves stratégiques. Nous considérons que ce projet pourrait signifier que la Chine pourrait adopter des contrôles des exportations de produits liés aux terres rares, conformément à la Loi sur le contrôle des exportations susmentionnée.

32.8. Nous aimerions nous enquérir de l'état d'avancement de l'examen mené au sein du gouvernement chinois au sujet des révisions qu'il est proposé d'apporter à l'"Inventaire des technologies soumises à des prohibitions à l'exportation et à un contrôle à l'exportation en Chine", adopté conformément à la Loi sur le commerce extérieur et au Règlement relatif à la gestion des exportations et des importations de technologies, qui a été publié en décembre 2022. En outre, nous voudrions faire part de notre préoccupation quant au fait que les révisions proposées comprennent des articles tels que les technologies de fabrication de silicium pour les panneaux solaires, qui sont soumises à des restrictions, et au fait que les exportations présentant peu de risques de détournement militaire sont trop restreintes.

32.9. Enfin, le 3 juillet, le Ministère chinois du commerce a annoncé l'adoption d'une mesure visant à restreindre les exportations de produits à base de gallium et de germanium au moyen d'un système de permis, pour des raisons de sécurité nationale et de protection d'intérêts. Le Japon est préoccupé par l'objectif de cette mesure. Nous demandons donc à la Chine des renseignements détaillés, en particulier sur ce qu'elle veut dire par "la sécurité nationale et la protection d'intérêts", et sur la procédure détaillée de fonctionnement de la mesure.

32.10. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

32.11. À la réunion d'avril du CCM, l'Union européenne a pris note du fait que la Chine procédait à un examen approfondi des observations du public sur le "Projet de règlement sur le contrôle des exportations de biens à double usage", publié en mai 2022. Elle aimerait demander à la Chine quand l'examen sera achevé et quand le règlement sera publié. L'Union européenne fait de nouveau part des préoccupations qu'elle a déjà exprimées lors des précédentes réunions du Conseil au sujet du régime de contrôle des exportations de la Chine, notamment en ce qui concerne son application extraterritoriale; ses règles relatives aux transactions assimilées aux exportations et aux réexportations; ses objectifs et la portée des contrôles; ainsi que son évaluation des risques en ce qui concerne les pays ou régions de destination et les listes de contrôle.

32.12. L'UE voudrait également faire part une fois de plus de sa préoccupation, qu'elle a exprimée dans des observations présentées précédemment au MOFCOM par la délégation de l'UE en Chine, au sujet du projet de la Chine de réviser le Catalogue des technologies soumises à une restriction ou à une interdiction à l'exportation. L'Union européenne invite instamment la Chine à répondre à ces préoccupations dans les prochaines mesures d'application. Le 3 juillet, le Ministère chinois du commerce a annoncé que les exportations chinoises de produits contenant du gallium et du germanium nécessiteront une licence d'exportation de biens à double usage à compter du 1^{er} août 2023, pour des raisons alléguées de "sécurité et d'intérêts nationaux". La portée des restrictions à l'exportation annoncées est très vaste: la Chine n'a défini aucun paramètre technique pour ces produits qui concernerait leur utilisation à des fins militaires. Au lieu de cela, la Chine semble restreindre toutes les exportations de produits contenant du gallium et du germanium, indépendamment de toutes préoccupations spécifiques au sujet du double usage. L'Union européenne est particulièrement préoccupée par le calendrier de ces nouvelles mesures et par le fait que ces restrictions à l'exportation n'ont aucun rapport avec la nécessité de protéger la paix et la stabilité internationales ou avec la mise en œuvre des obligations de non-prolifération de la Chine qui découlent des traités internationaux.

32.13. L'Union européenne invite la Chine à communiquer des renseignements sur la portée des mesures, y compris sur les paramètres techniques de ces contrôles, et sur la raison d'être de celles-ci qui est liée à la sécurité.

32.14. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

32.15. Le Canada tient à réaffirmer les préoccupations qu'il a exprimées aux trois réunions du CCM tenues en 2022 au sujet de ce point de l'ordre du jour, y compris en ce qui concerne les différences considérables entre la Loi chinoise sur le contrôle des exportations et la pratique internationale courante en matière de contrôles à l'exportation. Le Canada remercie également le Japon et l'Union européenne d'avoir porté à l'attention du Conseil l'annonce faite le 3 juillet 2023 par le Ministère chinois du commerce et l'Administration générale des douanes au sujet du contrôle des exportations de produits à base de gallium et de germanium pour des raisons de protection de la sécurité et des intérêts nationaux. Le Canada apprécierait que la Chine apporte des éclaircissements sur la sécurité et les intérêts nationaux spécifiques que ces dispositions sont censées prendre en compte. Il suivra de près la mise en œuvre de ces nouvelles mesures, en particulier leur compatibilité avec les engagements pris dans le cadre de l'OMC.

32.16. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

32.17. La République de Corée remercie le Japon et l'Union européenne d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour. La Corée partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres au sujet de la Loi chinoise sur le contrôle des exportations. Elle suit de près les répercussions que pourrait avoir l'annonce faite récemment par la Chine au sujet des restrictions à l'exportation de gallium et de germanium, des matériaux essentiels à la fabrication de semi-conducteurs, en ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement mondiales et le système commercial multilatéral. La Corée fait part de son souhait que cette mesure soit mise en œuvre de manière équitable et transparente conformément aux principes de l'OMC, en veillant à ce qu'elle ne nuise pas aux relations commerciales bilatérales et multilatérales.

32.18. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

32.19. Nous prenons note des déclarations du Japon et de l'Union européenne au sujet de la Loi chinoise sur le contrôle des exportations. Comme nous l'avons indiqué dans les observations de l'Australie lors de la consultation de la Chine sur ces lois et règlements alors à l'état de projet, nous accueillons favorablement les efforts visant à codifier le cadre réglementaire des contrôles des exportations de défense. Cependant, l'Australie est toujours préoccupée par la vaste portée de la Loi sur le contrôle des exportations, y compris par l'annonce faite récemment par la Chine au sujet de la mise en œuvre de contrôles à l'exportation visant les produits à base de gallium et de germanium pour des raisons de "sécurité nationale". L'Australie suit de près cette dernière mesure en ce qui concerne sa compatibilité avec les règles de l'OMC et son incidence sur les chaînes d'approvisionnement mondiales.

32.20. Nous encourageons la Chine à continuer d'apporter des précisions sur les principaux éléments de la loi, y compris la juridiction qu'elle confère et la portée des pouvoirs d'administrateur qui y sont prévus, à expliquer en quoi ces mesures préservent sa sécurité nationale, et à confirmer que la loi est compatible avec ses engagements internationaux, y compris ceux qui découlent des règles de l'OMC et de l'Accord de libre-échange Chine-Australie. Nous continuons d'exhorter la Chine à tenir compte des préoccupations des entreprises étrangères et des Membres dans l'application de cette loi et l'élaboration de toute mesure connexe.

32.21. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

32.22. Le Royaume-Uni remercie le Japon et l'Union européenne d'avoir proposé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la réunion en cours et souhaite réaffirmer une nouvelle fois les préoccupations concernant la Loi chinoise sur le contrôle des exportations. Nous souhaitons toujours obtenir tout éclaircissement supplémentaire possible au sujet de ce que la Chine définirait comme son "intérêt national" aux fins de cette loi; et de la manière dont cette loi s'appliquerait aux restrictions à l'exportation qui en découleraient; ainsi que des renseignements supplémentaires sur la manière dont la Chine déciderait quels "autres marchandises, technologies et services" entreraient dans le champ d'application de cette loi, et quelles en seraient les limites.

32.23. Les restrictions à l'exportation de marchandises perturbent inévitablement les chaînes d'approvisionnement mondiales. Le Royaume-Uni s'associe aux appels en faveur d'une plus grande transparence de la part de la Chine en ce qui concerne la mise en œuvre de sa Loi sur le contrôle des exportations. Nous apprécierions que la Chine fixe des délais pour sa réponse aux observations sur le Projet de règlement sur le contrôle des exportations de biens à double usage et pour toute autre orientation qu'elle compte publier qui influera sur l'utilisation de la Loi sur le contrôle des exportations.

32.24. En outre, compte tenu des informations récentes faisant état de l'intention de la Chine d'imposer des contrôles à l'exportation visant le germanium et le gallium, nous demandons à la Chine des précisions supplémentaires sur la nature de ces politiques, leur raison d'être et la mesure dans laquelle elle entend les appliquer.

32.25. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

32.26. La Suisse aimerait aussi évoquer l'annonce récente faite par les autorités chinoises au sujet du contrôle des exportations de gallium et de germanium pour des raisons de sécurité nationale. Il est probable que cette mesure ait une forte incidence sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et sur le système commercial multilatéral. La Suisse analysera donc la mesure et sa mise en œuvre et accueillera favorablement d'autres éclaircissements, en particulier en ce qui concerne sa compatibilité avec les règles de l'OMC.

32.27. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

32.28. Nous renvoyons aux déclarations que nous avons faites lors de précédentes réunions du Conseil et tenons à informer les Membres concernés que le Projet de règlement sur le contrôle des exportations de biens à double usage a été intégré dans le programme de travail législatif du Conseil d'État pour 2023.

32.29. S'agissant de sa dernière mesure de contrôle des exportations visant le gallium et le germanium, nous soulignons que la Chine est toujours déterminée à maintenir la sécurité et la stabilité des chaînes industrielles et des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial. Les mesures de contrôle des exportations adoptées par la Chine ont toujours respecté les principes de

l'équité, du caractère raisonnable et de la non-discrimination. Les produits et les matériaux industriels contenant du gallium et du germanium peuvent apparemment être utilisés à des fins militaires et civiles. Le contrôle des exportations appliqué par la Chine aux produits concernés est une pratique internationale courante. Certains Membres ont également imposé des contrôles à l'exportation visant les produits et les matériaux concernés.

32.30. Les contrôles à l'exportation appliqués par la Chine aux produits concernés ne ciblent aucun Membre en particulier. Il ne s'agit pas d'une interdiction des exportations concernées. Des permis seront délivrés si les exportations respectent les lois et les règlements pertinents de la Chine.

32.31. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

32.32. Le Conseil en est ainsi convenu.

33 UNION EUROPÉENNE – RENÉGOCIATION DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES EN RÉPONSE AU BREXIT: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY

33.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Uruguay.

33.2. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

33.3. L'Uruguay souhaite réaffirmer sa position et ses préoccupations commerciales et systémiques concernant la modification unilatérale, après le Brexit, des concessions de l'Union européenne sous la forme de contingents tarifaires au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994, eu égard notamment à l'absence de nécessité et de fondement juridique, au titre des Accords de l'OMC, pour une telle démarche.

33.4. L'Uruguay réaffirme son désaccord étant donné que jusqu'à présent, malgré les nombreuses occasions de discussions bilatérales, l'Union européenne n'a pas été disposée à examiner les demandes du pays, même les plus modestes et les plus raisonnables, malgré les études sur l'existence de dommages qui ont été communiquées en temps opportun, et l'importance et le caractère sensible particuliers que revêtent pour lui les conditions et les concessions d'accès aux marchés en cours de discussion, qui nécessitent un examen du même ordre.

33.5. L'Uruguay profite de la présentation de la communication [G/L/1385/Add.4](#), par laquelle l'Union européenne prolonge le délai pour l'achèvement des négociations et des consultations pertinentes jusqu'au 1^{er} janvier 2024, pour réaffirmer une fois de plus qu'il est ouvert et disposé à chercher une solution mutuellement convenue. À cet égard, ma délégation appelle de nouveau l'UE à reconnaître les conditions et les besoins spécifiques de l'Uruguay et à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour parvenir à un accord.

33.6. Enfin, sans préjudice des engagements convenus entre l'Union européenne et le Royaume-Uni au niveau bilatéral, l'Uruguay demande une fois de plus à l'UE de supprimer, sans équivoque, le Royaume-Uni de sa liste de concessions établie dans le cadre de l'OMC pour qu'il ne figure plus parmi leurs utilisateurs potentiels. Dans le même temps, l'Uruguay espère toujours que l'UE ajustera à la baisse les niveaux autorisés de MGS consolidée finale dans sa liste de concessions, conformément aux annonces faites à l'époque.

33.7. Le délégué du Paraguay a indiqué ce qui suit au sujet des points 33 et 34 de l'ordre du jour:

33.8. Le Paraguay souhaite remercier la délégation de l'Uruguay d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour. Pour gagner du temps, j'évoquerai les points 33 et 34 de l'ordre du jour dans cette même intervention.

33.9. J'aimerais souligner les points suivants qui présentent un intérêt pour ma délégation. Dans le cas de l'Union européenne, nous souhaitons savoir quand nous observerons une réduction équivalente dans sa liste d'engagements concernant la MGS qui a été reprise dans la liste d'engagements du Royaume-Uni à la suite de sa sortie de l'UE. Dans le cas du Royaume-Uni, nous réaffirmons nos préoccupations systémiques au sujet de l'approche adoptée en ce qui concerne

plusieurs droits qui appartenaient à l'UE. Il s'agit notamment de l'attribution d'une MGS sans réduction correspondante dans la liste d'engagements de l'UE, du cloisonnement des contingents et de l'attribution de droits au titre de la SGS sans engagements en matière d'accès minimal pour les justifier.

33.10. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

33.11. L'Union européenne est en cours de négociation avec ses partenaires de l'OMC dans le strict respect des dispositions de l'article XXVIII du GATT de 1994 en ce qui concerne la modification de la liste. Elle est disposée à discuter avec eux du projet de répartition des contingents tarifaires. Chaque fois que les partenaires de l'OMC ont présenté des données et des arguments valables justifiant une modification des volumes contingentaires proposés, l'UE s'est montrée prête à répondre à leurs demandes.

33.12. Les partenaires de l'OMC ont également demandé à l'Union européenne de retirer le Royaume-Uni de la liste des pays ayant accès à ses contingents tarifaires *erga omnes* dans le cadre de l'OMC (et vice versa). L'UE a pleinement satisfait à cette demande. Cette disposition est énoncée à l'article 33 de l'Accord de commerce et de coopération UE-Royaume-Uni.

33.13. Les efforts déployés par l'Union européenne pour trouver des solutions mutuellement convenues avec ses partenaires de l'OMC ont donné de très bons résultats. L'UE a le plaisir d'annoncer que d'excellents progrès ont été réalisés jusqu'à présent avec la majorité de ses partenaires. Des accords ont été officiellement signés avec dix partenaires, paraphés avec trois autres et des négociations et des consultations sont près d'aboutir à un accord avec d'autres partenaires.

33.14. L'Union européenne se félicite de l'engagement croissant de nombreux Membres de l'OMC et reste pleinement déterminée à poursuivre ces négociations et consultations et à les mener à bien dans les semaines à venir.

33.15. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

33.16. Le Conseil en est ainsi convenu.

34 ROYAUME-UNI – PROJET DE LISTE CONCERNANT LES MARCHANDISES ET PROPOSITION D'ENGAGEMENTS DU ROYAUME-UNI EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY

34.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Uruguay.

34.2. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

34.3. Premièrement, l'Uruguay souhaite réaffirmer une fois de plus sa position et sa préoccupation en ce qui concerne la demande par le Royaume-Uni d'une MGS consolidée totale importante de 4 949,3 millions de GBP, la conversion monétaire proposée dans le projet de liste de concessions de ce Membre et ses conséquences pour les niveaux proposés des engagements en matière de soutien interne et d'accès aux marchés, et l'intention du Royaume-Uni de reproduire les droits d'invoquer la sauvegarde spéciale pour l'agriculture, prévue à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture, sur tous les produits et selon les mêmes critères et conditions que ceux qui sont énoncés dans la liste de l'Union européenne.

34.4. Deuxièmement, en ce qui concerne le processus en cours au titre de l'article XXVIII, ma délégation profite de la présentation de la communication [G/L/1386/Add.4](#), par laquelle le Royaume-Uni prolonge le délai pour l'achèvement des négociations pertinentes jusqu'au 1^{er} janvier 2024, pour réaffirmer l'ouverture de l'Uruguay et sa volonté de continuer à travailler avec le Royaume-Uni en vue de parvenir à un accord mutuellement avantageux, qui permettrait à celui-ci de disposer d'une liste indépendante de concessions formellement établie dans le cadre de l'OMC, tout en préservant les droits et intérêts légitimes de notre pays.

34.5. Le délégué du Paraguay a indiqué ce qui suit:

34.6. Le Paraguay souhaite remercier la délégation de l'Uruguay d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour. Pour gagner du temps, j'évoquerai les points 33 et 34 de l'ordre du jour dans cette même intervention.

34.7. J'aimerais souligner les points suivants qui présentent un intérêt pour ma délégation. Dans le cas de l'Union européenne, nous souhaitons savoir quand nous observerons une réduction équivalente dans sa liste d'engagements concernant la MGS qui a été reprise dans la liste d'engagements du Royaume-Uni à la suite de sa sortie de l'UE. Dans le cas du Royaume-Uni, nous réaffirmons nos préoccupations systémiques au sujet de l'approche adoptée en ce qui concerne plusieurs droits qui appartenaient à l'UE. Il s'agit notamment de l'attribution d'une MGS sans réduction correspondante dans la liste d'engagements de l'UE, du cloisonnement des contingents et de l'attribution de droits au titre de la SGS sans engagements en matière d'accès minimal pour les justifier.

34.8. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

34.9. Le Royaume-Uni tient à remercier l'Uruguay et le Paraguay pour l'intérêt qu'ils continuent de porter à ce processus et à remercier les Membres qui ont achevé des discussions avec le Royaume-Uni ces derniers mois. Comme il est indiqué au titre du point 3 de l'ordre du jour, le nouveau délai garantit que les Membres qui sont convenus d'achever ces discussions disposent de suffisamment de temps pour avancer dans leurs procédures internes. Le Royaume-Uni agit désormais sur la base de sa propre liste concernant les marchandises depuis janvier 2021 et, depuis lors, nous avons travaillé avec des partenaires pour protéger les droits existants, les obligations et la continuité des échanges commerciaux. Nous sommes satisfaits des succès globaux auxquels cette approche et nos discussions ont abouti.

34.10. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

34.11. Le Conseil en est ainsi convenu.

35 UNION EUROPÉENNE – SYSTÈMES DE QUALITÉ APPLICABLES AUX PRODUITS AGRICOLES ET AUX DENRÉES ALIMENTAIRES – ENREGISTREMENT DE CERTAINES DÉNOMINATIONS DE FROMAGES EN TANT QU'INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'URUGUAY

35.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Nouvelle-Zélande et de l'Uruguay.

35.2. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

35.3. La Nouvelle-Zélande renvoie l'Union européenne à ses déclarations antérieures sur cette question. Elle a examiné la réponse apportée par l'UE à ce sujet. Cependant, la Nouvelle-Zélande continue de soulever cette question au CCM car nous observons toujours une contradiction dans l'approche de la Commission européenne consistant à protéger les dénominations fromagères "Danbo" et "Havarti", pour lesquelles il existe des normes du Codex. Nous craignons toujours que l'approche de l'UE ne compromette l'intégrité du système de normalisation qui favorise la fiabilité et la cohérence des règles du commerce international, système dont nous pensions qu'il bénéficierait du soutien de l'UE.

35.4. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

35.5. L'Uruguay regrette de devoir inscrire à nouveau ce point à l'ordre du jour et souhaite renvoyer à ses interventions antérieures, tout en réaffirmant sa préoccupation commerciale et systémique concernant la décision qu'a prise l'Union européenne d'enregistrer la dénomination "Danbo" en tant qu'indication géographique protégée en faveur du Danemark, en dépit des objections soulevées par plusieurs Membres, tels que l'Argentine, l'Australie, les États-Unis, le Kenya, la Nouvelle-Zélande et l'Uruguay ainsi que par des organisations de producteurs, ces dernières années.

35.6. D'un point de vue systémique, l'Uruguay est préoccupé par le fait que les normes internationales reconnues sont ignorées, ce qui remet en question l'intégrité et la valeur des efforts d'harmonisation internationale entrepris dans le cadre du Codex Alimentarius. Il semble paradoxal

que la communauté internationale ait dû faire l'effort de convenir au niveau multilatéral, il y a 57 ans, d'une norme du Codex visant à garantir la qualité et l'uniformité du fromage Danbo, et de la renouveler à plusieurs reprises depuis, uniquement pour qu'un membre de cette communauté internationale, qui a participé à l'élaboration et au renouvellement de cette norme, décide unilatéralement de s'arroger le droit exclusif d'utiliser la dénomination correspondante.

35.7. Comme l'Uruguay l'indique depuis longtemps, la norme Codex Stan 264 définit les caractéristiques, la méthode de production et l'étiquetage du type de fromage dénommé Danbo, et elle dispose que cette dénomination peut être appliquée au fromage fabriqué conformément à cette norme et que le pays d'origine du produit doit être déclaré, en précisant qu'il s'agit du pays dans lequel le fromage a été fabriqué, et non du pays d'origine de la dénomination. Selon l'interprétation générale de cette norme du Codex, les Membres reconnaissent le Danbo comme un terme générique utilisé pour désigner un produit qui peut être fabriqué à divers endroits, pour autant qu'il satisfasse aux prescriptions de la norme.

35.8. S'agissant du commerce, l'Uruguay est préoccupé par la création d'obstacles non nécessaires à la commercialisation de ce type de fromage sur le marché de l'UE et par leur élargissement à des marchés tiers au moyen d'accords commerciaux. Cette situation crée de l'incertitude quant aux attentes légitimes des petits producteurs pour ce qui est de mettre leurs produits sur des marchés tiers, sans tenir compte du fait que ces mêmes producteurs, ou leurs prédécesseurs, ont eu accès au savoir-faire lié à la production de fromages grâce à des programmes de coopération proposés par le Danemark il y a plus de 50 ans.

35.9. L'Uruguay estime que l'enregistrement de la dénomination Danbo en tant qu'indication géographique protégée est non seulement contraire à cette politique historique de coopération dans le domaine culturel, mais constitue également un précédent négatif en matière d'établissement de fait d'une utilisation monopolistique d'une dénomination définie dans une norme du Codex.

35.10. Compte tenu de ce qui précède, et malgré le temps qui s'est écoulé et les faits qui ont été accomplis en faisant la sourde oreille aux préoccupations commerciales et systémiques légitimes soulevées par l'Uruguay et d'autres Membres, ma délégation maintient toujours ce point à l'ordre du jour du Conseil.

35.11. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

35.12. L'Argentine souhaite exprimer son soutien à cette préoccupation commerciale et remercie l'Uruguay et la Nouvelle-Zélande de l'avoir inscrite à l'ordre du jour. Elle souhaite également rappeler que la norme du Codex pour le fromage Danbo est la norme de référence internationale pour l'identité et la qualité de ce produit dans le cadre de l'Accord OTC. Étant donné qu'il s'agit de la norme de référence internationale pour l'identité et la qualité du fromage "Danbo", aucun pays qui fonde sa réglementation technique sur cette norme ne devrait être confronté à des restrictions commerciales en raison d'un détournement du terme. Selon l'Argentine, il n'est pas compréhensible qu'il faille déployer des efforts pour convenir au niveau multilatéral d'une norme du Codex pour le fromage "Danbo" si l'utilisation de la dénomination est ensuite le privilège exclusif des producteurs danois. En substance, l'enregistrement de la dénomination "Danbo" en tant qu'indication géographique constitue une restriction injustifiée au commerce international du Danbo. En tout état de cause, comme l'Argentine l'a déclaré à de précédentes occasions, ses préoccupations ne sont pas purement commerciales mais englobent également des aspects systémiques, en particulier l'incidence sur les efforts d'harmonisation internationale.

35.13. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

35.14. L'Union européenne prend note des préoccupations exprimées par la Nouvelle-Zélande et l'Uruguay. L'UE a apporté des réponses détaillées à ces préoccupations lors des précédentes réunions du CCM. Elle tient à souligner que ses déclarations antérieures restent valables et nous renvoyons donc à celles-ci.¹⁰

35.15. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

¹⁰ Document [G/C/M/145](#), paragraphes 11.9 à 11.12.

35.16. Le Conseil en est ainsi convenu.

36 INDONÉSIE – MÉCANISME POUR LE BILAN DES PRODUITS DE BASE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE

36.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon et de l'Union européenne.

36.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

36.3. Le Règlement gouvernemental n°5/2021 et les Règlements du Ministre du commerce n° 19/2021 et 20/2021 ont établi un système de "balance-matières" qui continue de soulever des inquiétudes, notamment parce que son champ d'application ne cesse de s'étendre. À la dernière réunion du CCM, la délégation indonésienne a indiqué que le système de balance-matières visait à améliorer les conditions de l'activité des entreprises et à garantir une certitude aux opérateurs économiques.

36.4. Nous accueillons avec satisfaction les efforts déployés pour assurer une approche coordonnée et simplifiée de la gestion des licences d'importation et d'exportation. Toutefois, l'Union européenne regrette que la conception et la mise en œuvre du mécanisme jusqu'à présent puissent entraîner de nouvelles restrictions des flux commerciaux, ce qui soulève également des questions quant à la compatibilité du système avec les règles de l'OMC. En outre, nous manquons de clarté concernant la mise en œuvre effective du système de balance-matières, y compris sur sa portée et son calendrier d'application à différents groupes de produits. Cela crée des difficultés supplémentaires pour les opérateurs économiques en termes de sécurité et de prévisibilité juridiques.

36.5. L'Union européenne demande à nouveau à l'Indonésie de clarifier les mesures qu'elle a l'intention de prendre pour la mise en œuvre du système de "balance-matières" comme base pour la délivrance des autorisations d'importation (et d'exportation). Nous encourageons également l'Indonésie à préciser la manière dont elle entend s'assurer que ces pratiques seront conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC et dont elle atteindra l'objectif déclaré, qui consiste à favoriser la liberté des flux commerciaux – plutôt que de créer des conditions plus restrictives pour l'activité des entreprises.

36.6. Enfin, l'Union européenne rappelle que les importations restent nécessaires pour l'Indonésie étant donné qu'elle prévoit de développer son industrie nationale et que le fait d'ériger des obstacles au commerce entraverait sa croissance économique, celle-ci ne pouvant être réalisée en s'appuyant uniquement sur la promotion des exportations.

36.7. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

36.8. Dans le cadre du "système balance-matières", il faut obtenir un permis pour importer les produits visés, et les permis d'exportation et d'importation doivent être délivrés aux entreprises par l'intermédiaire du système national de balance-matières SNAS-NK en fonction du bilan de l'offre et de la demande fixé par les pouvoirs publics, mettant hors service le système existant de demande et de permis d'importation en décembre 2022. Cependant, en janvier 2023, le SNAS-NK, qui est conforme au système, a connu des retards et des problèmes techniques, ce qui a créé des perturbations majeures, comme le retard de la délivrance de permis d'importation dans le cas des produits en acier.

36.9. Dans le cas des produits en fer ou en acier, le système a été gravement touché: les demandes d'importation ont elles-mêmes été bloquées pendant un certain temps, les stocks ont été épuisés et les industries nationales connexes sont confrontées à une situation dans laquelle les arrêts de production sont une réelle possibilité. En outre, le nombre de demandes approuvées et les délais d'approbation une fois les demandes déposées, notamment pour les climatiseurs et les textiles, n'ont pas permis d'assurer la stabilité et la prévisibilité des échanges, et des obstacles aux importations persistent, comme l'approbation d'une petite partie seulement du volume demandé.

36.10. Nous comprenons que les "produits textiles" sont inclus dans le champ d'application de ce système, mais nous nous demandons si les tapis et carpettes n'auraient pas été couverts par ce système en double. Si tel était le cas, nous aimerions savoir quelles sont les prescriptions en vigueur et nous serions heureux d'obtenir de plus amples détails sur le calendrier et les modalités d'application du système de balance-matière aux produits textiles.

36.11. L'Indonésie a expliqué à la précédente réunion du CCM que ce système "n'avait pas pour objectif de faire obstacle aux importations des Membres de l'OMC, mais d'améliorer les conditions de l'activité des entreprises aux fins du libre-échange". Toutefois, comme le montre le fonctionnement réel du système décrit précédemment, il est très probable que le système de balance-matières contrevienne à l'article XI:1 du GATT et à d'autres, puisque cette mesure a un effet restrictif pour le commerce en ce qui concerne les importations. En outre, la formule spécifique de calcul de la balance-matières et la méthode spécifique adoptée pour fixer les quantités pouvant être importées ne sont pas précisées dans la loi, ce qui est incompatible avec l'obligation de publier les règlements relatifs au commerce énoncée à l'article X du GATT, et à la lumière des obstacles importants aux licences d'importation qui sont apparus dans la pratique, nous craignons que l'Accord sur les licences d'importation ne soit également enfreint. Nous sommes préoccupés par cette question et nous demandons de rétablir la situation dès que possible.

36.12. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

36.13. La République de Corée partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres en ce qui concerne le mécanisme de balance-matières de l'Indonésie. Il a été indiqué que de nombreuses entreprises rencontraient des problèmes tels que des retards injustifiés dans la délivrance des recommandations et une quantité limitée de contingents d'importation, résultant de la mise en œuvre du mécanisme de balance-matières. En particulier, la Corée estime que les mesures prises par l'Indonésie, qui s'appuient sur ses propres estimations de l'offre et de la demande nationales, constituent des restrictions à l'importation et contribuent de manière significative à instaurer des distorsions des échanges. Ces mesures semblent incompatibles avec l'article XI:1 du GATT de 1994. En conséquence, la République de Corée demande à l'Indonésie d'améliorer le fonctionnement du mécanisme afin que le système ne serve pas à restreindre virtuellement les quantités importées. La Corée est prête à dialoguer davantage avec l'Indonésie pour régler pleinement cette question.

36.14. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

36.15. Les États-Unis se joignent à l'Union européenne et au Japon pour exprimer à nouveau leurs préoccupations concernant la politique relative à la balance-matières de l'Indonésie. Depuis que cette politique a été mise en œuvre, les importateurs ont fait état de retards importants dans l'obtention de licences d'importation pour certains produits agricoles, ainsi que de réductions des volumes reçus.

36.16. Veuillez expliquer comment le gouvernement indonésien remédie à ces retards administratifs.

36.17. Veuillez préciser si les importateurs peuvent prétendre à une licence visant le volume qu'ils demandent, quel qu'il soit, et expliquer pourquoi, d'après certaines informations, cela ne serait pas le cas.

36.18. La politique relative à la balance-matières semble concerner certaines marchandises à différentes étapes. Par exemple, en 2021, la première étape prévoyait une balance-matières pour le riz, le sucre, le bœuf, le sel et les produits de la pêche, mais elle vise maintenant également des produits non agricoles. Veuillez expliquer comment le gouvernement indonésien détermine à quelles marchandises cette politique s'applique.

36.19. Enfin, bien que l'Indonésie ait expliqué précédemment que cette politique visait à améliorer la gouvernance et la transparence commerciales, nous lui demandons instamment de ne pas l'étendre à d'autres produits, et de repenser cet objectif de remplacement des importations contre-productif et perturbateur pour le commerce.

36.20. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

36.21. Comme indiqué aux précédentes réunions du Conseil, la Suisse partage les préoccupations soulevées par l'Union européenne, le Japon et d'autres Membres concernant le mécanisme de balance-matières de l'Indonésie, en particulier la raison d'être de cette mesure et les détails de la mise en œuvre du système de balance-matières. Nous restons par ailleurs intéressés par de plus amples informations sur la manière dont l'Indonésie entend assurer la compatibilité de ces mesures avec ses obligations dans le cadre de l'OMC.

36.22. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

36.23. Le Royaume-Uni partage les préoccupations exprimées par le Japon et l'Union européenne. Bien que nous soutenions les efforts de l'Indonésie pour être plus transparente, il semble que les réglementations indonésiennes relatives à la balance-matières pourraient être restrictives pour le commerce. Les entreprises britanniques subissent déjà des retards de procédure pour entrer sur le marché indonésien, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation et des boissons. Le Royaume-Uni continue également de demander à l'Indonésie de reconsidérer son programme de remplacement des importations et de réduire les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux dans tous les secteurs. Il souhaiterait recevoir de plus amples renseignements sur toute évolution future concernant cette politique et se réjouit de poursuivre le dialogue sur ce sujet.

36.24. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

36.25. L'objectif de la balance-matières est de servir de vecteur pour fournir des renseignements complets, précis et fiables au moyen d'un système de base de données national intégré. L'Indonésie souhaite réaffirmer sa position telle qu'elle a été exposée à la précédente réunion du CCM. En outre, l'amélioration du climat des affaires, la sécurité de l'environnement des affaires et la libre circulation des marchandises sont des objectifs de la balance-matières.

36.26. La balance-matières ne constituera pas une charge supplémentaire pour le régime d'importation de l'Indonésie, mais elle accélérera les procédures de licences d'importation du pays. Ceci est principalement dû à l'accent mis sur les principes de simplification et de transparence dans les comptes matières. La balance-matières fournira des données complètes, détaillées, transparentes et précises, qui seront mises en œuvre par les ministères et les institutions concernés.

36.27. L'Indonésie demeure convaincue que la balance-matières permettra de simplifier les procédures d'approbation des importations, d'accroître la facilité de faire des affaires et de favoriser la transparence des échanges ainsi que les prévisions concernant le développement des entreprises.

36.28. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

36.29. Le Conseil en est ainsi convenu.

37 ÉTATS-UNIS, JAPON, PAYS-BAS – ACCORD SUR LES RESTRICTIONS À L'EXPORTATION CONCERNANT LES ÉQUIPEMENTS POUR LA FABRICATION DE SEMI-CONDUCTEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

37.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

37.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

37.3. En février de cette année, plusieurs médias ont indiqué que les États-Unis, le Japon et les Pays-Bas étaient parvenus à un accord visant à restreindre les exportations d'équipements de pointe pour la fabrication de semi-conducteurs vers la Chine. Une entreprise concernée a également mentionné l'accord dans son communiqué de presse.

37.4. À la réunion du CCM d'avril, les États-Unis ont dit, dans leur déclaration faite au titre de ce point, "Les États-Unis contestent la description du point de l'ordre du jour faite par la Chine".¹¹ L'Union européenne a également dit: "L'Union européenne conteste la description du point de l'ordre du jour faite par la Chine, sur le plan factuel".¹² Toutefois, après la réunion d'avril du CCM, quelques faits nouveaux nous ont conduits à penser qu'il était très probable qu'un accord ait été conclu entre les trois Membres sur cette question.

37.5. Nous notons avec préoccupation que, après l'introduction des mesures américaines concernant le contrôle à l'exportation des produits semi-conducteurs contre la Chine, publiées le 7 octobre 2022, le Japon et les Pays-Bas ont également introduit de nouvelles mesures de contrôle à l'exportation d'équipements pour la fabrication de semi-conducteurs, le 23 mai et le 30 juin 2023,

¹¹ Document [G/C/M/145](#), paragraphe 23.6.

¹² Document [G/C/M/145](#), paragraphe 23.10.

respectivement. Notre question est la suivante: si un tel accord n'existe pas entre les trois Membres, ces derniers pourraient-ils expliquer pourquoi, dans un laps de temps aussi court, ils ont tous révisé les lois et réglementations pertinentes de manière synchronisée pour introduire de nouvelles mesures de contrôle à l'exportation sur le même secteur, à savoir l'industrie des semi-conducteurs?

37.6. Il nous semble que l'accord a été conclu sous la contrainte des États-Unis. La pratique coercitive des États-Unis n'est pas nouvelle pour ce conseil. Dès 1995, première année de fonctionnement de ce conseil, un Membre a qualifié la pratique américaine de coercition *de facto*, lorsque les États-Unis ont demandé à ce Membre d'ouvrir son marché national de l'automobile. Ces dernières années, nous avons assisté à une augmentation des pratiques coercitives américaines, en ce qui concerne des produits allant de l'acier aux semi-conducteurs en passant par les produits en aluminium. Les États-Unis n'ont cessé d'abuser des mesures de contrôle des exportations et de contraindre d'autres Membres à réprimer et à contenir le développement des semi-conducteurs en Chine dans leur propre intérêt et ce, aux dépens des autres. Le contrôle des exportations est devenu un moyen permettant aux États-Unis d'atteindre leurs objectifs idéologiques et géopolitiques.

37.7. En ce qui concerne les contrôles à l'exportation imposés par le Japon sur 23 types d'équipements de fabrication de puces, nous notons avec inquiétude que l'éventail des produits soumis à de nouveaux contrôles à l'exportation est manifestement excessif, puisqu'il couvre des produits qui ont été retirés depuis longtemps de l'Arrangement de Wassenaar. Bien que le Japon affirme que l'objectif des mesures est d'empêcher que la technologie soit détournée à des fins militaires et de préserver la paix et la sécurité internationales, et qu'elles ne visent aucun pays ou région en particulier, de nombreux produits et technologies connexes parmi les 23 types d'équipements de fabrication de puces sont des dispositifs et technologies civils. En outre, la classification des licences d'exportation et les regroupements de pays ou de régions dans le cadre de ce contrôle des exportations montrent que les mesures adoptées par le Japon sont discriminatoires et visent la Chine.

37.8. En ce qui concerne les nouveaux contrôles à l'exportation sur les équipements semi-conducteurs promulgués par le gouvernement néerlandais, nous prenons note avec inquiétude du fait que certains équipements semi-conducteurs seront soumis aux nouveaux contrôles à l'exportation, bien que ces produits ne soient pas couverts par la liste concernant le contrôle des exportations de biens à double usage de l'UE. Les mesures prises par le gouvernement néerlandais sortent du cadre de la liste de contrôle des produits de l'Arrangement de Wassenaar et étendent l'application des Règlements de l'UE sur le double usage.

37.9. Nous pensons que les dernières mesures de contrôle des exportations prises par les États-Unis, le Japon et les Pays-Bas s'écartent clairement de l'objectif et de la pratique relative au contrôle des exportations largement partagés par la communauté internationale, et sont contraires à l'objectif de l'utilisation pacifique de la science et de la technologie.

37.10. Enfin, l'accord entre les trois Membres est incompatible avec les principes d'ouverture et de transparence de l'OMC. Il affaiblit également l'autorité et l'efficacité des règles de l'OMC. Nous demandons aux trois Membres de notifier l'accord et ses mesures de suivi à l'OMC, et nous appelons celle-ci à renforcer la surveillance de ces mesures.

37.11. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

37.12. Les États-Unis répètent qu'ils contestent la façon dont la Chine a décrit la question. Ils estiment également que le Conseil du commerce des marchandises n'est pas l'instance appropriée pour discuter des questions relatives à la sécurité nationale, y compris des contrôles à l'exportation.

37.13. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

37.14. L'Union européenne rappelle la déclaration qu'elle a faite à la précédente réunion du CCM. Elle continue de contester la description du point de l'ordre du jour faite par la Chine sur le plan factuel. En outre, le type de mesures régies par le GATT sont celles qui sont adoptées par les divers Membres. La déclaration de l'UE ne concerne donc que ces dernières.

37.15. La question soulevée par la Chine concerne les mesures nationales relatives au contrôle des exportations d'équipements de pointe pour la fabrication de semi-conducteurs de pointe prises par les Pays-Bas, adoptées par Règlement du Ministre du commerce extérieur et de la coopération au développement du 23 juin 2023, n° MinBuza 2023 15246-27, qui a été publié le 30 juin 2023.¹³

37.16. Cette mesure entre dans le cadre du double usage et du contrôle à l'exportation de l'Union européenne. Ce cadre permet aux États Membres de l'UE d'imposer des contrôles nationaux à l'exportation supplémentaires sur la base d'intérêts essentiels de sécurité. La mesure a été adoptée, comme toutes les restrictions existantes de ce type, en pleine conformité avec les règles applicables de l'OMC. En particulier, les exceptions du GATT permettent aux Membres de prendre les mesures qu'ils estiment nécessaires à la protection des intérêts essentiels de leur sécurité en ce qui concerne le trafic de marchandises destiné directement ou indirectement à l'approvisionnement des forces armées.

37.17. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

37.18. S'agissant des restrictions à l'exportation de puces, le Japon réalise depuis longtemps un contrôle strict à l'exportation sur la base de la Loi sur les changes et le commerce extérieur, de manière qu'il estime compatible avec l'Accord sur l'OMC du point de vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous continuerons à prendre des mesures conformément à la politique susmentionnée.

37.19. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

37.20. Le Conseil en est ainsi convenu.

38 ÉTATS-UNIS – MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES AU NOM DE LA SÉCURITÉ NATIONALE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

38.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

38.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

38.3. Nous nous référons à la déclaration faite à la précédente réunion de ce conseil. Comme le Conseil le sait, depuis 2018, les États-Unis ont pris un grand nombre de mesures commerciales restrictives au nom de la sécurité nationale contre la Chine et d'autres Membres. Ces mesures peuvent être classées en huit catégories: i) mesures tarifaires telles que les mesures prises au titre de l'article 232 contre les produits importés en acier et en aluminium; ii) mesures relatives aux règles d'origine, telles que l'application discriminatoire du marquage d'origine; iii) restrictions directes à l'exportation, y compris des contrôles étendus des exportations de produits commerciaux exportés vers la Chine; iv) application extraterritoriale de restrictions à l'exportation: des restrictions frappent les exportations vers la Chine de produits de pays tiers même si ces produits ne contiennent aucun "élément des États-Unis"; v) interdiction d'achat: par exemple, les organismes du gouvernement fédéral des États-Unis ont l'interdiction d'acheter ou d'utiliser des produits et services des télécommunications de certaines entreprises chinoises; vi) politiques de subventions discriminatoires: les entreprises de semi-conducteurs recevant des subventions du gouvernement américain doivent renoncer à leurs projets d'expansion de leurs investissements correspondants en Chine; vii) prohibitions des autorisations de mise sur le marché, qui interdit à certaines entreprises chinoises de matériel de télécommunication d'obtenir les certificats nécessaires pour obtenir l'accès au marché; et viii) examen des transactions liées aux services des TIC: par exemple, les États-Unis examinent les transactions commerciales liées à une large palette de produits et services des TIC.

38.4. Nous pensons que le nombre important et croissant de mesures prises par les États-Unis au nom de la sécurité nationale reflète la manière dont ils abusent de la "sécurité nationale". Les États-Unis estiment que l'application des dispositions relatives à l'"exemption pour raisons de sécurité" est fondée uniquement sur une "autonomie de jugement" et n'est pas soumise à l'examen des groupes spéciaux de règlement des différends de l'OMC. Toutefois, comme l'ont montré plusieurs décisions de ces groupes spéciaux, ni l'historique de la négociation du GATT, ni le texte du GATT, ni l'interprétation des dispositions pertinentes par de nombreux autres Membres ne sont en accord avec l'allégation des États-Unis.

¹³ <https://zoek.officielebekendmakingen.nl/stcrt-2023-18212.html>.

38.5. Les contrôles américains à l'exportation outrepassent les pratiques internationales et leur utilisation extraterritoriale reflète clairement le caractère extrême de cette approche unilatérale. Nous avons été témoins de la manière dont les États-Unis ont augmenté les droits de douane sur la base d'une prétendue "sécurité nationale" sans fondement, puis les ont abaissés de manière sélective pour certains Membres seulement. Cette pratique est la preuve de la nature discriminatoire et arbitraire des États-Unis dans la mise en œuvre de leur politique commerciale.

38.6. L'interdiction d'achat et l'examen des transactions liées aux services des TIC sur les équipements de télécommunication chinois couvrent toutes les ventes et importations, y compris à caractère commercial. Nous notons avec surprise que les États-Unis considèrent même les composants de batteries pour véhicules électriques fabriqués en Chine comme une menace potentielle pour leur sécurité nationale, ce qui entraîne un traitement discriminatoire dans leurs politiques de subventions.

38.7. Les États-Unis estiment que l'OMC est en terrain périlleux pour ce qui est de contester les décisions commerciales fondées sur la sécurité nationale. En fait, c'est l'utilisation abusive de la sécurité nationale par les États-Unis qui met véritablement l'OMC dans une situation délicate. En abusant de la "sécurité nationale", les États-Unis ont brisé l'une après l'autre les fenêtres de cette bâtisse qu'est le régime commercial multilatéral, ce qui donnerait lieu à la "théorie de la vitre brisée", selon laquelle les exemptions deviennent la règle et mettent en danger le régime commercial multilatéral fondé sur des règles.

38.8. Enfin, la Chine estime qu'il est nécessaire de renforcer l'examen et le suivi de la pratique consistant à abuser des exemptions en matière de sécurité dans le cadre de l'OMC.

38.9. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

38.10. Comme nous l'avons indiqué précédemment, nous ne sommes pas d'avis que le Conseil du commerce des marchandises soit l'enceinte appropriée pour examiner des questions relevant de la sécurité nationale.

38.11. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

38.12. Le Conseil en est ainsi convenu.

39 UNION EUROPÉENNE – PRODUITS ZÉRO DÉFORESTATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL, L'INDONÉSIE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

39.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Brésil, de l'Indonésie et de la Fédération de Russie.

39.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

39.3. L'Indonésie fait part à nouveau de son inquiétude concernant le Règlement de l'Union européenne relatif aux produits zéro déforestation. L'Indonésie a noté que le Règlement interdira l'importation et la commercialisation de sept produits, à savoir les produits de bétail, le cacao, le café, le caoutchouc, les fèves de soja, le bois, l'huile de palme et leurs produits dérivés, qui peuvent contribuer à la déforestation et à la dégradation des forêts et des terres et dont l'origine y est liée. En outre, le Règlement relatif aux produits zéro déforestation imposera également une diligence raisonnée obligatoire pour les sept produits. Les importateurs sont tenus de faire preuve de diligence raisonnée pour démontrer que leurs produits sont conformes à la législation et sans lien avec la déforestation et la dégradation des forêts.

39.4. En substance, ce règlement impose des normes de traçabilité rigoureuses, relie le produit en question aux terres agricoles où il a été produit, et présentera une difficulté pour les PME, en particulier les petits exploitants, et produira des effets significatifs. Bien qu'un délai de grâce ait été accordé aux PME et aux grandes industries pour leur permettre de mettre en œuvre le Règlement de l'Union européenne relatif aux produits zéro déforestation, l'Indonésie croit comprendre qu'il sera toujours difficile pour les petits agriculteurs indonésiens, qui représentent la majorité du secteur, de se conformer aux règles, de n'avoir aucun lien avec la déforestation et la dégradation des forêts, et de respecter la diligence raisonnée requise.

39.5. L'Indonésie espère donc que l'UE adoptera des indicateurs pour son Règlement zéro déforestation qui soient plus raisonnables et considérés favorablement par les nations en développement comme l'Indonésie, ainsi que par les PMA. En l'occurrence, l'Indonésie souhaite également faire savoir à l'Union européenne qu'elle a réalisé des progrès significatifs (bien plus importants qu'il ne paraît) en matière de durabilité, à la fois au moyen de la législation et des pratiques d'entreprise qui soutiennent une agriculture et une industrie durables. Ceci est vrai tant pour le gouvernement que pour les acteurs économiques en Indonésie. Plusieurs initiatives gouvernementales ont soutenu le développement durable dans le pays: au nombre des politiques du gouvernement indonésien qui ont soutenu le développement durable figurent les suivantes: i) les indicateurs de durabilité à l'échelle juridictionnelle compilés par le Ministère de la planification du développement national/Bappenas (Ministère de la planification du développement national/Agence nationale de développement) qui peuvent prendre en compte les principes de durabilité; ii) la Directive n° 98/2013 du Ministre de l'agriculture concernant l'octroi de licences aux entreprises de plantation; iii) la Directive n° 38/2020 du Ministre de l'agriculture concernant la mise en œuvre des articles 28 et 29 relative à la certification des plantations d'huile de palme durable en Indonésie, qui régissent la traçabilité; et iv) les activités menées par le Ministère de l'agriculture visant à renforcer la gouvernance des petites plantations de palmiers à huile et la formation d'un groupe de travail (Satgas) destinée à améliorer la gouvernance de la branche de production d'huile de palme, en mettant l'accent sur les petits exploitants. En outre, l'Indonésie souhaite demander à l'Union européenne des éclaircissements sur l'existence d'un classement des Membres de l'OMC par catégories de risque élevé/normal/faible fondé sur une évaluation réalisée par l'Union européenne en vertu de l'article 29 du Règlement de l'Union européenne relatif aux produits zéro déforestation, qui concerne l'évaluation des pays. Les renseignements fournis par les organisations non gouvernementales (ONG) et par d'autres parties prenantes, y compris les peuples autochtones et les organisations de la société civile, ainsi que les Membres de l'OMC et les entreprises (opérateurs), seront également utilisés dans l'évaluation concernée. L'Indonésie souhaite demander en l'occurrence une clarification sur les normes concernant les tierces parties autorisées à présenter une évaluation ainsi que sur le format de la méthode d'évaluation à appliquer, étant donné le large éventail de sources d'évaluation que l'Union européenne est autorisée à utiliser.

39.6. L'Indonésie estime que le Règlement relatif aux produits zéro déforestation est susceptible de donner aux produits nationaux de l'Union européenne un traitement distinct de celui donné aux produits importés, de créer des obstacles non nécessaires au commerce international et de menacer les moyens de subsistance des petits agriculteurs, de sorte qu'il peut perturber l'accès aux marchés des produits et l'agriculture dans les pays en développement et les PMA qui ne satisfont pas à l'article 4.2 de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC, qui régit l'accès aux marchés des produits agricoles.

39.7. L'Indonésie estime également que la définition des 7 (sept) produits et de leurs dérivés à l'article 1 du Règlement, n'est pas suffisamment étayée par des données probantes scientifiques et que la majorité des marchandises qu'elle vise sont des importations qui ne sont pas produites dans l'Union européenne. Les principes de la nation la plus favorisée (NPF) et du traitement national, ainsi que le traitement non moins favorable énoncé à l'article 2.1 de l'Accord OTC, peuvent être enfreints, de même que d'autres normes et principes de l'OMC.

39.8. En ce qui concerne cette question, l'Indonésie souligne que l'Union européenne doit tenir compte du principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques commerciales liées à l'environnement et aux changements climatiques, y compris le Règlement relatif aux produits zéro déforestation, conformément aux délibérations de la CCNUCC et de l'Accord de Paris. En outre, l'Indonésie envisage de rappeler à l'Union européenne que toute politique commerciale relative à l'environnement et aux changements climatiques doit être étayée par des recherches objectives et des données scientifiques afin d'éviter de tomber dans un protectionnisme déguisé et afin d'être en cohérence avec les objectifs de développement durable en tenant compte des facteurs sociaux et économiques.

39.9. La déléguée du Brésil a indiqué ce qui suit:

39.10. Le Brésil renvoie aux précédentes déclarations qu'il a faites sur ce sujet et réitère ses préoccupations concernant le Règlement européen sur des chaînes d'approvisionnement sans lien avec la déforestation et la dégradation des forêts. Nous estimons que le Règlement européen crée un obstacle illicite au commerce international, qu'elle est de nature très discriminatoire et aura peu d'incidence sur son objectif allégué de réduire la déforestation et la dégradation des forêts.

39.11. Le gouvernement brésilien accorde à la lutte contre la déforestation une place de premier rang au nombre de ses priorités. Dans notre contribution déterminée au niveau national (CDN) à l'Accord de Paris de la CCNUCC, le Brésil s'est engagé à s'efforcer de mettre fin à la déforestation illégale en Amazonie d'ici à 2028. Le mois dernier, le gouvernement brésilien a lancé une nouvelle phase de son plan d'action pour la prévention et le contrôle de la déforestation en Amazonie, qui renforce encore l'ambition de ses efforts au moyen d'un vaste éventail de mesures différentes, dans le but de parvenir à une déforestation nette zéro d'ici à 2030.

39.12. Notre expérience montre que la déforestation est un problème aux multiples facettes qui devrait être abordé par le biais de politiques publiques globales à court, moyen et long termes. L'application de la Loi contre la déforestation illégale est absolument essentielle et, rien qu'au cours des cinq premiers mois de 2023, le gouvernement brésilien a infligé plus de 400 millions d'USD d'amendes et a considérablement augmenté les saisies de marchandises liées aux violations en matière d'environnement et aux embargos. Toutefois, d'un autre côté, d'autres moyens de subsistance doivent être offerts aux millions de personnes qui vivent près de forêts.

39.13. Le développement durable ne se concrétise que grâce à l'amélioration de ses trois dimensions fondamentales: économique, sociale et environnementale. Le commerce international a un effet bénéfique prouvé car il offre aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux familles, des possibilités pour accéder à de nouveaux marchés et améliorer leurs revenus, échapper à la pauvreté et améliorer leur situation sur le plan économique et social. Fréquemment, c'est également une étape nécessaire pour permettre à ces parties prenantes d'améliorer leurs pratiques environnementales. Ces effets ont été reconnus et prouvés à maintes reprises par plusieurs organismes des Nations Unies, l'OMC et l'UE elle-même.

39.14. Pourtant, la proposition européenne met uniquement l'accent sur la restriction au commerce. Elle envisage une interdiction du commerce de plusieurs produits sur la base d'un concept des produits "zéro déforestation", qui diverge du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de tous les accords environnementaux multilatéraux pertinents, y compris la CCNUCC et la CDB, qui reconnaissent l'importance de notions telles que l'utilisation durable, la régénération des écosystèmes et le reboisement, entre autres.

39.15. Il est donc probable que le Règlement proposé par l'UE ait une très faible incidence pour ce qui est de réduire effectivement la déforestation. Il ne contient aucune disposition ni solution pour la réhabilitation et n'offre aucune incitation aux producteurs en difficulté afin qu'ils améliorent leurs pratiques. Au lieu de cela, il favorise le désengagement et punit même les producteurs qui pourraient avoir agi dans le respect du droit national et des normes internationales en matière de durabilité.

39.16. Le règlement européen met également en place un système d'évaluation comparative des pays, assorti d'un classement par catégories qui imposerait des traitements différents aux Membres en fonction de critères fixés unilatéralement par l'Union européenne. En imposant un "contrôle renforcé" des produits originaires de zones à haut risque, il pourrait stigmatiser des pays entiers et pénaliser même les producteurs de ces zones qui adoptent effectivement des pratiques durables. Plus encore, il pourrait favoriser le détournement des échanges, car les opérateurs désireux d'éviter de lourdes charges de mise en conformité seraient incités à réduire leurs échanges avec les pays considérés comme "à haut risque".

39.17. Enfin, les critères utilisés pour évaluer le risque de non-respect du Règlement ne sont pas suffisamment clairs et objectifs. Ils peuvent être appliqués de manière discrétionnaire par la Commission. En outre, ces critères ne sont pas acceptés sur le plan international et il n'y a pas de méthode harmonisée pour les examiner et les évaluer.

39.18. Au fil des ans, nous avons continué à faire part de nos préoccupations à l'Union européenne sans qu'elles ne soient prises en compte et sans que nous ne puissions débattre de cette mesure de manière significative. Nous attendons avec intérêt de coopérer avec l'UE à l'élaboration d'une réponse efficace et inclusive à la déforestation. Selon le Brésil, cet objectif ne peut être atteint qu'au moyen d'un cadre coopératif qui encourage la participation des producteurs par des incitatifs positifs pour les faire évoluer vers des pratiques de production meilleures et plus durables.

39.19. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

39.20. La Fédération de Russie réaffirme sa position concernant cette question dont elle a fait part aux précédentes réunions du Comité du commerce et de l'environnement (CCE), du Comité de l'accès aux marchés et du Conseil du commerce des marchandises (CCM). Le Règlement constitue un autre exemple de la politique protectionniste menée par l'UE sous le couvert de la lutte contre les changements climatiques. Il introduit une interdiction de mettre des produits à disposition sur le marché de l'UE ou d'exporter des produits à partir de l'UE, à moins que les produits visés par le Règlement ne satisfassent à toutes les conditions ci-après: a) ce sont des produits zéro déforestation; b) ils ont été produits conformément à la législation pertinente du pays de production; et c) ils font l'objet d'une déclaration de diligence raisonnée.

39.21. Au moyen de ce règlement, l'Union européenne cherche non seulement à faire appliquer son règlement au-delà de ses frontières, mais aussi à déterminer si un produit importé est conforme ou non à la législation de son pays d'origine. Le rôle de juge est attribué à l'opérateur, qui doit vérifier et analyser les renseignements collectés et procéder à une évaluation des risques afin de déterminer s'il existe un risque que les produits concernés destinés à être mis sur le marché ne soient pas conformes aux prescriptions, y compris à la législation applicable du pays de production.

39.22. L'évaluation des risques devrait comprendre, entre autres, les éléments ci-après: i) la présence de populations autochtones dans le pays de production ou dans certaines parties de celui-ci; ii) les consultations et la coopération de bonne foi avec les populations autochtones dans le pays de production ou dans certaines parties de celui-ci; et iii) les préoccupations relatives au pays de production et d'origine ou à certaines parties de celui-ci, telles que le niveau de corruption, la prévalence de la falsification de documents et de données, l'inapplication des lois, les violations du droit international relatif aux droits de l'homme, les conflits armés ou la présence de sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies ou par le Conseil de l'Union européenne.

39.23. Dans ce contexte, nous nous interrogeons sur le lien entre ces critères et les changements climatiques. Sur quels accords internationaux l'Union européenne fonde-t-elle ces exigences auxquelles doivent satisfaire les Membres de l'OMC? L'UE a-t-elle envisagé d'autres solutions pour résoudre le problème de la déforestation dans cadre des instances internationales compétentes? Dans l'affirmative, cela a-t-il donné des résultats?

39.24. Jusqu'à présent, le Règlement vise le commerce du bétail sur pied, de la viande et des produits carnés, du cacao, du café, du palmier à huile, du caoutchouc, du soja et du bois. Toutefois, cette liste pourrait être élargie à l'avenir. Selon nous, ce règlement prévoit une simple restriction quantitative, ce qui viole les règles de l'OMC. Nous invitons donc l'Union européenne à mettre ses mesures en conformité avec les normes de l'OMC.

39.25. Le délégué de l'Équateur a indiqué ce qui suit:

39.26. Premièrement, la délégation de mon pays tient à vous remercier d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour de la présente réunion. L'Équateur estime que le Règlement de l'Union européenne relatif aux produits zéro déforestation présente des caractéristiques discriminatoires, car il vise des produits spécifiques, qualifiés de "facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts", afin de mettre un terme à l'expansion des terres agricoles. Ces produits comprennent l'huile de palme, le cacao, le café, le caoutchouc, le bétail, le bois et les fèves de soja, ainsi que certains de leurs dérivés tels que le chocolat, les meubles, les pneumatiques, les produits imprimés, etc. Ces cultures sont des produits de base de plusieurs économies en développement, y compris l'Équateur.

39.27. Mon pays a œuvré pour s'acquitter des engagements qu'il a souscrits au titre de l'Accord de Paris dans le but de parvenir à un équilibre entre le développement économique, le développement social et la durabilité environnementale. Toutefois, la proposition de l'Union européenne relative aux produits zéro déforestation ne respecte pas cet équilibre. Le nouveau règlement de l'UE sur la déforestation créerait des obstacles pour les petits agriculteurs, car il impose des obligations telles que celles concernant la géolocalisation de leurs cultures. Comme nous pouvons l'anticiper, il y aura des coûts de production supplémentaires pour se conformer à ce nouveau règlement. Ce nouveau règlement n'affectera pas dans une large mesure les entreprises de l'UE ou les consommateurs locaux, mais les effets les plus importants toucheront évidemment les secteurs de la production et de l'exportation de l'Équateur.

39.28. En conclusion, l'Équateur estime que ce règlement présente un risque important pour le marché mondial des produits de base, surtout si l'on considère que les pays en développement ont encore du mal à se remettre des effets de la pandémie de COVID-19.

39.29. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

39.30. L'Inde tient à remercier la délégation de l'Union européenne pour sa récente collaboration concernant le Pacte vert pour l'Europe dans le cadre de l'édition de juin 2023 de la Semaine du commerce et de l'environnement. Nous saluons également le dialogue bilatéral sur ces questions, y compris dans le cadre du premier Conseil du commerce et des technologies UE-Inde.

39.31. L'Inde a fait part de ses préoccupations concernant les mesures proposées par l'Union européenne au titre du MACF, des produits zéro déforestation et d'autres propositions relatives au Pacte vert pour l'Europe dans diverses enceintes. Plus récemment, elle a présenté, à la réunion de mars 2023 du Comité du commerce et de l'environnement (CTE), un document reproduit sous la cote [JOB/TE/78](#), qui souligne que nous assistons à une fragmentation potentielle du commerce si les Membres continuent à prendre des mesures commerciales unilatérales qui s'appliquent de manière extraterritoriale. En outre, elle souligne la nécessité d'agir conformément au principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, ainsi que de s'acquitter des contributions déterminées au niveau national (CDN).

39.32. La mesure, telle qu'elle est proposée actuellement, nuira aux exportations vers l'Union européenne des produits agricoles visés. Les pires effets seront ressentis par les petits agriculteurs et les agriculteurs marginaux des pays en développement. Dans les pays en développement, y compris l'Inde, le secteur agricole est un facteur clé de création d'emploi et du bien-être économique d'une grande partie de la population, en particulier des femmes et des personnes associées aux MPME. Il est regrettable que l'UE fasse des choix en matière de politiques qui nuisent directement aux intérêts économiques de ces groupes socioéconomiques.

39.33. Le délégué du Pérou a indiqué ce qui suit:

39.34. Le Pérou tient d'emblée à remercier les délégations qui ont soulevé ce point de l'ordre du jour. À cet égard, nous aimerions faire part de notre inquiétude quant à l'approbation récente de ce règlement et à son entrée en vigueur rapide, car nous estimons qu'il pourrait entraîner des perturbations majeures des flux commerciaux des produits entrant dans son champ d'application, en particulier dans les chaînes impliquant des petits producteurs.

39.35. Nous pensons qu'un cadre multilatéral est l'espace approprié pour élaborer ce type d'initiative, étant donné que les mesures unilatérales, telles que celle en question, ne prennent pas en compte les différentes réalités et les efforts des différents pays, dont les producteurs et les exportateurs seront en fin de compte ceux qui devront se conformer à cette mesure. Dans le cas du Pérou, les exportations des produits visés par le règlement de l'Union européenne représentent une part importante des exportations agricoles péruviennes vers le monde, qui répondent à des normes élevées de qualité et de durabilité.

39.36. L'huile de palme, le cacao, le café et le bois ont des chaînes de valeur dont les principaux marchés sont l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. Plus précisément, la valeur totale des exportations de ces quatre produits a atteint 2,095 milliards d'USD, soit une augmentation de 39% par rapport aux exportations totales en 2021, l'Union européenne étant l'une des principales destinations et le principal facteur de cette croissance des exportations. Ces chaînes de valeur comprennent des milliers de petits producteurs (200 000 pour le café et 90 000 pour le cacao, par exemple). C'est la raison pour laquelle les politiques qui ont une incidence sur des produits comme ceux-ci ont des répercussions majeures sur les exportations de notre pays en général et, en fin de compte, sur notre économie, en affectant des milliers de producteurs dont les moyens de subsistance dépendent de la commercialisation et de l'exportation de ces produits.

39.37. En outre, nous sommes préoccupés par le fait que de nombreux aspects de ce règlement européen restent flous ou nécessitent des directives supplémentaires. En pratique, cela signifie que le délai réel dont disposent les opérateurs et les exportateurs pour se mettre en conformité sera beaucoup plus court que le délai de 18 mois prévu avant la mise en œuvre. Par exemple, le règlement de l'UE ne précise pas quels documents les opérateurs exigeront des exportateurs pour prouver que

leurs marchandises sont des produits zéro déforestation et qu'ils respectent les paramètres juridiques établis. Les délais concernant les procédures envisagées par le règlement ne sont pas non plus précisés, ce qui créera ainsi un large pouvoir discrétionnaire et une certaine ambiguïté dans leur mise en œuvre, laquelle est susceptible d'affecter le commerce.

39.38. Nos préoccupations sont fondées sur notre expérience directe de la mise en œuvre du règlement de l'UE dans le cadre d'une procédure de diligence raisonnée pour des exportations de bois, qui sera bientôt remplacé par le règlement sur les produits zéro déforestation. Tant le règlement en vigueur que celui qui doit prendre effet en 2025 manquent de clarté en ce qui concerne les documents exigés par les autorités douanières et les délais concernant les procédures. C'est ainsi, par exemple, que des conteneurs péruviens ont été retenus en Belgique pendant plus d'un an et quatre mois, sans que nous ne soyons informés des raisons de cette situation, des documents nécessaires à la libération des conteneurs et du temps qu'il faudrait aux autorités douanières pour résoudre le problème. La Commission elle-même n'a pas été en mesure d'obtenir ces renseignements et d'en faire part dans un cadre bilatéral.

39.39. En outre, ce règlement semble favoriser les États membres et les ressortissants de l'Union européenne par rapport aux pays tiers, étant donné qu'il ménage un délai amplement suffisant de six mois pour permettre aux membres de l'UE de notifier les autorités compétentes chargées de se conformer aux obligations prévues par le règlement, alors que les pays tiers sont censés mettre en œuvre des processus complexes dans un délai de 18 mois, y compris en ce qui concerne la traçabilité, la géolocalisation et le contrôle des chaînes agricoles impliquant des centaines de milliers de producteurs. En outre, il établit un délai spécial de 24 mois pour la mise en œuvre du règlement dans les PME de l'Union, tandis que les MPME et les petits producteurs des pays tiers qui sont des fournisseurs des chaînes devront se conformer à toutes les exigences dans le délai susmentionné de 18 mois.

39.40. En vertu de ce règlement, les pays se verront attribuer unilatéralement une note de risque de déforestation, dont les critères spécifiques et la méthodologie n'ont pas été communiqués aux pays potentiellement affectés ni coordonnés avec eux. À cet égard, si la notation est basée sur des indices généraux et ne tient pas compte des circonstances spécifiques qui peuvent se présenter dans chaque pays, elle pourrait avoir un effet négatif sur les producteurs et les exportateurs des zones à faible risque, en les désavantageant par rapport aux produits similaires d'autres pays.

39.41. Nous pensons qu'il existe de nombreuses façons de s'attaquer à la déforestation et nous trouvons regrettable que le règlement de l'UE ne choisisse qu'une option particulière qui n'encourage pas, par exemple, l'adoption de mesures de reboisement, puisqu'il n'autorise pas les exportations à partir de zones reboisées. En conséquence, les petits producteurs qui ont trouvé un équilibre harmonieux entre l'agriculture et l'entretien des forêts seront privés de la possibilité de poursuivre leurs activités économiques pour sortir de la pauvreté.

39.42. Tous les Membres de l'OMC sont déterminés à faire face à la menace des changements climatiques, du réchauffement de la planète et de la déforestation; toutefois, la décision sur la manière de s'attaquer à ces problèmes ne devrait pas être prise unilatéralement si elle est tributaire d'actions de tierces parties, et nous ne devrions pas adopter de mesures qui imposent des restrictions non nécessaires au commerce, qui est un outil pour la croissance et le développement durable. En outre, nous ne pouvons pas perdre de vue que l'un des principaux facteurs de la déforestation est la pauvreté, que le commerce international nous permet de combattre au moyen des outils qu'il nous offre, par exemple le commerce de plusieurs des produits visés par ce règlement européen, et que, dans le cas du Pérou, certains des produits concernés servent également de cultures de remplacement des cultures illicites.

39.43. En conclusion, nous pensons que ce règlement ne devrait être mis en œuvre que lorsqu'une discussion approfondie sur la question aura eu lieu dans un cadre multilatéral, que les exigences et les délais fixés seront clairs et que nous aurons la certitude que les auteurs du règlement, à savoir la Commission, ont la capacité nécessaire de résoudre tout problème que sa mise en œuvre pourrait causer.

39.44. Le délégué du Paraguay a indiqué ce qui suit:

39.45. Permettez-moi de remercier les délégations du Brésil, de l'Indonésie et de la Fédération de Russie d'avoir inscrit ce sujet à l'ordre du jour d'aujourd'hui. Le Paraguay remercie l'Union européenne pour la réunion d'information tenue dans le cadre de la Semaine du commerce et de l'environnement, pour la publication récente d'un document contenant des questions fréquemment posées et pour les discussions bilatérales. Toutefois, les préoccupations et les questions des Membres persistent, comme en témoignent les préoccupations commerciales et les discussions concernant le Règlement européen relatif aux produits zéro déforestation dans le cadre des différents comités de l'OMC.

39.46. La question a été abordée lors de la dernière réunion du Comité de l'agriculture qui s'est tenue en juin dernier. À cette occasion, les délégations du Brésil et de la Chine ont présenté des questions sous la cote AG IMS ID 105034. Les agriculteurs qui reçoivent un soutien dans le cadre de la PAC doivent consacrer au moins 4% de leurs terres arables à des surfaces non productives et à des caractéristiques bénéfiques pour la biodiversité. À cet égard, nous notons qu'au titre de l'annexe II, point 10 de l'Accord sur l'agriculture, "Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen de programmes de retrait de ressources de la production", l'UE a notifié 152,3 millions d'EUR de subventions pour le boisement de terres agricoles. Nous regrettons vivement l'absence de mesures d'équivalence dans le règlement européen. Monsieur le Président, permettez-moi de vous rappeler qu'au Paraguay, sur les terres où le changement d'affectation des terres est encore autorisé, nos agriculteurs doivent maintenir 40%, et non 4%, de forêts, et ce par obligation légale, et non parce qu'ils reçoivent des subventions.

39.47. Par ailleurs, Monsieur le Président, l'Union européenne a indiqué à cette occasion qu'il maintenait deux programmes de coopération pour la période quinquennale 2021-2024 afin de faciliter la juste transition des pays en développement, pour un montant combiné de 3,5 milliards d'EUR. Cela équivaldrait à environ 700 millions d'EUR par an pour l'ensemble des pays en développement. Permettez-moi de replacer ces chiffres dans leur contexte. En un an, l'UE a accordé un soutien couplé facultatif et une aide nationale transitoire au secteur du lait et des produits laitiers pour un montant de 919,1 millions d'EUR, tout en déclarant une mesure globale du soutien (MGS) total courante de près de 3 milliards d'EUR uniquement pour le beurre. Toutefois, 700 millions d'EUR par an devraient suffire à financer la transition pour l'ensemble des pays en développement.

39.48. Outre ces lacunes, on peut également s'interroger sur les obligations de remise en état prévues, par exemple, dans le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. Le Cadre a fixé l'objectif de protéger 30% de la surface de la planète, ce qui, dans une certaine mesure, pourrait impliquer une obligation additionnelle pour les pays en développement, puisqu'ils abritent les écosystèmes restants, mais en même temps, il fixe l'objectif de remise en état de 30% des écosystèmes dégradés, ce qui implique une charge relative pour les pays développés, puisque leurs processus de développement ont impliqué des processus de déforestation massive que nous pouvons encore observer aujourd'hui. Cependant, nous constatons qu'au Parlement européen la proposition visant à remettre en état les écosystèmes dégradés et à rétablir la nature dans toute l'Europe¹⁴ n'a même pas recueilli la majorité requise au sein de la Commission de l'environnement. Il semblerait donc que l'UE soit appelée à s'acquitter de ses obligations en matière de remise en état, mais qu'elle exige en même temps de ses partenaires commerciaux des engagements en matière de conservation qui soient plus importants que ceux convenus au niveau international et assumés de manière autonome par ces derniers.

39.49. Comment cela est-il compatible avec l'objectif poursuivi par l'Union européenne en ce qui concerne cette mesure? Et cela est-il compatible avec le principe des responsabilités communes mais différenciées et des responsabilités respectives au regard de la situation nationale et des CDN?

39.50. L'Union européenne a précédemment répondu que l'obligation et les exigences ne sont pas discriminatoires puisqu'elles s'appliquent de la même manière aux produits provenant de l'UE. Toutefois, la plupart des biens visés ne sont pas produits dans l'UE et la majeure partie de la déforestation dans l'UE a eu lieu avant la date limite choisie. Nous demandons donc à nouveau des éclaircissements sur la manière dont cette mesure évite toute discrimination dans son application.

¹⁴ <https://www.europarl.europa.eu/news/es/press-room/20230626IPR00847/no-majority-in-committee-for-proposed-eu-nature-restoration-law-as-amended>.

39.51. Ceci, en plus de la résistance à la remise en état des écosystèmes, semblerait indiquer pour le moins une grande incohérence entre les objectifs déclarés de la mesure et les actions de l'Union européenne, sinon une restriction déguisée au commerce international, en particulier pour les biens qui sont produits dans l'UE, ou ceux qui ne le sont pas (par exemple l'huile de palme), mais pour lesquels il existe des produits nationaux analogues (l'huile de colza).

39.52. La déléguée de la Türkiye a indiqué ce qui suit:

39.53. Les entreprises qui utilisent les produits entrant dans le champ d'application de ce règlement comme intrants dans la production, ou qui commercialisent ces produits, sont obligées de montrer que les produits sont fabriqués de manière à ne pas causer la déforestation pour pouvoir entrer sur le marché de l'UE. La rigueur des responsabilités en matière de démonstration sera déterminée en fonction de la classification des risques établie par l'UE. Il est donc essentiel que l'UE collabore avec les pays qui sont ses partenaires pour établir ces catégorisations et qu'elle fonde ses décisions sur des données scientifiques solides.

39.54. La Turquie estime également que les prescriptions techniques prévues par le projet de règlement, comme la certification et la vérification, auxquelles les opérateurs des pays tiers devront se conformer ne devraient pas être trop lourdes au point de décourager les petits producteurs de participer aux chaînes d'approvisionnement en raison de la charge administrative qui en résulterait. En outre, afin de s'assurer que ce règlement ne restreint pas de manière non nécessaire le commerce d'un quelconque produit, l'éventuel élargissement du champ d'application de la loi devrait être défini sur la base de données solides montrant que les produits visés sont effectivement ceux qui contribuent le plus à la déforestation mondiale.

39.55. Le délégué de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

39.56. L'Argentine tient à ce que soit consigné son soutien à cette préoccupation commerciale et remercie les délégations qui l'ont inscrite à l'ordre du jour. L'Argentine suit de près le processus législatif de l'Union européenne et aimerait faire part de son inquiétude quant au concept de modèle unique que l'UE a l'intention d'imposer et qui ne tient pas compte des différentes caractéristiques des modèles de production des différents pays. Nous réaffirmons également que le Règlement doit être compatible avec les règles de l'OMC. L'Argentine juge nécessaire que les nouveaux règlements issus du Pacte vert pour l'Europe respectent les engagements pris par l'UE dans le cadre de l'OMC et qu'ils soient fondés sur des preuves scientifiques afin de garantir que ces mesures ne constituent pas un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable ni une restriction déguisée au commerce international.

39.57. L'Argentine partage les préoccupations européennes au sujet des changements climatiques et en particulier l'objectif d'une production alimentaire durable, qui tienne compte des difficultés actuelles liées à la préservation de la sécurité alimentaire dans un contexte climatique en mutation. Dans le même temps, il convient de tenir compte des différences régionales et nationales en matière de ressources naturelles, de problèmes environnementaux et d'effets des changements climatiques, de sorte que les meilleures pratiques dans une région du monde peuvent être différentes de celles d'une autre région.

39.58. Dans ce cadre, nous sommes convaincus qu'il n'existe pas de modèle unique pour protéger l'environnement, et qu'il faut lutter contre la dégradation de l'environnement, y compris le changement climatique, en respectant le principe fondamental des responsabilités communes mais différenciées. Les solutions doivent donc être axées sur les réalités locales, et les politiques et initiatives proposées dans le but légitime de protéger l'environnement doivent être flexibles, pragmatiques, réalisables et réalistes, de manière à fournir les mesures les plus efficaces pour atteindre l'objectif recherché et créer le moins de restrictions possible au commerce.

39.59. En ce qui concerne plus particulièrement le règlement sur la déforestation, nous sommes préoccupés par le fait qu'il n'envisage pas de mesures qui pourraient être moins restrictives en termes commerciaux pour atteindre l'objectif environnemental recherché. Au contraire, le règlement applique les mêmes normes européennes au niveau mondial, sans clarifier les critères établis par l'UE ou la base scientifique pour définir les pays à risque "élevé", "moyen" et "faible", étant donné qu'il peut y avoir des réalités locales et régionales différentes dans chaque pays en ce qui concerne la conservation des forêts, et qu'il faut donc éviter les généralisations. De même, en imposant des

obligations de diligence raisonnée obligatoires et plus onéreuses aux pays classés à haut risque qu'aux autres, l'UE appliquera des critères plus exigeants et plus restrictifs pour le commerce à certains pays classés par l'UE elle-même comme "à haut risque", ce qui pourrait être incompatible avec les règles de l'OMC. En outre, l'approche proposée est incompatible avec les responsabilités historiques des pays développés, y compris ceux de l'UE, en matière de dégradation de l'environnement. En effet, elle fixe un niveau de référence à 2020, sans tenir compte des changements intervenus dans l'utilisation des terres et de la déforestation depuis la révolution industrielle dans ces pays, pénalisant de fait les pays en développement, ce qui est incompatible avec le principe des responsabilités communes mais différenciées.

39.60. En résumé, l'Argentine tient à souligner l'importance d'éviter les mesures unilatérales sans soutien juridique ou multilatéral, ou sans la base scientifique nécessaire, qui aboutissent à des restrictions déguisées au commerce international au nom de l'environnement.

39.61. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

39.62. Le Règlement de l'UE sur des chaînes d'approvisionnement sans lien avec la déforestation est entré en vigueur le 29 juin 2023. Il sera appliqué à partir du 29 décembre 2024, avec une flexibilité supplémentaire de six mois pour les PME. Le Règlement vise à s'attaquer au principal facteur de la déforestation et de la dégradation des forêts: l'expansion des terres agricoles qui est due en particulier à la production d'un ensemble de produits dont l'Union européenne est une grande consommatrice, à savoir le bœuf, le bois, l'huile de palme, le soja, le café, le cacao et le caoutchouc. Le texte final du Règlement a désormais été publié au Journal officiel.

39.63. L'Union européenne a tenu une séance d'information le 14 juin, pendant la Semaine du commerce et de l'environnement de l'OMC, afin d'expliquer les implications pratiques du Règlement et de répondre aux diverses questions techniques posées par les Membres et les parties prenantes. Nous poursuivrons le dialogue dans le cadre de l'OMC à l'avenir, en plus des échanges bilatéraux que nous menons avec les pays les plus touchés. L'Union européenne souhaite également informer les Membres que la semaine dernière, la Commission a publié un document contenant des "questions fréquemment posées" pour aider les opérateurs et les commerçants, en particulier les PME, à se conformer aux exigences de ce règlement. Nous invitons les partenaires à consulter ce document.

39.64. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

39.65. Le Conseil en est ainsi convenu.

40 UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

40.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

40.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

40.3. La Fédération de Russie réaffirme les déclarations qu'elle a faites lors des précédentes réunions du CCM. Sous l'égide du Pacte vert, l'Union européenne met en œuvre de nombreuses mesures visant à restreindre le commerce, y compris le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), le règlement sur la déforestation, la stratégie dans le domaine des produits chimiques, des exigences additionnelles relatives aux nouvelles batteries, une nouvelle proposition de règlement relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, etc. Dans le cadre du Pacte vert, l'Union européenne établit de nouvelles redevances, des restrictions quantitatives, y compris des interdictions d'importation et d'exportation, et de nouvelles exigences techniques sans tenir compte de normes internationales. Toutes ces mesures font l'objet de discussions au sein des organes de travail compétents de l'OMC. Nous tenons à souligner que ces mesures conduisent à une montée du protectionnisme et sapent le système commercial multilatéral. Nous serions reconnaissants à l'Union européenne d'expliquer s'il existe ou non une justification scientifique aux mesures proposées. Quel effet auront-elles sur la lutte contre les changements climatiques? L'UE envisage-t-elle d'autres solutions que les mesures proposées? En conclusion, la Fédération de Russie souhaite exhorter une fois de plus l'Union européenne à respecter les règles de l'OMC et les accords internationaux dans le domaine de la protection de l'environnement.

40.4. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

40.5. L'Uruguay tient à remercier les délégations du Brésil, de la Chine, de l'Indonésie et de la Russie d'avoir soulevé différentes préoccupations commerciales spécifiques (PCS) concernant les politiques de l'UE dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. Ces préoccupations sont abordées au titre des points 22, 39 et 40 de l'ordre du jour. La délégation de mon pays souscrit à plusieurs des points soulevés dans les déclarations de nombreuses délégations, y compris celles du Brésil en particulier au titre du point 22 de l'ordre du jour.

40.6. L'Uruguay souscrit aux objectifs en matière de lutte contre les changements climatiques et de protection de l'environnement, comme en témoignent les engagements qu'il a pris au titre des accords multilatéraux en l'espèce, y compris l'Accord de Paris, et les politiques adoptées en application de ces accords. Toutefois, l'Uruguay demeure préoccupé par les tentatives d'imposer l'idée qu'il existe un modèle unique de production et de développement durable qui devrait être imité dans le monde entier, sans tenir compte des caractéristiques locales et des conditions spécifiques des différents pays et régions, notamment la situation de leurs systèmes de production et leurs contributions relatives aux problèmes à traiter.

40.7. Les effets excessivement restrictifs que l'application pratique de plusieurs des stratégies et politiques annoncées dans le Pacte vert pour l'Europe, telles que celles mentionnées au titre de précédents points de l'ordre du jour, pourrait avoir sur le commerce international et la production au-delà des frontières de l'Union européenne, ainsi que les possibles incompatibilités entre ces stratégies et politiques et les règles de l'OMC, constituent également une source de préoccupation.

40.8. Compte tenu de ce qui précède, l'Uruguay prie instamment l'Union européenne de faire en sorte que ses mesures commerciales et environnementales soient compatibles avec les principes, les engagements et les obligations qu'elle a contractés au titre des Accords de l'OMC et des accords environnementaux multilatéraux.

40.9. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

40.10. Pour des raisons bien connues, nous ne répondrons pas à la Fédération de Russie et nous renvoyons à la déclaration que nous ferons au titre du point 44 de l'ordre du jour. En réponse aux observations de l'Uruguay, nous nous sommes fixé des objectifs ambitieux dans le cadre de l'Accord de Paris. En décembre dernier, nous avons réalisé des progrès significatifs dans le Cadre de la biodiversité mondiale de Kunming-Montréal et nous continuons à participer aux accords multilatéraux sur l'environnement qui s'attaquent à la pollution (Conventions de Bâle, de Rotterdam, de Stockholm et Convention de Minamata). Pour ce faire, nous devons tous redoubler d'efforts, au niveau international et dans le cadre des politiques nationales, afin de concrétiser nos engagements.

40.11. L'inaction n'est pas une option. La question n'est pas de savoir "si", mais comment nous élaborons les politiques tout en garantissant leur compatibilité avec les règles de l'OMC et en réduisant autant que possible les retombées négatives.

40.12. L'Union européenne a tracé la voie à suivre dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. L'initiative comprend de nombreuses mesures en matière de politiques visant à réduire l'empreinte carbone et à enrayer la perte de biodiversité sous plusieurs angles. La promotion de l'économie circulaire, la création de systèmes alimentaires durables, l'écologisation de notre politique agricole commune et l'investissement dans les énergies renouvelables ne sont que quelques exemples des initiatives prises en matière de politiques dans ce contexte.

40.13. Consciente de l'importance potentielle de ces mesures pour les partenaires commerciaux de l'Union européenne et de la nécessité de se conformer aux règles de l'OMC, l'UE a mis au point toutes ses mesures relatives au Pacte vert pour l'Europe avec le plus grand soin. Nous avons également élaboré une stratégie externe pour les phases d'élaboration et de mise en œuvre, qui repose sur les principes de transparence, de dialogue et de respect des engagements internationaux. Nous avons engagé un dialogue avec les pays tiers dès les premiers stades, au moyen de consultations publiques, de réunions bilatérales et d'une collaboration dans le cadre de l'OMC. Et nous poursuivons tous ces efforts au stade de la mise en œuvre. Nous avons organisé deux séances d'information au cours de la récente Semaine du commerce et de l'environnement de l'OMC afin d'entendre les préoccupations de nos partenaires commerciaux et de répondre à toutes leurs questions techniques.

40.14. Nous continuons à réfléchir à la manière de collaborer, y compris à la manière de faciliter la mise en œuvre au moyen de tous les outils et mécanismes possibles, tels que des lignes directrices à l'intention des opérateurs, des approches visant à reconnaître les efforts déployés par les pays tiers (ou les entreprises) et à donner aux parties prenantes des pays tiers une voix dans l'élaboration des outils de mise en œuvre, par exemple par l'intermédiaire de la plate-forme sur la déforestation ou du groupe d'experts chargé d'élaborer les méthodes du MACF. Nous travaillons également avec nos collègues chargés des partenariats internationaux pour voir comment le renforcement des capacités peut aider les pays à satisfaire aux exigences de l'UE.

40.15. En conclusion, nous ne pourrions nous acquitter de nos engagements internationaux que si nous prenons des mesures au niveau national. Mais nous devons aussi travailler ensemble pour préserver une planète vivable pour les générations futures.

40.16. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

40.17. Le Conseil en est ainsi convenu.

41 SRI LANKA – INTERDICTION D'IMPORTER DIVERS PRODUITS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA THAÏLANDE

41.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Thaïlande.

41.2. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

41.3. La Thaïlande souhaite une fois de plus faire part de sa préoccupation au sujet des interdictions d'importation imposées par Sri Lanka en vertu des règlements sur les importations et les exportations (contrôle) n° 02/2020 et 03/2020, qui ont eu une incidence considérable sur ses exportations vers le pays, en particulier celle des petits véhicules particuliers. Cela étant, la Thaïlande suit de près l'évolution de la situation économique de Sri Lanka et comprend que les problèmes de balance des paiements du pays nécessitent toujours la poursuite de la mise en œuvre de ces interdictions d'importation. Néanmoins, nous félicitons Sri Lanka pour le succès des négociations avec le Fonds monétaire international qui ont abouti à la mise en place d'un train de mesures d'aide économique d'une valeur d'environ 3 milliards d'USD, ce qui devrait aider le pays à s'engager sur la voie de la reprise économique et de l'assouplissement de ses mesures de contrôle des importations. À cet égard, nous saluons le Règlement n° 09/2023 du 9 juin 2023 sur les importations et les exportations, qui met fin au contrôle des importations de 286 produits, lesquels n'incluent malheureusement pas les petits véhicules particuliers.

41.4. Compte tenu de ce qui précède, la Thaïlande aimerait donc demander à Sri Lanka d'assouplir davantage ses mesures de restriction des importations, en particulier pour les petits véhicules particuliers, qui sont en vigueur depuis juin 2020. En outre, la Thaïlande encourage Sri Lanka à informer les Membres du calendrier de la suppression de ses restrictions des importations à l'avenir. Enfin, nous demandons instamment à Sri Lanka de notifier ces mesures à l'OMC dans les plus brefs délais.

41.5. Le délégué de Sri Lanka a indiqué ce qui suit:

41.6. Sri Lanka remercie la Thaïlande pour l'intérêt qu'elle continue de porter aux mesures de politique commerciale en matière d'importation qu'elle a prises à titre temporaire pour limiter les effets négatifs de la pandémie de COVID 19. À la réunion du Comité de l'accès aux marchés qui s'est tenue le 27 avril 2023, ma délégation a indiqué que Sri Lanka entreprendrait des efforts positifs pour supprimer progressivement les mesures restrictives en matière de politique d'importation. En conséquence, le pays a pris des dispositions, publiées dans le Journal officiel n° 2335/26 du 9 juin 2023, pour supprimer de telles mesures concernant 286 produits, avec prise d'effet à compter du 9 juin 2023.

41.7. Il fera en sorte de supprimer progressivement ces mesures pour d'autres produits. Nous entreprenons actuellement des démarches pour notifier à l'OMC les mesures restrictives en matière de politique d'importation. Nous avons pris bonne note des préoccupations exprimées par la Thaïlande aujourd'hui, et nous ferons en sorte d'apporter des réponses à ces préoccupations en consultation avec notre capitale.

41.8. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

41.9. Le Conseil en est ainsi convenu.

42 NÉPAL – INTERDICTION D'IMPORTATION DES BOISSONS ÉNERGÉTIQUES – DEMANDE DE LA THAÏLANDE

42.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Thaïlande.

42.2. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

42.3. La Thaïlande souhaiterait à nouveau faire part de sa préoccupation concernant l'interdiction depuis 2019 d'importations de boissons énergisantes mélangées contenant de la caféine et de boissons aromatisées avec des arômes de synthèse en provenance de la Thaïlande, qui vise, on le comprend, à alléger les problèmes de balance des paiements auxquels le pays est confronté. À cet égard, la Thaïlande tient à rappeler au Népal que les Membres de l'OMC se heurtant à des problèmes de balance des paiements peuvent appliquer des restrictions à l'importation, sous réserve des dispositions de l'article XII du GATT de 1994, à condition que ces restrictions ne dépassent pas les restrictions nécessaires, qu'elles soient progressivement assouplies et qu'elles ne soient maintenues que dans la mesure où la conjoncture justifie encore leur application.

42.4. La Thaïlande souhaite également encourager le Népal à engager des consultations avec le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements, selon lesquelles un Membre qui applique de nouvelles restrictions à l'importation prises à des fins de balance des paiements engagera de telles consultations dans les quatre mois à compter de la date à laquelle les restrictions auront été adoptées. Nous encourageons le Népal à prendre cette mesure importante en vue d'une plus grande transparence dans le cadre de sa politique de restriction des importations.

42.5. Le délégué du Népal a indiqué ce qui suit:

42.6. Le Népal tient à remercier la Thaïlande pour sa déclaration et pour l'intérêt soutenu qu'elle porte à ses mesures de politique commerciale et indique que cette préoccupation a également été soulevée au Comité de l'accès aux marchés. En réponse à la préoccupation soulevée précédemment, le Népal souhaite renvoyer aux déclarations qu'il a faites lors de la réunion précédente du CCM, en avril 2023. En outre, je tiens également à vous assurer que ma délégation informera le Conseil sitôt qu'elle aura reçu d'autres informations de la part des autorités de notre capitale.

42.7. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

42.8. Le Conseil en est ainsi convenu.

43 UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT (UE) 2017/2321 ET RÈGLEMENT (UE) 2018/825 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

43.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

43.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

43.3. La Fédération de Russie réaffirme ses préoccupations au sujet des modifications apportées au règlement de base de l'Union européenne relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping, introduites par le Règlement (UE) 2017/2321 et le Règlement (UE) 2018/825. Une fois de plus, nous tenons à souligner la nature discriminatoire de ces modifications, qui peut être illustrée par les éléments suivants. Premièrement, la Commission européenne peut sanctionner les exportateurs deux fois pour la même situation, qualifiée dans les modifications de "distorsions significatives" et de "distorsions sur les matières premières". Deuxièmement, la Commission européenne n'a publié que deux "rapports" au sujet desdites "distorsions significatives" observées dans deux pays exportateurs spécifiques. Ces éléments montrent clairement la nature

discriminatoire de l'approche de l'UE s'agissant de l'application de mesures antidumping. Sans entrer plus dans le détail, nous souhaiterions réaffirmer une nouvelle fois notre préoccupation systémique concernant l'incompatibilité de ces modifications avec les règles de l'OMC. Nous invitons instamment l'UE à s'abstenir de les appliquer et à ne pas manquer à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

43.4. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

43.5. L'Union européenne renvoie à la déclaration qu'elle fera au titre du point 44 de l'ordre du jour.

43.6. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

43.7. Le Conseil en est ainsi convenu.

44 AUSTRALIE, CANADA, ÉTATS-UNIS, JAPON, NOUVELLE-ZÉLANDE, ROYAUME-UNI, SUISSE ET UNION EUROPÉENNE – MESURES DE RESTRICTION DU COMMERCE PRISES UNILATÉRALEMENT À L'ENCONTRE DE LA RUSSIE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

44.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

44.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

44.3. La Fédération de Russie réitère les déclarations concernant les mesures de restriction du commerce prises unilatéralement qu'elle a faites lors des précédentes réunions du CCM. Le nombre de mesures antirusse imposées par l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, la Suisse et l'Union européenne continue d'augmenter rapidement. À elle seule, l'UE a déjà adopté 11 trains de mesures. Dans le cadre du récent 11^{ème} train de mesures, l'UE restreint la vente, la fourniture, le transfert ou l'exportation de certaines marchandises non seulement vers la Russie, mais aussi vers des pays tiers dont les juridictions sont considérées comme présentant un risque constant et particulièrement élevé de contournement des mesures adoptées antérieurement. Elle élargit aussi l'interdiction de l'exportation, de l'importation et du transit de certaines marchandises.

44.4. Malgré le nombre considérable de mesures unilatérales de restriction du commerce qui ont été adoptées, nous avons été témoins d'un certain nombre de tentatives visant à accuser la Russie d'avoir déclenché la crise alimentaire et énergétique mondiale. Cette campagne active de désinformation est menée pour persuader la communauté mondiale que la Russie est la seule responsable de la hausse des prix mondiaux des produits alimentaires, des engrais et des ressources énergétiques.

44.5. Un exemple flagrant de spéculation sur les besoins des pays les plus pauvres est la situation concernant la mise en œuvre de l'Initiative de la mer Noire pour l'exportation de produits alimentaires ukrainiens et d'ammoniac russe et du mémorandum d'accord Russie-ONU sur la normalisation des exportations agricoles. Ces accords ont été présentés comme étant destinés à réduire le risque de famine et à apporter une aide aux pays les plus démunis d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. En réalité, leur mise en œuvre a entraîné l'exportation commerciale de céréales ukrainiennes vers des marchés "bien alimentés", principalement européens.

44.6. Ces conclusions sont fondées sur les données quantitatives concernant la réalisation de l'Initiative de la mer Noire. Depuis le 1^{er} août 2022, plus de 32,5 millions de tonnes de céréales ont été transportées depuis les ports d'Odessa, de Yuzhny et de Chernomorsk. La majeure partie des céréales (plus de 26 millions de tonnes, soit 81%) est expédiée vers les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, dont ceux de l'UE, qui a représenté environ 40% des approvisionnements. Ces importantes importations de céréales ont provoqué un autre problème dans l'UE: certains États membres de l'UE, sur la base des demandes de leurs producteurs, ont demandé une fermeture de leurs marchés même au transit des céréales ukrainiennes. Qu'en est-il de l'Asie, de l'Afrique et des autres pays? Les pays dans le besoin, comme l'Éthiopie, le Yémen, l'Afghanistan, le Soudan et la Somalie, représentent seulement 832 086 tonnes, soit 2,6% des marchandises.

44.7. L'autre partie du train de mesures concernant l'Initiative de la mer Noire n'a jamais été mise en œuvre par l'Occident collectif. Les questions systémiques relatives à l'exportation de produits agricoles et d'engrais russes ne sont toujours pas réglées. Ces questions ont trait à la reconnexion au système SWIFT de la Rosselkhozbank, la principale banque agricole de Russie qui gère des opérations de commerce intérieur et extérieur; à la fourniture de pièces détachées de machines agricoles; au redémarrage de la conduite d'ammoniac entre Togliatti et Odessa; à la levée des restrictions dans les secteurs de l'assurance et du transport; et au "dégel" des actifs.

44.8. En ce qui concerne les crises énergétiques, nous tenons à faire observer que l'Occident collectif utilise la demande de ressources énergétiques comme une "arme politique", alors qu'il tente de nous accuser de le faire. Le secteur russe des combustibles et de l'énergie a été choisi comme l'une des cibles immédiates des mesures restrictives unilatérales. Contrairement au discours classique sur le respect des mécanismes de marché, l'Occident collectif a choisi d'adopter des mesures contraires au marché (interdiction d'importer du charbon, du pétrole et des produits pétroliers russes; création d'un "cartel d'acheteurs" et fixation du "prix plafond" pour le pétrole brut et les produits pétroliers; et limitation de la fourniture d'équipements liés au pétrole et au gaz). Cela a provoqué une rupture des chaînes de valeur historiques, une redistribution des flux mondiaux d'énergie et une hausse des coûts de transaction. Les restrictions illégitimes et les mesures contraires au marché dans le secteur de l'énergie créent un danger préjudiciable pour le commerce international, représentent une grave menace pour la sécurité énergétique mondiale et perturbent la stabilité des marchés de l'énergie.

44.9. Dans ce contexte, la Fédération de Russie demande que les mesures unilatérales de restriction du commerce, y compris celles qui ont des conséquences extraterritoriales, soient immédiatement levées et qu'il soit mis fin aux actions coercitives des Membres concernés qui sont destinées à forcer d'autres Membres de l'OMC à les imiter.

44.10. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

44.11. L'Union européenne condamne une fois de plus avec la plus grande fermeté la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, qui viole délibérément la Charte des Nations Unies et fait fi de l'ordre international fondé sur des règles. L'Union européenne réaffirme qu'elle soutient de manière indéfectible la souveraineté, l'intégrité territoriale et le droit de légitime défense de l'Ukraine. L'Union européenne reste déterminée à maintenir et à intensifier la pression collective sur la Russie, comme en témoigne l'adoption du onzième train de sanctions le 23 juin 2023.

44.12. Parallèlement, l'Union européenne est déterminée à redoubler d'efforts pour veiller à l'application effective des sanctions au niveau européen et national. L'UE poursuit également son dialogue avec des pays tiers dont les juridictions sont considérées comme présentant un risque constant et particulièrement élevé de contournement des sanctions.

44.13. Nous condamnons fermement les tentatives de désinformation de la Russie qui imputent aux sanctions internationales l'aggravation de l'insécurité alimentaire. Nous devons répéter une fois de plus que les sanctions de l'UE ne ciblent ni le commerce des produits agricoles, alimentaires ou médicaux ni le commerce de la Russie avec des pays tiers. C'est la Russie, en utilisant les produits alimentaires comme une arme dans sa guerre contre l'Ukraine, qui est la seule responsable de l'insécurité alimentaire mondiale que cette guerre a provoquée.

44.14. Le maintien de la disponibilité et du prix abordable des produits agricoles pour les pays qui sont le plus dans le besoin est essentiel. L'UE ne relâchera pas ses efforts pour renforcer la sécurité alimentaire mondiale grâce, entre autres, à l'Initiative céréalière de la mer Noire des Nations Unies, aux corridors de solidarité de l'UE et à l'initiative ukrainienne "Grain from Ukraine" (Céréales en provenance d'Ukraine).

44.15. En outre, la Commission a récemment proposé de mettre en place une facilité spécifique pour soutenir le redressement, la reconstruction et la modernisation de l'Ukraine, ainsi que la mise en œuvre de réformes essentielles en vue de son adhésion à l'UE.

44.16. L'Union européenne a pris toutes ses mesures d'une manière tout à fait transparente. Les mesures pertinentes de l'UE peuvent être consultées par le public. Elle demande à la Russie de cesser ses actes d'agression et de respecter pleinement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

44.17. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

44.18. Les États-Unis condamnent l'agression injustifiable, non provoquée et illégale commise par la Russie contre l'Ukraine indépendante et souveraine, et les souffrances et pertes de vies qu'elle continue de causer. Les États-Unis ne ménageront aucun effort pour tenir le Président Poutine et les architectes et partisans de cette agression responsables de leurs actes. Nous soulignons notre détermination à faire subir à la Russie de graves conséquences économiques et financières. Comme nous l'avons dit auparavant, la Russie se plaint d'une situation dont elle est l'artisan et essaie de rejeter la faute sur d'autres pour les morts et les destructions qu'elle a causées.

44.19. C'est la Russie qui a déclenché cette guerre; c'est elle qui la perpétue; c'est elle qui a tenté d'annexer illégalement des parties de l'Ukraine; c'est elle qui continue de détruire les infrastructures agricoles et énergétiques de l'Ukraine; et c'est elle qui continue de diffuser de fausses informations selon lesquelles les sanctions occidentales sont à l'origine de l'insécurité alimentaire alors que nous avons très clairement indiqué que les banques, les assureurs, les expéditeurs et d'autres acteurs pouvaient continuer de fournir des produits alimentaires et des engrais russes au monde. En somme, la Russie, s'appuyant sur la complicité du Bélarus, est responsable de la majeure partie des ravages et des perturbations dont souffre le monde.

44.20. Les États-Unis continueront à condamner la guerre brutale, non provoquée et injustifiée menée par Poutine contre l'Ukraine. Ils continueront de soutenir les efforts courageux de l'Ukraine pour se défendre, maintenir son intégrité territoriale et protéger sa population. Ils continueront de travailler avec leurs partenaires et alliés pour maintenir et intensifier la pression internationale sur le régime du Président Poutine, et ses complices du Bélarus, aussi longtemps que nécessaire.

44.21. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

44.22. Le Royaume-Uni continue de rejeter les mensonges que la Russie ne cesse de recycler au CCM et dans d'autres organes. De fait, les tentatives manifestes de la Russie visant à distraire et à désinformer les autres et à rejeter sur eux la responsabilité des conséquences de sa propre invasion illégale, non provoquée et barbare de l'Ukraine – un pays souverain – sont absurdes. Soyons clairs, la Russie et seule la Russie reste responsable des pénuries mondiales de produits alimentaires, de la hausse de l'inflation et des perturbations des chaînes d'approvisionnement qu'elle a provoquées en envahissant un autre pays. Le récit fictif de la Russie est aussi peu convaincant qu'in vraisemblable; les faits parlent d'eux-mêmes.

44.23. Pour en venir aux faits concernant les conséquences de l'invasion russe, depuis notre dernière déclaration au CCM, les conséquences mondiales de la guerre que la Russie a choisi de mener ont continué de susciter de plus en plus d'attention. Ses actes ont des effets catastrophiques au niveau mondial sur les prix des produits alimentaires. Les répercussions de la présence des chars russes qui empêchent les agriculteurs ukrainiens de semer du blé sur des centaines de miles carrés se font toujours sentir, et nous parlons d'une zone dont la superficie est égale à celle de la Belgique.

44.24. La Russie a aussi continué de perturber des opérations essentielles comme l'Initiative céréalière de la mer Noire en retardant les navires et en bloquant les inspections, ce qui a entraîné une baisse de 29% des exportations de produits alimentaires en poids par rapport à mars 2023 et une baisse de 66% au mois de mai. Les entraves russes à ces opérations nuisent à la sécurité alimentaire mondiale en restreignant les approvisionnements et en maintenant les prix à un niveau élevé dans le monde entier. À cause de cela, la population des pays en développement a encore plus de mal à acheter les produits alimentaires dont elle a besoin.

44.25. L'explosion du barrage de Kakhovka, une autre catastrophe aggravée par cette guerre, aura également des conséquences de grande ampleur sur la sécurité alimentaire, ce qui mettra en péril la production de céréales essentielles et aura des répercussions sur l'approvisionnement en céréales et l'inflation.

44.26. Politiques intérieures de la Russie: face à ces conséquences de sa guerre sur les chaînes d'approvisionnement, nous avons déjà souligné que la Russie fait le choix actif d'aggraver une situation critique en continuant de prendre des mesures unilatérales qui font augmenter encore plus les prix mondiaux des produits agroalimentaires. Les propres mesures autonomes de restriction à l'exportation de la Russie ont concerné de nombreux produits agricoles, y compris les engrais, le sucre blanc, le sucre de canne brut, le blé, le seigle, le méteil, l'orge, le maïs, le riz, l'huile et les graines de tournesol, et l'huile et les graines de colza.

44.27. Les mesures que nous venons de présenter prouvent clairement que la Russie continue d'utiliser les produits alimentaires comme une arme et aggrave encore la situation en réduisant unilatéralement l'offre mondiale et en stimulant les hausses des prix mondiaux des produits alimentaires.

44.28. Passons à nos propres sanctions et, plus généralement, aux prochaines étapes. Le Royaume-Uni n'a pas ciblé spécifiquement les exportations de produits alimentaires ou d'engrais de la Russie vers des pays tiers. Nous avons seulement adopté des sanctions dans le but de cibler la machine de guerre de Poutine. Le Royaume-Uni continuera de mettre en lumière les conséquences considérables de cette guerre, et nous continuerons de soutenir les pays du monde entier qui sont les premières victimes des conséquences de l'attaque illégale et non provoquée lancée par la Russie contre l'Ukraine. Face à cette atteinte à sa souveraineté et à son intégrité territoriale, le Royaume-Uni continuera de se tenir aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra.

44.29. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

44.30. La Nouvelle-Zélande continue de condamner, sans équivoque, la guerre d'agression menée actuellement par la Russie contre l'Ukraine. Les actes de la Russie ont déjà provoqué la mort de milliers de personnes, une crise humanitaire massive et des souffrances indicibles. Le mépris scandaleux de la Russie à l'égard des principes qui sous-tendent la paix et la prospérité mondiales a de graves conséquences pour l'ordre, la sécurité et la stabilité économique à l'échelle mondiale. Soyons clairs: c'est l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui a entraîné des incertitudes et la volatilité des prix et de l'offre de produits alimentaires dans le monde.

44.31. La Nouvelle-Zélande s'est jointe à la communauté internationale pour appliquer des sanctions de façon transparente. Des renseignements sur la Loi sur les sanctions à l'encontre de la Russie qui a été adoptée par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande le 8 mars 2022 et sur tous les règlements ultérieurs qui mettent en œuvre les sanctions sont mis à la disposition du public sur le site Web du Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur. Les sanctions prévues par cette loi sont une riposte directe à la guerre d'agression illégale de la Russie et n'ont pas pour but de perturber le commerce des produits essentiels comme les produits alimentaires. Il s'agit d'interdictions concernant la gestion d'actifs et les services, d'interdictions de voyager qui empêchent des personnes physiques d'entrer en Nouvelle-Zélande, d'augmentations des droits sur les importations de produits d'origine russe, d'une interdiction d'importer de Russie des produits de luxe et d'exporter ce type de produits en Russie, et d'une interdiction d'exporter en Russie et au Bélarus certaines marchandises destinées à être utilisées par les forces militaires ou de sécurité.

44.32. La Nouvelle-Zélande continue de s'associer à la communauté internationale pour faire en sorte que les responsables de violations du droit humanitaire et international répondent de leurs actes. L'imposition de sanctions à la Russie est un moyen de mettre un terme à cette guerre. Nous restons pleinement solidaires de l'Ukraine et de son peuple, et réaffirmons notre soutien indéfectible en faveur de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

44.33. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

44.34. La Suisse condamne l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine avec la plus grande fermeté et appelle la Russie à prendre des mesures de désescalade militaire, à cesser les hostilités et à retirer immédiatement ses troupes du territoire ukrainien. La poursuite de cette attaque militaire constitue une violation flagrante du droit international, notamment de l'interdiction du recours à la force et du principe de l'intégrité territoriale des États ainsi que de l'obligation de protection de la population civile. Face à l'agression militaire russe, la Suisse a pris un certain nombre de mesures économiques. Ces mesures sont de nature exceptionnelle. Elles ont été prises en raison de la violation du droit international commise par la Russie. Les mesures prises par la Suisse sont en accord avec le droit international, y inclus le droit de l'OMC. La Suisse reste par ailleurs déterminée à contribuer à la lutte contre les crises alimentaires et énergétiques mondiales et aucune des mesures de sanctions prises à l'encontre de la Russie ne vise le commerce de produits agricoles et alimentaires.

44.35. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

44.36. Aucune désinformation ne peut dissimuler le fait que la Russie est la seule responsable de cette crise qu'elle décrit. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a été un choc important pour un système alimentaire déjà mis à rude épreuve, ce qui s'est traduit par des prix record des produits alimentaires, des combustibles et des engrais. Les prix mondiaux des produits alimentaires demeurent historiquement élevés et les prix intérieurs des produits alimentaires continuent d'augmenter fortement dans la plupart des pays. Les prix élevés ont une incidence disproportionnée sur les pauvres, qui consacrent la majeure partie de leurs revenus à l'alimentation et aux autres besoins de base.

44.37. Il est probable que les prix élevés des engrais et de l'énergie entraînent une baisse de la productivité agricole, ce qui réduirait la disponibilité future des produits alimentaires, compromettrait les moyens de subsistance des agriculteurs et aurait des répercussions sur les économies des pays du Sud. La crise alimentaire qui ne cesse d'évoluer reste une priorité absolue pour le Canada et d'autres donateurs, comme le démontre le fait que les ordres du jour des réunions du G-7 et du G-20 continuent de la prioriser en 2023.

44.38. Le Canada continuera d'aider les partenaires humanitaires tels que le Programme alimentaire mondial à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels urgents du nombre croissant de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Le Canada appuie également les efforts visant à atténuer les déficits d'exportation résultant de l'invasion non provoquée et injustifiable de l'Ukraine par la Russie et à réduire les prix mondiaux des produits alimentaires, y compris au moyen des corridors de solidarité de l'UE et de l'Initiative céréalière de la mer Noire. Le Canada est fermement convaincu que la Russie doit cesser d'entraver les opérations et confirmer sa participation à l'Initiative céréalière de la mer Noire aussi longtemps que nécessaire.

44.39. Nous continuerons à prendre les mesures que nous jugeons nécessaires pour protéger nos intérêts essentiels en matière de sécurité et nous collaborerons étroitement avec des partenaires aux vues similaires afin de promouvoir la paix et la sécurité pour tous les États et leurs citoyens. Le soutien du Canada envers l'Ukraine et son peuple est inébranlable, et nous nous emploierons à trouver des moyens d'utiliser le commerce pour aider l'Ukraine à reconstruire son économie et sa société. Nous appelons une fois de plus la Russie à cesser immédiatement tous les actes hostiles contre l'Ukraine.

44.40. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

44.41. Comme d'autres Membres ayant pris la parole, l'Australie condamne une fois de plus dans les termes les plus fermes possibles l'invasion illégale et immorale de l'Ukraine par la Russie. Cette invasion constitue une violation flagrante du droit international. L'Australie soutient fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

44.42. L'Australie a imposé une série exhaustive de mesures à l'encontre de la Russie suite à son invasion de l'Ukraine, y compris plus de 1 100 sanctions financières et mesures commerciales ciblées. L'Australie a notifié ces mesures commerciales à l'OMC pour garantir la transparence, qui est une obligation importante imposée à tous les Membres que l'Australie prend au sérieux. Ces mesures sont justifiées au vu de l'invasion sans précédent lancée par la Russie et elles le sont au regard des règles de l'OMC, en particulier de l'article XXI du GATT de 1994. Les produits alimentaires et agricoles (à l'exception d'un nombre limité de produits de luxe tels que le homard et le caviar) ne sont pas visés par les sanctions de l'Australie. Ce sont plutôt les propres décisions de la Russie qui limitent sa contribution aux stocks mondiaux de produits alimentaires, y compris l'imposition de restrictions sur ses propres exportations.

44.43. L'Australie est déterminée à renforcer l'ordre mondial fondé sur des règles et elle est un partenaire disposé et apte à travailler avec tous les pays qui veulent un monde pacifique et prospère, où la souveraineté est respectée.

44.44. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

44.45. L'agression de l'Ukraine par la Russie porte clairement atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et constitue une grave violation de la Charte des Nations Unies, qui interdit le recours à la force. Le Japon n'acceptera jamais cette tentative unilatérale de modifier le statu quo par la force; il s'agit d'une situation extrêmement grave qui ébranle le fondement même

de l'ordre international. Le Japon condamne les actes de la Russie avec la plus grande fermeté. En réponse à l'agression russe, il met en œuvre des sanctions rigoureuses en étroite coopération avec la communauté internationale, dont le G-7. Nous continuons de travailler avec nos partenaires, y compris les organisations internationales, afin de répondre de manière proactive à l'incidence de l'agression de l'Ukraine par la Russie sur des domaines comme l'énergie et les denrées alimentaires, entre autres, dans de nombreux pays. Le Japon et d'autres pays s'emploient rigoureusement à remédier à la situation en imposant des sanctions qui n'entravent pas la fourniture de l'aide humanitaire ni le commerce mondial des produits agricoles.

44.46. Le délégué de la République de Moldova a indiqué ce qui suit:

44.47. Dès le premier jour de la guerre, la République de Moldova a condamné avec la plus grande fermeté l'agression de la Russie en Ukraine, une guerre qui cause quotidiennement des destructions et des souffrances dans le pays voisin. Au sujet de ce point de l'ordre du jour, nous aimerions également ajouter l'expression de notre soutien et de notre solidarité avec l'Ukraine et le peuple ukrainien, tout comme d'autres Membres qui ont pris la parole avant nous.

44.48. Les répercussions économiques et sociales de la guerre menée par la Russie se sont fortement fait sentir en Ukraine et dans son voisinage, y compris en République de Moldova. Depuis le début de cette guerre, nous devons faire face à de multiples défis: des menaces accrues pour la sécurité et un afflux sans précédent de personnes qui fuient cette guerre; des perturbations majeures des échanges; un ralentissement économique, qui a touché tous les secteurs de notre économie, avec un taux d'inflation supérieur à 30% en 2022; et une grave crise énergétique qui a aussi été causée volontairement par la Russie. Du point de vue de l'accès aux marchés, il convient de noter qu'en raison de cette agression contre l'Ukraine, les agents économiques de Moldova ont perdu l'accès à une part importante des marchés et des itinéraires de transit vers des partenaires asiatiques.

44.49. Cette invasion constitue une violation flagrante du droit international et du cadre juridique multilatéral établi à l'OMC, qui a une incidence sur la majorité de nos Membres. La République de Moldova, à l'instar d'autres Membres, estime qu'il est essentiel de se concentrer sur l'origine même de cette situation aggravée, qui représente une menace notable pour le système commercial multilatéral. La solution est évidente et bien connue. Les agresseurs doivent mettre un terme à cette guerre, cesser la propagande et retirer leurs troupes du territoire ukrainien immédiatement et sans condition.

44.50. Le délégué de la Norvège a indiqué ce qui suit:

44.51. La Norvège met en œuvre les mesures restrictives citées par d'autres Membres au titre du point 44 de l'ordre du jour. Ces mesures restrictives ont été prises en réponse à l'invasion militaire non provoquée de l'Ukraine par la Russie et aux tentatives illégales de cette dernière d'annexer des territoires ukrainiens, que la Norvège condamne avec la plus grande fermeté possible. Nous renvoyons à nos déclarations antérieures à ce sujet.¹⁵

44.52. Les mesures restrictives visent la machine de guerre de la Russie. Nous sommes consternés par la guerre d'agression permanente menée par la Russie, qui constitue une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies. La Russie est la responsable des conséquences mondiales de cette agression, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires et la sécurité. La Norvège réaffirme sa solidarité totale avec l'Ukraine et le peuple ukrainien.

44.53. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

44.54. La République de Corée a condamné avec force l'invasion armée lancée par la Russie contre l'Ukraine. En ce qui concerne le point à l'examen, la Corée estime qu'il est essentiel de se concentrer sur l'origine même de la situation des chaînes d'approvisionnement mondiales dans de nombreux secteurs, qui s'aggrave grandement, constituant une menace notable pour l'ordre commercial mondial fondé sur des règles dans le cadre de l'OMC. Le moyen de mettre un terme à tout cela est l'arrêt de l'action militaire de la Russie en Ukraine. Il est important de noter que la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Ukraine devraient être respectées.

¹⁵ Voir, par exemple, les documents [G/C/M/144](#), paragraphes 14.33 et 14.34, et [G/C/M/145](#), paragraphes 31.40 et 31.41.

44.55. Le délégué de l'Ukraine a indiqué ce qui suit:

44.56. L'Ukraine tient à exprimer sa sincère gratitude à l'Australie, au Canada, à la République de Corée, aux États-Unis, au Japon, à la République de Moldova, à la Norvège, à la Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni, à la Suisse et à l'Union européenne pour leur soutien constant à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et pour leur engagement en faveur de l'ordre international fondé sur des règles.

44.57. La Russie a réitéré sa déclaration concernant lesdites mesures unilatérales de restriction du commerce, en se plaignant du problème qu'elle a elle-même créé, et elle essaie de rejeter la faute sur d'autres pour les morts et les destructions qu'elle a causées. Dans le même temps, la Russie ne fait que continuer de terroriser les civils ukrainiens en attaquant des infrastructures essentielles et des zones résidentielles avec des missiles, des bombes aériennes guidées et des drones d'attaque iraniens, et l'attaque la plus récente a eu lieu hier soir, faisant au moins 40 morts et blessés dans la ville de Lviv.

44.58. La destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka par les occupants russes était un autre crime odieux d'écocide. Cette catastrophe écologique causée par l'homme aura des conséquences de grande ampleur et à long terme non seulement pour l'Ukraine mais aussi pour de nombreux autres pays du monde, en raison de la destruction des écosystèmes ainsi que des cultures, du bétail et des poissons, qui provoquera des pénuries mondiales de produits alimentaires encore plus importantes. La Russie continue cyniquement d'imputer aux sanctions internationales l'augmentation de l'insécurité alimentaire et la crise mondiale, bien que les sanctions soient de nature exceptionnelle et n'aient pas pour but de perturber le commerce des produits essentiels. Elles n'entravent pas le commerce des produits agricoles, alimentaires ou médicaux; elles visent plutôt à mettre fin à la guerre d'agression illégale, non provoquée et injustifiée que mène la Russie. Les sanctions imposées sont le résultat de la violation du droit international commise par la Russie et ont été imposées en pleine conformité avec les dispositions pertinentes du droit international, y compris du droit de l'OMC.

44.59. Nous sommes convaincus que le régime de sanctions contre la Russie devrait non seulement être maintenu, mais également renforcé, car l'État russe parvient encore à contourner le régime de sanctions internationales et acquiert toujours des technologies par l'intermédiaire d'un réseau de fournisseurs. Le renforcement des sanctions est nécessaire pour réduire la capacité de la Russie de financer sa guerre et pour faire en sorte qu'elle ne puisse pas fabriquer et entretenir des armes de haute technologie. Pour information, chaque missile Kalibr compte plus de 44 composants.

44.60. En ce qui concerne l'Initiative céréalière de la mer Noire, nous ne pouvons qu'attirer une fois de plus l'attention des Membres sur le sabotage et le ralentissement délibéré par la Russie des travaux qui ont duré huit mois, ce qui a fait que le monde a été privé d'au moins 20 millions de tonnes de produits alimentaires. Il y a actuellement plus de 50 navires en attente d'inspection dans les eaux territoriales de la Türkiye, destinés à être chargés de 2,4 millions de tonnes de denrées alimentaires. Certains navires attendent les inspections du Centre conjoint de coordination depuis plus de trois mois, ce qui entraîne des pertes supérieures à 1 milliard d'USD et a une incidence sur le coût final des produits alimentaires dans le monde entier. Une fois de plus, la Russie a trouvé un moyen de limiter l'approvisionnement mondial en denrées alimentaires en bloquant l'enregistrement de nouveaux navires entrants et en obstruant le plus grand port, Pivdennyi, pendant deux mois d'affilée, ce qui constitue une violation flagrante des modalités de l'Initiative céréalière de la mer Noire que le pays agresseur a aussi acceptées. Qui plus est, à moins de deux semaines de la date d'expiration de la prorogation de l'Initiative, nous sommes témoins d'une énième tentative russe d'envenimer la situation, en donnant au monde d'autres incertitudes en ce qui concerne l'approvisionnement en blé, en maïs, en farine de tournesol et en huile de soja dans les mois à venir.

44.61. En outre, malgré les fausses allégations formulées aujourd'hui par la Russie, ses propres statistiques montrent clairement une augmentation des exportations de produits agricoles et du transbordement d'engrais minéraux en 2022 et au début de 2023. J'ai présenté en détail les statistiques correspondantes lors de la précédente réunion du Comité de l'agriculture.

44.62. En résumé, l'Ukraine ne voit dans les soi-disant demandes, préoccupations et autres questions adressées aux Membres par la Russie qu'une tentative de les distraire, de diffuser une version erronée des faits au sein de la communauté commerciale internationale et de faire obstacle

aux travaux de ce Conseil. Nous exprimons une fois de plus notre gratitude à tous nos partenaires pour leur large soutien et appelons les autres Membres de l'OMC à exercer davantage de pression sur la Russie pour mettre fin à sa capacité de faire la guerre et de saper le système commercial multilatéral fondé sur des règles et son développement durable, lequel est impossible en l'absence de paix et de stabilité.

44.63. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

44.64. L'article IV de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce dispose que le Conseil du commerce des marchandises supervise le fonctionnement des Accords commerciaux multilatéraux figurant à l'annexe I. Par conséquent, l'essentiel des interventions que nous avons écoutées il y a quelques minutes sont manifestement sans rapport avec le mandat du CCM.

44.65. Comme il a été souligné à de nombreuses reprises dans le cadre des discussions de cette Organisation sur la situation liée à la sécurité régionale ou mondiale, l'application ou le respect de la Charte des Nations Unies outrepassa le mandat des organes de travail de l'OMC, y compris celui-ci. Ces discussions doivent avoir lieu au sein des organes et institutions spécialisées des Nations Unies. C'est au sein de ces organes et institutions que la Russie présente en détail sa position concernant les origines et les raisons de son opération militaire spéciale en Ukraine ainsi que les questions qui se posent pendant celle-ci, par exemple la destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka.

44.66. Étant donné que la centrale hydroélectrique de Kakhovka (barrage de Kakhovka) a été évoquée aujourd'hui par plusieurs délégations, la Russie condamne la campagne de désinformation menée par l'Ukraine et les médias occidentaux pour rejeter sur la Russie la responsabilité de la destruction du barrage de Kakhovka. Le barrage a été détruit par les forces armées ukrainiennes et sa destruction a provoqué une catastrophe humanitaire et environnementale dévastatrice.

44.67. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

44.68. Le Conseil en est ainsi convenu.

45 AUTRES QUESTIONS

45.1 Calendrier annuel provisoire des réunions – Organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises (JOB/CTG/31) et calendrier évolutif provisoire des réunions formelles des organes de l'OMC en 2023 (WT/INF/231/REV.1)

45.1. Le Président a indiqué ce qui suit:

45.2. J'aimerais attirer votre attention sur le document [JOB/CTG/31](#), le calendrier annuel provisoire des réunions des organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises, et sur le document [WT/INF/231/Rev.1](#), le calendrier évolutif provisoire des réunions formelles des organes de l'OMC en 2023. Ces documents ont été établis en étroite coordination avec le Secrétaire du Conseil du commerce des marchandises et les Secrétaires des organes subsidiaires du CCM, afin d'éviter les chevauchements et d'assurer la programmation optimale des réunions. Ces calendriers annuels sont élaborés pour faciliter l'identification précoce de tout problème potentiel, tout en vous permettant de planifier en conséquence. En outre, comme vous l'avez certainement remarqué, le Secrétariat a changé la manière dont fonctionne le calendrier des réunions figurant sur la page Web de l'OMC, de sorte qu'il est désormais encore plus facile pour les Membres d'obtenir des renseignements sur les réunions. Le Secrétariat m'a informé que vous devez vous connecter à la page Web de l'OMC pour avoir pleinement accès aux renseignements et aux fonctionnalités.

45.3. Le délégué du Paraguay a indiqué ce qui suit:

45.4. Le Paraguay remercie le Secrétariat pour les efforts de coordination déployés et souhaiterait obtenir des renseignements actualisés sur les travaux de coordination entre le CCM et d'autres Conseils, en particulier le Conseil général et les organes de négociation, dans lesquels nous avons constaté les chevauchements les plus récents entre les réunions. Il s'agit en particulier de chevauchements entre la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture et les réunions informelles de ce Conseil, ainsi que la dernière réunion formelle du Comité OTC.

45.5. Le Secrétariat (M. Roy Santana) a indiqué ce qui suit:

45.6. Lors de la planification des réunions, le Secrétariat fait toujours tout son possible pour respecter les "Lignes directrices concernant l'organisation des réunions des organes de l'OMC", document [WT/L/106](#), qui ont été adoptées en 1995. Cette année-là, l'OMC ne disposait que de quatre grandes salles de réunion dans lesquelles pouvaient se tenir les réunions des Comités. Depuis, l'OMC a ajouté trois autres salles de réunion, donc nous disposons désormais de sept salles de réunion de ce type, dont la plupart sont constamment pleines. Quelles sont les règles? D'une part, les Lignes directrices prévoient qu'il ne devrait pas y avoir en même temps deux réunions de conseils, c'est-à-dire des réunions du Conseil général, de l'ORD, de l'OEPC, du CCM, du CCS et du Conseil des ADPIC. Le Secrétariat a très bien respecté cette règle, étant donné qu'il ne se présente jamais de situation dans laquelle ces réunions se chevauchent. Les Lignes directrices prévoient également qu'il ne devrait pas y avoir en même temps plus de deux réunions formelles d'organes de l'OMC et, à cet égard, la coordination a aussi été très satisfaisante pour ce qui est d'éviter les chevauchements. Il est vrai que des problèmes de programmation se posent parfois, mais ceux-ci concernent souvent les chevauchements des réunions formelles et informelles. Dans ces cas, les Lignes directrices disposent que nous devrions nous efforcer d'éviter autant que possible les chevauchements. Cependant, il convient également de garder à l'esprit que l'activité à l'OMC a considérablement augmenté au fil des années. Par exemple, certains organes organisent des réunions qui se tiennent pendant toute une semaine, suivies de réunions d'un autre organe qui se tiennent aussi pendant toute une semaine, et des séminaires et des ateliers fréquents, entre autres, sont aussi organisés, ce qui signifie que les conditions de la planification sont très difficiles. J'aimerais présenter mes excuses pour les fois où nous n'avons pas pu respecter pleinement les Lignes directrices, mais je peux assurer que le Secrétariat fait tout son possible pour limiter ce type de situations. Malheureusement, nous ne pouvons pas garantir qu'elles seront complètement évitées.

45.7. Le Président a remercié le Secrétariat pour cette explication.

45.2 eAgenda

45.8. Le Président a indiqué ce qui suit:

45.9. Le 27 avril, le Secrétariat a informé les Membres, au moyen du document [JOB/CTG/30](#), de la mise en œuvre d'eAgenda à titre d'essai, à la suite de la Décision du 10 février 2023 (reproduite dans le document [G/L/1481](#)). Il s'agit de la première réunion formelle du CCM pendant laquelle la plate-forme eAgenda a été utilisée. J'ai été informé que nous avons rencontré quelques dysfonctionnements mineurs, y compris en ce qui concerne la question de la numérotation et les intitulés des préoccupations commerciales soulevées précédemment, mais que le Secrétariat a rapidement identifié et résolu les problèmes. Si vous souhaitez formuler des observations sur de nouvelles améliorations à apporter à la plate-forme eAgenda ou si vous avez des questions, veuillez prendre contact directement avec le Secrétariat.

45.3 Date de la prochaine réunion

45.10. Le Président a indiqué que la réunion formelle suivante du Conseil était prévue du 30 novembre au 1^{er} décembre 2023, avec une réunion informelle prévue le 19 septembre. Ces dates seraient confirmées en temps voulu.

45.11. La réunion a été déclarée close.
